

150150

Supplément « Sans visa »

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14248 - 5 F

SAMEDI 17 NOVEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

Les tensions politiques dans les pays de l'Est

## Turbulences en Roumanie

Le calme relatif qui avait suivi l'expédition punitive des mineurs de la vallée du Jiu, à Bucarest, en juin dernier, n'a donc duré que l'espace d'un été. La Roumanie, qui n'a pas fini d'explorer le pécédent original des troupes de décembre 1989, entre de nouveau dans une période de fortes turbulences.

A un mois de l'anniversaire de la chute de Nicolae Ceausescu, les manifestations qui se sont déroulées, jeudi 15 novembre, dans les grandes villes roumaines pour commémorer le soulèvement ouvrier de Brasov en 1987 paraissent de bien mauvais augure pour le régime de M. Ion Iliescu. C'est la première fois en effet depuis la « révolution » que des foules aussi nombreuses demandent la démission du président roumain et du gouvernement de M. Petre Roman.

Les partis politiques « historiques » semblent, une fois encore, dépassés par les événements, deux forces, aussi composées l'une que l'autre, sont désormais face à face. Le Front de salut national ne semble toujours pas avoir digéré son triomphe électoral d'avril, ni être en mesure de réaliser un rapprochement idéologique crédible. Entre les jeunes technocrates groupés autour de M. Roman, qui tentent d'accélérer le passage vers une économie libérale, et les « nomenklaturistes » de l'ancien régime, fermement décidés à garder leurs privilèges - et donc à ne rien changer de fondamental - le conflit, larvé aujourd'hui, peut se durcir demain. A moins qu'il ne soit arbitré par l'énigmatique général Victor Stanculescu, le chef de l'armée, qui cultive habilement sa différence.

Avec des années de retard sur les mouvements contestataires de la plupart des autres pays d'Europe de l'Est, les opposants roumains semblent être enfin parvenus à créer un groupe d'accueil, l'« Alliance civique », susceptible de réunir tous ceux qui désirent changer radicalement les mécanismes profonds de la société roumaine, des anciens dissidents comme M. Doine Cornes aux « goulans » représentés par le dirigeant étudiant M. Marian Munteanu, en passant par les syndicalistes inquiets de la dégradation des conditions de vie. Ce mouvement pourrait donner toute sa mesure en décembre lorsqu'on célébrera le premier anniversaire de la chute de l'ancien dictateur. Des dérapages seront alors à craindre. Les personnalités troubles qui ont tiré les ficelles des événements de décembre 1989 pourraient, de nouveau, servir, et de provocation en mystification, entraîner le pays dans une nouvelle flambée de violence.

En Europe centrale, même s'ils ont procédé à un agglomération, sincère ou purement tactique, et s'ils ont été adoucis par le suffrage universel, les anciens Partis communistes semblent incapables de réaliser avec succès la transition vers la démocratie libérale. C'est ce qui se passe tant en Roumanie qu'en Bulgarie, où les anciens PC ne parviennent pas à gouverner. Comme si, tout simplement, on ne pouvait être et avoir été.

Lire nos informations page 3 ainsi que l'article de SYLVIE KAUFFMANN : « La Tchécoslovaquie un an après la révolution de velours »

M0147-11170-5.00 F



## M. Gorbatchev veut remanier le commandement de l'armée

Devant le Parlement soviétique, M. Gorbatchev a proposé, vendredi 16 novembre, un remaniement du gouvernement, mais aussi du commandement de l'armée. « Je ne pense pas que cette puissante organisation puisse échapper aux réformes », a dit le président soviétique au cours d'un débat extraordinaire exigé par les députés sur la situation dans le pays. Pour sa part, M. Boris Eltsine, président de la Russie, a demandé la démission du gouvernement de M. Rykov et la création d'un « comité de crise ».

(Lire nos informations page 3.)

## Retour en URSS

On ne revient plus d'URSS. On y retourne.

Comme Vadim Kozov, poète, ancien prisonnier politique.

André Gide est revenu d'URSS, un peu en vain puisque son message ne fut guère entendu. C'était, il est vrai, dans les années 30, les années de la surré.

Beaucoup d'émigrés russes, depuis quelques années, reviennent sur le lieu de leurs « crimes ». Un mois, deux mois, trois mois... Mais ils n'y restent pas, n'y songent pas, même s'ils vivent au rythme de cette terre russe, qu'ils charient à leurs semelles, même s'ils respirent l'air du bruit et de la forêt qui nous vient de là bas. Vadim Kozov, poète, traducteur de Rimbaud, Lautréamont, Mallarmé, Char, Michaux, est de ceux-là. Né en 1937, envoyé dans les camps post-staliniens de Mordovie (1957-63) pour

JACQUES AMALRIC

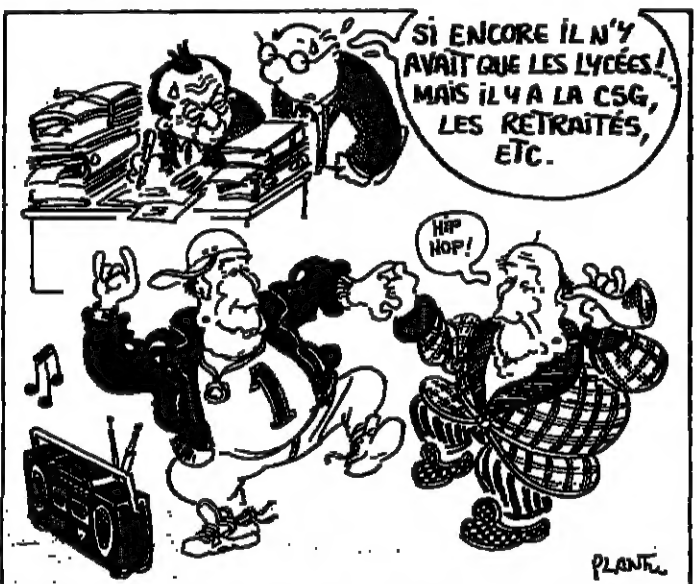
Lire page 2

La CSG et la motion de censure

## M. Michel Rocard veut défier « tous les conservatismes »

M. Michel Rocard a engagé la responsabilité de son gouvernement, vendredi 16 novembre, à l'Assemblée nationale, sur les articles du projet de budget pour 1991 relatifs à la contribution sociale généralisée, après avoir annoncé que le produit de celle-ci serait affecté aux allocations familiales.

Le premier ministre a dénoncé les « conservatismes » de droite ou de gauche. Les groupes RPR, UDC et UDF ont déposé vendredi une motion de censure, devant être débattue le 19 novembre et que le groupe communiste a prévu de voter.



■ Le compte rendu du débat, par Jean-Louis SAUX  
■ Les réactions à l'Assemblée, par Pierre SERVENT  
■ Les principales modifications du texte  
■ Vers une négociation générale sur les retraites ?

par Jean-Michel NORMAND

Page 9

## La crise du Golfe

■ M. Saddam Hussein prêt à négocier, mais sans condition préalable.  
■ Importantes manœuvres américano-saoudiennes

page 4

## Difficultés pour Volvo

Baisse des ventes et pertes financières pour le constructeur suédois d'automobiles

page 29 - section D

## Les critiques du Crédit agricole

« Il n'est pas de bonne politique d'écraser de charges les entreprises », nous déclare M. Philippe Jaffré.

page 31 - section D

## Villes et recensement

La population des grandes agglomérations a recommencé à augmenter

page 29 - section D

## L'argent noir du football

L'affaire Darmon : le sport français en état de choc

page 14 - section B

## « Peuple corse »

La commission des lois de l'Assemblée nationale approuve le projet de statut de l'île.

page 10

## La mort de Henri Noguères

Une incandescence de la « fibre républicaine »

page 11

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section D

## Boomerang Est-Ouest

Quinze ans après Helsinki, le grand sommet de l'après-guerre froide

par Claire Tréan

On peut difficilement rêver plus prestigieuse assemblée que celle réunie à Paris à partir du lundi 19 pour le deuxième sommet de l'histoire de la CSCE : George Bush et Mikhail Gorbatchev, tous les chefs d'Etat et de gouvernement de la grande Europe à l'exception de l'Albanie, MM. Perez de Cuellar et Delors : qui dit mieux ? Et pourtant, qui sait ce qui vaut aujourd'hui à la capitale de la France tant d'honneurs ? Il y a moins d'un an, en décembre 1989, quand l'idée, lancée par M. Gorbatchev, avait été reprise au

bond par M. Mitterrand, la perspective de ce sommet était floue : les régimes communistes tombaient les uns après les autres, le pacte de Varsovie chancelait, le sort des Allemands n'était pas encore scellé. Quinze ans après le sommet d'Helsinki qui avait été l'acte fondateur de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, l'Europe était à refaire et l'entreprise méritait que l'on convoque ses plus hauts dirigeants, Américains et Canadiens compris, comme il se doit lorsqu'il est question de la sécurité du Vieux Continent.

Lire la suite et l'article de WALTER BARYLI page 6.

## Le « Grenelle » des lycéens

La négociation entre M. Jospin et les coordinations, heure par heure

Pourtant biaisé après tant de mouvements étudiants et de révoltes lycéennes, le ministère de l'éducation nationale a connu, jeudi 15 novembre, rue de Grenelle, l'une de ces scènes extravagantes dont il a le secret. Il est 17 heures. La nuit tombe dans la bibliothèque du premier étage, habillée de reliures et de moulures de chêne. Au plafond, les quatre médaillons de Descartes, Bossuet, Corneille et Fénelon ont des allures austères et rassurantes de Lagarde et Michard. Mais l'heure n'est pas à la récitation des classiques. Toutes les télévisions, les radios, tous les journaux français se sont donné rendez-vous, là,

pour une conférence de presse unique dans les annales. A 17 h 10, le ministre fait son entrée. Ce n'est pas le même homme qui assistait, lundi, dans le bureau du premier ministre, mâchoires serrées et visage blême, à la retransmission en direct par les télévisions des scènes d'émotion du pont de l'Alma. Trois jours plus tard, Lionel Jospin, à l'évidence, respire.

GÉRARD COURTOIS  
et RAPHAËLE REROLLE  
Lire la suite page 14 - section B  
ainsi que l'article de PHILIPPE BERNARD  
« Un rapport préliminaire de l'inspection générale »  
page 13 - section B

Demain un nouveau supplément

LE MONDE • HEURES LOCALES

La France vit, avec la décentralisation, une « révolution tranquille ». Progressivement, sans éclat mais avec persévérance, un nombre grandissant de domaines passent de la main de l'Etat à celle des collectivités territoriales. La commune, le département et la région deviennent des moteurs de la vie socio-économique.

Les élus locaux (treize-vingt mille maires, cinq cent mille conseillers municipaux, quatre mille conseillers généraux et conseillers de Paris, mille huit cents conseillers régionaux) sont les artisans de ces nouvelles pouvoirs. Un million de fonctionnaires territoriaux œuvrent avec eux ; les grandes villes, les départements sont devenus de grosses « entreprises » et s'ouvrent aux méthodes modernes de gestion. Rares sont les secteurs de la vie sociale qui échappent aux prérogatives de ces collectivités : développement économique et emploi, finances, équipement et aménagement, animation et culture, éducation, patrimoine, sécurité, logement, sports et jeunesse, communication, transports, tourisme, environnement... La vie quotidienne du citoyen est largement tributaire de l'action et des initiatives des décideurs locaux.

Pour rendre mieux compte de cette transformation en profondeur de la société française, le Monde a décidé de créer à partir du numéro de demain un supplément hebdomadaire d'au moins quatre pages, dont le titre - « Le Monde Heures locales » - exprime l'ambition : celle de fournir un lieu de rencontre entre les acteurs et les usagers de la vie locale.

A. F.

Frédéric Laffont et Christophe de Ponfily

## POUSSIÈRES DE GUERRE

Un film-choc..., un livre hallucinant

Ponfily et Laffont sont l'honneur du baroud. (...) Une enquête impeccable sur les traces de la guerre. De toutes les guerres.

Fabrice Pilskin / LE NOUVEAU OBSERVATEUR

Deux grands témoins de notre époque.

Jean-Claude Resplanges / TÉLÉRAMA

Très beau travail documentaire, aussi soigné dans la forme que sur le fond.

Alex Woodrow / LE MONDE

ROBERT LAFFONT

des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DM ; Tunisie, 880 ml ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 Sch ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 180 DR ; Israël, 80 p. ; Italie, 2,000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRW ; Pays-Bas, 2,50 F ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 14 Sfr ; Tchécoslovaquie, 1,70 Kčs ; USA (New York), 2,50 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



## DÉBATS

## Retour en URSS

Vadim Kozovoï, poète, ancien prisonnier politique de 1957 à 1963, installé en France depuis 1981 est revenu en Union soviétique pour quelques semaines. Il nous livre ses impressions

« Quel constat clinique de la société soviétique dressez-vous après votre dernier séjour ? »

Je citerai simplement quelques faits de la vie quotidienne. On sait déjà que la pénurie règne là-bas mais on ne mesure pas son importance. Non seulement, les œufs, la viande et le lait, mais le pain aussi, manquent dans les magasins ainsi que les cigarettes. Les queues monstrueuses s'organisent, les révoltes commencent. Le sel et les allumettes sont distribués pour la première fois dans les « commandes » aux entreprises. La récolte, qui a été extraordinairement bonne, s'est transformée en une catastrophe nationale. Les soldats et les volontaires venus des villes et payés en nature n'y peuvent rien.

— Ils reçoivent un sac récolté sur quatre ?

— Un sac sur trois ou plus. Mais tout le reste pourrit, blé, légumes, etc. Dans certaines villes, les services communaux ne fonctionnent qu'à peine et le chauffage est menacé. Les rats apparaissent. L'essence manque, les liens économiques entre régions deviennent de plus en plus problématiques. Les contrats entre les entreprises, selon les plans des ministères de branches, ne seront signés qu'à 20 % ou 30 % à la fin de l'année. Selon le ministre de la santé, les besoins en médicaments ne seront satisfaits qu'à 30 %. Et encore, la production risquerait-elle de s'arrêter net. Plus de cent villes sont déclarées zones de détresse écologique. Dans la ville d'Aralsk, c'est la peste qui commence à sévir. Partout la criminalité monte, des bandes armées apparaissent. Tous les soirs, vers minuit, la télévision de Moscou montre les cadavres, les cerceaux, les morgues (plusieurs ont dû être fermées pour raisons d'hygiène).

Et, pourtant, malgré ce tableau sinistre, on remarque du nouveau après soixante-dix ans d'une éternité de peur. Aux parlements, dans les soviets locaux, dans les partis nouvellement créés, dans la presse et même dans un gouvernement, celui de la Russie, on voit pour la première fois depuis des décennies des hommes honnêtes, compétents, jeunes, indépendants, prêts à de vrais combats politiques.

— Que faisaient-ils avant, ces hommes honnêtes, compétents ? On en entendait très peu parler...

— Ils sont sortis principalement grâce aux élections relativement libres et grâce à la presse, donc grâce au processus qui a été déclenché il y a cinq ans. On ne peut pas le nier. Quelques-uns sont sortis de prison comme Kovalov ou le Père Yakovlev, qui siègent au Parlement russe. Il faut aussi citer les anciens détenus politiques Molotov et Pimenov ; ce dernier fait partie de la commission, à prédominance social-démocrate, qui vient d'élaborer le texte de la constitution de la République fédérale russe.

— Les persécution sont toujours parmi nous ?

— Donc le système n'avait pas gangréné toutes les intelligences.

— Le système se gangrénait lui-même. Quant aux esprits, ils se réveillent et se retrouvent. Cela tient du miracle. La mutation des consciences est si rapide qu'on ne s'en aperçoit même plus. Il suffit de

voir avec quelle énergie et quelle liberté s'imposent tous ces économistes, politologues, écrivains, militants, ouvriers, journalistes qui, succédant aux ténors de la perestroïka, surgissent de partout.

— Est-ce qu'on observe le même phénomène chez les jeunes générations ?

— Ce sont souvent des gens de trente-trente-deux ans ; dans le gouvernement de la Russie, il y a des ministres qui ont trente-deux ans, comme le ministre de la justice, Fedorov. Il vient d'un institut scientifique où il végétait auparavant. Lavinsky, le vice-premier ministre, est un peu plus âgé. Les relations de cette nouvelle équipe avec le gouvernement Ryjkov sont telles que Silaev, le premier ministre russe, n'est même pas salué par ses anciens collègues.

— Yakovlev, il fallait l'écouter quand il a parlé, de la réhabilitation, il y a deux ou trois mois, des détenus politiques des années 20-30, lorsqu'il a rappelé que les persécution d'il y a dix ou quinze ans sont toujours parmi nous et qu'ils n'éprouvent aucune honte. Mais ces réhabilitations ambiguës et sélectives ne font pas que des adeptes. Qui aurait eu l'idée de réhabiliter les victimes du fascisme ? Le Parlement russe a donc préparé une loi concernant tous les détenus politiques « depuis le 25 octobre 1917 » (avec de fortes compensations pour les survivants). Cinquante-deux députés ont proposé de faire de cet anniversaire une journée de deuil national.

— A propos des persécution, il est significatif que plusieurs membres importants du KGB l'ont quitté et ont dénoncé. Mais le fait de dépeindre une place à Moscou se signale cependant pas qu'on en a fini avec la police politique. Non seulement cette place, avec son bâtiment principal où j'ai d'ailleurs passé deux cent cinquante jours en son temps, mais tout l'arrondissement autour sont dominés par des bâtiments du KGB, dont quelques-uns ont été construits il y a huit ou neuf ans. Et ils ne se voient pas. Le KGB n'est plus tout-étranger, mais tant qu'il ne sera pas liquidé... Ceux qui s'agrippent aux restes du pouvoir ne partiront pas de leur plein gré.

— Le pouvoir se dilue heure par heure.

— Mais on dit que c'est la seule institution qui fonctionne encore et qu'elle est relativement réformatrice.

— Car elle protège les pauvres gens des mafias et du chaos ? Soyons sérieux, ses tâches principales sont ailleurs et son bilan est tel, depuis 1918, que le KGB est hui par toute la population.

— Mais si ces forces ne sont pas prêtes à partir, personne, y compris les pires réactionnaires, ne croit plus qu'un retour en arrière soit possible. Il y a encore six mois, on en parlait. Plus maintenant. Un coup d'Etat militaire ? Le bruit en court de temps en temps, mais pour rétablir l'ordre ancien dans un pays immense et en pleine décomposition, il faudrait un dictateur sanguinaire, et Gorbatchev, seule figure envisageable, n'est pas. Il faudrait aussi que ce dictateur ait les moyens de sa politique. C'est trop tard. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas l'existence d'un état d'urgence ou d'exception rampant ici et là dans le pays. Mais tenir tout le pays, même

la seule Ukraine ou la Géorgie, ce n'est plus possible.

— Est-ce que Gorbatchev fait semblant de gouverner, ou y a-t-il encore vraiment un pouvoir central à Moscou ?

— Le pouvoir central s'épuise. Gorbatchev lui-même s'en rend compte. Il peut toujours faire obstacle à certains processus ou bien les stimuler. Mais, depuis cinq ou six mois, l'évolution est si rapide que prévoir ce qui se passera dans une semaine est impossible. Le combat politique acharné qui se déroule ne peut être comparé qu'à celui de 1917, même s'il n'y a plus de force organisée qui, comme les bolcheviques d'antan, anime l'utopie la plus forcée au réalisme le plus cruel et cynique. Presque chaque jour, on peut entendre un discours de Gorbatchev et une réponse d'Eltsine, de son entourage ou du Parlement russe tout entier. Des dizaines de millions de personnes suivent cette bagarre et on ne peut pas facilement les influencer. Le pouvoir se dilue, heure par heure, comme en février 1917. C'est pour quoi on compare parfois Gorbatchev à Kerensky. Il le sait et n'en est sans doute pas fier, outre mesure.

— Il n'y a aucune raison d'espérer quoi que ce soit ?

— Pour qu'il ait espoir, il faut que les transformations radicales commencent. Personne ne les attend plus du « centre ». C'est peut-être Gorbatchev lui-même qui, depuis deux ans, prive les populations d'espoir et il le fait non par prudence, pour éviter la démagogie irresponsable, mais parce qu'il court derrière des événements, des mutations trop rapides, au milieu de la débâcle d'un empire totalitaire qui tient à la fois du chaos et de la révolution. Ainsi reste-t-il l'indécis perpétuel, le mal-aimé du pays, sans aucune base nationale ni sociale. Plus il arrache de prérogatives au Parlement, plus il étiole des décrets non applicables et plus son pouvoir se réduit comme peau de chagrin. La peur fondamentale a disparu en partie grâce à lui, mais il joue sur d'autres peurs, plus jeunes et moins érudites : celle du chaos, de la guerre civile, d'un coup d'Etat et du retour en arrière. Mais ces menaces sont devenues distantes et déjà inefficaces. Cela ne veut pas dire que Gorbatchev soit devenu inutile et incapable de s'adapter. Ce n'est pas par hasard s'il s'agrippe au gouvernement central rejeté par la population. Non seulement il a besoin de l'azov et de Khrioutchov, le chef du KGB, qui paraissent inévitablement au cas où Ryjkov démissionnerait. Car Ryjkov fait office de paratonnerre, de bouc émissaire devant la vague de mécontentement. Mais, déjà, on commence à réclamer la démission non pas du gouvernement Ryjkov, mais du gouvernement Ryjkov-Gorbatchev.

— Resté à découvert, sans protection, Gorbatchev devrait faire une coalition avec des « radicaux », des anti ou non-communistes prêts aux réformes structurelles immédiates. Il a amorcé ce mouvement en août, en concluant avec Eltsine un pacte de non-agression, en vue de la réalisation d'un programme des cinq cents jours pour la stabilisation du rouble et surtout la désinflation rapide de l'économie. Mais la rencontre avec Bush à Helsinki lui a, paraît-il, encore une fois tourné le tête. Il fait l'entendre quand il a déclaré juste après son retour : ce n'est qu'ici qu'on nous critique sans cesse, ailleurs l'Union soviétique est toujours.

considérée comme une superpuissance. C'est ensuite qu'il a fait volte-face et a abandonné ce programme. La réponse d'Eltsine a été virulente, il a accusé Gorbatchev de perfidie et il a posé à une éventuelle éventuelle des conditions très dures, ce qui évidemment n'a pas plu au président.

— Gorbatchev s'entoure d'appareils serviles.

— Quel jeu joue Eltsine, à votre avis ? N'est-il motivé que par la conquête du pouvoir ?

— Eltsine, depuis quelques mois, surtout depuis son élection à la présidence de la Russie, est devenu très populaire même parmi les intellectuels. Les sondages montrent d'ail-

leur au sentiment d'être les maudits de la terre. C'est ce qui se passe de nos jours. Un député militaire s'exclame au Soviet suprême : notre pays réunit tout ce qu'il y a de déshérence dans ce qu'a produit l'humanité. Comment le nier s'il s'agit de la Russie soviétique ? Mais est-ce toujours la même Russie ? Les gens cherchent leurs racines, essaient de renouer avec leur passé au-delà de soixante-trois années de terreur et de sang. Ce n'est pas encore la catharsis ; c'est plutôt la colère de ceux qui ont été dupés et qui s'en rendent enfin compte.

— C'est peut-être une Russie un peu plus modeste et beaucoup plus sûre qui est en train de naître. Car l'ancien on commence à le dire, est bien morte en 1917, si ce n'est

se construit aujourd'hui au Parlement russe et vous vous rendez compte que l'homme russe a été spolié de tout depuis trois quarts de siècle. Les nouvelles lois sur la propriété ou la liberté d'entreprise présentent d'autre part la propriété comme le fondement de la liberté et de la responsabilité individuelles à venir. Pour l'instant, toutefois, la privatisation n'est qu'un projet. Tout reste à faire et il faut commencer par la terre.

— Reste-t-il encore suffisamment de paysans ?

— C'est dans l'entourage de Ryjkov qu'on suggère qu'il n'y a plus de paysans qui sachent et veulent travailler. Mais il faut commencer ! Le service kolkhozien est discrédité. Ceux qui connaissent la campagne russe savent très bien qu'il y a beaucoup de gens qui attendent avec impatience, le moment où la terre sera rendue aux paysans, non pas en bail, mais comme propriété privée. Alors que pour Gorbatchev c'est toujours le bail qui compte.

— Que reprochez-vous aux dirigeants occidentaux ?

— Ils devraient enfin s'adapter à l'évolution en cours. Quand on assiste à un meeting monstre anti-gouvernemental à deux pas du Kremlin, quand on achète dans les kiosques des journaux résolument anticommunistes, quand on voit le débâclement d'un pays ruiné, sa misère, et quand on sait l'incapacité du système qui s'écroule et qui résiste avant peut-être d'exploser, alors on peut mesurer l'ignorance de l'Occident devant ce qui se passe là-bas et surtout son indifférence. Cela pourrait coûter très cher à toutes les autriches qui préfèrent se bercer d'illusions, miser sur un homme providentiel et prêter pour lui faire plaisir une politique de non-ingérence bienveillante.

— L'Union soviétique n'existe plus.

— Mais quels sont les moyens d'influence des Occidentaux aujourd'hui ?

— L'argent.

— L'argent, il en faudrait tellement.

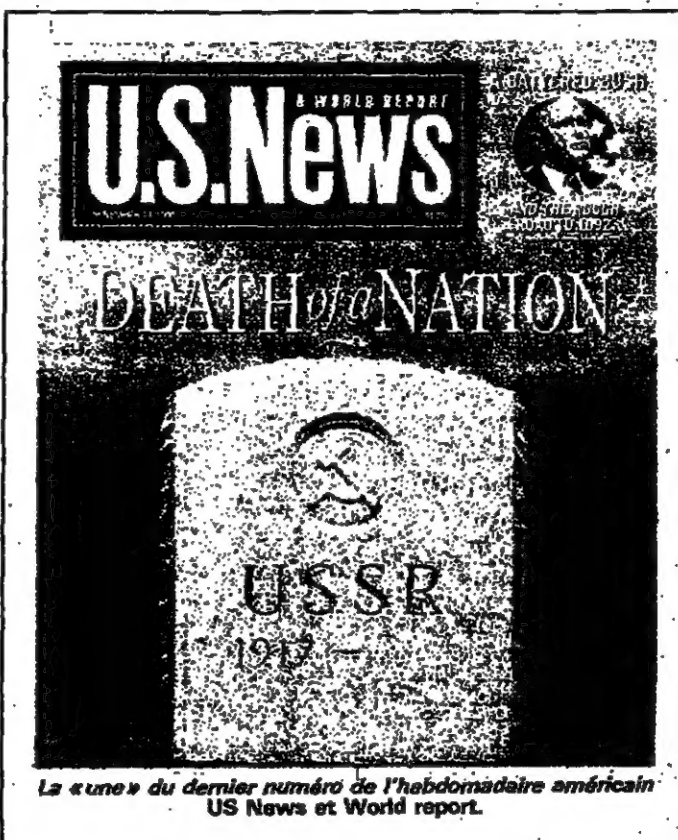
— Sobchak, le maire progressiste de Leningrad, a dit aux Américains : si vous voulez nous aider sans que votre argent se perde dans le sable, passez au coup par coup à telle entreprise, telle mairie, telle République et pas au gouvernement central. Tout ce que demande Gorbatchev maintenant, c'est une aide pour quelques mois. Il n'ose même pas demander l'argent pour des réformes, parce que les réformes à l'échelle de l'Etat, il n'y en a pas.

— Vous avez déjà parlé de la conversion des Russes d'un finir avec l'Empire.

— C'est plutôt la résignation et déjà la constation. Plusieurs députés du Soviet suprême ont reconnu que l'Union soviétique n'existe plus. Chez quelques-uns qui représentent l'histoire, c'est la conviction que la frénésie du développement extensif avait été fatale à la Russie. Quant aux Républiques, mais à part leur statut national (pourquoi parle-t-on ici de nationalisme ?), l'essentiel ce sont les problèmes sociaux et politiques du régime pourrissant. Sinon, on ne verrait pas la progression du mouvement indépendantiste en Ukraine orientale, pourtant bien assimilée. Une immensité telle que l'URSS ne peut pas exister décemment du point de vue politique, social, économique. Seule la terreur bolchevique a pu seler ce qui avait déjà éclaté en 1917 ; c'est la peut-être qu'on a manqué les dernières chances d'une fédération digne de ce nom.

— Je vais citer Travkin, qui dirige maintenant le parti démocratique, et qui s'est écrié à la tribune du Parlement : « Ne voyez-vous pas que toutes les régions et toutes les Républiques sont prêtes à jurer les pieds nus ce centre qui est pour eux le centre de la misère ? » Il l'a dit pour soutenir le « programme des cinq cents jours » qui, sans être idéal, aurait le mérite d'essayer de résister à la désagrégation sociale. Car, aujourd'hui, ce n'est pas seulement le pays qui se désintègre : le chaos pour soi sévit et même certains arrondissements de Moscou se proclament souverains. Il y a encore trois ans le slogan « tout le pouvoir aux Soviets » était celui de ceux qui combattaient la participation. On commence à comprendre, avec la triste expérience des maîtres de Leningrad et de Moscou, qu'on ne peut pas adapter ces structures héritées du système stalinien-léniniste à une vie vraiment démocratique.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC



La « une » du dernier numéro de l'hebdomadaire américain U.S. News and World report.

leurs que se crée dans tout le pays est deux fois meilleur que celle de Gorbatchev, alors qu'ils viennent du même émail. Mais si Gorbatchev ne fait que subir le rythme des événements, Eltsine maîtrise mieux la crise et veut la transformer en rupture avec l'ordre ancien. Je ne suis pas tout à fait sûr qu'il ait définitivement rompu avec le léninisme mais les leçons de Sakharov, qu'Eltsine a beaucoup fréquenté, n'ont pas été vaines. Si Gorbatchev exhorte ses rivaux à « revenir aux premiers idéaux d'octobre », Eltsine appelle à « accélérer l'agonie du système totalitaire ». Autre différence : à l'exception d'un Chataline et d'un Iakovlev, de moins en moins écoutés, Gorbatchev s'entoure d'appareils serviles, parfois discrédités, ou de réactionnaires notoires. Eltsine, au contraire, a créé un « brain trust » jeune et compétent.

— Mais la Russie elle-même est loin d'être homogène et est menacée d'éclatement ?

— En effet, les plus graves problèmes viendront peut-être de l'intérieur de la Russie elle-même, de toutes ces Républiques ou régions autonomes qui revendiquent leur souveraineté, sinon leur indépendance. D'où la grande prudence d'Eltsine. Déjà dans le programme qu'il a exposé lors des élections de février au Parlement russe, il a dit qu'il voudrait avoir pour la Russie un système réellement fédéral. Il a proposé la création de plusieurs Etats (dans le sens américain) à l'intérieur de la République russe. Le but, c'est d'arrêter ce mouvement de démembrement en donnant à toutes ces Républiques ou régions un intérêt économique à coopérer. Même les Baltes soutiennent ce programme. Ainsi se crée un bloc potentiel d'où le pouvoir central est exclu.

— Qu'est-ce qui pousse les Russes aujourd'hui ?

— Serait-ce le nationalisme ? Ou l'orgueil blessé d'un grand peuple au passé souvent fiévreux, mais pathétique ? On lit chez Tsiouchev, l'un de nos plus grands poètes, que le Christ a parcouru toute la terre russe en la béissant. Mais où se termine cette terre ? Là où reposent ses plus lointains martyrs ? La conscience d'être élu de Dieu n'engendre pas forcément la certitude d'être son favori. Chez les Russes, aux moments les plus catastrophiques, cette conscience oscille de l'auto-fla-

plutôt en 1918 au moment de la dissolution par les bolcheviques de la Constituante. L'idée glorieuse d'un empire infini et tout-puissant meurt partout, sauf peut-être chez quelques chauvins incorrigibles.

— Le point zéro n'a pas encore été atteint.

— Quel jeu joue l'Eglise orthodoxe ? Quelle peut être sa place dans la Russie de demain ?

— La hiérarchie orthodoxe s'est tellement compromise en soixante ou soixante-dix ans de servilité (en dépit de ses innombrables martyrs) qu'il y a très peu d'espoir que cette Eglise puisse faire évoluer les choses. Mais elle commence peut-être à changer d'autant que la nouvelle loi russe sur les intellectuels qui les pousse non vers l'Eglise, mais plutôt vers la religion, vers la chrétienté comme telle.

— Comment reconstruire un pays qui perd depuis soixante ans ses cadres et qui va continuer à les perdre ?

— Il faut dire que le point zéro n'a pas été encore atteint. Mais ce dont nous sommes témoins prouve que la force de régénération est stupéfiante.

— Ne peut-on imaginer une Union soviétique en voie de paupérisation, installée dans un sous-développement durable, ne survivant que grâce à l'aide occidentale ?

— Le sous-développement c'est déjà le fait d'aujourd'hui. Mais l'indépendance des pays baltes, de la Géorgie, de l'Arménie ou d'autres, ne ferait que servir la viabilité de la nouvelle Russie, et réciproquement. Pour ce qui est de l'aide occidentale, on ne compte plus les articles qui en parlent, qui évoquent un nouveau plan Marshall pour que la Russie puisse peut-être dans une, deux ou trois générations se tenir debout et même prospérer.

— Deux générations ?

— Comment prévoir ? Pour voir un peu plus loin, il faut porter l'accent sur ce qui relève de l'inattendu et qui tient du miracle. C'est alors qu'on se rend compte que le point de non-retour est atteint. Pourvu qu'on l'aide — lui et non pas ce qui reste du régime condamné — à accomplir la partie du chemin la plus difficile et la plus dangereuse. Regardez ce qui

DU 17 AU 25 NOVEMBRE

# 8 jours exceptionnels

Roche-Bobois fait le grand 8 et vous propose des prix à vous couper le souffle. Pendant 8 jours, vous allez pouvoir vous offrir tout ce dont vous rêvez chez Roche-Bobois : salons cuir ou tissu, meubles par éléments, tables, repas, chaises, tables basses, lampes, tapis... à des prix sensationnels, des prix à vous faire tourner la tête.

## ROCHE BOBOIS

OUVERT LES 2 DIMANCHES

12, rue de la Grande Halle, 41500 CHÂTEAU-LA-VALLÉE (Loiret) - 03 38 51 11 11 - 03 38 51 11 12 - 03 38 51 11 13 - 03 38 51 11 14 - 03 38 51 11 15 - 03 38 51 11 16 - 03 38 51 11 17 - 03 38 51 11 18 - 03 38 51 11 19 - 03 38 51 11 20 - 03 38 51 11 21 - 03 38 51 11 22 - 03 38 51 11 23 - 03 38 51 11 24 - 03 38 51 11 25 - 03 38 51 11 26 - 03 38 51 11 27 - 03 38 51 11 28 - 03 38 51 11 29 - 03 38 51 11 30



سكرايوني

# ÉTRANGER

## TCHÉCOSLOVAQUIE : un an après la « révolution de velours » Anniversaire sans illusions à Prague

Les étudiants tchécoslovaques, qui furent le 17 novembre 1989 les courageux initiateurs de la « révolution de velours », ont décidé de ne pas célébrer le premier anniversaire du déclenchement de la révolution. Leur désillusion illustre le climat qui règne à Prague et à Bratislava, face aux multiples obstacles dressés sur la route de la nouvelle « République fédérative tchèque et slovaque ».

L'équipe du président Havel vient tout juste de gagner quelques réplis dans la crise des nationalismes qui menace d'éclatement l'Etat tchécoslovaque. Au terme d'une réunion marathon, les trois premiers ministres du pays — le chef du gouvernement fédéral, M. Marian Čalá, et ceux des deux gouvernements nationaux, le Tchécoslovaquie et le Slovaquie Vladimir Mečiar, se sont mis d'accord mardi 13 novembre sur un projet de loi constitutionnelle répartissant les compétences entre le pouvoir central et les deux républiques fédérées. Mais la crise pourrait bien n'être qu'une journée, puisque ce projet est maintenant soumis aux trois gouvernements

intellectuels au pouvoir dans les jeunes démocraties d'Europe centrale n'échappent pas. Aloudis par la conjonction internationale, de gros nuages s'amoncellent sur l'horizon économique tchécoslovaque, annonciateurs de sérieux remous sociaux. « Pour affronter cela, il nous faut un soutien solide au Parlement, dans la presse et au sein du public, et en ce sens, la récente élection de Vaclav Klaus (le ministre des finances) à la tête du Forum civique peut nous être utile », estime M. Vladimir Dlouhy, ministre de l'économie et principal artisan, avec M. Klaus, des réformes économiques.

Mais même Vladimir Dlouhy, pourtant très proche de Vaclav Klaus dont il fut l'étudiant, avoue avoir eu des « sentiments mitigés » à l'égard de son élection au poste de président du mouvement fondé il y a un an par Vaclav Havel. Exprimée avec moult précautions, mais partagée par de nombreux dirigeants à Prague, sa crainte est que M. Klaus ne se contente pas de diriger un mouvement de soutien à la réforme économique : l'ambitieux ministre des finances est en effet fortement soupçonné de vouloir transformer le Forum civique en un grand parti conservateur, qui deviendrait l'instrument de sa propre ascension politique.



pour examen approfondi, et les Slovaques font déjà part de leurs critiques. Un premier projet d'accord, conclu le 5 novembre, avait dû être abandonné sous la pression de plusieurs ministres fédéraux.

Le nationalisme slovaque est devenu ces derniers mois l'un des plus gros dangers pour l'unité du pouvoir à Prague, d'autant plus difficile à maîtriser que la coalition de Bratislava est loin d'être homogène. Pour ne rien arranger, l'activisme slovaque a eu un effet d'entraînement sur les pays tchèques (Bohême et surtout Moravie), où l'on s'est mis à avancer des revendications face au pouvoir central, pour faire le pendant aux Slovaques, qui ne constituent après tout qu'un tiers de la population. Une visite de trois jours du président Havel, début novembre, en Slovaquie n'a pas permis de désamorcer complètement les tensions. Selon les derniers sondages, à l'approche des élections municipales prévues les 23 et 24 novembre, le Parti national slovaque a largement dépassé l'équivalent tchèque du Forum civique tchèque, Public contre la violence.

### L'ascension de Vaclav Klaus

Le « château », où siège le président Havel, toujours bien-aimé quoiqu'il ne soit plus à l'abri des critiques, étudierait, selon l'un de ses collaborateurs cités par l'agence UPI, un projet de fédération en cinq républiques : Bohême, Moravie, Silésie pour les pays tchèques, Slovaquie orientale et Slovaquie occidentale pour les Slovaques. Mais, pour l'instant, on est encore au stade d'un premier ministre fédéral énonçant à la télévision les dix domaines de compétence que le pouvoir central se doit de conserver si « l'Etat veut être un Etat ». Le grand quotidien Lidové noviny, proche de l'équipe de Vaclav Havel, s'élevait cette semaine contre les projets de création d'un système fédéral « n'existant nulle part ailleurs ».

L'autre défi pour le président Havel relève davantage de la politique politicienne, à laquelle les

Reste que le milieu des anciens dissidents de la Charte 77 assiste avec quelque appréhension au virage à droite du Forum civique — les groupes de « gauche », comme celui de Petr Uhl, en ont été écartés — et à sa reprise en main par un « technocrate ». D'autres font valoir que la Tchécoslovaquie a sans doute davantage besoin dans l'immédiat d'un ministre des finances fort que d'un politicien aux dents longues. D'autres, encore, s'interrogent sur les chances de succès d'un vrai parti de droite. « Ce que les gens attendent en pays tchèques, c'est la tradition protestante a marqué les mentalités, ce n'est pas un parti conservateur mais un parti libéral », estime M. Dlouhy. M. Havel, lui, ne dit rien pour l'instant.

SYLVIE KAUFFMANN

## URSS : la session du Soviet suprême « Il nous faut un gouvernement ayant une large base sociale » déclare M. Gorbatchev

Parlant vendredi 16 novembre devant le Soviet suprême de l'URSS, M. Gorbatchev a annoncé une réorganisation prochaine du gouvernement et demandé aux Républiques d'observer un moratoire sur les décisions qui pourraient les faire entrer en conflit avec le pouvoir central, en attendant l'adoption du nouveau pacte fédéral.

« La réorganisation du gouvernement doit être accompagnée d'un renouvellement de sa composition », a dit le président soviétique, qui souhaite la participation de « spécialistes et des personnalités politiques les plus respectées ainsi que de ceux qui bénéficient du soutien des plus larges couches de la population ». « Il nous faut un gouvernement avec une large base sociale, et c'est l'opinion même du président du conseil des ministres » (M. Ryjkov), a-t-il ajouté.

### Changement de nom

« En ce qui concerne les structures du gouvernement, elles doivent changer de façon décisive avant la conclusion du traité de l'Union », a encore dit M. Gorbatchev. Il faut d'abord nous débarrasser des structures vieillies et manifestement inutiles. Nous attendons des décisions à ce sujet d'ici dix jours.

Parlant du pacte fédéral en préparation, le président soviétique a dit : « Je pense que dans la période transitoire avant l'adoption du traité de l'Union, le Soviet suprême de l'URSS pourrait s'adresser aux Soviets suprêmes des Républiques avec la proposition d'un moratoire jusqu'à l'adoption du traité pour toutes les décisions qui ont trait au débat sur les compétences et le partage du pouvoir entre le centre et les Républiques ».

Des précisions ont été apportées sur ce projet de traité d'union qui doit remplacer la Constitution soviétique et que M. Gorbatchev avait déposé il y a quelques jours. Selon ce texte de vingt-quatre articles dont l'AFP a obtenu un exemplaire, l'Union soviétique changera de nom pour s'appeler Union des Républiques souveraines (URS), dirigée par un président et un vice-président élus au suffrage universel, chaque candidat devant recueillir la majorité des voix, non seulement au niveau fédéral mais aussi dans chaque République.

L'Etat fédéral s'occupera seul de la « défense des frontières, de la sécurité d'Etat et de la défense nationale » et Moscou se verra confier la « coordination des politiques étrangères des Républiques », lesquelles auront tout de même le droit d'entretenir des relations directes avec l'étranger. L'Etat central conservera également le contrôle des transports et des communications, et assurera la « régulation de l'activité économique de l'URS, ainsi que la coordination des relations économiques des Etats membres ».

### Un appel d'intellectuels au président soviétique

La tension politique à la veille de la session du Soviet suprême avait été accrue par la publication, dans les Nouvelles de Moscou, d'une lettre ouverte de plusieurs intellectuels envisageant la démission de M. Gorbatchev. « Nous en appelons au président (...) Usez de vos pouvoirs pour prendre des mesures décisives ou démissionnez », disent les signataires, parmi lesquels l'historien Iouri Afanasiev, l'économiste Pavel Bounitch et le metteur en scène Elem Klimov.

« La situation aujourd'hui est telle que si des mesures décisives et urgentes ne sont pas prises, la tragédie est inévitable », dit la lettre, qui poursuit à l'adresse du président : « Comme vous l'avez demandé, vous avez obtenu des pouvoirs spéciaux. Vous pouvez en user soit pour construire une dictature, soit pour renforcer la perestroïka démocratique. » Toutefois, ajoutent les signataires : « La dictature vous conduirait, ainsi que le pays tout entier, à la destruction ».

Un sondage publié dans la même édition des Nouvelles de Moscou et réalisé auprès de 1 356 personnes dans 21 villes du pays confirme ce

pessimisme, 66 % des personnes interrogées s'attendent à un risque de famine dans les mois à venir et 33 % à un coup d'Etat des conservateurs.

Par ailleurs, l'enquête menée sur les coups de feu tirés par un individu isolé lors de la parade de la place Rouge le 7 novembre aurait prouvé que celui-ci avait bien l'intention de tuer M. Gorbatchev. L'auteur de l'attentat, Alexandre Chmonov, trente-huit ans, s'y préparait depuis deux ans, indique l'agence Tass, sans préciser comment ce dernier a pu pénétrer sur la place Rouge, dont l'accès était réservé aux porteurs de cartes d'invitation.

Tandis que le gouvernement américain, selon des responsables à Washington, commence à mettre au point des plans pour l'envoi éventuel de produits alimentaires et pharmaceutiques d'urgence en URSS, le président de la Banque mondiale, M. Barber Conable, est arrivé jeudi à Moscou pour discuter de l'éventuelle adhésion de l'URSS à son organisation et à l'indiquer, les moyens d'aider Moscou dans sa transition vers une économie de marché.

Le groupe des Sept pays les plus industrialisés (G-7) avait demandé en juillet à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international de préparer un rapport sur l'économie soviétique et ses perspectives de réformes. (AFP, Reuter, Tass.)

## ROUMANIE : commémoration du soulèvement de Brasov Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre le régime de M. Ion Iliescu

### BUCAREST

Dans la plupart des grandes villes de Roumanie, des dizaines de milliers de personnes ont célébré, jeudi 15 novembre, le troisième anniversaire de la violente révolte ouvrière anticommuniste de Brasov. Les manifestations, qui étaient les plus importantes depuis la chute de Nicolas Ceausescu, étaient dirigées contre le gouvernement de M. Ion Iliescu. A Bucarest, près de cent mille personnes ont envahi dans l'après-midi la place du Palais, devant le comité central de l'ex-Parti communiste. Les manifestants, rassemblés à l'appel de l'Alliance civique, une coalition de mouvements d'opposition fondée le 7 novembre dernier, se sont ensuite rendus en cortège

devant le siège du gouvernement, place de la Victoire, et ont hurlé pendant des heures « Jos Iliescu ! » (A bas Iliescu !) « Jos Communisme ! » (A bas le communisme !), avant de se disperser dans le calme, tard dans la soirée. Le leader des étudiants, M. Marian Munteanu, avait pris la parole pour dénoncer « onze mois de mensonges ».

A Brasov, M. Dolina Cornes a affirmé devant 15 000 manifestants, que « ceux qui ont jugé les révoltes de Brasov étaient les mêmes que ceux qui étaient censés juger les personnes qui ont tiré sur le peuple en décembre ». Les membres de l'Association du 15 novembre, formée des victimes de la répression des émeutes de Brasov, ont reconstitué le trajet de la révolte de 1987, partant de l'usine

Stegul rosu (Étendard rouge) et se rendant jusqu'à la préfecture, qui avait été mise à sac et incendiée en novembre 1987 aux cris de « A bas le communisme ! », « A bas Ceausescu ! ».

Les révoltes de Brasov ont dénoncé le nouveau pouvoir, qui ne les a toujours pas réhabilités, leur condamnation pour hooliganisme ayant été simplement annulée. Dans la journée, le ministère de la justice faisait savoir que les actions « des révolutionnaires de Brasov » devaient être reconnues « comme des actes politiques et non comme des infractions de droit commun ». A Timisoara, plus de 15 000 personnes, selon l'agence Romspre, ont manifesté tard dans la soirée.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## ALLEMAGNE : en désaccord avec l'évacuation des squatters Les « alternatifs » quittent le gouvernement de Berlin-Ouest

### BONN

Deux semaines avant les élections à la Chambre des députés de Berlin, qui se dérouleront pour la première fois depuis 1946 dans l'ensemble de la ville réunifiée, la coalition au pouvoir dans la capitale allemande a décidé, jeudi 15 novembre, de quitter le Sénat (gouvernement) de la ville auquel elle participait depuis les élections de décembre 1988 au sein d'une équipe dirigée par le maire social-démocrate, M. Walter Momper.

Le groupe parlementaire a voulu ainsi protester contre l'évacuation, mercredi 14 novembre, par la police d'une dizaine de maisons occupées par les squatters à Berlin-Est (le Monde du 15 novembre). M. Renate Künast, porte-parole des élus alternatifs à l'hôtel de ville de Schöneberg, a également annoncé que son groupe allait déposer, lundi prochain, une motion de défiance contre le Sénat dont les cinq membres de son parti vont se retirer.

En théorie, cela devrait entraîner la chute du maire, M. Momper, puisque le SPD ne dispose pas de la majorité absolue, mais la proximité du scrutin va probablement amener le président de la Chambre des députés à demander au Sénat d'expédier les affaires courantes jusqu'au 2 décembre. La constitution d'une nouvelle majorité sera renvoyée au lendemain des élections. Ni le SPD ni les Alternatifs n'excluent d'ailleurs la formation d'un nouveau gouvernement

« rouge-vert » si l'arithmétique parlementaire leur en donne la possibilité.

L'affaire des squatters de Berlin-Est a été, pour les élus d'extrême gauche, l'occasion de démontrer qu'ils pouvaient dire « non » à un bourgmestre qui leur avait fait avaler pas mal de couleuvres pendant les deux années de gouvernement en commun. Les « alternatifs » avaient dû accepter la cession au groupe Daimler-Benz d'un terrain sur la Potsdamer Platz, en plein

centre ville, pour construire un siège social de prestige, la candidature de Berlin pour les Jeux olympiques de l'an 2000, et d'une façon générale le style de gouvernement jugé « autoritaire » du bourgmestre M. Momper.

La défection de l'extrême gauche n'est d'ailleurs pas pour déplaire totalement à ce dernier. Elle lui laisse plus de liberté pour négocier avec tous les autres partis avant les élections du 2 décembre.

LUC ROSENZWEIG

Un modéré à la tête du gouvernement en Ukraine. — Le Soviet suprême de Kiev a élu, mercredi 14 novembre, M. Vitold Fokin premier ministre d'Ukraine en remplacement de M. Vitali Masol, qui avait démissionné en octobre dernier sous la pression des étudiants. Ancien président du comité ukrainien de la planification, vice-premier ministre d'Ukraine et premier ministre par intérim depuis la démission de M. Masol, M. Fokin est considéré comme un communiste modéré. Quatre précédents scrutins avaient échoué, aucun candidat n'ayant obtenu la majorité nécessaire. (AFP)

BULGARIE : la République n'est plus « populaire ». — Selon un amendement constitutionnel adopté, jeudi 15 novembre, par le Parlement de Sofia, la « République populaire de Bulgarie » devient désormais « République de Bulgarie ». L'initiateur de l'amendement, M. Petar Beron, président de l'Union des forces démocratiques (UFD, opposition), a souligné que l'adjectif « populaire » avait été « compromis » sous l'ancien régime. Cette modification a recueilli 278 voix pour et 3 contre. (AFP)

GRÈCE : décès de l'historien Tassos Vourmas. — Tassos Vourmas, un des plus célèbres historiens grecs, est décédé jeudi 15 novembre, à l'âge de soixante-seize ans. Il fut également rédacteur en chef et directeur du quotidien Avghi (1958-1965), l'organe officiel de l'EDA (Gauche démocratique unifiée), le parti qui regroupait toutes les tendances de gauche, y compris les communistes lorsque ceux-ci se trouvaient dans la clandestinité (1949-1974). Tassos Vourmas avait fait des études de philosophie à l'université d'Athènes. Dans les années qui suivirent la guerre civile (1946-1949), il fut déporté et placé en résidence surveillée à plusieurs reprises. (AFP)

# WAECHTER MET LES POINTS SUR LES I.

ALBIN MICHEL

# Antoine Waechter Dessine-moi une planète

L'écologie,  
maintenant ou jamais

Albin Michel



## LA CRISE DU GOLFE

Dans une interview à la chaîne ABC

## M. Saddam Hussein se dit prêt à négocier avec Ryad et Washington, mais sans condition préalable

Le président irakien Saddam Hussein s'est déclaré prêt, jeudi 15 novembre, à des négociations séparées avec l'Arabie saoudite et les Etats-Unis pour régler la crise du Golfe, mais a rejeté toute condition préalable, notamment une éventuelle évacuation du Koweït.

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision américaine ABC à Bagdad, M. Saddam Hussein a souligné qu'une solution arabe devrait impliquer un dialogue entre l'Irak et l'Arabie saoudite. « Nous sommes prêts à parler avec les parties concernées. Nous avons toujours été prêts », a-t-il dit. Comme le journaliste lui faisait remarquer que la présence d'une force multinationale dans le Golfe impliquait une solution internationale, le leader irakien a répondu que « les deux plus importantes parties devaient avoir un dialogue approfondi sur chaque question pour parvenir à une paix d'ensemble dans la région ». « Si la solution doit être internationale (...), les parties impliquées doivent être l'Irak et les Etats-Unis ».

En ce qui concerne un retrait du Koweït avant toute négociation, ainsi que le demandait justement le président américain George Bush, le numéro un irakien a déclaré : « Ce n'est pas une proposition de dialogue, ce sont des conditions préalables impliquant notre capitulation. Nous rejetons les conditions préalables ». Il a ajouté à ce propos que le niveau actuel des contacts irako-américains, situés seulement à celui des ambassades, était insuffisant. Enfin, concernant le sort des otages étrangers en Irak et au Koweït, le président irakien, précisant qu'il « regrette » cette décision (de prendre des otages), « qui ne va pas dans le sens

du respect humain », a estimé qu'ils ne devraient pas « être retenus trop longtemps si nous voyons, avec la grâce de Dieu, que le spectre de la guerre s'éloigne et que les responsables américains commencent à envisager des alternatives à la guerre ».

Commentaire immédiat à Washington : les propos tenus par le président irakien n'apportent rien de nouveau, ont déclaré en substance plusieurs responsables du département d'Etat. De son côté, le président George Bush, qui s'exprimait jeudi sur la chaîne de télévision CNN, a cru bon de préciser qu'il n'avait pas encore décidé d'utiliser la force contre l'Irak, mais a averti le président Saddam Hussein qu'il était « en ne peut plus sérieux » et a promis que la crise du Golfe ne deviendrait pas pour les Etats-Unis un nouveau Vietnam. « Je ne ferai pas un iota de compromis (...). Non, il n'y aura pas de compromis avec ce genre d'agression caractérisée », a déclaré M. Bush, en affirmant qu'il ne mettrait jamais un soldat américain dans la situation d'une guerre impossible à remporter. « Il n'y aura pas la lente agonie du Vietnam a-t-il poursuivi. Ce que je veux, c'est une solution pacifique (...) mais je suis absolument convaincu qu'avoir des forces sur place, si l'option militaire est nécessaire, est une politique prudente ».

« Je vais préserver toutes les options, et si on a une option, il vaut mieux qu'elle soit crédible », a expliqué M. Bush en se référant au renforcement des forces américaines dans le Golfe annoncé la semaine dernière, et qui fera passer leur nombre à plus de 400 000 d'ici au début de l'année prochaine. « Et il y a une autre raison, a-t-il ajouté, j'envoie un signal, un signal clair à Saddam Hussein : nous sommes ou ne pouvons plus sérieux en ce qui concerne

notre retrait du Koweït et la libération de ses otages. Américains et autres, en ce qui concerne le respect de l'intégrité de notre ambassade (au Koweït) et à propos de la stabilité du système économique mondial. Qu'il n'y ait pas d'erreur sur ce point. » Se déclarant convaincu que le monde est uni contre l'Irak, le président américain a également affirmé ne pas craindre que la coalition internationale s'affaiblisse, même si, devait-il souligner, « l'équation économique est énorme ». « Je ne pense pas que [cette crise] se poursuivra à jamais. a-t-il conclu. En ce qui me concerne, cela ne sera pas le cas ». (AFP, Reuters.)

**Sous haute surveillance spatiale**

La navette américaine Atlantis a décollé, vendredi 16 novembre à 0 h 48 (heure française), de Cap Canaveral (Floride), pour lancer un satellite militaire. Il s'agissait d'une mission secrète. Mais, selon des experts, les cinq astronautes devaient mettre sur orbite un engin de dix tonnes équipé pour la surveillance photographique et l'écoute des télécommunications, et dont l'orbite a été optimisée pour qu'il survole toutes les 90 minutes les régions proches de l'Equateur du Golfe.

Le Golfe est, décidément, sous haute surveillance spatiale. Le Pentagone dispose déjà, en effet, de huit ou neuf engins qui survolent cette région régulièrement : un satellite d'alerte avancée antimissiles mis en orbite le 12 novembre dernier par une fusée Titan-4, cinq satellites photo, et deux satellites d'écoute des télécommunications. Un troisième satellite d'écoute, AFR-731, lancé par Atlantis lors de sa mission précédente et que l'on croyait défectueux, semble, en opération, si l'on en croit des astronomes amateurs canadiens et européens qui ont réussi à le repérer. (AFP.)

## La normalisation irano-irakienne progresse

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a quitté Bagdad, jeudi 15 novembre, au terme d'une visite de deux jours, au cours de laquelle il a eu avec M. Saddam Hussein un entretien qu'il a qualifié de « positif et fructueux ». Cette visite, la première d'un responsable iranien de ce rang depuis plus de dix ans, a permis de faire avancer le processus de normalisation entre les deux pays. M. Velayati a ainsi annoncé que

« l'Iran et l'Irak reprendront dès la semaine prochaine l'opération d'échange de leurs prisonniers de guerre ». Cet échange avait été interrompu sans explication le 15 septembre après que quelque 78 000 prisonniers eurent été rapatriés. En marge de ses entretiens, M. Velayati s'est également rendu dans les lieux saints du chiisme en Irak, à Najaf et à Kerbala. (AFP.)

## « André », l'homme de la « French Embassy »

Fait chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur en compagnie de M. Jean-Pierre Galtier, chargé d'affaires à Koweït (le Monde du 16 novembre), M. André Janier, chargé d'affaires à l'ambassade de France à Bagdad, a marqué, jeudi 15 novembre, l'événement à sa manière : avec réserve.

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Perturbé au milieu de petites villes fin de siècle au charme bien fiévreux, le chancelier s'en distingue à peine et n'a guère plus d'allure. Mais qui, à Bagdad, ne connaît la French Embassy ? C'est en ces lieux que s'est déroulée, trois mois durant, une « messe » au rôle tout aussi déterminant que le fut celui de son officiant pendant toute la crise des otages : M. André Janier, le chargé d'affaires.

Cette fameuse réunion, destinée tous les deux jours à faire le point de la situation, a grandement contribué à maintenir le moral de la communauté des « invités » français de M. Saddam Hussein. Dans le même temps, M. Janier et sa « petite » équipe

ont réussi à se « dédoubler » afin d'être toujours disponibles, souvent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour écouter, aider, reconforter, rendre service à chacun des otages, français ou non. Bien qu'il ne soit plus aussi directement concerné depuis le départ de « ses » otages, M. Janier continue à assister, un jour sur deux, à la réunion de coordination des représentants de la Communauté européenne consacrée au sort de ceux qui sont encore détenus en Irak. Par solidarité. A entendre ses collègues étrangers, il est évident qu'« André » jouit de l'estime générale et a su atténuer les soupçons qu'ont pu nourrir les autres diplomates occidentaux sur l'attitude de la France à propos du traitement de faveur dont elle jouit de la part de Bagdad.

Ses collaborateurs sont à l'unisson. Un dernier carré. L'effectif de trente-cinq fonctionnaires, déjà amputé avant le 2 août pour cause de vacances – ou de retraite, celle de l'ambassadeur – est tombé à six, après l'expulsion de onze personnes fin septembre.

FRANCIS CORNU

## POUR UNE PAIX JUSTE ET GLOBALE AU MOYEN-ORIENT

La guerre est inacceptable. Il est urgent de constituer un mouvement d'opinion pour la paix afin de pousser nos gouvernements à tenir sous l'égide de l'ONU une conférence internationale rassemblant les acteurs concernés, y compris le Koweït et l'OLP.

Forum le samedi 24 novembre de 14 h à 19 h 30

Lieu : AGECA - 177, rue de Charonne - 75011 Paris

Ateliers thématiques : Régime irakien et responsabilité française, Palestine et Israël, pétrole et développement, ONU et forces de paix.

Avec la participation de : M. C. Aulas, A. Gresh, E. Picard, F. Vidal Naquet, Abdoulatif Ladi, Bernard Chénou, des représentants palestiniens, irakiens, koweïtiens, jordaniens, israéliens, américains contre la guerre.

A l'initiative de : MAN, Arche, MEDITE, Aza, France-Palestine, AMFP, Union libre internationale pour la Paix (France), ARV, Les Verts, Agi Bici, Peoples en marche, CMADE.

Contact : F.P.J.M.G. - 96, rue Vergand - 75013 Paris

Soutien financier : CCP C. Charpentier 19 671 51 W PAR

Après son entretien avec le premier vice-premier ministre irakien

## Le roi du Maroc ne se fait plus d'illusions sur la possibilité de réunir un sommet arabe

RABAT

de notre envoyé spécial

Hassan II ne se fait plus guère d'illusions sur la possibilité de réunir « dans les meilleurs délais », comme il l'a proposé, un sommet arabe « exceptionnel » au Maroc. Même si les médias locaux soulignent la « sympathie » voire le « vif intérêt » qu'a suscités, de Moscou à Washington, en passant par Le Caire, l'initiative royale, on convenait jeudi 15 novembre à Rabat, de source autorisée, qu'il sera « difficile » de convoquer pareil sommet.

Après l'audience que Hassan II a accordée mardi à M. Taha Yassine Ramadan, premier vice-premier ministre irakien, on indique des mêmes sources que le « oui » de Bagdad à un tel sommet est assorti de « beaucoup de mais » qui, finalement, aboutissent à un refus. Car, précise-t-on, « si certains « mais » peuvent faire l'objet de discussions, d'autres sont inacceptables dans la mesure où ils sont incompatibles avec les résolutions de l'ONU ». Cette crainte d'un échec est d'autant plus forte que l'Arabie

saoudite, par la voix du chef de la diplomatie, vient de poser comme préalable à un sommet arabe le retrait des forces irakiennes du Koweït.

A cet égard, les responsables marocains ont retiré l'impression de ce nouveau contact avec M. Ramadan que « l'Irak n'est pas prêt dans l'immédiat à s'engager clairement sur la voie des concessions », qu'il continuera de se réfugier commodément derrière des « phrases sibyllines ». On estime à Rabat, dans les milieux autorisés, qu'il faut donner encore un peu de temps au temps et [que] dans une vingtaine de jours il sera possible d'y voir clair dans les positions des uns et des autres.

Pourquoi Hassan II a-t-il lancé cette initiative spectaculaire un peu comme une bouteille à la mer ? D'aucuns assurent que sa démarche est une simple manœuvre de diversion. Elle lui permettrait de faire oublier la querelle franco-marocaine, qui a sérieusement terni son image. Selon d'autres observateurs, le souverain chérifien, qui a envoyé un corps expéditionnaire de mille deux cents hommes en Arabie saoudite, veut « recadrer » sa position

sur la crise du Golfe par rapport à celle de ses sujets. Ceux-ci n'affichent-ils pas sinon une sympathie de plus en plus marquée pour les thèses irakiennes du moins une hostilité de plus en plus avouée à l'encontre des « visées belléistes » des Etats-Unis ?

Quoi qu'il en soit, le Maroc estime que sa position géopolitique lui permet mieux qu'à d'autres pays arabes situés dans la zone de conflit de jouer le rôle utile d'entremetteur. Ce talent-là, il l'avait exercé en mai 1989 lors du sommet arabe extraordinaire de Casablanca, qui avait vu se réconcilier les présidents égyptien, libyen et syrien.

A la même époque, Hassan II avait réussi à réunir le premier ministre belge et le président zairois et à régler la brouille entre Bruxelles et Kinshasa, qui a, il est vrai, rebondi depuis lors. Sans lendemain aussi a été la rencontre qu'il avait arrangée en août entre les chefs d'Etat libyen et tchadien. Aujourd'hui, le souverain chérifien offre ses services pour « donner une dernière chance à la paix » dans la crise du Golfe. Mais les enjeux sont tels qu'il a moins de chances que jamais d'être entendu.

JACQUES DE BARRIN

## Importantes manœuvres américano-saoudiennes

Les forces américaines et saoudiennes ont entamé, jeudi 15 novembre, d'importantes manœuvres dans le Golfe, comportant notamment des exercices de débarquement mobilisant 10 avions de guerre ainsi que 100 avions et hélicoptères – des manœuvres qualifiées de « provocation » par Bagdad.

Ces exercices, qui doivent durer six jours et être baptisés « Tonnerre imminent », ont commencé dans l'est de l'Arabie saoudite, à l'extrême sud-ouest de la péninsule arabique. Selon des informations publiées aux Etats-Unis, ils auraient lieu à une quinzaine de kilomètres du Koweït. Le Pentagone a toutefois démenti qu'ils se déroulent aussi près de la frontière de l'émirat.

Plus qu'un simple exercice de débarquement, ces manœuvres américano-saoudiennes permettront de tester les capacités de coordination entre les forces des deux pays, à partir du département de la défense, selon lequel « près de la totalité des unités de l'US Air Force du théâtre d'opérations joueront un rôle ». Le nombre

important d'avions – dont des chasseurs « furtifs » F-117 – impliqués dans cet exercice « ambitieux » ne signifie cependant pas que le nombre de sorties sera « exceptionnellement supérieur » à celui effectué au cours d'une journée normale, a encore expliqué le Pentagone.

Outre le débarquement d'un peu plus d'un millier de marines, d'autres unités de ce corps, accompagnées de soldats saoudiens, manœuvreront de leur côté à environ 40 kilomètres au sud de la frontière koweïtienne, mais il ne s'agira pas d'un exercice de débarquement. Le porte-parole du Pentagone a encore indiqué que le cuirassé Wisconsin, actuellement dans le Golfe, ainsi que le porte-avions Midway participaient aux manœuvres.

De son côté, Bagdad a qualifié l'organisation de telles manœuvres près du Koweït de « provocation qui démontre, à côté de beaucoup d'autres preuves, les intentions agressives américaines contre l'Irak ». (AFP, Reuters.)

## MM. Assad et Monbarak déplorent que Bagdad « torpille » toute solution politique

Les présidents syrien Hafez El Assad et égyptien Hosni Moubarak ont déploré, jeudi 15 novembre, que l'Irak « torpille » toute tentative de solution politique à la crise du Golfe visant à rétablir la situation qui prévalait avant l'invasion du Koweït le 2 août.

A l'issue des entretiens qu'ils ont eus à Damas, les deux chefs d'Etat ont regretté que les « conditions » posées par Bagdad à la tenue du sommet arabe extraordinaire proposé par Rabat – et déjà refusé par Ryad et le Koweït – aient rendu ce sommet « difficile, sinon impossible ».

Les deux présidents ont également examiné, lors de leur rencontre, « les différents aspects de la situation (...) afin de parvenir à une solution politique susceptible d'épargner au peuple irakien d'énormes souffrances et d'éviter les conséquences destructrices de la poursuite de l'occupation irakienne du Koweït ». (AFP.)

## PROCHE-ORIENT

Le deuxième anniversaire de la « déclaration d'indépendance » palestinienne

## « Il faut bien célébrer... »

RAMALLAH (Cisjordanie)

de notre correspondant

« Il faut bien célébrer, d'une façon ou d'une autre », a dit Abdallah Rishmawi. Seulement, la ville était sous couvre-feu, toute manifestation interdite et la région déclarée zone militaire fermée – même si les barrières de l'armée étaient plutôt peu effrayantes.

Le jeudi 15 novembre marquait le deuxième anniversaire de la « déclaration d'indépendance » palestinienne proclamée – aussi théoriquement qu'unitairement – par l'OLP lors du Conseil national palestinien d'Alger. Cela avait été tout à la fois un grand coup médiatique et une façon de crier aux Israéliens et à l'opinion internationale que les Palestiniens avaient droit à l'autodétermination. C'est devenu une date des dates symboliques qui rythment la vie des territoires occupés, que l'armée redoute et qui lui fait déployer un lourd dispositif en Cisjordanie et à Gaza.

A coups de sifflets

Mais, comme dit M. Rishmawi, « il faut bien célébrer », c'est affaire d'humour, et les gamins ont trouvé la manière : ils se mettaient sur le pas de la porte des maisons, se cachant dans les jardins et sifflaient – doigts ou sifflet dans la bouche. Un sifflement strident, le désir de faire du bruit par défi. « Siffler est pour eux la façon la

plus simple d'exprimer leurs sentiments », commente M. Rishmawi. « Qu'est-ce qu'on peut faire d'autre, descendre dans la rue face aux soldats en armes ? »

Les Rishmawi habitent une petite maison à l'une des entrées de Ramallah. A 5 heures du matin, une jeep de l'armée est passée dans le quartier et, au mégaphone, les soldats ont annoncé le couvre-feu : interdit de sortir de chez soi jusqu'à nouvel ordre. Il en allait ainsi, jeudi, pour des centaines de milliers de Palestiniens ailleurs en Cisjordanie et à Gaza. Les familles ont l'habitude : il y a toujours des stocks de provisions à la maison et on n'a jamais aucun regard de film vidéo ni aucun fait d'enfants que durant cette période.

Bien sûr, il y a des gosses qui sifflent dans la rue des Rishmawi. Un coup de feu claque quelque part dans la ville mais, signe des temps et de l'habitude, personne n'y prête la moindre attention. Les soldats ont tiré sur des ballons avec des drapeaux palestiniens qui étaient lâchés ça et là. Pourtant, l'humour a changé.

« Il y a deux ans, dit Mona, avocate et l'une des filles de la famille Rishmawi, on était plein d'espoir, on pensait vraiment que des négociations allaient être engagées, que tout cela nous menait quelque part. Aujourd'hui, obstacles et frustrations n'ont cessé de s'accumuler, on se demande si la voie de la négociation et du compromis était bien la bonne. » « C'est une période grise », observe Mona, une

période trouble et confuse avec la crise du Golfe d'un côté, « venue déstabiliser un peu plus une région déjà faible », et, de l'autre, un gouvernement israélien dominé par la droite.

Ce gouvernement vient de faire emprisonner deux dirigeants nationalistes, MM. Radwan Abou Ayshe et Ziad Abou Ziad, qui, selon M. Rishmawi, avaient, dans leur communauté, publiquement défendu « la thèse de la coexistence pacifique avec Israël » (le Monde du 15 novembre). « Si on en est à arrêter des hommes comme eux, alors qui, demande M. Rishmawi, va représenter les Palestiniens demain ? » Est-ce un début de réponse ? Sur les murs de Cisjordanie, des slogans vantent la gloire de l'irakien Saddam Hussein... Entre Palestiniens, les règlements de comptes paraissent de plus en plus sanglants et entre Palestiniens et Israéliens, c'est une frontière de haine qui s'installe. Lorsqu'on eut épuisé l'examen, sous tous ses angles, d'une situation politique complexe – autre façon de passer le couvre-feu – Abdallah Rishmawi, le père de famille, qui n'est plus un tout jeune homme, s'est mis à rêver à voix haute : « A mon âge, j'aurais aimé voir aujourd'hui la télévision et les journaux israéliens nous adresser leurs félicitations pour notre fête de l'indépendance et souhaiter des relations de bon voisinage avec l'Etat palestinien ».

ALAIN FRACHON



100150

# Le 1<sup>er</sup> janvier 1991 Nous sommes là.



Le 1<sup>er</sup> janvier 1991 nous sommes là. Sans nous, votre vie quotidienne ne serait pas la même: chaque jour dans le monde entier, des millions et des millions d'hommes et de femmes utilisent nos équipements et nos services de

communication, d'énergie et de transport. Car nous sommes un leader mondial sur ces grands marchés et si nos produits sont connus et reconnus, notre nom l'est sans doute moins. Il était temps que cela change.

ne fait plus d'illusion  
monir un sommet ar

nos confiances

RIENT

bien célébrer...



## DIPLOMATIE

## Le deuxième sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)

M. Mitterrand doit ouvrir, lundi 19 novembre, au centre de conférences international de l'avenue Kléber à Paris, en présence de trente-trois autres chefs d'Etat et de gouvernement, du secrétaire général de l'ONU, du président de la Commission européenne et du secrétaire général du Conseil de l'Europe, le deuxième sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), quinze ans après celui d'Helsinki.

Dans la matinée de lundi, les dirigeants des pays membres du pacte de Varsovie et de l'OTAN signeront le premier traité de désarmement conventionnel auquel les négociateurs ont mis la dernière main jeudi 15 novembre à Vienne (voir

l'article de notre correspondant). Les trente-quatre dirigeants de la CSCE, qui se succéderont ensuite à la tribune jusqu'au mercredi 21 novembre à la mi-journée, entérineront certaines mesures institutionnalisant la CSCE, notamment la création d'un secrétariat permanent à Prague et d'un centre de prévention des conflits à Vienne.

M. Perez de Cuellar est arrivé le premier jeudi à Paris où il a été accueilli par M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. La plupart des participants sont attendus dimanche soir. M. Gorbatchev arrivera de Rome où il se rend samedi et où il doit être reçu en audience par le

Pape, dimanche. M. Bush arrivera, lui, de Prague où il est attendu samedi 17 novembre et n'assistera pas à la dernière journée du sommet de Paris. Il doit en effet rendre visite le 22 novembre, jour du « Thanksgiving », aux troupes américaines en Arabie saoudite.

La crise du Golfe devrait faire l'objet des nombreuses rencontres bilatérales qui auront lieu en marge du sommet de la CSCE, notamment de l'entrevue prévue entre MM. Bush et Gorbatchev. Le secrétaire d'Etat américain, M. Baker, a quitté Washington dès jeudi pour Bruxelles où il devait s'entretenir avec les responsables de la CEE de

l'aide aux pays affectés par l'embargo contre l'Irak, puis, pour Genève, où il doit rencontrer samedi les ministres des affaires étrangères des pays africains membres du Conseil de sécurité de l'ONU (Ethiopie, Côte d'Ivoire, Zaïre). M. Baker, qui plaide pour une résolution de l'ONU autorisant le recours à la force contre l'Irak, a également prévu des rencontres à Paris avec ses homologues européens du Conseil de sécurité.

Autre sujet « en marge » de la CSCE : le GATT que ne manqueront pas d'évoquer MM. Bush et Baker lors de leurs entretiens avec les dirigeants de la Communauté.

## Boomerang Est-Ouest

Suite de la première page

Les pays membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie ainsi que les « neutres et non alignés » européens (1) allaient donc jeter à l'architecture européenne.

Un an plus tard, les fondations essentielles de cette architecture sont déjà posées : l'émancipation de l'Europe centrale est irréversible, le pacte de Varsovie n'est plus qu'une provisoire survivance, l'Allemagne est unifiée dans l'OTAN. Si beaucoup reste à faire pour stabiliser les relations inter-européennes, voire pour les inventer, le temps du suspense est passé. Le monde, en outre, a ces temps-ci la tête ailleurs et s'inquiète pour le Golfe.

Amer paradoxale pour cette CSCE largement méconnue du grand public : le jour de sa plus éclatante victoire qui symbolisera la première photo de famille de l'après-guerre froide qui sera prise lundi à Paris, elle aura bien du mal à convaincre que son avenir n'est pas derrière elle et que son utilité n'a pas disparu quand s'est ouvert le rideau de fer. Elle risque aujourd'hui d'être victime de son succès, après avoir été, devant les opinions occidentales au moins, la victime du scepticisme qui accueillait sa naissance, la victime aussi de son sigle hermétique, de ses lourdeurs de procédures, du secret des négociations entre experts, toutes choses qui l'empêchèrent d'acquiescer pour ce qui était tant pendant quinze ans : une grande époque diplomatique.

## Un drapeau pour les dissidents

L'histoire de la CSCE, c'est en effet, comme dit l'un des ambassadeurs qui y représenta la France, M. Jacques Andréani, l'histoire d'une « machine de guerre soviétique » dirigée contre l'Occident et qui s'est « retournée contre ses inventeurs ». Quand, en 1975, les dirigeants des trente-cinq pays membres se réunirent dans la capitale finlandaise pour signer le premier grand document de ce qu'on allait appeler le « processus d'Helsinki », le *New York Times* parla de « comédie », Raymond Aron de « comédie », l'Union soviétique de « trahison ». De fait, les motivations de Moscou étaient suspectes, et il était difficile d'entendre avec Léonid Brejnev l'hymne à la réconciliation des peuples. Helsinki fut pour l'Occident un pari, auquel MM. Ford et Kissinger ne croyaient guère et qu'ils n'avaient accepté de prendre que sous la pression des Européens.

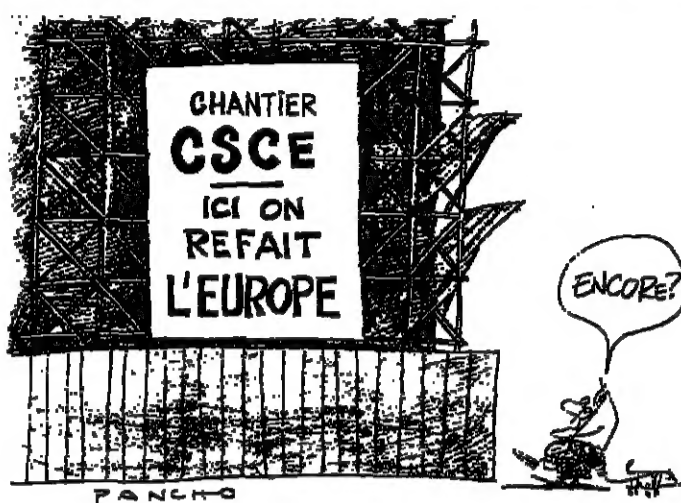
Dans l'esprit des Soviétiques, qui depuis les années 50 réclamaient une « conférence sur la sécurité en Europe », l'entreprise visait avant tout à sceller le statu quo territorial et politique, à faire reconnaître par les Occidentaux les régimes communistes et la division de l'Europe, en particulier celle de l'Allemagne. Elle procédait aussi de l'idée que l'instauration d'une concertation politique pan-européenne finirait par éroder la cohésion de l'alliance atlantique. Elle était enfin une tentative d'instaurer dans le domaine économique une coopération Est-Ouest comme contrepoids à l'intégration communautaire.

Pour convaincre les Occidentaux d'ouvrir les discussions qui allaient déboucher sur les accords d'Helsinki, les Soviétiques durent pourtant admettre : admettre que l'OTAN – et pas seulement les Européens – était concernée dès lors que l'on parlait de sécurité ; régler le problème pendant du statut de Berlin dans la foulée de l'Est-politik lancée par Willy Brandt ; accepter l'ouverture (hors CSCE) de négociations sur le désarmement conventionnel qui n'allaient du reste rien donner (les MBFR) ; accepter surtout que la CSCE se penchât non seulement sur les questions économiques et militaires, mais sur un sujet jusqu'à-là tabou dans le monde communiste : celui des droits de l'homme, la fameuse « troisième corbeille » d'Helsinki.

Helsinki pouvait certes apparaître à certains comme un trop beau cadeau fait à Brejnev. Les Occidentaux pourtant n'avaient rien cédé sur le fond : les dix principes de l'acte final déclaraient les frontières de l'Europe inviolables (c'est-à-dire

non modifiables par la force) mais pas juridiquement intangibles ; ils préconisaient la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et faisaient du respect des droits de l'homme l'un des facteurs de la paix en Europe.

Il n'est guère besoin de rappeler que ces deux derniers principes furent pendant la décennie suivante allégrement violés par Moscou. Allègrement et impunément : aucune sanction n'est prévue en cas d'infraction.



tion aux textes de la CSCE. Paris sur l'objectif Helsinki était aussi un pari des plus risqués sur la méthode instaurée : des conférences au niveau des experts qui se convoquaient d'une fois sur l'autre et qui, sur la base du consensus, produisaient des textes n'ayant pas force juridique de traités. Tous les éléments semblaient donc réunis pour que s'ouvre un dialogue de sages dans lequel les Soviétiques, tout en s'ingérant lourdement dans les affaires de leurs voisins, tout en envahissant l'Afghanistan en 1979, allaient, avec une conscience sans faille, opposer le principe de non-ingérence et le concept de droits collectifs et sociaux aux Occidentaux qui leur parlaient de droits individuels et de libertés.

Mais il n'empêche : pour un Soljenitsyne ou un Ionesco, combien de Sakharov, d'Orlov, de Chitcharanski, de Havel ont brandi le premier texte de la CSCE comme un drapeau, au point que fleurirent partout en Europe centrale et orientale des « comités de surveillance des accords d'Helsinki », bras actifs de la dissidence. Dans le système totalement clos et opaque du droit communiste, c'était pour eux la seule fenêtre, la seule opportunité de mesurer leurs gouvernements en contradiction avec des préceptes auxquels ils avaient souscrit et qui en principe les engageaient sinon juridiquement, du moins politiquement et moralement.

## Un soutien à M. Mikhaïl Gorbatchev

La balance que les accords d'Helsinki avaient établie entre respect des droits de l'homme et coopération économique ou autre inspira dès lors fortement les diplomates occidentaux, en particulier la politique de Washington à l'égard de Moscou. Avant même que n'arrive au pouvoir Mikhaïl Gorbatchev et que la CSCE n'y trouve un second souffle, son bilan était positif. Dès 1984, dans un contexte encore marqué par la querelle des euromissiles, elle s'attachait à l'élaboration de « mesures de confiance » dans le domaine militaire dont certaines prémontraient du climat qui s'installait aujourd'hui.

Vint cette période de la Conférence de Vienne, de novembre 1986 à janvier 1989, où la CSCE présida en quelque sorte des événements qui allaient ensuite s'accélérer spectaculairement et la laisser sur place en une année. C'est à Vienne que l'on sentit les premiers signes du démantèlement du pacte de Varsovie. C'est à Vienne que fut adopté un document sur les droits de l'homme qui allait plus loin qu'aucun autre et constituait encore, début 1989, une sorte de révolution, sinon pour la Hongrie, du moins pour tous les autres pays de l'Est. C'est à Vienne que fut élaboré pied à pied le mandat des négociations sur le désarmement conventionnel qui à lui seul

possibilité de jouer – en fait abusive – sur l'idée que la CSCE pouvait devenir un système de « sécurité collective » qui se substituerait aux blocs militaires, le président soviétique aurait-il pu faire avaler chez lui la plume de l'unification allemande et le démantèlement consécutif du pacte de Varsovie ?

## D'autres voix

Un autre apport majeur et précurseur du processus d'Helsinki a été la relative démocratisation qu'il a introduite dans les relations inter-européennes et transatlantiques, contre l'absolue prédominance des Deux Grands. La CSCE est un forum d'Etat souverains, non de groupes ou d'alliances. La règle du consensus, en donnant une voix aux petits et moyens pays ainsi qu'aux neutres, évitait que l'exercice ne se transforme en un simple dialogue entre Washington et Moscou.

La diplomatie française pour sa part y livra, au sein du camp occidental, de mémorables et souvent fructueuses batailles contre l'hégémonie américaine. C'est à elle que l'on doit que la négociation sur le désarmement ait été intégrée à la CSCE – même si elle s'engagea encore à ces derniers mois, parce qu'on n'avait plus le temps de finir et qu'il fallait boucler avant le sommet de Paris, le dialogue américano-soviétique que préemptivement repris le desus. La CSCE fut enfin le premier terrain d'entraînement d'une politique étrangère commune aux Six, puis aux Neuf, puis aux Douze.

Ce combat français et européen contre l'hégémonie, cette défense de nouvelles valeurs diplomatiques, allaient trouver leur justification dans le mouvement d'émancipation des pays de l'Europe de l'Est l'année dernière. La CSCE devrait, elle, y trouver la justification de sa continuation : la nécessité de ne pas laisser dans le vide ces nouvelles démocraties récemment libérées de la tutelle soviétique ; celle de ne pas isoler de l'Europe, au moment où l'empire se disloque, l'Union soviétique ou ce qu'il en restera demain. Mais curieusement le souffle semble aujourd'hui lui manquer, comme si trop d'intérêts concurrents la paralysaient et que le sommet de Paris venait à la fois trop tard et trop tôt.

CLAIRE TRÉAN

(1) Le groupe des « NNA » comprend : Autriche, Chypre, Finlande, Lichtenstein, Malte, Monaco, San-Marin, Suède, Suisse, Yougoslavie. Le Saint-Siège est également membre de la CSCE.

## D'Helsinki à Paris

Juillet 1966. – Le Pacte de Varsovie réuni à Bucarest propose la convocation d'une conférence générale européenne sur les questions de sécurité et de coopération.

Mars 1969. – Appel de Budapest : les pays membres du pacte de Varsovie appellent à une rencontre « des représentants de tous les pays européens intéressés à établir les modalités et l'ordre du jour d'une conférence pan-européenne ». (La Tchécoslovaquie a été envahie en août 1968).

Octobre 1969. – Les ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie, réunis à Prague, proposent de tenir la conférence pan-européenne à Helsinki l'année suivante.

Décembre 1969-mai 1970. – Les pays de l'OTAN se déclarent prêts à établir des contacts multilatéraux de haut niveau qui seront régis par le statut de l'Allemagne et de Berlin et que des progrès auront été enregistrés dans les conversations sur la réduction des armements en Europe.

Août 1970-septembre 1971. – Conclusion des traités germano-soviétique et germano-polonois, signature de l'accord quadripartite sur Berlin.

Septembre 1972. – L'URSS accepte la demande américaine d'ouvrir dès 1973 des conversations sur la réduction des armes conventionnelles (MBFR).

Octobre 1972-juliet 1973. – L'OTAN accepte d'ouvrir des consultations multilatérales qui débouchent sur la convocation de la première conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Juillet 1973-juliet 1975. – Cette conférence élabore le « document final d'Helsinki ».

30 juillet-1<sup>er</sup> août 1975. – Premier sommet de la CSCE à Helsinki : les chefs d'Etat et de gouvernement des trente-cinq pays membres (dont Ford, Brejnev, Giscard, Trudeau, Tito, Gierk, Wilson, Schmidt, Aldo Moro, Kadar, Kreisky, etc.) adoptent l'« Acte final » qui énonce dix principes régissant les relations entre Etats participants (respect des droits de l'homme, autodétermination des peuples, inviolabilité des fron-

tières...), détermine les trois champs d'intervention de la CSCE (coopération en matière de sécurité, d'économie, de droits de l'homme) et prévoit des conférences « de suivi ».

Octobre 1977-mars 1978. – La première conférence générale de suivi à Belgrade s'achève sur un constat de désaccord. Seul acquis : la convocation d'une autre conférence à Madrid.

Novembre 1980-septembre 1983. – La conférence de Madrid s'achève sur un document qui met en garde contre la détérioration du climat international, convoque une prochaine conférence à Vienne et diverses conférences spécialisées, dont l'une sur les questions militaires, à Stockholm, qui sera chargée d'élaborer des « mesures de confiance ».

1984-1986. – La conférence de Stockholm – Confidence and Security Building Measures (CSBM) – débouche sur l'adoption d'un document prévoyant des échanges d'informations dans le domaine militaire, la notification préalable de certaines manœuvres, un système de vérification *in situ*.

Autres conférences spécialisées de l'après-Madrid : Ottawa sur les droits de l'homme (1985), forum culturel de Budapest (1985), conférence sur les contacts humains à Bernes (1986).

Novembre 1986-janvier 1989. – La conférence générale de Vienne débouche sur un document consistant en matière de droits de l'homme, le document de l'autre part mandat aux négociateurs des pays membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie pour élaborer un traité de réduction des forces conventionnelles en Europe (CFE). Il convoque une prochaine conférence à Helsinki en 1992 et plusieurs autres conférences spécialisées :

– une nouvelle conférence à traite-cinq sur les mesures de confiance et de sécurité (CSBM), à Vienne (mars 1989...), qui travaille parallèlement aux négociations à vingt-trois sur le désarmement conventionnel également ouvertes en mars 1989 et qui viennent de s'achever par l'accord

qui sera signé à Paris ;

– des conférences sur les droits de l'homme : Paris (mai-juin 1989), Copenhague (juin 1990), Moscou (octobre 1991) ;

– un forum sur l'information : Londres (avril-mai 1989) ;

– un forum sur l'environnement : Sofia (octobre-novembre 1989) ;

– un forum sur la coopération économique : Bonn (mars-avril 1990).

Décembre 1989. – Mikhaïl Gorbatchev, en visite à Rome, réclame la tenue en 1990 d'un sommet de la CSCE sur le modèle de celui de 1975 à Helsinki. Lors du sommet américain-soviétique de Malte, George Bush se montre réticent. Lors d'une rencontre avec M. Gorbatchev à Kiev, M. Mitterrand approuve la proposition soviétique. Quelques jours plus tard, il propose d'accueillir ce sommet à Paris.

1<sup>er</sup> juin 1990. – MM. Bush et Gorbatchev s'entendent à Washington sur la tenue d'un sommet de la CSCE avant la fin de l'année, à condition qu'un accord de désarmement conventionnel soit conclu avant à Vienne.

26 juin 1990. – Lors du conseil européen de Dublin, les Douze déclarent de « parler d'une seule voix » dans le cadre de la CSCE et proposent des mesures de renforcement du processus d'Helsinki.

5-6 juillet 1990. – Sommet de l'OTAN à Londres : l'Alliance annonce une révision de sa doctrine et de sa stratégie, propose une déclaration de non-agression entre les pays membres des deux alliances et une série de mesures pour institutionnaliser le processus de la CSCE.

16 juillet. – Moscou donne son feu vert à l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN.

Fin septembre-début octobre 1990. – MM. Baker et Chevachnadze réagissent à New-York les derniers obstacles à un accord de désarmement conventionnel. En marge de l'Assemblée générale de l'ONU, réunion des ministres des affaires étrangères des trente-cinq préparatoire au sommet de Paris.

## Le traité de désarmement conventionnel

## Rendre impossible une offensive surprise en Europe

Le premier traité prévoyant des réductions substantielles des armes classiques de l'Atlantique à l'Oural a été adopté jeudi 15 novembre à Vienne par les délégations des pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie après vingt mois de négociations. Ce traité sera signé à Paris lundi par les chefs de gouvernement et d'Etat avant l'ouverture du sommet de la CSCE.

## VIENNE

de notre correspondant

Le traité de Vienne, qualifié d'« historique », dans les milieux diplomatiques, a pour but de garantir qu'aucun pays ne sera en mesure de mener une attaque surprise de grande envergure. Il fixe des plafonds largement en dessous des armements actuellement en présence. Chaque alliance se voit autorisée à posséder 20 000 chars, 20 000 pièces d'artillerie, 30 000 véhicules blindés, 6 800 avions de combat et 2 000 hélicoptères de combat.

Pour éviter des concentrations régionales des armements, le traité prévoit quatre zones concentriques entre l'Atlantique et l'Oural. Des sous-plafonds limitent le déploiement des armements dans ces zones.

Les Etats-Unis et l'URSS se sont mis d'accord pour ne pas limiter dans le traité les effectifs de leurs troupes stationnées en Europe hors de leur territoire, un accord de février dernier sur un plafond de 195 000 hommes pour chaque côté ayant été rendu caduc par le rattachement de la RDA à la République fédérale et le retrait des troupes soviétiques des anciens pays satel-

lites. Le seul engagement formel sur les effectifs dans cette première phase des négociations de désarmement réside donc dans celui de l'Allemagne unie de limiter ses troupes à 370 000 hommes.

Pour éviter qu'un seul pays ne puisse accumuler trop d'armement sur son territoire, il est convenu qu'aucun Etat signataire n'aura le droit de posséder plus d'un tiers environ du total de l'armement autorisé en Europe. Chaque alliance a fixé dans des négociations intérieures les « quotas » pour ses membres. Selon ce règlement, l'URSS aura le droit de stationner 13 150 chars à l'ouest de l'Oural au lieu de quelque 37 000 actuellement.

## Prévention des conflits

Le traité prévoit des délais d'application (quarante mois) et un système sophistiqué de contrôle et de vérifications. Les négociations sur le désarmement conventionnel reprendront à Vienne le 26 novembre et porteront notamment sur les effectifs des forces stationnées en Europe.

Aux négociations sur les mesures de confiance et de sécurité menées parallèlement à Vienne entre les trente-quatre pays de la CSCE, les sous-plafonds sont mis d'accord sur des échanges d'informations militaires (forces armées, dépenses militaires, introduction de nouveaux systèmes d'armement). La question de l'inclusion dans la négociation des forces navales demandée par l'URSS n'a pas été résolue et restera sur la table de la conférence pour la deuxième phase qui débuttera également le 26 novembre.

Pour réduire les risques de conflit, le document adopté prévoit un

mécanisme de consultations et de coopération en cas d'activités militaires exceptionnelles. L'échange d'informations sera réalisé par l'intermédiaire d'un centre de prévention des conflits dont l'installation provisoire à Vienne sera décidée au sommet de Paris.

Des visites de militaires de haut rang auront lieu sur les bases, y compris aériennes. Le document prévoit une amélioration de certaines mesures adoptées en septembre 1986 à Stockholm, dont la notification des manœuvres de grande envergure. Les manœuvres auxquelles participent plus de 40 000 hommes (75 000 hommes jusqu'à présent) devront être notifiées deux ans à l'avance. Une fois par an les experts se réuniront pour vérifier si les mesures de confiance et de sécurité sont respectées. Un deuxième séminaire sur les doctrines militaires – le premier a eu lieu à Vienne en janvier 1990 – aura lieu également à Vienne au printemps prochain.

WALTRAUD BARYLI

Cinq juges élus à la Cour internationale de justice. – Cinq juges à la Cour internationale de justice de La Haye ont été désignés jeudi 15 novembre, lors du renouvellement, par tiers tous les trois ans, par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'ONU. Il s'agit de MM. Andrés Aguilar Mawdsley (Venezuela), Gilbert Guillaume (France) réélu, Sir Robert Yewdall Jennings (Grande-Bretagne) réélu, Christopher Gregory Weeramantry (Sri-Lanka), et Raymond Ranjeva (Madagascar). – (AFP)



100150

# Le 1<sup>er</sup> janvier 1991 Nous sommes là.



# ALCATEL ALSTHOM

A partir du 1<sup>er</sup> janvier, CGE deviendra Alcatel Alsthom. Un nom à la hauteur de ce que nous sommes : l'un des premiers groupes industriels mondiaux et un leader international sur les marchés de la communication, de l'énergie,

des transports et des services associés. Un nom qui représente 144 milliards de francs de chiffre d'affaires, 210 000 personnes dans plus de 100 pays. Un nom dont nous sommes fiers.



# Le Monde

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
16, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 208.806 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
820 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie

du Monde

12, rue de Valenciennes

75014 PARIS CEDEX 18

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 547

ISSN 0183-3837

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-65-25-33

## Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président

François Hugues, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

Micheline Orléans, directrice du développement

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. : 45-55-96-70, Société filiale

du journal Le Monde et Siège Presse SA

Reproduction interdite de tout article

sans accord avec l'administration

PP, Paris RP

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-80-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-80-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

## DIPLOMATIE

### M. Bernard Kouchner est candidat au poste de Haut Commissaire pour les réfugiés de l'ONU

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a été proposé par la France pour le poste de Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a-t-on confirmé jeudi 15 novembre de source informée.

GENÈVE

de notre correspondant

Une coquille vide, un nuage de vipères, un bateau qui coule : c'est en ces termes qu'est qualifié par ses propres fonctionnaires comme par les milieux internationaux de Genève le HCR. Les démissions, annoncées ou envisagées, démontrent chaque jour

un peu plus tous ceux qui n'ont pour souci que celui de venir en aide aux quelque quinze millions de réfugiés de par le monde.

La crise a commencé avec les accusations anonymes portées il y a un an de l'intérieur même de l'institution contre le Haut Commissaire, le Suisse Jean-Pierre Hocké et qui l'obligèrent à démissionner. M. Hocké a depuis été blanchi. Mais un nouvel accès de fièvre secoue le HCR depuis que son successeur, le Norvégien Thorvald Stoltenberg, nommé pour trois ans, a abandonné son poste avec un préavis de vingt-quatre heures, pour renouer avec des fonctions politiques dans son pays (Le Monde daté 4-5 novembre).

Le HCR, en proie à un déficit se chiffant par dizaines de millions de dollars, contrainct de mettre fin à des activités primordiales pour les réfugiés, traverse donc aujourd'hui sa crise la plus grave. Nombreux sont ceux qui prêtent à M. Perez de Cuellar l'intention de vouloir reprendre le contrôle. Le nom de son assistant personnel, l'Indien Virendra Dayal, avait été avancé. Cependant, devant les critiques, M. Dayal a rendu public son refus d'être candidat en déclarant que si les Occidentaux ne veulent pas de lui, c'est parce qu'il n'a pas le teint blanc. En fait, le Pakistan, qui supporte le poids de plus de trois millions de réfugiés afghans, ne pouvait

pas accepter la désignation d'un Indien. Nombre de pays du tiers-monde demeurent en outre persuadés qu'un candidat occidental aurait davantage de chances d'inciter les pays donateurs à se montrer plus généreux.

Divers États, dont la France, ont alors proposé leur candidat. Il est trop tôt pour évaluer les chances de M. Bernard Kouchner, mais une grande partie des milieux internationaux apprécie son expérience de terrain. Ses détracteurs lui reprochent en revanche de n'être ni un diplomate chevronné ni un haut fonctionnaire de l'ONU.

ISABELLE VICHNIAC

## AFRIQUE

### ALGÉRIE

### Les élus du FIS ont manifesté devant la présidence

Quelque quatre mille élus municipaux et régionaux du Front islamique du Salut (FIS) ont renoué avec la tradition en organisant une manifestation. Précédés, bordés et suivis par un imposant service d'ordre barbu, quelques milliers d'élus, la plupart vêtus d'une longue chemise et coiffés de la calotte blanche, sont montés dans la discipline et le silence glacé qu'ils affectionnent, à l'assaut de la colline d'El Mouradia, où se dresse la présidence de la République, pour y déposer un texte. Son contenu n'a pas été divulgué. M. Abassi Madani se contentant, à la sortie de la présidence, de déclarer qu'il attendait la réponse.

ALGER

de notre correspondant

Parce qu'ils s'étaient tenus silencieux depuis plusieurs semaines, on les avait un peu oubliés. Mais jeudi, profitant du rassemblement de leurs élus réunis à Alger pour

faire le bilan de leur travail municipal, les islamistes du FIS ont renoué avec la tradition en organisant une manifestation. Précédés, bordés et suivis par un imposant service d'ordre barbu, quelques milliers d'élus, la plupart vêtus d'une longue chemise et coiffés de la calotte blanche, sont montés dans la discipline et le silence glacé qu'ils affectionnent, à l'assaut de la colline d'El Mouradia, où se dresse la présidence de la République, pour y déposer un texte. Son contenu n'a pas été divulgué. M. Abassi Madani se contentant, à la sortie de la présidence, de déclarer qu'il attendait la réponse.

Le FIS se plaint du pouvoir. Confortablement élus, les intégristes estiment être mandatés par l'électorat pour instaurer dans leurs communes, sans tenir compte des prérogatives de l'État, une petite république islamique. Cette conception a évidemment provo-

qué des frictions, parfois tragiques, avec d'autres partis, mais aussi avec des walis qui n'ont pas hésité à annuler les arrêtés plus ou moins légaux pris par les nouvelles municipalités. Autant de problèmes qui, avec l'héritage financier catastrophique des communes, la pénurie de logements et le manque d'eau, ont fait l'ordinaire des discussions de la réunion d'Alger.

Si rien de bien neuf n'y a été dit, la manifestation du FIS aura au moins servi à démontrer que ses capacités de mobilisation, à quelques mois de probables élections législatives, demeurent toujours conséquentes. C'est d'ailleurs ce qu'il entendait démontrer alors que le menace la concurrence d'autres courants islamistes et que ses adversaires spéculent sur un certain désenchantement d'une partie de son électorat.

GEORGES MARION

ANGOLA : libération de rebelles de l'UNITA. - Cinq cents rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), incarcérés dans le sud du pays, ont été libérés conformément à la loi d'amnistie, a révélé, jeudi 15 novembre, le quotidien *Journal de Angola*. Au cours du premier semestre, plus de mille huit cents rebelles, emprisonnés à Luanda, avaient été remis en liberté. (AFP)

LIBÉRIA : bombardements algériens. - Les avions nigériens de la force onest-africaine d'interposition ont bombardé, mercredi 14 novembre, le port de Buchanan, contrôlé par les rebelles de Charles Taylor. Selon ces derniers, les bombardements auraient fait de nombreuses victimes, et un bateau américain transportant de la nourriture aurait été détruit. A Washington, le département d'Etat a indiqué, jeudi, avoir fait part de son inquiétude auprès du quartier général de la force d'interposition à Monrovia à propos de cet incident, qui aurait fait, selon lui, deux victimes libériennes. - (AP, Reuter)

**"Au fait, c'est vrai qu'en allant essayer une 309  
on peut en gagner une?"**



**DU 15 NOVEMBRE AU 15 DÉCEMBRE,  
GRAND JEU CONCOURS DANS TOUT LE RESEAU PEUGEOT-TALBOT  
12 PEUGEOT 309 GREEN A GAGNER!**

En venant essayer une Peugeot 309,  
vous pouvez rencontrer la chance... Et gagner votre prochaine voiture!

Jeu gratuit sans obligation d'achat du 15/11 au 15/12/90 ouvert à toute personne majeure titulaire du permis de conduire et résidant en France métropolitaine. Bulletin de participation mis à disposition chez tous les concessionnaires et agents revendeurs Peugeot Talbot. Jeu coté de 12 309 Green 5 portes (valeur 78.470 F TTC) attribuées par tirage au sort devant huisser parmi tous les bulletins déposés dans les urnes jeu avant le 16/12/90. Aucune contrepartie en argent ne peut être demandée. Règlement de l'opération déposé chez maître juré, huissier de justice à Paris et adressé à titre gratuit en faisant la demande à: Prosper - Jeu 309 - 11-15, Quai de Dion Bouton - 92806 Puteaux.



PEUGEOT. UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES.



15/11/1990

## POLITIQUE

M. Michel Rocard engage la responsabilité de son gouvernement

# Le produit de la CSG sera affecté à la Caisse d'allocations familiales

Après dix heures de débats, le premier ministre, M. Michel Rocard, a engagé la responsabilité de son gouvernement, vendredi 16 novembre, peu avant 1 heure, à l'Assemblée nationale, sur les articles 82 à 93 du projet de loi de finances pour 1991, relatifs à la contribution sociale généralisée (CSG). En présentant cette réforme, le premier ministre avait indiqué que le produit de la contribution nouvelle sera affecté en totalité à la Caisse d'allocations familiales.

« Réformer la Sécurité sociale pour garantir son avenir, telle est mon ambition, tel est le chemin sur lequel le gouvernement doit conduire le pays ». Dès les premiers mots, jeudi 15 novembre, c'est un premier ministre non seulement volontaire, mais, par moments, enjoué, qui définit, devant l'Assemblée nationale, l'enjeu du débat sur le projet de contribution sociale généralisée. « Réformer la Sécurité sociale », pas moins.

« La contribution sociale généralisée est une réforme de justice sociale », affirme M. Michel Rocard. Elle reste, quarante-cinq ans après, « fidèle aux principes posés par le Conseil national de la Résistance », qui voulait « une sécurité sociale pour l'ensemble de la population, dans une logique de solidarité nationale, dans les faits et dans la loi ». C'est, enfin, « une réforme qui en appelle d'autres ».

Le premier député communiste qui se prend à l'interrompre se voit bien vite rebrousser par ce cinglant conseil : « Vous n'avez qu'à voter ! ». Tous les principaux responsables politiques qui comptent à l'Assemblée - MM. Jacques Chirac, Edouard Balladur, Philippe Seguin, Raymond Barre, Pierre Méhaignerie, Pierre Mauroy - sont présents dans l'hémicycle.

cycle lorsque le premier ministre expose la nécessité de la réforme du financement de la Sécurité sociale, actuellement « injuste sur le plan social et inefficace sur le plan économique ». Il ne manque que le secrétaire général du Parti communiste, M. Georges Marchais.

Immédiatement, « Oui, la CSG est un impôt », qui n'est pas déductible et qui s'applique à tous les revenus, ceux du « capital compris », mais ce n'est pas un impôt supplémentaire, puisqu'il se substitue à des prélèvements existants, et le taux en sera fixé chaque année par le Parlement. Enfin, grâce à un amendement de dernière minute présenté par le gouvernement, le produit de la CSG (environ 35 milliards de francs) sera entièrement affecté à la branche famille de la Sécurité sociale.

« Ce n'est pas une sinécure ! »

Après l'impôt sur le revenu en 1914, l'introduction de la TVA en 1923 et l'impôt sur la fortune de 1981, la CSG doit marquer « une étape fondamentale de la réforme de notre système de prélèvement fiscal et social », pour laquelle « l'addition des oppositions hétéroclites » n'a pas d'autre choix à présenter. M. Rocard s'amuse de voir « converger, en assant à peine se regarder, tant ils sont gênés de se trouver côte à côte, tous les conservatismes, politiques ou syndicaux, de droite ou, en principe, de gauche ». Il ajoute : « Ah ! ce n'est pas une sinécure que de remuer tout votre immobilisme ! ».

Le premier ministre affirme l'objectif de « renouveler les termes du contrat de générations qui lie les Français ». Il ne faut pas, sous peine de menacer la cohésion sociale, que la croissance du niveau de vie des retraités entraîne un alourdissement continu des charges supportées par les actifs, mais, précise M. Rocard, « le gouvernement n'entend pas décider seul de ce sujet de société, pour

lequel nous avons besoin, non de recettes miracles, mais d'une méthode et de moyens qui fassent que tous comprennent les choix ». A partir d'un Livre blanc présenté par le gouvernement, la concertation devra déboucher sur une sorte de « Grenelle des retraites ».

Le rapporteur général de la commission des finances, M. Alain Richard (PS), mesure sans doute la difficulté de la tâche. « Ce pays n'est pas spécialement accueillant aux révolutions fiscales », rappelle-t-il. « A mi-chemin de la cotisation sociale personnelle et de l'impôt sur le revenu », la CSG est un prélèvement de type nouveau - applicable à tous les revenus, à hauteur de 1,1 % - qui devrait permettre de corriger l'inegalité de l'actuel mécanisme de financement de la Sécurité sociale.

C'est aussi ce qu'explique prudemment M. Michel Coffigneau (PS), rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, avant de lancer - en vain - un premier appel en direction des communistes : « L'impôt redistributeur est toujours attaqué par ceux qui, à droite, se basent pour réduire l'intervention de l'Etat. Quelle erreur pour ceux qui, à gauche, embolent le pas à ce libéralisme effréné ! ».

La rupture de ton vient avec le premier orateur de l'opposition. Pour M. François d'Aubert (UDF, Mémoires), « le parler vrai » est gris et ne prendra que les seules mesures qu'on croit indolores et attendre que d'autres, un jour, affrontent les vraies difficultés. « Pour le porte-parole du RPR, le projet de CSG ne répond pas au vrai problème, qui est celui du financement du régime vieillesse. Le plus mesuré des opposants au projet est M. Jacques Barrot (UDC,

Haute-Loire). Applaudi par M. Raymond Barre, le secrétaire général du CDS estime notamment que le projet risque d'entraîner « une fuite en avant des prélèvements sociaux ».

M. Barrot (UDC) : « pas sûr »

Dans trois ou quatre mois, les centristes auraient sans doute voté le texte, mais pour l'heure, celui-ci « n'est pas sûr ». « Il n'a pas été assez expliqué », assure M. Barrot. N'étant pas accepté, il risque de rendre impopulaire une bonne réforme ».

M. Jean-Claude Gayssot (PC, Seine-Saint-Denis) juge « préférable » de retirer un projet qui « doit tout à la droite et rien à la gauche ». Si certains doivent payer moins l'an prochain, « c'est qu'il faut faire passer la pilule », affirme le député communiste. « Nous ne prendrons pas de gaieté de cœur une telle décision, mais, fidèles à notre ligne de conduite, qui est de défendre en toutes circonstances les intérêts des travailleurs, nous serons obligés de voter la motion de censure », conclut gravement le numéro deux du PCF.

Les états d'âme atteignent même, un moment, les rangs socialistes. M. Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe) se souvient que son parti avait critiqué M. Barre lorsque, en 1979, celui-ci avait instauré une cotisation sur les retraites imposables. M. Boulard se souvient aussi que, en 1983, les communistes avaient approuvé une autre contribution de 1 %. « C'était Flammant », lance en riant le président du groupe communiste, M. André Lajoinie. « Tour à tour, soutenez ou critiquez une idée selon que l'on se trouve dans la majorité ou dans l'opposition, voilà une bien mauvaise habitude », énonce M. Boulard.

Seulement voilà, au bout de la CSG, il y a la perspective de la censure. Cela peut être l'occasion pour les uns de « masquer des divisions », comme l'explique M. Jean Le Garrec (PS, Nord), ou, pour les autres, celle

de « refaire [leur] unité dans la perspective d'un prochain congrès ». Il y a, encore, « la défense obstinée des fonds de commerce », affirme un autre député socialiste du Nord, M. Umberto Bantist, qui se tournant vers les députés communistes d'un air compréhensif, ira jusqu'au bout de la franchise : « Nous, socialistes, nous savons bien que les préparations de congrès sont l'occasion de toutes les outrances ».

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evin, se montre moins indulgent. « On aura tout entendu, dit-il, le reproche d'avoir été trop vite et celui d'avoir été trop tard ». Dans la soirée, après la fin de la discussion générale, le jeu parlementaire (rappelez au règlement, suspension de séance) a repris toute

sa place. Le premier amendement, présenté par M. d'Aubert, propose d'intituler la CSG « contribution socialiste généralisée ». Le temps de laisser l'Assemblée entrer un peu dans le corps du texte, et M. Evin demande la réserve sur le vote des articles du projet.

Il est 0 heure 45 lorsque M. Rocard revient dans l'hémicycle d'un pas pressé, ne doutant pas, dit-il, du « climat très positif et constructif » qui a dû prévaloir au cours des débats. « Si chacun votait selon sa conscience, je suis sûr que ce projet réunirait une majorité », observe-t-il encore, avant d'engager la responsabilité de son gouvernement.

JEAN-LOUIS SAUX

## Les principales modifications

Sous réserve de l'adoption du projet, liée au rejet de la motion de censure, voici les principales modifications apportées par rapport au texte initial :

● La CSG, dont le produit (35 milliards de francs environ par an) devait être réparti pour un quart à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse et pour trois quarts à la Caisse nationale d'allocations familiales, sera affectée en totalité à cette dernière. Cette modification, apportée par le gouvernement, implique un « mouvement de balancier » plus prononcé : les cotisations d'allocations familiales des entreprises seront réduites de 1,64 point, alors qu'une cotisation-vieillesse déplaçonnée du même taux leur

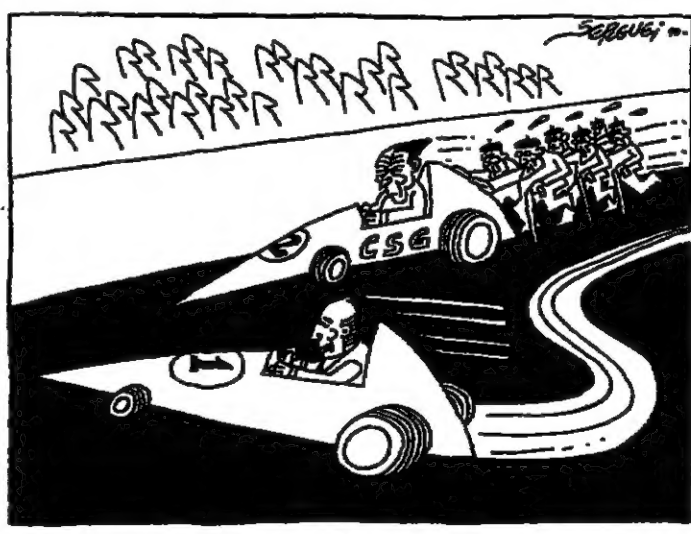
sera appliquée afin de permettre aux régimes vieillesse de ne pas perdre de recettes.

● La totalité des indemnités journalières de maladie sera exonérée de la CSG. Dans le cas contraire, les employeurs auraient été indirectement informés par les caisses d'assurance du caractère de la maladie de leurs salariés.

● Sur proposition du groupe socialiste, le gouvernement présentera chaque année au Parlement un rapport sur la protection sociale, qui devra faire apparaître l'état et l'évolution des recettes et des dépenses des différents régimes, et indiquer l'assiette et le produit de la CSG.

Dans les couloirs de l'Assemblée nationale

## « Le président est incontrôlable »



« Dieu vous a lâché ! » Ce cri d'un député RPR à l'adresse du premier ministre était, pour nombre d'élus, frappé au coin de l'évidence, mais paradoxalement, alors que les oppositions de droite et communiste se préparent à le censurer, M. Michel Rocard, dans les couloirs de l'Assemblée, s'en fait mieux que le chef de l'Etat. Même tel fabuliste trouve que M. François Mitterrand « en fait un peu trop » et que c'est lui qui se trouve discrédité par un lâchage un peu trop explicite de son premier ministre. Un jospinisme - la tendance est à l'anonymat, au moment, au sein du groupe PS - que de « désastreux » le spectacle donné par le président, faisant ainsi apparaître par contraste « la plus grande cohérence de Rocard ».

« Décidément, le président est incontrôlable, et les situations qu'il provoque peuvent l'être tout autant », a déclaré à l'AFP un responsable du PS, en affirmant avoir « jamais entendu des mots aussi durs à l'endroit du président » venant autant de jospinistes que de fabiusiens. « Dans sa foule lycéenne, M. Mitterrand va peut-être demander aux retraités d'aller manifester à Maitland », ironisait M. François d'Aubert (UDF).

M. Julien Dray (PS), l'un des édiles chéris de M. Mitterrand, était en train d'être étonné que pour un bon gars à qui tout le monde veut du mal et le chef de l'Etat « pour le vilain » qui l'entraîne. Pour le chef de file de la Nouvelle droite sociale, qui a écrit à ne jamais agir au plus fort de la crise, mais après, comme une

sorte de recours », observait un député socialiste. Dans les propos de couloirs, le premier ministre apparaît comme un sorte de « ludion », toujours prêt à rétrograder quand on le croit coulé. Il est un autre point sur lequel tout le monde s'accorde : quand la déchirure est à ce point patente avec l'Elysée, les jours du premier ministre sont comptés.

« C'est un discours de fin de règne », lançait M. Pierre Mazeaud (RPR) à M. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet du premier ministre, à la fin de l'intervention de M. Rocard à la

tribune de l'Assemblée. « Si l'on n'a pas la censure, nous aurons de toute façon une dissolution », estime M. Mazeaud, qui croit déceler les signes avant-coureurs d'un renversement de majorité, le PS s'alliant aux centristes. M. Roland Dumas pourrait même, selon lui être le premier ministre idéal de cette combinaison.

Quant à la censure, selon un sondage rapide, effectué dans les Quatre Colonnes, le premier ministre ne devrait pas la redouter. Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy a affirmé n'avoir « pas d'inquiétude » : elle sera « rejetée ». « Elle ne passe pas ! », assurait le chef de file de France unie, M. Jean-Pierre Soisson, qui travaille au corps ses amis pour qu'ils ne méfient par leurs voix à celles du groupe communiste.

M. Philippe Mestre (UDF, Vendée) n'ose « pas prendre ses désirs pour des réalités ». Quant à M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC, il n'y croit pas vraiment, mais n'a qu'une crainte : que, une nouvelle fois, l'Union du centre se porte la responsabilité d'avoir sauvé la mise de M. Rocard. Il a passé une bonne partie de l'après-midi à tenter de convaincre M. Gérard Vignoble (app. UDC, Nord) de venir la voter. Le grand art serait pour le premier ministre de parer, le 19 novembre, à susciter des déflections dans tous les groupes de l'opposition (y compris, ne serait-ce qu'une, au groupe communiste), de façon à « mouiller » tout le monde.

PIERRE SERVANT

## La motion de censure de l'opposition

Les présidents des groupes du RPR, de l'UDC et de l'UDF de l'Assemblée nationale ont déposé, vendredi 16 novembre, une motion de censure, rédigée par M. Charles Millon, président du groupe UDF. Ce texte est ainsi rédigé :

« L'Assemblée nationale (...) considérant que le dispositif proposé aboutira à la création insidieuse d'un nouvel impôt sans qu'aucune réflexion d'ensemble ait été engagée (...), considérant que la complexité du dispositif proposé, ainsi que le mode d'affectation retenu pour la contribution qu'il institue, sont de nature à mettre en doute l'efficacité de ce nouveau mode de financement de la protection sociale, particulièrement en ce qui concerne les retraites, censure le gouvernement ».

## Ces chers députés d'outre-mer...

Lundi 19 novembre, lors du vote de la motion de censure sur la contribution sociale généralisée (CSG), toutes les voix comptent. Ou plutôt toutes celles des députés qui ne jugeront pas opportun d'aller déposer, ce soir-là, leur bulletin dans l'urne.

Les moyens mis en œuvre par le gouvernement pour faire échec à cette motion de censure ont déjà un coût : 20 à 25 millions de francs. C'est le ministre du logement, de l'équipement, des transports et de la mer, M. Michel Delebarre, qui l'a lui-même bien involontairement annoncé, en présentant, à une heure tardive de la nuit du mercredi 14 au jeudi 15 novembre, un discret amende-

ment à son budget du logement. A la liste des départements de la région parisienne bénéficiant de la première étape de la généralisation de l'allocation de logement sont venus miraculeusement s'ajouter la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion...

A quelques jours du vote de la censure, et alors que les voix des députés des DOM pourraient bien être les derniers remparts contre la menace de renversement du gouvernement, le générale sollicite du ministre n'apparaît pas totalement désintéressé. Et, en croisant les remerciements appuyés que M. Louis Virapoulle, député centriste de la Réunion, a exprimés à M. Delebarre, au nom de tous ses

collègues des DOM, cette sollicitude gouvernementale ne devrait pas, non plus, être oubliée trop vite...

Un autre député de la Réunion s'est fait particulièrement remarquer : il s'agit de l'ancien maire de Saint-Denis de la Réunion, M. Auguste Lagros, qui a annoncé, mercredi 14 novembre, sa décision de se retirer du groupe RPR, et de rejoindre les non-inscrits. M. Lagros était en froid, depuis plusieurs mois, avec la direction nationale du RPR, à laquelle il reprochait d'avoir nommé à la Réunion un secrétaire départemental du RPR qui n'avait pas ses faveurs, mais le moment qu'il a choisi pour rompre n'est évidemment pas innocent.

## L'état des retraites

En se fixant pour objectif l'organisation d'un « Grenelle des retraites », M. Michel Rocard tente, dans la foulée de la CSG, un pari aléatoire : amener les partenaires sociaux à accepter une réforme permettant de corriger la dérive des dépenses des régimes de base d'assurance-vieillesse.

Avec les « états généraux de la Sécurité sociale », le gouvernement de M. Jacques Chirac s'était déjà efforcé, en 1987, de sensibiliser l'opinion publique et les syndicats aux difficultés des comptes sociaux, à commencer par les retraites. Le dossier n'avait guère progressé et les participants s'étaient montrés plus proches sur l'augmentation des dépenses que sur les moyens de les stabiliser...

La démarche que se propose d'engager M. Rocard est plus directe. Tout en préparant le Livre blanc pour le printemps et en suggérant qu'une mission parlementaire réfléchisse sur le sujet, il charge le ministre des affaires sociales d'engager les discussions avec les partenaires sociaux, en constituant « un groupe de travail tripartite avec le patronat et les confédérations syndicales, qui pourra, le moment venu, se transformer en négociations sociales, débouchant sur la Grenelle des retraites ».

Cette initiative part du même constat que les états généraux mais risque également de se heurter aux mêmes difficultés. Au-delà des polémiques, l'évolution des retraites dans les prochaines années est effectivement préoccupante. Selon les dernières prévisions de l'INSEE (Le Monde du 25 juillet), le taux de cotisation pour la vieillesse pourrait passer de 16,3 % aujourd'hui à 23,7 % en 2005 et 40 % en 2040. Pourquoi ? Deux mouvements inverses sont à l'œuvre : il y a de plus en plus de retraités disposant de pensions de plus en plus élevées (car les carrières s'allongent et les dispositions favorables, décidées dans les années 70, jouent à plein). Mais il y a, en proportion, moins d'actifs pour financer ce surplus

(trois actifs pour un retraité en 1975, 2,2 en 1990, 2 en 2005, date à laquelle la génération du « baby boom » commencera à quitter la vie active).

Pour desserrer l'état, il faudrait, soit que la natalité redouble, soit que le chômage régresse fortement ou encore que la croissance économique soit beaucoup plus dynamique.

Les mesures permettant d'enrayer cette dérive sont parfaitement identifiées : calculer la pension non plus sur les dix meilleures années, mais sur une période plus longue, ouvrant les droits à la retraite après quarante années et non plus trente-sept années et demi d'activité ; revenir sur le droit à la retraite à soixante ans ou constituer, dès maintenant, des réserves.

Revoir les règles du jeu

Autant de mesures qui toucheraient non pas les retraités d'aujourd'hui mais ceux de demain et n'auraient un impact positif qu'à moyen terme. D'où la nécessité de prendre des dispositions avant que les prélèvements, qui continuent de reposer essentiellement sur les actifs, ne soient jugés insupportables.

Si le patronat est disposé à revoir les règles du jeu des retraites, les syndicats, à des degrés divers, sont réticents à revenir sur des avantages acquis et relativisent, voire contestent, le constat dressé par le gouvernement, comme par l'opposition. Pour mener à bien ce débat, qui, selon M. Rocard, « nous engage pour les vingt prochaines années », il conviendrait d'abord de clarifier son objet. En effet, les perspectives les plus sombres concernent essentiellement les régimes de base - les caisses complémentaires se portent beaucoup mieux - mais pas seulement le régime général, car les retraités du secteur public (fonctionnaires, EDF-GDF, SNCF, RATP) ne sont guère mieux lotis. Sur ce dernier point, la future Livre blanc pourrait, peut-être, apporter enfin des indications précises.

JEAN-MICHEL NORMAND



## POLITIQUE

## Les travaux du Parlement

## Le Sénat approuve la création d'une agence de l'environnement...

Le Sénat a adopté en première lecture, dans la nuit de jeudi 15 à vendredi 16 novembre, le projet de loi portant création d'une agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, présenté par M. Eric Lebrun, ministre délégué à l'environnement, en présence de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie. Les groupes communiste et socialiste se sont abstenus sur ce texte pour lequel l'urgence est déclarée.

L'environnement ne laisse pas les sénateurs de marbre. Il a particulièrement inspiré M. Louis Virapoulle (Union cent., la Réunion), qui a déposé une proposition de loi, à la campagne, des « lourds bouillonnements des braves pêcheurs », de jadis, remplacés par des « engins pétaradants » troublant la paix des champs. Décidé-

ment très en verve, le sénateur corse a ensuite proposé à des collègues visiblement peu enthousiastes d'utiliser désormais une bicyclette pour venir au palais du Luxembourg.

Comparé à ces digressions, l'examen du projet de loi, qui prévoit le regroupement de trois agences existantes - l'Agence pour la qualité de l'air (AQA), l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) et l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) - dans une agence unique, a paru presque terne. Le rapporteur au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, M. Michel Souplet (Union cent., Oise), a regretté la précipitation avec laquelle le Parlement avait été saisi du projet de loi. Il a indiqué que le regroupement prévu

devrait renforcer l'efficacité des actions entreprises, à condition que chaque agence conserve ses spécificités. Cette réserve du rapporteur s'est traduite par l'adoption d'un amendement assurant, selon M. Souplet, la cohérence des actions de l'Agence tout en mentionnant explicitement ces spécificités. Les sénateurs ont également précisé que l'agence aurait des implantations locales. Contre l'avis du ministre, ils ont ensuite créé une structure de contrôle indépendante, où la représentation parlementaire sera majoritaire, qui examinera la situation financière de l'agence, dont le budget annuel, alimenté par le produit de taxes parafiscales, devrait rapidement dépasser le milliard de francs.

G. P.

## ...et adopte la réforme des télécommunications

Les sénateurs ont adopté, mercredi 14 novembre, après l'avoir amendé, le projet de loi sur la réglementation des télécommunications présenté par M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace (le Monde du 15 novembre). La majorité sénatoriale a voté pour le texte, modifié par des amendements de la commission des affaires économiques et du Plan tendant, notamment, à favoriser le développement du câble, tandis que le groupe socialiste s'est abstenu et que les communistes ont voté « contre ».

« Nous n'avons pas toujours été sur la même bande de fréquence », a constaté, à l'adresse de M. Quilès, M. Gérard Larcher (RPR, Yvelines), rapporteur de la commission saisie sur le fond.

Soucieux de favoriser la concurrence avec le service public, les sénateurs ont étendu les possibilités de dérogation non seulement aux

réseaux radioélectriques, mais, aussi, aux réseaux dans leur ensemble. Ils ont prévu que les réseaux indépendants (radio-taxis, ambulances) pourraient être connectés au réseau public autrement qu'à titre exceptionnel. Les sénateurs ont apporté quelques modifications au texte du gouvernement afin de favoriser le développement du câble.

Ils ont ainsi adopté un amendement, tendant à supprimer le seuil de dix mille habitants, au-delà duquel les communes ont la possibilité d'installer par régie directe des réseaux câblés.

Les sénateurs ont donné au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) la compétence d'autoriser l'établissement et l'utilisation de liaisons radioélectriques (micro-ondes) à l'intérieur des réseaux câblés pour mieux desservir, à partir d'une tête de réseau, des zones rurales isolées, où le câblage ne serait pas rentable. Ils ont

précisé que la réalisation d'un réseau d'immeubles raccordé à un réseau câblé urbain constitue un motif pour s'opposer aux raccordements individuels.

GILLES PARIS

Les sénateurs et la gestion du corps judiciaire. - Les sénateurs ont adopté à l'unanimité, en première lecture, jeudi 15 novembre, le projet de loi organique modifiant une ordonnance ayant trait au statut de la magistrature et relatif à l'amélioration de la gestion du corps judiciaire, présenté par M. Henri Nallet, garde des sceaux. Ce texte « modeste », aux yeux du ministre, examinés néanmoins selon la procédure d'urgence, contient plusieurs dispositions concernant la prolongation du maintien en activité des magistrats et tend à améliorer la gestion des entrées et des départs dans le corps judiciaire.

## Les débats sur le projet Joxe

## Le FLNC adresse une mise en garde contre tout recul sur la notion de « peuple corse »

Le communiqué du Front de libération nationale de la Corse (FLNC), annonçant un « réajustement » de son « activité militaire » (le Monde du 16 novembre), ne signifie pas nécessairement une intensification immédiate de la violence de la part des nationalistes corses. La radicalisation du langage exprime la déception des séparatistes, qui reprochant au gouvernement d'avoir « gâché une chance historique », lui font voir un avertissement au gouvernement et au Parlement - à propos d'un éventuel recul sur la notion de « peuple corse » - ainsi qu'une mise en garde à certains Corses, jugés complices du « colonialisme ».

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Le communiqué du FLNC correspond à une tentative de réconciliation d'un mouvement nationaliste aujourd'hui décalé, aussi bien dans sa composition politique que dans sa composition idéologique. En matière d'action violente, il n'annonce rien, mais n'exclut rien et ajoute, même, qu'aucune décision n'est prise pour l'instant. Le FLNC pourrait donc, par exemple, poursuivre ou intensifier les attentats visant des cibles immobilières, cibles qu'il considérait déjà, depuis la reprise des démolitions à l'explosif en 1989, comme des cibles de la trêve. Il pourrait y ajouter des cibles économiques, comme la cave viticole visée dans la nuit du 14 au 15 novembre par une tentative d'attentat.

Le FLNC indique qu'il n'a pas l'intention de « réintégrer mécaniquement des schémas passés » et qu'il « saura parfaitement maîtriser » son

intervention « militaire ». Certains observateurs estiment que ces phrases excluent, pour le moment, un retour des attentats sanglants commis dans le passé contre des représentants de l'Etat en Corse. En revanche, le FLNC annonce des « sanctions », sans plus de précisions, contre les fauteurs d'attentats antinationalistes.

## Synthèse politique

En affirmant que « le mouvement de libération nationale » sera, tôt ou tard, « le passage obligé » et que le peuple corse imposera « sa reconnaissance par la lutte », le communiqué confirme que les nationalistes jugent inacceptable l'expression « composante du peuple français » ajoutée à la définition du peuple corse dans le projet de nouveau statut. A moins d'une semaine de l'ouverture du débat parlementaire, l'avertissement pourrait se résumer ainsi : l'écroulement d'un projet de loi, en modifiant la formule précisée par M. Pierre Joxe, les parlementaires doivent savoir qu'ils prendraient une lourde responsabilité en édulcorant encore le texte, voire en

supprimant l'article premier, qui reconnaît l'existence du peuple corse.

Le FLNC n'a d'ailleurs pas l'exclusivité de ce raisonnement, que l'on entend en Corse au-delà des milieux nationalistes. Sur le plan interne, l'organisation clandestine entend de nouveau incarner le mieux une synthèse politique des différentes composantes du mouvement nationaliste, ce qui explique le balancement du texte, destiné à satisfaire à la fois les durs et les modérés. L'opération est en partie réussie : M. Léa Batazzi, du régional de l'Accolta Nazionalista, et qui fait partie du groupe des modérés, récemment démissionnaire de la direction du mouvement, nous a exprimé son accord avec ce texte, qui montre, selon lui, la « maturité politique » du FLNC.

En revanche, les dissidents de la Concolta, regroupés dans l'Accolta Nazionalista (ANC) et conduits par M. Pierre Poggioli, récusent totalement le rôle que veut s'attribuer le FLNC. M. Poggioli reproche à une partie des nationalistes d'avoir agi comme si la trêve militaire devait entraîner automatiquement une « trêve politique ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

## La commission des lois de l'Assemblée accepte le texte du gouvernement

Une grosse journée de travail a suffi à la commission des lois de l'Assemblée nationale pour examiner et approuver le projet d'un nouveau statut pour la Corse. Il est vrai que tout au long des débats, en séance plénière de l'Assemblée nationale, que la prime accordée à la liste arrivée en tête, soit réduite de six sièges à cinq. En revanche c'est sur la suggestion du rapporteur qu'a été retenu un amendement supprimant le retour automatique à l'Assemblée des membres du conseil exécutif quittant leur fonction.

M. Rossi a aussi fait approuver la création d'un fonds d'intervention, pour l'aménagement de la Corse, alimenté par une taxe sur les transports de passagers entre l'île et le continent, celle d'une institution chargée de gérer le développement touristique et la possibilité pour la collectivité territoriale de participer à des sociétés de capital-risque aidant les petites et moyennes entreprises de l'île. Si les élus du RPR ont continué à s'opposer à une refonte des listes électorales limitées à la Corse, c'est à l'unanimité qu'a été retenue l'idée de la faire contrôler par une commission composée de membres du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation.

Th. B.

La préparation du vingt-septième congrès du Parti communiste  
M. Le Pors demande une réunion du comité central du PCF

M. Anicet Le Pors, ancien ministre, animateur du mouvement des « refondateurs » communistes, a réclamé, jeudi 15 novembre, une réunion du comité central du PCF avant le vingt-septième congrès, qui se déroulera du 18 au 22 décembre, afin de « définir les modalités d'un congrès véritablement démocratique ».

Pour M. Le Pors, qui était interrogé sur la Cinq, « la question importante est de savoir comment les choses vont se passer dans la préparation du congrès et dans le

congrès lui-même. Est-ce que la pluralité d'opinions sera respectée ? a-t-il demandé. Est-ce que la diversité des sensibilités sera représentée dans les organismes qui seront élus au niveau des sections, des fédérations et du comité central ? Cette session du comité central devrait notamment examiner, selon M. Le Pors, « le rapport du secrétaire général, le déroulement des débats et les prises de décision à partir de la pluralité des opinions ». L'ancien ministre souligne aussi que l'élection des organismes de direction - le comité central et le bureau politique - doit se faire « dans le respect de toutes les sensibilités qui existent de fait dans le parti ».

Evocant l'offre de la direction d'associer M. Fiterman à une nouvelle rédaction de parties du projet de résolution préparatoire au congrès, M. Le Pors a jugé que « cela prouve que le texte de la direction n'est pas le bon ». « Il faut aller vers une résolution qui sera la création du congrès à partir de l'ensemble des contributions qui ont été produites », a ajouté l'ancien ministre.

RECTIFICATIF. - C'est par erreur que nous avons indiqué, dans nos premières éditions du 15 novembre, que M. Marcel Rosette était l'ancien maire de Choisy. Ce « vétéran » du PCF a été maire de Vitry-sur-Seine jusqu'en 1981.

## M. Alain Juppé invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 18 novembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député de Paris, qui représente son parti au sein du bureau politique de l'UFP, répondra aux questions d'André Passeron et Olivier Biffaud du Monde et de Paul-Jacques Truffaut et Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

PHILIPPE BOUCHER

## École

de droite ou de gauche depuis un siècle et plus, reprend tous ses droits. Mieux vaut naître dans une famille prospère, possédant une bibliothèque, les moyens de l'enrichir et aussi ceux d'inscrire l'enfant dans un établissement privé lorsque le lycée du coin se révèle gravement déficient ou, hélas ! dangereux. C'est un désastre qui se met en place, et à coups de centaines de milliards.

Car, il ne serait pas juste de dire que c'est faute de crédits que l'éducation sombre. Depuis des lustres, premier ou deuxième budget de l'Etat, qu'importe ! l'argent défilait sur l'éducation, et les résultats ne sont pas à la mesure de ce qui est dépensé. L'école fabrique aussi ce qu'elle est chargée d'empêcher : des va-nu-pieds du civisme et de l'intelligence, des ennemis du savoir et des adversaires de la démocratie (1).

Parce que, malgré tout, la France est plutôt « moins pire » que les autres pays, et qu'elle est (encore) riche, un peu moins cruelle, un peu plus généreuse, nourrie d'un humanisme social-judéo-chrétien qui n'a pas que des défauts, parce que aussi il faudra bien payer la tranquillité de ceux qui n'ont pas échoué, les ghettos de la périphérie des villes seront chauffés, dotés de l'eau courante, assurément de la télévision, probablement du téléphone, bien sûr d'une automobile, leurs occupants n'auront pas trop faim, ils auront apparemment la vie des « autres », mais les ghettos seront là. Ils y sont.

Pour éviter cela, puisqu'il en est encore temps, l'argent ne suffit pas, il y faut la politique, la volonté, oserai-je dire une âme ? Sinon, à dix ans d'ici, les casseurs qui ont tant de dénuement la manifestation des lycéens ne se comptent pas par centaines mais par milliers, et bien heureux s'ils se bornent à voter.

FACE à une telle situation, le rôle de l'Etat, quelque forme qu'il adopte, jacobin, déconcentré ou décentralisé, ne peut être remis à qui que ce soit d'autre. Il n'est pas de la mission des « entrepreneurs » privés de veiller à la cohérence de la nation, encore moins de gérer cette part de gratuit (apparent) sans laquelle un pays se disloque. Il n'est pas du ressort des « entrepreneurs » de faire en sorte que des voyous de banlieue cessent de l'être ou que leurs frères ne le deviennent pas. Il incombe à l'Etat, l'Etat central, l'Etat jacobin (2), dont le « bilan », pour pescher M. Alain Juppé, est des plus présentables, de cesser de douter de lui-même, ou du moins de permettre qu'on le croie.

L'Etat timide, ou celui qui en donne l'image, ou bien l'Etat neutre, c'est-à-dire indifférent,

ou encore l'Etat recroquevillé, c'est-à-dire absent, ces formes-là de l'Etat que chantent les soi-disant libéraux ont abouti à des débâcles. Qu'on regarde la Grande-Bretagne pourrissante de Liverpool ou de Manchester, les Etats-Unis de New-York ou de Washington, l'Italie de la Mafia ; qu'on n'oublie pas Vaux-en-Velin et toutes les autres villes qui en sont le décalque.

Mais un Etat qui mérita ce nom ne peut être un Etat soupçonné, ni un Etat négligé ; soupçonné au travers de ses acteurs (qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition), négligé par les citoyens qui se sont unis en lui.

Or le soupçon est partout. M. Henri Nallet a subi à l'Assemblée nationale un assaut qui le met sur la sellette. Les mêmes questions pourraient être posées à toutes les formations politiques, et il est franchement cocasse, et un brin scandaleux, de voir le parti de M. Jacques Chirac dépecher des journalistes et des professeurs de vertu. C'est l'hôpital qui se moque de la charité.

La vérité, c'est que la France n'est pas généreuse avec sa démocratie. Les partis n'ont, en général, pas de bons moyens, la plupart du temps obtenus par des procédés que la loi interdit et que la morale réprouve, et toute échance électorale, avec les dépenses énormes (et donc déraisonnables) que cela implique, est un casse-tête chinois.

Il n'en va pas différemment avec cette autre facette de la démocratie que sont les syndicats, à l'exception vraisemblable de ceux qui groupent des patrons. Pour les autres, il ne serait pas difficile de découvrir qu'eux aussi vivent d'expédients et d'escroqueries. Il faudra bien convenir un jour que la loi sur le financement des partis politiques doit être reprise et développée.

Sinon, le débat politique se réduira à un échange d'injures et d'accusations dont le seul effet sera de grossir l'abstention et d'engraisser M. Le Pen ; à plus forte raison maintenant que triomphe la confusion des idées, et que, de cette confusion, les Verts de M. Waechter entendent bien faire leur miel.

Sinon, il faut s'apprêter à entendre M. Philippe de Villiers crier, comme jadis les royalistes de l'Action française, aux mêmes repaires le cri du général Changarnier en 1873 : « Il n'y a plus qu'un léger effort à faire pour enterrer la guoche ». La guoche, c'était la République.

(1) Ce que, avec une délicatesse qu'il convient de souligner, un substitut au tribunal de Paris appelait des « déchets de basse humanité ». M. Pseudonim, pour sa part, portait ce jugement que rapporte le journal Libération : « On pourrait être sûr qu'il y avait de la casse, parce que les banlieues et les faubourgs sont comme ça ».

(2) Que l'on pourrait, sans outrance, faire remonter aux Capétiens.

## JOURNAL D'UN AMATEUR

LES lycéens menacent le gouvernement. Les « affaires » menacent l'Etat. Pour être d'une nature différente, ces dossiers se conjuguent, pas seulement parce qu'ils ont un même pays pour théâtre. Avec les lycéens, c'est, au sens le plus profond de ce mot, si banal qu'il soit de le rappeler, l'avenir du pays qui se joue. Avec les « affaires », c'est le rôle et le crédit de l'Etat qui en cause.

Avant la recherche, avant l'investissement, il y a l'éducation, qui, pour une nation, prépare son déclin ou affermit sa prospérité. Dans un monde qui devient de plus en plus « intelligent », où la force et la sœur nourriront de moins en moins son homme, il est désormais vital d'être soi-même « intelligent » ; non pas pour jouer un rôle dans la société, pas même pour y tenir sa place, mais tout simplement pour y vivre.

Il suffit de constater combien déjà les actes de la vie quotidienne sont compliqués pour deviner ce qu'il en sera dans l'avenir. Le « 11 » du Minitel, qui a remplacé le « 12 » des demoiselles du téléphone, s'il est aussi un indicateur de progrès, en donne un aperçu encore faible, mais significatif. Ceux qui peinent à s'adapter à cette technique élémentaire ne sont pas seulement de grands vieillards ou des grincieux pour qui tout changement leur est une injure personnelle. Avant même de parler de la découverte d'un emploi, il faudra être de plus en plus capable d'obtenir la satisfaction des besoins ordinaires. L'école, désignant par là ce qui va de l'enseignement primaire à l'Université, doit aussi pourvoir à cela, condition nécessaire mais pas suffisante.

L'autre volet de l'école, pour parler justement, c'est de donner au futur citoyen la possibilité de gagner un jour dignement sa vie. Or il n'est pas besoin d'être grand clerc pour remarquer que l'exigence des diplômes ne correspond pas seulement à un contrôle des connaissances et des capacités, mais que ces diplômes, lorsqu'ils sont réclamés en surabondance, ont donc aussi une fonction de sélection, on n'ose dire d'élimination. La société de demain, telle que la dessine celle d'aujourd'hui, sera compliquée pour y vivre, brutale pour y travailler. Il ne fera pas bon y manquer de ses passeports que l'école a mission de délivrer.

S'il est permis d'avancer qu'il n'y a pas de mauvais élèves mais de mauvais professeurs, même si ceux-là plaident qu'il faut en accuser la vétusté des locaux, la médiocrité des salaires et le peu de considération dont jouit maintenant la profession, l'inadaptation de l'enseignement conduit ce pays à une société de type SNCF, pour les uns les TGV, pour les autres les pataches.

Si l'on met bout à bout ce qui se dit et s'écrit ici et là, parfois confirmé par des avertissements officiels, la malédiction de la naissance, contre laquelle se sont ligés tant de gouvernements

POLITIQUE

M.iscard d'Estaing exprime le système des « primaires »

La mort d'Henri



## POLITIQUE

Devant les parlementaires de l'UDF

### M. Giscard d'Estaing exprime de fortes réserves sur le système des « primaires » au sein de l'opposition

M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, qui avait réuni, jeudi 15 novembre, au Sénat, les parlementaires de cette formation, a tiré les leçons de la polémique avec le RPR sur l'organisation de « primaires » en cas d'élection présidentielle anticipée.

« On veut réduire cette affaire à une querelle de chefs, à une question du RPR et de l'UDF, mais quelles ballernes ! C'est absurde. Il y a un vrai problème, qu'on en discute ! », a déclaré le président de l'UDF.

L'opposition peut-elle s'organiser une grande convention pour désigner son candidat trois jours après la disparition d'un président

de la République ? « Nous serions honnêtes par l'opinion publique, s'est exclamé M. Giscard d'Estaing. Imaginez-vous de Gaulle candidat dans ces conditions ? Quelle blague ! »

Le président de l'UDF, qui rejette sur le RPR la responsabilité d'avoir « fabriqué » la crise qui a provoqué une rupture au sein de l'UDF le 8 novembre, s'est interrogé sur la nécessité même de mettre en place un système de primaires. Cela « implique que les candidats s'affrontent pendant dix dimanches successifs », a-t-il fait remarquer. « Pour moi, il n'y a aucun blocage à la limite ça m'est égal, mais ne voudrait-il pour autant pas mieux un engagement loyal, humain et authentique entre les candidats au premier tour ? On éviterait bien des soucis. Pourquoi,

fait-on des primaires ? C'est parce qu'on se méfie », a ajouté M. Giscard d'Estaing, après que M. Michel d'Ornano, député du Calvados, eut estimé que le RPR considérait le système des primaires comme une « procédure d'élimination » et non comme un système « pour gagner ».

#### La fable du scorpion

Après avoir, M. Alain Madelin avait illustré les rapports entre le RPR et l'UDF par la fable du scorpion piquant, parce que c'est « sa nature », la grenouille qui l'aide à traverser une rivière. « Il faut faire avec », a ajouté M. Madelin, invitant l'UDF à se fortifier et à affirmer son identité. Ce message a été repris au bond par M. Giscard

d'Estaing, pour qui « l'UDF est plus porteuse d'union que le RPR », et qui a insisté sur les thèmes de la vie locale et de l'Europe, sujet sur lequel « il y a des différences entre le RPR et nous ».

Les rancardiers rallient les « Prosi et Senna » de la politique française. L'éditorialiste du bulletin hebdomadaire des clubs Covaivre raille, dans le numéro du 15 novembre, « le quadrige des censeurs », qui « tire à hue et à dia ». « Giscard et Chirac jouent les Prosi et Senna de la politique française, poursuit-il. Quand l'un prend la tête, l'autre l'envoie dans le désert ». « Quant à Marchais, écrit Covaivre, il essaye d'expliquer que la révolution, c'est de voter avec Pons et Stirling. Les électeurs communistes apprécieront. »

## La mort d'Henri Noguères

Une incarnation de la « fibre républicaine »

Plus rigoureux que flamboyant, constant dans ses convictions, ardent à les défendre, mais moins polémiste qu'attaché à établir, par le document et le témoignage, la justice de ses vues ou à démontrer son souci de vérité, Henri Noguères vient de mourir à l'âge de soixante-quatorze ans. Il laissera le souvenir d'un homme de bien, d'un homme d'un bon sens, d'un homme d'un bon cœur, et cela déjà suffit à signifier que, pour être reconnu, il n'eût jamais à se poser en vedette, bien qu'il eût quelques titres à prétendre à une certaine vocation.

L'avocat qu'il fut, autant que le journaliste, l'historien, le défenseur de la presse et de ses libertés, le président de la Ligue des droits de l'homme qu'il devait être, eurent inévitablement en commun le souci d'une éthique délibérément choisie dès le temps de l'Occupation par un engagement total dans la Résistance, que commandait une « fibre républicaine » innée autant qu'irrépressible.

Il était né le 13 novembre 1916 à Bagneux, dans les Pyrénées-Orientales, fils de Louis Noguères, député socialiste de ce département, avant de parvenir à la présidence de la Haute Cour de justice de la IV<sup>e</sup> République instituée par la Constitution de 1946. Politiquement, Henri Noguères hérita des convictions de son père et devait être lui-même membre du Parti socialiste réuni, après bien des vicissitudes, par François Mitterrand.

Une licence en droit en poche, il devait commencer, en 1936, par être journaliste, et précisément au *Populaire* de Léon Blum. A vingt ans, ce début à ses yeux un premier engagement. La débacle venue et Vichy installé, il s'inscrit, en 1942, au barreau de Paris, mais il s'agit avant tout d'une diversion.

En fait, il est voué tout entier à la Résistance. De cette période, il n'oubliera jamais les jours exaltants ni les difficultés, les drames, les tensions dont il aura plus tard analysé les causes, dire les effets, rechercher les conséquences. En ces années de clandestinité, sous le pseudonyme de « Mathias », il s'emploie à reconstruire le Parti socialiste. Il devient chef régional du mouvement Français-Tieux dans la région de Montpellier, puis membre du directoire régional constitué par les Mouvements unis de la Résistance (MUR) et le Mouvement de libération nationale (MLN). De ces jeux intenses, il connaît évidemment les risques. En août 1944, il tombe aux mains des SS mais parvient, l'audace étant son fort, à s'évader. Il rejoint Montpellier où, dans les heures ardentes de la Libération, il se voit confier les fonctions de commissaire régional à l'information.

#### L'aiguillon du pouvoir

L'avocat, dès lors, va s'effacer devant le journaliste, l'homme de presse, le producteur. Il retrouve d'abord le *Populaire*, où il est rédacteur en chef de 1946 à 1949. Dans les dix années qui suivent, le voici à la tête de l'Agence centrale d'information de presse, puis membre d'une fondation de presse, puis numéro 1. Il déploie une activité inlassable. La série télévisée « l'histoire de la France », c'est lui. La direction de la revue *Aux carrefours de l'histoire*, c'est encore lui, et bientôt ce sera toujours lui qui prendra le poste de secrétaire général des éditions Flammarion, pour l'occuper de 1966 à 1976. En ces mêmes années, il a entrepris ce qui, pour lui, sera la grande œuvre, cette *Histoire de la*

Résistance en France, qui, à ce jour, reste inachevée (1).

Les témoignages inédits y abondent. Les documents de première main y étaient le récit des épisodes sujets à controverses. Dans cette suite de cinq volumes figure l'analyse la plus rigoureuse et, par conséquent, la moins passionnée des conditions dans lesquelles Jean Moulin fut arrêté à Caluire en juin 1943 par Klaus Barbie, du rôle joué dans cette affaire par René Hardy, un sujet dont on allait beaucoup parler encore en France et au-delà après l'arrestation de Barbie, mais qui, en dépit de l'annonce par l'ancien SS de révélations demeurées sans lendemain, n'a pas eu à ce jour à être révisé.

Henri Noguères devait se passionner pour ce long travail, qui l'occupa de 1965 à 1981, sans l'empêcher d'être, de 1975 à 1984, un président particulièrement actif de la Ligue des droits de l'homme. Dans la vieille association de la rue Jean-Dolent, il succédait à Daniel Mayer, autre socialiste historique. En ces années-là, Noguères se montra rude avec la droite, intransigent dans son combat contre la peine de mort et les juridictions d'exception. Plus tard, une gauche parvenue enfin au pouvoir en 1981 n'en eut pas moins à subir — Charles Hernu en tête — les foudres de ce compagnon incommode, quand il le fallait. Et parce que, à ses yeux, il le fallait. Le nouveau pouvoir eut à éprouver ses coups d'aiguillon lorsqu'il parut instaurer une politique de censure dans les cahiers ou créer un fichier antiterroriste.

Mais s'il est un chapitre sur lequel Noguères resta intransigent, c'est bien celui d'une fidélité à la Résistance et à sa signification. Ce qu'il écrivait ici même, dans le numéro du 25 mai 1976, à propos d'une émission de « Dossiers de l'écran », consacrée à Pétain, fut, jusqu'à la

fin, sa profession de foi : « Ce que nous refusons, c'est d'accepter, sous prétexte que trente années se sont écoulées, que désormais l'équilibre soit obligatoirement établi entre le maginot et la milice, entre les déportés et les pourvoyeurs des camps, entre les FFL (2) de Bir Hakeim et les Français qui ont combattu dans la LVF (3), bref, entre Pétain et de Gaulle. »

C'est bien cet Henri Noguères-là, révisé au barreau depuis 1977, qui allait se présenter, en mai et juin 1987, au procès Barbie, avocat de la Ligue des droits de l'homme (à la tête de laquelle il avait succédé son confrère Yves Joffa) et qui avait décidé de se porter partie civile.

#### Le mot de l'historien

Il s'ensuivit deux combats. L'un opposa Henri Noguères, avec vigueur et sans complaisance, à Jacques Vergès, défenseur de Barbie, comme à ceux qui sursautaient sans preuve à l'idée d'un Jean Moulin victime de ses propres compagnons et accusant, pêle-mêle, Lucie et Raymond Aubrac ou Guillaumin de Bénouville. L'autre l'obligea à combattre le point de vue de ceux qui, M. Klaus-Joël en tête, estimaient que le crime contre l'humanité ne pouvait être constitué que par des faits dont avaient été victimes des juifs, ce qui aurait exclu du débat aussi bien la Ligue des droits de l'homme que les associations de résistants. Henri Noguères devait gagner l'un et l'autre.

Après quoi, dédaigneux des feux de la rampe, il retourna à son cabinet et à ses dossiers quotidiens. Bon connaisseur de la loi de mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, il était un habitué de la troisième chambre du tribunal de Paris, pour des audiences ou des maisons d'édition qu'il sut toujours conseiller

en bon professionnel. Cependant, ce civiliste retrouvait toujours sans déplaisir les instants où il fallait, par exemple, engager, au nom du Syndicat des avocats de France (SAF), une procédure contre un ancien juge d'instruction, devenu député RPR de l'Eure, qui, dans un entretien, faisait apparaître, en 1986, les avocats comme des complices sortis des poubelles du terrorisme.

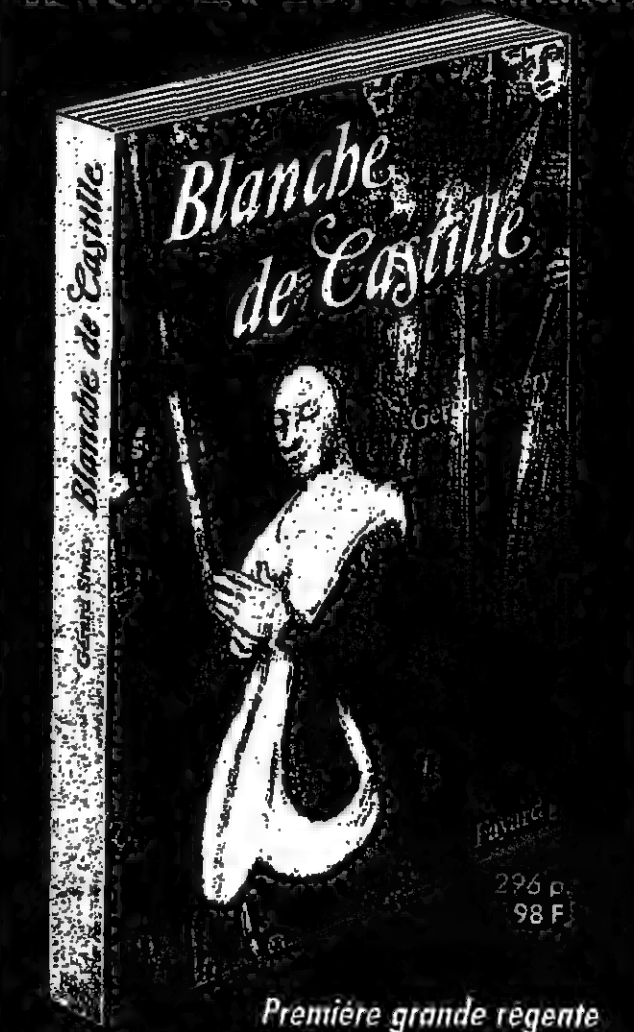
Comment, enfin, ne serait-il pas monté encore une fois au créneau, ayant lu les deux premiers volumes d'une biographie de Jean Moulin dans laquelle Daniel Cordier, ancien secrétaire particulier du premier président du Conseil national de la Résistance, brosse d'Henri Frey, fondateur du mouvement Combat, un portrait propre à faire passer celui-ci pour un adepte des lois antisémites de Vichy. Une fois encore, l'historien entendait dire son mot. Une fois encore, il soumettait à sa loupe le document, le témoignage qui illustrent l'événement, le conflit. Une polémique s'ensuivait ainsi, au mois de novembre 1989. Henri Noguères ne sera plus là pour y avoir le dernier mot.

JEAN - MARC THÉOLLEYRE

- (1) Editions Robert Laffont.
- (2) Forces Françaises Libres.
- (3) Légion des volontaires français.

Les obstacles d'Henri Noguères auront lieu dans l'intimité. Cependant M. Yves Joffa, président de la Ligue des droits de l'homme, lui rendra hommage lors d'une cérémonie, lundi 19 novembre, à 11 heures, au siège de la Ligue, 27 rue Jean-Dolent, à Paris (14<sup>e</sup>), où un registre sera ouvert de 10 heures à 12 heures.

## BLANCHE DE CASTILLE



Première grande regente du royaume, mère de saint Louis, la reine Blanche figure dans notre mémoire nationale comme une lumière du Moyen Age.

Jean Sevilha. *Figaro Magazine*  
L'Histoire de  
**FAYARD**

1<sup>er</sup> ouvrage en français  
Toutes les données linguistiques et les règles d'écriture pour les professionnels des médias et des échanges internationaux  
**GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT**  
Christiane TRICOT  
correctrice réviseur au Monde  
membre de l'European Association of Science Editors (EASE)  
**280 F** chez l'éditeur  
En vente à la FNAC  
**320 F** par correspondance - et franco de port à l'ordre des Editions François-Robert  
COFORMA et Editions François-Robert  
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS  
Téléphone : 40-60-05-41 Télécopie : 45-57-29-41

## La mise en garde

La notion de « peuple »

## La consultation des lois de

accepte le texte du

## M. Le Pors demande

du comité central



Agences Forum Voyages : 67, avenue Raymond-Poincaré, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47.27.89.89  
140, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42.89.07.07  
Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42.61.20.20  
Paris 17<sup>e</sup>. Tél. : 45.74.39.38  
Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 45.44.38.61  
Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 46.33.97.97  
Rouen : 72, rue Jeanne-d'Arc, Rouen. Tél. : 35.98.32.59  
Renseignements et inscriptions (Carte Bleue). Tél. : (1) 47.27.36.37. Minitel 36.15 code FV.



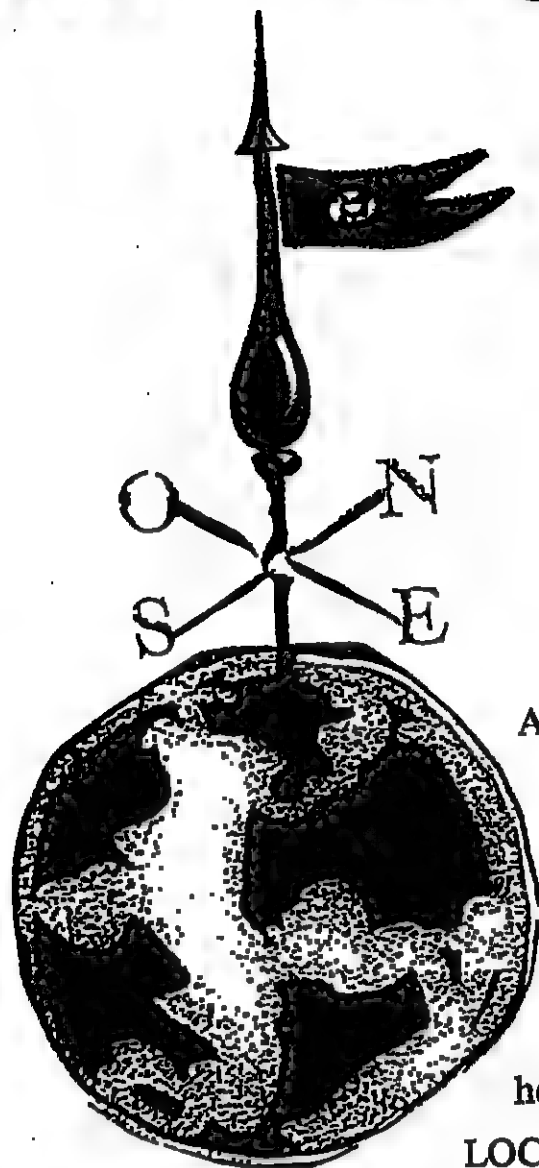
Prix discount sur les vols réguliers quotidiens des grandes compagnies  
New York 2 580 F AR\*  
Los Angeles 3 890 F AR\*  
Mexico 4 735 F AR\* - Rio 5 110 F AR\*  
Bangkok 5 060 F AR\*  
Tour du monde 9 990 F\*  
\*Vols aller-retour. Prix à partir de, au départ de Paris. Sous réserve d'augmentation du carburant.

Bon à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.  
Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages contre 9,20 F en timbres :  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

**FORUM VOYAGES**  
L'ATLANTIDE MOINS CHERE.



# Les événements locaux sont souvent de taille à faire bouger le monde



A l'heure de la décentralisation et de l'ouverture des frontières en Europe, les collectivités territoriales sont plus que jamais les acteurs d'un monde qui bouge. C'est pourquoi *le Monde* a créé un nouveau supplément hebdomadaire : « LE MONDE HEURES LOCALES ».

Dans « LE MONDE HEURES LOCALES », vous trouverez des informations sur les villes, départements et régions, dont les activités et les initiatives nous concernent tous dans notre vie quotidienne. Reportages, enquêtes, débats, vous éclaireront sur les sujets qui se traitent maintenant à l'échelon local : équipements, transports, impôts, animation culturelle, environnement, emploi, etc.

Chaque week-end, avec *le Monde*, mettez-vous à l'heure locale.

## Le Monde HEURES LOCALES

Premier rendez-vous samedi 17 novembre  
(numéro daté dimanche 18-lundi 19)

Le Monde  
COMME SON NOM L'INDIQUE

SOCIÉTÉ

L'Inspection générale  
la vetusté des locaux

Les premiers résultats  
de la négociation

LE C



14 Football : l'affaire Darnon.  
15 Goya au Musée Marmottan.

16 Théâtre : « Le Piège », d'Emmanuel Bove.  
Danse : « Coïncidence », de Catherine Duvivier.

16 Eddy Mitchell au Casino de Paris.  
17 Radio Islam-France et le CSA.

## La suite du mouvement des lycéens

# L'Inspection générale constate que les élèves souffrent de la vétusté des locaux et de l'inadaptation de la pédagogie

Les lycéens devaient participer, vendredi 16 novembre après-midi, à des sit-in en province et à Paris ; le rassemblement prévu au Trocadéro était finalement déplacé au Champ-de-Mars, afin de limiter les risques de troubles que craignent les forces de l'ordre.

Au même moment, les négociations entamées jeudi 15 novembre reprendront entre M. Jospin et les délégués des coordinations lycéennes. Après les premières décisions de jeudi sur la rénovation des établissements et les droits des élèves, les discussions devaient porter, vendredi, sur deux dossiers épineux : l'encadrement et l'animation des lycées, et la rénovation pédagogique.

Autant de blocages vigoureusement dénoncés par l'Inspection générale de l'éducation nationale, dans un rapport confidentiel sur les lycées remis au ministre en juillet dernier.

« Considérée globalement et du point de vue de leur fonctionnement, la situation des lycées est satisfaisante : ils sont bien dirigés et gérés ; les enseignants sont de qualité et tous les enseignements obligatoires sont assurés ; le climat est calme, les lycéens travaillent avec sérieux, les résultats [sont] corrects, voire en progrès. »

Le rapport de l'Inspection générale s'ouvre sur un paysage radieux (1). Ce bilan globalement positif ne fait ressortir que plus cruellement les multiples dysfonctionnements révélés par les cent vingt-trois pages du document. Car les réserves sont de taille. Elles découlent des trois profondes mutations que vivent les lycées :

1) En cinq ans, la population des lycées s'est accrue de 30 % à 50 % selon les cas, et « de nouvelles catégories d'élèves, peut-être moins préparés que leurs aînés à des études longues, ont eu accès à la classe de seconde. »

2) La pratique des redoublements et la multiplication des classes préparatoires (après le bac) font qu'une part importante des lycéens sont majeurs. Cette « nouvelle population lycéenne se met en place avec des exigences de réussite, de reconnaissance et de liberté. »

3) Les mesures de décentralisation et de déconcentration donnent aux professeurs et aux enseignants une autonomie et des responsabilités accrues, auxquelles ils ne sont guère habitués.

## Inégalités géographiques et sociales

Egale en droit, note le rapport de l'Inspection générale, les lycées sont en réalité très divers par leur environnement socio-économique. « Les lycées techniques sont fréquemment en

banlieue, les lycées d'enseignement en général au centre-ville, voire dans les beaux quartiers », avec dans chaque cas des clientèles socialement très types, aux ambitions inégales.

La proximité ou non d'un environnement culturel riche sont autant de facteurs d'inégalité géographique, qui s'ajoutent aux inégalités sociales. L'Inspection générale souligne à plusieurs reprises « l'influence négative du temps passé dans les transports scolaires [jusqu'à deux heures et demi quotidiennement] sur le travail et sur l'organisation du temps et de la vie scolaire. »

Les « sages » de la rue de Grenelle ont la plume acérée pour décrire « la vétusté, l'obsolescence et l'inadaptation » qui, « sauf exception », caractérisent les locaux et équipements. « La croissance importante des effectifs conduit à peu près partout à la surpopulation, écrivait-il. Cet état de fait nuit à la qualité de l'enseignement et plus encore à la qualité de la vie scolaire. »

L'existence des locaux, le manque de salles spécialisées « conduisent à des emplois du temps très lourds et rigides » qui rendent difficiles l'organisation de séances de soutien et la concertation des professeurs. Les centres de documentation et les foyers sont transformés en salles de permanence ou de cours.

« Du fait de la croissance des effectifs et du nombre insuffisant de personnels d'entretien, les lycées, sauf rénovation, « sont engagés dans un processus cumulatif d'insécurité ». Les inspecteurs généraux s'attendent sur les internats, qui « allègent un degré d'inconfort, voire d'insalubrité, qui confine parfois au scandale », ils soulignent que « le délabrement n'est pas seulement générateur d'inconfort mais aussi d'insécurité. »

Les équipements vont des « maté-

riels très performants » aux « pièces de musée ». Le pire se trouve dans les salles de sciences et les laboratoires. Dans les lycées techniques, « une partie du parc des machines-outils doit être mise en conformité (...). Les problèmes de sécurité sont d'autant plus importants que celle-ci doit être mise au cœur des préoccupations pédagogiques (...) dans une perspective de limitation des accidents du travail. »

Les inspecteurs ont été choqués de découvrir que non seulement « un transformateur au pyralisme existe encore dans l'un des établissements de l'échantillon, mais qu'en plus il s'agit d'un matériel informatique et audiovisuel oscillant entre « l'exceptionnel » et la « quasi-inexistence ».

## Désarroi et frustration

Et les élèves ? Les mots qui reviennent le plus, dans le rapport de l'Inspection, sont « désarroi, ennui, déstabilisation, frustration, résignation ». Les lycéens sont « sérieux dans leurs études, inquiets pour l'avenir et déçus par les conditions de vie qu'ils rencontrent au lycée », écrit l'Inspection générale. Les sages invitent à prendre au sérieux les propos pessimistes des lycéens. Avec un flair certain, ils se demandent si l'indifférence ou la résignation empêcheront toujours l'insatisfaction de se manifester, et ils soulignent le risque de « rupture brusque devant un événement inopiné, peut-être extérieur. »

Parmi les motifs de frustration, les inspecteurs soulignent « la lourdeur des horaires » dans certaines sections et regrettent « l'absence » des activités éducatives comme les clubs, les foyers, les sorties culturelles ou sportives, les échanges

internationaux, présents dans seulement 25 % des établissements. « Ailleurs, le lycée apparaît surtout comme le lieu où l'on vient apprendre avec l'assentiment tacite et la bonne conscience de tous, mais où l'on ne se sent pas chez soi, la vraie vie étant dehors. »

Pourquoi ce déséquilibre ? Trop de lycées, « exclusivement absorbés par les problèmes de réussite scolaire, tendent à délaisser les activités éducatives (...). Ainsi le lycée ne permet ni de corriger les inégalités sociales et culturelles, ni de « faire l'apprentissage, dans des activités autres que scolaires, de l'autonomie et de la responsabilité ». Le document n'est pas plus tendre à l'égard de l'institution des délégués-élèves, dont le caractère « artificiel et l'hérétique » est dénoncé. « On les tolère, mais on ne leur accorde ni attention, ni grande importance », écrivent les inspecteurs.

Le malaise des lycées et celui des enseignants s'auto-alimentent. Les obstacles matériels sont la source de bien des découragements. Les professeurs, à qui un très large coup de chapeau est adressé par l'Inspection générale, n'échappent pourtant pas à d'assez sévères critiques. Individualisme, « l'enseignant moyen est (...) peu disponible pour ce qui n'est pas l'enseignement dans sa classe et dans le cadre de sa discipline. »

## Des programmes jamais achevés

Autrefois préservé par le recrutement élitiste des lycées, le professeur est « désemparé » par l'arrivée d'élèves moins favorisés et considère l'hétérogénéité nouvelle des classes et l'aide aux lycéens en difficulté davantage « comme des gênes à [son] enseignement que comme des

problèmes à résoudre. »

Discipline par discipline, les inspecteurs généraux notent les anomalies : le manque de professeurs et de salles prive 38 % des classes d'un enseignement complet de biologie et de nombreuses options facultatives ne sont pas proposées, notamment en dessin, musique et langues. En physique, « la participation des élèves est considérée souvent comme une perte de temps ». La qualité des maîtres-auxiliaires, et surtout leur concentration dans les établissements les plus difficiles, sont dénoncées.

Les enquêteurs notent surtout que « les programmes ne sont jamais couverts dans leur totalité ». C'est moins vrai dans les classes terminales, en raison de la pression du baccalauréat. Mais, en seconde et en première, « le programme n'est couvert qu'aux trois quarts environ ».

Les lycées sont enfin confrontés aux nouvelles exigences de la décentralisation et de la déconcentration. Depuis 1989, ils sont censés rédiger un « projet » destiné à adapter leur fonctionnement à leur population propre et à servir de plan d'action. Mais la mise en œuvre de ces projets est décevante et les instruments d'évaluation des progrès font en général défaut.

Ph. Bo.

(1) Ce rapport sur l'évaluation des lycées, premier véritable audit national de ces établissements, résulte de la réforme de l'Inspection générale entreprise par M. Jospin en 1988. Les 150 membres de cette haute institution se consacrent désormais à l'évaluation globale du système scolaire : 85 établissements représentatifs de la diversité des 1 200 lycées, soit 2 à 4 par académie, ont été visités au moins à deux reprises par des équipes d'inspecteurs généraux de l'administration entre décembre 1989 et avril 1990.

## Les premiers résultats de la négociation

Le ministre de l'éducation nationale a rendu publiques, jeudi 15 novembre, les différentes mesures adoptées à l'issue de la première partie de la négociation avec les lycéens.

### 1. Rénovation des lycées

Pour l'utilisation du « fonds de rénovation » de 4,5 milliards de francs, quatre priorités ont été définies : la mise en conformité des locaux existants aux normes d'hygiène et de sécurité, la suppression des préfabriqués, la création de centres de documentation et d'information (CDI) et de salles de réunion dans les lycées, enfin la rénovation des internats. L'accent sera mis en particulier sur les lycées professionnels et les lycéens seront associés au choix des sites à rénover en priorité.

100 millions de francs pris sur les budgets de 1990 et 1991 seront consacrés à la rénovation des machines dans les lycées techniques et professionnels.

Un responsable national de la mise en œuvre du plan d'urgence, bénéficiant de l'aide de correspondants locaux, assurera la transparence dans la mise en œuvre de ce plan.

### 2. Droits des lycéens

Les droits et obligations des lycéens font l'objet d'un projet de décret qui va être discuté au Conseil supérieur de l'éducation.

Le ministre s'est engagé à donner aux lycéens le droit d'association, sous réserve qu'il s'exerce sous la responsabilité d'au moins trois élèves majeurs.

Le droit de presse serait également accordé « sans censure préalable », à condition qu'un code de déontologie soit clairement établi.

Le droit de réunion « sur des sujets d'intérêt général et hors des horaires d'enseignement », ainsi que le droit d'affichage seraient également accordés aux lycéens.

### 30 000 F par établissement pour les conseils de délégués

Les conseils de délégués élèves restent présidés par le chef d'établissement, mais un élève pourra exercer à ses côtés la fonction de vice-président. Ces conseils pourront recevoir et gérer une enveloppe financière de l'ordre de 30 000 F en moyenne par établissement (soit un budget total de 70 millions de francs), accordée en fonction de projets précis, mais bénéficiant en propre d'une ligne budgétaire dans le budget de l'établissement.

Les foyers socio-éducatifs seront remplacés par des « maisons des lycéens », placées sous la présidence d'un élève et leur réglementation, qui date de 1968, sera revue.

Le ministre s'est déclaré « favorable » à une représentation des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation. Mais cette disposition, a-t-il précisé, suppose une modification des textes législatifs en vigueur.

M. Jospin s'est aussi exprimé sur la pratique des « contrats » individuels imposés par certains chefs d'établissements à des élèves récalcitrants et que les lycéens contestent vigoureusement. Ils sont « nuls et non avenue » a-t-il déclaré. « Nul ne peut imposer à un élève un engagement particulier, la vie dans les lycées doit s'organiser autour de règlements intérieurs connus, acceptés et communs à tous. »

Enfin, les lycéens pourraient se voir octroyer une carte de lycéen permettant certaines facilités, notamment dans le domaine culturel.

Ch. G.

## Le MAL reste à la porte

Incident, jeudi 15 novembre, à l'ouverture des discussions entre M. Jospin et les délégués des deux coordinations lycéennes : une dizaine de lycéens parisiens et provinciaux font le pied de grue à la porte du ministère. Ils réclament leur place à la table de négociation. « On ne veut pas que les tables rondes aient lieu avec les appareils politiques des Jeunesses communistes et de la FIDL, qui colle à Mitterrand. »

Ces lycéens allergiques aux organisations se veulent les représentants d'une troisième

coordination, baptisée Mouvement apolitique lycéen (MAL), qui espère rassembler « les autres dégoûtés des deux coordinations », en particulier des provinciaux agacés par le poids des « Parisiens ».

Il est vrai que de nombreuses coordinations de provinces se démarquent nettement. Ainsi la coordination Midi-Pyrénées appelle-t-elle, dimanche 18 novembre, à une réunion nationale, à Toulouse, pour tenter de restructurer le mouvement lycéen sur des bases plus « démocratiques ».

## Un constat accablant

par Philippe Bernard

LYCÉENS « frustrés », professeurs « désemparés », « anémie » de la vie scolaire, locaux « vétustes », état « scandaleux » des internats, gestion « au jour le jour » d'établissements vivant « en vase clos ». Tous les ingrédients de l'automne chaud des lycéens sont contenus dans les cent vingt-trois pages préliminaires du rapport national d'évaluation des lycées, signé de l'Inspection générale de l'éducation nationale, qui était retenu sur le bureau de M. Jospin depuis juillet. La force de ce constat tient à ses auteurs, qui n'ont guère l'habitude de bousculer à la légère le temple dont ils sont les piliers.

Ce document confère, en quelque sorte, aux revendications des

élèves un sceau officiel. En dressant le constat du délabrement des lycées, de l'insalubrité des internats, en s'indignant du manque de sécurité des machines-outils des sections techniques, les inspecteurs généraux ne se doutaient probablement pas à quel point leur diagnostic recouperait l'indignation d'élèves que l'on disait assoupli et obsédés par la réussite au baccalauréat.

Un diagnostic accusateur pour l'Etat, qui a laissé moisir les lycées pendant des décennies, alors que ce rapport d'évaluation souligne l'effort financier et architectural sans précédent des régions depuis la décentralisation.

Pourtant, si la médiocrité des salles de cours, l'usure des paillasses de chimie, la décrépitude des gymnases et l'inadaptation des salles d'informatique peuvent être combattues à coups de milliards, ce sont des maux beaucoup plus profonds et immatériels que déconcertent les inspecteurs généraux.

### Bousculer quelques icônes

Malaise des élèves tout d'abord. L'« anémie » des activités socio-éducatives, l'apathie des foyers s'expliquent souvent par la mollesse des intéressés eux-mêmes, mais est-ce une raison pour ne rien leur proposer ? De même le formalisme dans lequel s'est souvent enfoncée l'institution des délégués élèves tranche avec l'âge des lycéens, de plus en plus souvent majeurs, et avec leurs modes de

vie. Mais la crise la plus lourde concerne l'enseignement lui-même. Compétences, dynamiques et de bonne volonté, les professeurs apparaissent cependant à l'Inspection générale désemparés face à l'arrivée en masse d'un nouveau type de lycéens, dont les parents n'avaient pas accédé à l'enseignement secondaire long.

Les difficultés des enseignants tiennent à l'adaptation de leur formation, à un certain conservatisme pédagogique, qui garde le cours magistral pour référence et considère l'évaluation davantage comme une sanction que comme une aide. Nombre d'enseignants ont du mal à maîtriser les programmes et à les achever.

### L'exigence d'un agglomérato

L'Inspection générale s'offre même, au passage, le luxe de bousculer quelques icônes révérentes dans l'éducation nationale. Le nombre d'élèves par classe doit s'apprécier en référence au contexte socioculturel ; les petits établissements ne sont pas forcément les plus performants ; la qualité pédagogique des enseignants n'est pas nécessairement en rapport avec leur degré de qualification.

Quinze ans après les collèges, les lycées affrontent à leur tour les grandeurs et servitudes de la démocratisation. L'audit de l'Inspection générale exprime l'exigence d'un agglomérato. Lycéens, inspecteurs, même combat ?

représentation  
du soir : 20h

LE CERCEAU

Slavkine • Régy  
Création

THEATRE

NANTERRE

du 6 novembre  
au 16 décembre 1990  
Tel : 47 21 18 81  
ou 3 FNAC

AMANDIERS



# SOCIÉTÉ

Les suites du mouvement dans les lycées

## Le « Grenelle » des lycéens

Suite de la première page

Les six heures de discussions avec les représentants du mouvement lycéen ont permis de rompre le cycle infernal des manifestations, de faire la démonstration qu'un dialogue sérieux, précis, concret pouvait être noué. Sans tabous. Sans faux-fuyants.

Et il exprime surtout sa satisfaction. « Sur deux des quatre thèmes que nous avons décidé d'aborder — la rénovation des lycées et les droits des lycéens — nous avons établi un relèvement de décisions sur lesquelles nous nous engageons. Reste à conclure sur les deux autres thèmes — les conditions d'encadrement et l'organisation pédagogique des lycées. Ensuite, chacun devra prendre ses responsabilités. »

Le ministre a expliqué que la somme est énorme, ils n'en démontrent pas. Est-ce que ça permettra, demande un lycéen, d'avoir des machines à commande numérique dans les ateliers, à la place des vieilles bécanes brinquebalantes sur lesquelles nous travaillons ? Ou des extincteurs dans les couloirs, interroge l'autre ? Il faudra remplacer les préfabriqués de mon lycée par des bâtiments en dur, exige un troisième. Une déléguée laisse percer son incompréhension sous l'œil médusé des directeurs du ministère : la rénovation de mon lycée a coûté 3 milliards de francs, explique-t-elle avec assurance ; alors 4 milliards pour toute la France, c'est bien peu de choses. Elle devra admettre s'être un peu égarée entre les francs et les centimes.

Pour y voir clair, les représentants de la FIDL proposent de nommer, très vite, un « M. ou une M<sup>me</sup> Plan d'urgence », avec des correspondants locaux chargés d'établir un inventaire précis des besoins et d'assurer une répartition transparente des crédits. Le ministre tentera bien un petit cours sur le rôle des recteurs et des inspecteurs d'académie, la rigueur des procédures, la complexité d'un État de droit ou le jeu des compétences entre l'État et les régions. Peine perdue. Il finira par accepter la formule.

Intéressamment, les délégués de l'autre coordination brandissent l'objectif de 25 élèves par classe. Si 4 milliards de francs vont à la rénovation des lycées, font-ils remarquer, il ne reste que 500 millions de francs pour avoir des classes moins chargées. On n'y arrivera jamais. Et pour faire bon poids, ils réclament la gratuité scolaire, la diminution des tarifs de cantine, davantage de bourses et d'aides de soutien.

Comme des élèves échappés, pour quelques minutes, d'un cours trop long, les délégués lycéens font des apparitions remarquées sur le parterre de la cour d'honneur et livrent leurs impressions aux journalistes. La génération poussée à l'ombre des téléviseurs n'a pas peur des caméras, certains les affrontant même comme de vieux bricard de la politique.

« Nous ne sommes pas des économistes »

Amadou, sorti l'un des premiers, déclare tout à trac devant une jungle de micros que « la réunion tourne en rond, n'avance pas ». Derrière lui, ses copains font la grimace, tentent de le tirer par la manche, mais Amadou ne lâchera pas une si belle occasion d'exprimer la juste colère des lycéens. « On nous a écoutés continuellement, mais c'est toujours pareil, il n'y a pas de réponses précises aux revendications. Pourtant, l'argent existe : on n'attend pas que les généraux défilent dans la rue pour envoyer des soldats dans la Gölfe. »

A quelques pas, ses camarades de la FIDL font entendre un autre point de vue — qui donne une idée très édifiante de la solidarité dont tous disent faire preuve. « On y restera le temps qu'il faudra, mais cela avance », déclare Ricardo Coronado, de Bondy (Seine-Saint-Denis). Ce qui n'empêche pas Cécile Amar, lycéenne à Henri-IV, de se plaindre un peu : « M. Jospin nous dit tout le temps que 4 milliards, c'est énorme et que nous ne sommes pas des économistes, mais lui non plus ! » Quant à Antonin Masson, un « indépendant » toulousain, il affirme posément que la séance se déroule « sans accrochages entre les

coordinations » et qu'il faut « arrêter cette guéguerre ridicule ». Fort heureusement, la pause-déjeuner, assurée par le ministère dans une petite salle discrète, permet de régler ces légers malentendus. Les sandwiches rapidement avalés, chacun se retrouve vers 13 h 30 dans la salle de négociation. Le ministre voudrait boucler le premier point de l'ordre du jour. Il lui faudra encore répondre sur les infirmités en nombre insuffisantes, les internats bien tristesses ou les machines obsolètes. Et encaisser, stoïque, la question d'un délégué de la FIDL qui lui demande sagement s'il est d'accord avec la proposition de M. Fabius d'établir une loi de programmation pour l'éducation.

A ce moment-là, l'une des coordinations informe l'assemblée que trois lycéens sont à la porte et demandent à entrer. Nous aussi, on en a trois de plus, rétorque immédiatement l'autre. Décidément conciliant, le ministre accepte les six nouveaux venus. Et l'on peut passer au deuxième chapitre de la discussion : les droits des lycéens.

Privé de pain au chocolat

C'est le cheval de bataille de la FIDL qui réclame droit d'expression, de réunion, d'affichage, d'association et de publication de journaux en dehors de la « censure » de l'administration. Soucieux de faire du lycée un lieu de formation des citoyens, M. Jospin va accepter l'ensemble de ces demandes, sous certaines conditions (voir d'autre part). La discussion roule encore longtemps sur l'élargissement possible du rôle des conseils de délégués des élèves, sur la représentation éventuelle des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation, sur les redoublements et l'orientation ou sur l'attitude des provinciaux à l'égard des élèves qui participent au mouvement. Le ministre y ajoute un petit cadeau : la création d'une carte lycéenne à l'image de la carte étudiante.

La sollicitude ministérielle est touchante : à l'heure du goûter, les huissiers iront jusqu'à leur apporter une brassée de pains au chocolat et une corbeille de fruits. Pas assez, cependant, puisque les délégués lycéens, privés de viennoiserie par la voracité d'un camarade, devra réclamer sa part au secrétariat du ministre.

Au sortir de la conférence de presse du soir, les lycéens font preuve d'un optimisme assez mitigé. Kostas Patsourakis, délégué de la coordination nationale des lycéens et lycées professionnels, se réjouit d'avoir « fait monter la pression dans l'après-midi ». La preuve : « Les gens du ministère se sont mis à transpirer quand on leur parlait d'argent. »

L'épineux problème de la suspension de séance jusqu'à vendredi a fait l'objet d'une polémique entre coordinations : celle dominée par les jeunes communistes désirait poursuivre le dialogue le soir même, celle de la FIDL souhaitait interrompre la joute pour éviter les effets pervers de la fatigue. « Nous n'avons pas la permission de nuire », déclarait Ricardo Coronado en milieu d'après-midi. Pour mettre fin à la controverse, un vote a donc été organisé dans l'anti-chambre du ministre.

A équipes rigoureusement égales, l'affaire aurait pu tourner court si un détail imprévu n'avait donné l'avantage à la FIDL : l'un des membres de la coordination rivalisant d'ironie, d'extrême justesse, en faveur de la suspension de séance. L'absent était en train d'accorder une interview... Rendez-vous fut donc pris pour le vendredi 16 novembre à 15 heures.

coordinations » et qu'il faut « arrêter cette guéguerre ridicule ».

Fort heureusement, la pause-déjeuner, assurée par le ministère dans une petite salle discrète, permet de régler ces légers malentendus. Les sandwiches rapidement avalés, chacun se retrouve vers 13 h 30 dans la salle de négociation. Le ministre voudrait boucler le premier point de l'ordre du jour. Il lui faudra encore répondre sur les infirmités en nombre insuffisantes, les internats bien tristesses ou les machines obsolètes. Et encaisser, stoïque, la question d'un délégué de la FIDL qui lui demande sagement s'il est d'accord avec la proposition de M. Fabius d'établir une loi de programmation pour l'éducation.

A ce moment-là, l'une des coordinations informe l'assemblée que trois lycéens sont à la porte et demandent à entrer. Nous aussi, on en a trois de plus, rétorque immédiatement l'autre. Décidément conciliant, le ministre accepte les six nouveaux venus. Et l'on peut passer au deuxième chapitre de la discussion : les droits des lycéens.

Privé de pain au chocolat

C'est le cheval de bataille de la FIDL qui réclame droit d'expression, de réunion, d'affichage, d'association et de publication de journaux en dehors de la « censure » de l'administration. Soucieux de faire du lycée un lieu de formation des citoyens, M. Jospin va accepter l'ensemble de ces demandes, sous certaines conditions (voir d'autre part). La discussion roule encore longtemps sur l'élargissement possible du rôle des conseils de délégués des élèves, sur la représentation éventuelle des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation, sur les redoublements et l'orientation ou sur l'attitude des provinciaux à l'égard des élèves qui participent au mouvement. Le ministre y ajoute un petit cadeau : la création d'une carte lycéenne à l'image de la carte étudiante.

La sollicitude ministérielle est touchante : à l'heure du goûter, les huissiers iront jusqu'à leur apporter une brassée de pains au chocolat et une corbeille de fruits. Pas assez, cependant, puisque les délégués lycéens, privés de viennoiserie par la voracité d'un camarade, devra réclamer sa part au secrétariat du ministre.

Au sortir de la conférence de presse du soir, les lycéens font preuve d'un optimisme assez mitigé. Kostas Patsourakis, délégué de la coordination nationale des lycéens et lycées professionnels, se réjouit d'avoir « fait monter la pression dans l'après-midi ». La preuve : « Les gens du ministère se sont mis à transpirer quand on leur parlait d'argent. »

L'épineux problème de la suspension de séance jusqu'à vendredi a fait l'objet d'une polémique entre coordinations : celle dominée par les jeunes communistes désirait poursuivre le dialogue le soir même, celle de la FIDL souhaitait interrompre la joute pour éviter les effets pervers de la fatigue. « Nous n'avons pas la permission de nuire », déclarait Ricardo Coronado en milieu d'après-midi. Pour mettre fin à la controverse, un vote a donc été organisé dans l'anti-chambre du ministre.

A équipes rigoureusement égales, l'affaire aurait pu tourner court si un détail imprévu n'avait donné l'avantage à la FIDL : l'un des membres de la coordination rivalisant d'ironie, d'extrême justesse, en faveur de la suspension de séance. L'absent était en train d'accorder une interview... Rendez-vous fut donc pris pour le vendredi 16 novembre à 15 heures.

GERARD COURTOIS  
et RAPHAËLE BEROLLE

coordinations » et qu'il faut « arrêter cette guéguerre ridicule ».

Fort heureusement, la pause-déjeuner, assurée par le ministère dans une petite salle discrète, permet de régler ces légers malentendus. Les sandwiches rapidement avalés, chacun se retrouve vers 13 h 30 dans la salle de négociation. Le ministre voudrait boucler le premier point de l'ordre du jour. Il lui faudra encore répondre sur les infirmités en nombre insuffisantes, les internats bien tristesses ou les machines obsolètes. Et encaisser, stoïque, la question d'un délégué de la FIDL qui lui demande sagement s'il est d'accord avec la proposition de M. Fabius d'établir une loi de programmation pour l'éducation.

A ce moment-là, l'une des coordinations informe l'assemblée que trois lycéens sont à la porte et demandent à entrer. Nous aussi, on en a trois de plus, rétorque immédiatement l'autre. Décidément conciliant, le ministre accepte les six nouveaux venus. Et l'on peut passer au deuxième chapitre de la discussion : les droits des lycéens.

Privé de pain au chocolat

C'est le cheval de bataille de la FIDL qui réclame droit d'expression, de réunion, d'affichage, d'association et de publication de journaux en dehors de la « censure » de l'administration. Soucieux de faire du lycée un lieu de formation des citoyens, M. Jospin va accepter l'ensemble de ces demandes, sous certaines conditions (voir d'autre part). La discussion roule encore longtemps sur l'élargissement possible du rôle des conseils de délégués des élèves, sur la représentation éventuelle des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation, sur les redoublements et l'orientation ou sur l'attitude des provinciaux à l'égard des élèves qui participent au mouvement. Le ministre y ajoute un petit cadeau : la création d'une carte lycéenne à l'image de la carte étudiante.

La sollicitude ministérielle est touchante : à l'heure du goûter, les huissiers iront jusqu'à leur apporter une brassée de pains au chocolat et une corbeille de fruits. Pas assez, cependant, puisque les délégués lycéens, privés de viennoiserie par la voracité d'un camarade, devra réclamer sa part au secrétariat du ministre.

Au sortir de la conférence de presse du soir, les lycéens font preuve d'un optimisme assez mitigé. Kostas Patsourakis, délégué de la coordination nationale des lycéens et lycées professionnels, se réjouit d'avoir « fait monter la pression dans l'après-midi ». La preuve : « Les gens du ministère se sont mis à transpirer quand on leur parlait d'argent. »

L'épineux problème de la suspension de séance jusqu'à vendredi a fait l'objet d'une polémique entre coordinations : celle dominée par les jeunes communistes désirait poursuivre le dialogue le soir même, celle de la FIDL souhaitait interrompre la joute pour éviter les effets pervers de la fatigue. « Nous n'avons pas la permission de nuire », déclarait Ricardo Coronado en milieu d'après-midi. Pour mettre fin à la controverse, un vote a donc été organisé dans l'anti-chambre du ministre.

A équipes rigoureusement égales, l'affaire aurait pu tourner court si un détail imprévu n'avait donné l'avantage à la FIDL : l'un des membres de la coordination rivalisant d'ironie, d'extrême justesse, en faveur de la suspension de séance. L'absent était en train d'accorder une interview... Rendez-vous fut donc pris pour le vendredi 16 novembre à 15 heures.

coordinations » et qu'il faut « arrêter cette guéguerre ridicule ».

Fort heureusement, la pause-déjeuner, assurée par le ministère dans une petite salle discrète, permet de régler ces légers malentendus. Les sandwiches rapidement avalés, chacun se retrouve vers 13 h 30 dans la salle de négociation. Le ministre voudrait boucler le premier point de l'ordre du jour. Il lui faudra encore répondre sur les infirmités en nombre insuffisantes, les internats bien tristesses ou les machines obsolètes. Et encaisser, stoïque, la question d'un délégué de la FIDL qui lui demande sagement s'il est d'accord avec la proposition de M. Fabius d'établir une loi de programmation pour l'éducation.

A ce moment-là, l'une des coordinations informe l'assemblée que trois lycéens sont à la porte et demandent à entrer. Nous aussi, on en a trois de plus, rétorque immédiatement l'autre. Décidément conciliant, le ministre accepte les six nouveaux venus. Et l'on peut passer au deuxième chapitre de la discussion : les droits des lycéens.

Privé de pain au chocolat

C'est le cheval de bataille de la FIDL qui réclame droit d'expression, de réunion, d'affichage, d'association et de publication de journaux en dehors de la « censure » de l'administration. Soucieux de faire du lycée un lieu de formation des citoyens, M. Jospin va accepter l'ensemble de ces demandes, sous certaines conditions (voir d'autre part). La discussion roule encore longtemps sur l'élargissement possible du rôle des conseils de délégués des élèves, sur la représentation éventuelle des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation, sur les redoublements et l'orientation ou sur l'attitude des provinciaux à l'égard des élèves qui participent au mouvement. Le ministre y ajoute un petit cadeau : la création d'une carte lycéenne à l'image de la carte étudiante.

La sollicitude ministérielle est touchante : à l'heure du goûter, les huissiers iront jusqu'à leur apporter une brassée de pains au chocolat et une corbeille de fruits. Pas assez, cependant, puisque les délégués lycéens, privés de viennoiserie par la voracité d'un camarade, devra réclamer sa part au secrétariat du ministre.

Au sortir de la conférence de presse du soir, les lycéens font preuve d'un optimisme assez mitigé. Kostas Patsourakis, délégué de la coordination nationale des lycéens et lycées professionnels, se réjouit d'avoir « fait monter la pression dans l'après-midi ». La preuve : « Les gens du ministère se sont mis à transpirer quand on leur parlait d'argent. »

L'épineux problème de la suspension de séance jusqu'à vendredi a fait l'objet d'une polémique entre coordinations : celle dominée par les jeunes communistes désirait poursuivre le dialogue le soir même, celle de la FIDL souhaitait interrompre la joute pour éviter les effets pervers de la fatigue. « Nous n'avons pas la permission de nuire », déclarait Ricardo Coronado en milieu d'après-midi. Pour mettre fin à la controverse, un vote a donc été organisé dans l'anti-chambre du ministre.

A équipes rigoureusement égales, l'affaire aurait pu tourner court si un détail imprévu n'avait donné l'avantage à la FIDL : l'un des membres de la coordination rivalisant d'ironie, d'extrême justesse, en faveur de la suspension de séance. L'absent était en train d'accorder une interview... Rendez-vous fut donc pris pour le vendredi 16 novembre à 15 heures.

GERARD COURTOIS  
et RAPHAËLE BEROLLE

coordinations » et qu'il faut « arrêter cette guéguerre ridicule ».

Fort heureusement, la pause-déjeuner, assurée par le ministère dans une petite salle discrète, permet de régler ces légers malentendus. Les sandwiches rapidement avalés, chacun se retrouve vers 13 h 30 dans la salle de négociation. Le ministre voudrait boucler le premier point de l'ordre du jour. Il lui faudra encore répondre sur les infirmités en nombre insuffisantes, les internats bien tristesses ou les machines obsolètes. Et encaisser, stoïque, la question d'un délégué de la FIDL qui lui demande sagement s'il est d'accord avec la proposition de M. Fabius d'établir une loi de programmation pour l'éducation.

A ce moment-là, l'une des coordinations informe l'assemblée que trois lycéens sont à la porte et demandent à entrer. Nous aussi, on en a trois de plus, rétorque immédiatement l'autre. Décidément conciliant, le ministre accepte les six nouveaux venus. Et l'on peut passer au deuxième chapitre de la discussion : les droits des lycéens.

Privé de pain au chocolat

C'est le cheval de bataille de la FIDL qui réclame droit d'expression, de réunion, d'affichage, d'association et de publication de journaux en dehors de la « censure » de l'administration. Soucieux de faire du lycée un lieu de formation des citoyens, M. Jospin va accepter l'ensemble de ces demandes, sous certaines conditions (voir d'autre part). La discussion roule encore longtemps sur l'élargissement possible du rôle des conseils de délégués des élèves, sur la représentation éventuelle des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation, sur les redoublements et l'orientation ou sur l'attitude des provinciaux à l'égard des élèves qui participent au mouvement. Le ministre y ajoute un petit cadeau : la création d'une carte lycéenne à l'image de la carte étudiante.

La sollicitude ministérielle est touchante : à l'heure du goûter, les huissiers iront jusqu'à leur apporter une brassée de pains au chocolat et une corbeille de fruits. Pas assez, cependant, puisque les délégués lycéens, privés de viennoiserie par la voracité d'un camarade, devra réclamer sa part au secrétariat du ministre.

Au sortir de la conférence de presse du soir, les lycéens font preuve d'un optimisme assez mitigé. Kostas Patsourakis, délégué de la coordination nationale des lycéens et lycées professionnels, se réjouit d'avoir « fait monter la pression dans l'après-midi ». La preuve : « Les gens du ministère se sont mis à transpirer quand on leur parlait d'argent. »

L'épineux problème de la suspension de séance jusqu'à vendredi a fait l'objet d'une polémique entre coordinations : celle dominée par les jeunes communistes désirait poursuivre le dialogue le soir même, celle de la FIDL souhaitait interrompre la joute pour éviter les effets pervers de la fatigue. « Nous n'avons pas la permission de nuire », déclarait Ricardo Coronado en milieu d'après-midi. Pour mettre fin à la controverse, un vote a donc été organisé dans l'anti-chambre du ministre.

A équipes rigoureusement égales, l'affaire aurait pu tourner court si un détail imprévu n'avait donné l'avantage à la FIDL : l'un des membres de la coordination rivalisant d'ironie, d'extrême justesse, en faveur de la suspension de séance. L'absent était en train d'accorder une interview... Rendez-vous fut donc pris pour le vendredi 16 novembre à 15 heures.

coordinations » et qu'il faut « arrêter cette guéguerre ridicule ».

Fort heureusement, la pause-déjeuner, assurée par le ministère dans une petite salle discrète, permet de régler ces légers malentendus. Les sandwiches rapidement avalés, chacun se retrouve vers 13 h 30 dans la salle de négociation. Le ministre voudrait boucler le premier point de l'ordre du jour. Il lui faudra encore répondre sur les infirmités en nombre insuffisantes, les internats bien tristesses ou les machines obsolètes. Et encaisser, stoïque, la question d'un délégué de la FIDL qui lui demande sagement s'il est d'accord avec la proposition de M. Fabius d'établir une loi de programmation pour l'éducation.

A ce moment-là, l'une des coordinations informe l'assemblée que trois lycéens sont à la porte et demandent à entrer. Nous aussi, on en a trois de plus, rétorque immédiatement l'autre. Décidément conciliant, le ministre accepte les six nouveaux venus. Et l'on peut passer au deuxième chapitre de la discussion : les droits des lycéens.

Privé de pain au chocolat

C'est le cheval de bataille de la FIDL qui réclame droit d'expression, de réunion, d'affichage, d'association et de publication de journaux en dehors de la « censure » de l'administration. Soucieux de faire du lycée un lieu de formation des citoyens, M. Jospin va accepter l'ensemble de ces demandes, sous certaines conditions (voir d'autre part). La discussion roule encore longtemps sur l'élargissement possible du rôle des conseils de délégués des élèves, sur la représentation éventuelle des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation, sur les redoublements et l'orientation ou sur l'attitude des provinciaux à l'égard des élèves qui participent au mouvement. Le ministre y ajoute un petit cadeau : la création d'une carte lycéenne à l'image de la carte étudiante.

La sollicitude ministérielle est touchante : à l'heure du goûter, les huissiers iront jusqu'à leur apporter une brassée de pains au chocolat et une corbeille de fruits. Pas assez, cependant, puisque les délégués lycéens, privés de viennoiserie par la voracité d'un camarade, devra réclamer sa part au secrétariat du ministre.

Au sortir de la conférence de presse du soir, les lycéens font preuve d'un optimisme assez mitigé. Kostas Patsourakis, délégué de la coordination nationale des lycéens et lycées professionnels, se réjouit d'avoir « fait monter la pression dans l'après-midi ». La preuve : « Les gens du ministère se sont mis à transpirer quand on leur parlait d'argent. »

L'épineux problème de la suspension de séance jusqu'à vendredi a fait l'objet d'une polémique entre coordinations : celle dominée par les jeunes communistes désirait poursuivre le dialogue le soir même, celle de la FIDL souhaitait interrompre la joute pour éviter les effets pervers de la fatigue. « Nous n'avons pas la permission de nuire », déclarait Ricardo Coronado en milieu d'après-midi. Pour mettre fin à la controverse, un vote a donc été organisé dans l'anti-chambre du ministre.

A équipes rigoureusement égales, l'affaire aurait pu tourner court si un détail imprévu n'avait donné l'avantage à la FIDL : l'un des membres de la coordination rivalisant d'ironie, d'extrême justesse, en faveur de la suspension de séance. L'absent était en train d'accorder une interview... Rendez-vous fut donc pris pour le vendredi 16 novembre à 15 heures.

GERARD COURTOIS  
et RAPHAËLE BEROLLE

coordinations » et qu'il faut « arrêter cette guéguerre ridicule ».

Fort heureusement, la pause-déjeuner, assurée par le ministère dans une petite salle discrète, permet de régler ces légers malentendus. Les sandwiches rapidement avalés, chacun se retrouve vers 13 h 30 dans la salle de négociation. Le ministre voudrait boucler le premier point de l'ordre du jour. Il lui faudra encore répondre sur les infirmités en nombre insuffisantes, les internats bien tristesses ou les machines obsolètes. Et encaisser, stoïque, la question d'un délégué de la FIDL qui lui demande sagement s'il est d'accord avec la proposition de M. Fabius d'établir une loi de programmation pour l'éducation.

A ce moment-là, l'une des coordinations informe l'assemblée que trois lycéens sont à la porte et demandent à entrer. Nous aussi, on en a trois de plus, rétorque immédiatement l'autre. Décidément conciliant, le ministre accepte les six nouveaux venus. Et l'on peut passer au deuxième chapitre de la discussion : les droits des lycéens.

Privé de pain au chocolat

C'est le cheval de bataille de la FIDL qui réclame droit d'expression, de réunion, d'affichage, d'association et de publication de journaux en dehors de la « censure » de l'administration. Soucieux de faire du lycée un lieu de formation des citoyens, M. Jospin va accepter l'ensemble de ces demandes, sous certaines conditions (voir d'autre part). La discussion roule encore longtemps sur l'élargissement possible du rôle des conseils de délégués des élèves, sur la représentation éventuelle des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation, sur les redoublements et l'orientation ou sur l'attitude des provinciaux à l'égard des élèves qui participent au mouvement. Le ministre y ajoute un petit cadeau : la création d'une carte lycéenne à l'image de la carte étudiante.

La sollicitude ministérielle est touchante : à l'heure du goûter, les huissiers iront jusqu'à leur apporter une brassée de pains au chocolat et une corbeille de fruits. Pas assez, cependant, puisque les délégués lycéens, privés de viennoiserie par la voracité d'un camarade, devra réclamer sa part au secrétariat du ministre.

Au sortir de la conférence de presse du soir, les lycéens font preuve d'un optimisme assez mitigé. Kostas Patsourakis, délégué de la coordination nationale des lycéens et lycées professionnels, se réjouit d'avoir « fait monter la pression dans l'après-midi ». La preuve : « Les gens du ministère se sont mis à transpirer quand on leur parlait d'argent. »

L'épineux problème de la suspension de séance jusqu'à vendredi a fait l'objet d'une polémique entre coordinations : celle dominée par les jeunes communistes désirait poursuivre le dialogue le soir même, celle de la FIDL souhaitait interrompre la joute pour éviter les effets pervers de la fatigue. « Nous n'avons pas la permission de nuire », déclarait Ricardo Coronado en milieu d'après-midi. Pour mettre fin à la controverse, un vote a donc été organisé dans l'anti-chambre du ministre.

A équipes rigoureusement égales, l'affaire aurait pu tourner court si un détail imprévu n'avait donné l'avantage à la FIDL : l'un des membres de la coordination rivalisant d'ironie, d'extrême justesse, en faveur de la suspension de séance. L'absent était en train d'accorder une interview... Rendez-vous fut donc pris pour le vendredi 16 novembre à 15 heures.

coordinations » et qu'il faut « arrêter cette guéguerre ridicule ».

Fort heureusement, la pause-déjeuner, assurée par le ministère dans une petite salle discrète, permet de régler ces légers malentendus. Les sandwiches rapidement avalés, chacun se retrouve vers 13 h 30 dans la salle de négociation. Le ministre voudrait boucler le premier point de l'ordre du jour. Il lui faudra encore répondre sur les infirmités en nombre insuffisantes, les internats bien tristesses ou les machines obsolètes. Et encaisser, stoïque, la question d'un délégué de la FIDL qui lui demande sagement s'il est d'accord avec la proposition de M. Fabius d'établir une loi de programmation pour l'éducation.

A ce moment-là, l'une des coordinations informe l'assemblée que trois lycéens sont à la porte et demandent à entrer. Nous aussi, on en a trois de plus, rétorque immédiatement l'autre. Décidément conciliant, le ministre accepte les six nouveaux venus. Et l'on peut passer au deuxième chapitre de la discussion : les droits des lycéens.

Privé de pain au chocolat

C'est le cheval de bataille de la FIDL qui réclame droit d'expression, de réunion, d'affichage, d'association et de publication de journaux en dehors de la « censure » de l'administration. Soucieux de faire du lycée un lieu de formation des citoyens, M. Jospin va accepter l'ensemble de ces demandes, sous certaines conditions (voir d'autre part). La discussion roule encore longtemps sur l'élargissement possible du rôle des conseils de délégués des élèves, sur la représentation éventuelle des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation, sur les redoublements et l'orientation ou sur l'attitude des provinciaux à l'égard des élèves qui participent au mouvement. Le ministre y ajoute un petit cadeau : la création d'une carte lycéenne à l'image de la carte étudiante.

La sollicitude ministérielle est touchante : à l'heure du goûter, les huissiers iront jusqu'à leur apporter une brassée de pains au chocolat et une corbeille de fruits. Pas assez, cependant, puisque les délégués lycéens, privés de viennoiserie par la voracité d'un camarade, devra réclamer sa part au secrétariat du ministre.

Au sortir de la conférence de presse du soir, les lycéens font preuve d'un optimisme assez mitigé. Kostas Patsourakis, délégué de la coordination nationale des lycéens et lycées professionnels, se réjouit d'avoir « fait monter la pression dans l'après-midi ». La preuve : « Les gens du ministère se sont mis à transpirer quand on leur parlait d'argent. »

L'épineux problème de la suspension de séance jusqu'à vendredi a fait l'objet d'une polémique entre coordinations : celle dominée par les jeunes communistes désirait poursuivre le dialogue le soir même, celle de la FIDL souhaitait interrompre la joute pour éviter les effets pervers de la fatigue. « Nous n'avons pas la permission de nuire », déclarait Ricardo Coronado en milieu d'après-midi. Pour mettre fin à la controverse, un vote a donc été organisé dans l'anti-chambre du ministre.

A équipes rigoureusement égales, l'affaire aurait pu tourner court si un détail imprévu n'avait donné l'avantage à la FIDL : l'un des membres de la coordination rivalisant d'ironie, d'extrême justesse, en faveur de la suspension de séance. L'absent était en train d'accorder une interview... Rendez-vous fut donc pris pour le vendredi 16 novembre à 15 heures.

GERARD COURTOIS  
et RAPHAËLE BEROLLE

coordinations » et qu'il faut « arrêter cette guéguerre ridicule ».

Fort heureusement, la pause-déjeuner, assurée par le ministère dans une petite salle discrète, permet de régler ces légers malentendus. Les sandwiches rapidement avalés, chacun se retrouve vers 13 h 30 dans la salle de négociation. Le ministre voudrait boucler le premier point de l'ordre du jour. Il lui faudra encore répondre sur les infirmités en nombre insuffisantes, les internats bien tristesses ou les machines obsolètes. Et encaisser, stoïque, la question d'un délégué de la FIDL qui lui demande sagement s'il est d'accord avec la proposition de M. Fabius d'établir une loi de programmation pour l'éducation.

A ce moment-là, l'une des coordinations informe l'assemblée que trois lycéens sont à la porte et demandent à entrer. Nous aussi, on en a trois de plus, rétorque immédiatement l'autre. Décidément conciliant, le ministre accepte les six nouveaux venus. Et l'on peut passer au deuxième chapitre de la discussion : les droits des lycéens.

Privé de pain au chocolat

C'est le cheval de bataille de la FIDL qui réclame droit d'expression, de réunion, d'affichage, d'association et de publication de journaux en dehors de la « censure » de l'administration. Soucieux de faire du lycée un lieu de formation des citoyens, M. Jospin va accepter l'ensemble de ces demandes, sous certaines conditions (voir d'autre part). La discussion roule encore longtemps sur l'élargissement possible du rôle des conseils de délégués des élèves, sur la représentation éventuelle des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation, sur les redoublements et l'orientation ou sur l'attitude des provinciaux à l'égard des élèves qui participent au mouvement. Le ministre y ajoute un petit cadeau : la création d'une carte lycéenne à l'image de la carte étudiante.

La sollicitude ministérielle est touchante : à l'heure du goûter, les huissiers iront jusqu'à leur apporter une brassée de pains au chocolat et une corbeille de fruits. Pas assez, cependant, puisque les délégués lycéens, privés de viennoiserie par la voracité d'un camarade, devra réclamer sa part au secrétariat du ministre.

Au sortir de la conférence de presse du soir, les lycéens font preuve d'un optimisme assez mitigé. Kostas Patsourakis, délégué de la coordination nationale des lycéens et lycées professionnels, se réjouit d'avoir « fait monter la pression dans l'après-midi ». La preuve : « Les gens du ministère se sont mis à transpirer quand on leur parlait d'argent. »

L'épineux problème de la suspension de séance jusqu'à vendredi a fait l'objet d'une polémique entre coordinations : celle dominée par les jeunes communistes désirait poursuivre le dialogue le soir même, celle de la FIDL souhaitait interrompre la joute pour éviter les effets pervers de la fatigue. « Nous n'avons pas la permission de nuire », déclarait Ricardo Coronado en milieu d'après-midi. Pour mettre fin à la controverse, un vote a donc été organisé dans l'anti-chambre du ministre.

A équipes rigoureusement égales, l'affaire aurait pu tourner court si un détail imprévu n'avait donné l'avantage à la FIDL : l'un des membres de la coordination rivalisant d'ironie, d'extrême justesse, en faveur de la suspension de séance. L'absent était en train d'accorder une interview... Rendez-vous fut donc pris pour le vendredi 16 novembre à 15 heures.

coordinations » et qu'il faut « arrêter cette guéguerre ridicule ».

Fort heureusement, la pause-déjeuner, assurée par le ministère dans une petite salle discrète, permet de régler ces légers malentendus. Les sandwiches rapidement avalés, chacun se retrouve vers 13 h 30 dans la salle de négociation. Le ministre voudrait boucler le premier point de l'ordre du jour. Il lui faudra encore répondre sur les infirmités en nombre insuffisantes, les internats bien tristesses ou les machines obsolètes. Et encaisser, stoïque, la question d'un délégué de la FIDL qui lui demande sagement s'il est d'accord avec la proposition de M. Fabius d'établir une loi de programmation pour l'éducation.

A ce moment-là, l'une des coordinations informe l'assemblée que trois lycéens sont à la porte et demandent à entrer. Nous aussi, on en a trois de plus, rétorque immédiatement l'autre. Décidément conciliant, le ministre accepte les six nouveaux venus. Et l'on peut passer au deuxième chapitre de la discussion : les droits des lycéens.



## CULTURE

ARTS

### Un enfer blanc et noir

Les gravures de Goya de la fondation Juan March, de Madrid, sont aujourd'hui exposées au Musée Marmottan

On ne montrera jamais assez les gravures où le génie de Goya s'impose avec le même élan que dans sa peinture. Le Musée Marmottan, après les Daumier de l'an dernier, accueille les quatre célèbres séries goyannes : les *Caprices*, les *Désastres de la guerre*, la *Tauromanie*, les *Disparates* — deux cent dix-huit estampes — qui, pour au moins trois d'entre elles, correspondent aux phases critiques de la vie de Goya en même temps qu'aux périodes cruciales de l'histoire espagnole.

Revoici donc ces suites réservées à une longue exposition itinérante, en tirages peu ou prou postérieurs aux éditions originales, qui semblent y gagner en lisibilité, revoici ces anecdotes transcendentes jusqu'au sublime. Les unes, satiriques, marquées au sceau du « grotesque comique absolu » formulé par Baudelaire, monstres et fantômes issus des limbes du rêve; les autres, dénonçant en images insoutenables les atrocités d'une guerre sans merci; les dernières, revivants sur le mode dérisoire les visions désenchantées d'une amère vieillesse. L'enfer, toujours l'enfer, bien installé ici-bas, qui ne peut être ailleurs que chez les hommes et dans le cœur des hommes. Ainsi coexistent sur le même sol les cauchemars et la réalité événementielle. Et les corridors? C'est sans doute une autre province de l'enfer, mais un enfer recherché, accepté, lui, en sa cruauté complice.

Comment transmuter en beauté tant de hideurs physiques et morales, bourreaux et victimes réunis en une commune déchirance? L'art de Goya s'en charge, avec son sens souverain, convulsif, incisif, qu'il plie, pour plus d'impact, aux impératifs du médium de gravure. Les vertus d'un multiple propre à accroître la diffusion du message.

n'expliquent pas tout. L'effort demandé à l'artiste pour mater une matière rebelle lui permet de casser une trop grande virtuosité et, la technique une fois maîtrisée, d'éprouver sans cesse des scènes dramatiques ou tragi-comiques, où dialoguent et s'opposent les blancs et les noirs. Il n'a pas oublié la leçon de Rembrandt.

#### Combattre les superstitions

L'eau-forte, Goya l'a fait sans doute élire comme le procédé idéal s'il n'avait pas eu l'intuition géniale de la draper des voiles de l'aquinate, puis de soumettre les plaques de cuivre à une vraie cuisine, grattant et polissant les « tons et demi-tons dans les aplats larges de l'aquinate plus grande à ses figures humaines et monstrueuses » (Blancard Seyre). Car ces visages et ces monstres, « très vivables », et toute l'immense et virulente dénonciation, au nom de la raison, du despotisme, voire du fanatisme politique et religieux, alors que la Révolution française faisait naître tous les espoirs, ne sont fiables que si les exigences formelles sont satisfaites. Et adaptées à leur objet. Lorsque l'aquinate se suffit à elle-même, elle fait surgir de l'ombre une des plus émouvantes apparitions féminines engendrées par la pointe de Goya : cette jeune prisonnière châtiée « parce qu'elle avait été sensible » (*Caprice 32*). En revanche, si le sujet le demande, le graveur recourt à une technique mixte et combine l'eau-forte, l'aquinate, la pointe sèche et le burin pour accablent ces misères proterges devant un épouvantail bien vêtu (*Caprice 32*).

Goya combat en effet la supersti-

tion sous toutes ses formes : les pédants à tête d'âne qui siègent en bonne place dans cette « zoologie des bas-fonds de l'âme » (Claude Roy), les moines cannibales (*Caprice 13*) et maints de leurs congénères, sans omettre les innombrables incarnations de la sorcellerie. La terrible inquisition n'est guère ménagée : gare aux retours de flammes, quand la restauration absolutiste reprendra le dessus!

Alors, le langage de Goya devient sibilin — même dans le titre des *Disparates* qu'il est difficile, sinon inutile, de traduire en français. Sottises? Absurdités? Conneries, comme nous l'a suggéré un confrère espagnol? Tout l'œuvre gravé de Goya le fera d'ailleurs sacrer par André Malraux « le premier grand metteur en scène de l'absurde ». Au lieu de chercher à décrypter le sens de ces gravures, objet de lectures contradictoires, contentons-nous avec Alfonso Perez Sanchez, directeur du musée du Prado et auteur des textes du catalogue, de nous en tenir à cette évidence qu'une interprétation générale de la série doit s'orienter vers une vision absurde de l'existence, de la férocité des forces du mal, du règne de l'hypocrisie, du triomphe final de la vieillesse, de la douleur et de la mort.

En vérité, ces délires sont hallucinants, tels le *Cheval ravisseur*, le *Disparite matrimonial* ou l'extraordinaire *Disparite de la peur*, ce surréel spectre gigantesque qui met en déroute l'armée française — rappel dans le fantastique des *Désastres de la guerre* quand l'invasion napoléonienne s'est heurtée à la résistance populaire, *Désastres* où l'on assiste, tout au long de ses quatre-vingts eaux-fortes associées ou non à l'aquinate ou au lavas, à une impla-

cable progression de l'horreur. Ici, pas de grandeur — ou presque pas — comme dans le geste d'une héroïne qui, marchant sur les corps des artilleries morts, met le feu au canon. Exemple de *valor* comme on en trouvera à foison dans les arènes sanglantes de la *Tauromanie*. Dans les *Désastres*, c'est la guerre en soi que Goya accuse, condamnant autant la barbarie des sondaards français que les excès de la populace autochtone. Les scènes de violence vont crescendo : cadavres atrocement mutilés, exécutions en masse, pendaisons, fusillades, malheureux garrottés, femmes violées, villages incendiés. N'hésitons pas à ranger parmi les « chefs-d'œuvre absolus » les canons des fusils sortis de la marge et braqués sur le condamné ligoté à un arbre de l'eau-forte n° 15; la petite fille pleurant toute seule tandis qu'on emporte le corps de sa mère (n° 50); et (n° 69) le cadavre décharné sortant à moitié de sa tombe dans un décor de formes fantomatiques indéfinies, avec cette légende : « *Nada. Ello dirá* ». Nada, le mot de la fin. En attendant Guernica...

JEAN-MARIE DUNOYER

► Musée Marmottan, 2, rue Loute-Billy, 75016 Paris. Tous les jours sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 6 janvier 1991.

CREATION

**LE CHANT DU DÉPART**  
IVANE DAOUDI  
JEAN-PIERRE VINCENT  
comédie  
12 acteurs dans le désordre... en toute légèreté

LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**THEATRE champs élysées**

**martha argerich**, piano  
**gidon kremer**, violon  
**prokofiev**

lundi 19 novembre, 20 h 30  
renseignements  
téléphone : 47 20 30 38  
15 avenue Montaigne - Paris 8<sup>e</sup>

CINÉMA

### Galerie galante

Adapté de Brantôme, « Dames galantes » de Jean-Charles Tacchella fait de l'œil à la petite et à la grande histoire, sans parvenir à les séduire

Le sieur Pierre de Bourdeille, abbé et seigneur de Brantôme (1537-1614), fut, à tous les sens du mot, un galant homme. Après s'être beaucoup donné sur les champs de bataille et dans les alcôves, une mauvaise chute de cheval le contraignit aux seuls jeux de la plume. Il se consacra donc à la rédaction de profanes Mémoires, dont les célèbres *Vies des dames galantes*. De cette savoureuse galerie de portraits, le cinéaste de Cousin, cousine conçut l'étrange projet de tirer un film.

« Il faut trois choses pour faire un film, disait Alfred Hitchcock, une histoire, une histoire, et une histoire. » Il n'y a pas d'histoire dans l'œuvre de Brantôme mais une suite d'anecdotes sur ses bonnes fortunes et de consi-

dérations sur les femmes. Et guère plus de fil conducteur dans l'adaptation : l'entrepreneur hollywoodien passe d'un lit à l'autre, dispense les bienfaits de sa virilité en même temps que quelques aphorismes gaulois. Dans la ruée vers l'histoire, la grande, celle des guerres de religion, des intrigues de cour et des manigances royales et c'est à peine si la figure de Catherine de Médicis émerge du brouillard, grâce à la belle présence de Laura Betti.

Le seigneur de Brantôme tel que le campe Richard Bohringer en paillard plein de santé plutôt qu'en séducteur roublard est pourtant de bonne compagnie. A l'opposé d'un Don Juan ou d'un Valmont, il les aime toutes ensemble et n'en sacrifie aucune. Le voici même féministe avant l'heure, proclamant que « si Dieu existe, c'est une femme ».

Mais c'est pitoyable de voir brigue-baler sur un canisson tandis que sa voix off tente de couvrir le bruit de

feraille de l'armure qui l'engonce pour évaluer « toutes celles avec qui je me suis concerté en jouissance ». Rien n'est là, ni le parfum de l'époque ni la vérité des hommes (des femmes) et des choses. Et la langue de Brantôme, qui est, à la lecture, d'une audace et d'une jeunesse vertueuse, devient simplement ridicule. Le brave homme était convaincu de la Renaissance, pas dialoguiste de cinéma.

Surtout, à cette ode aux joies de la chair, c'est la pitié et la sexualité qui manquent le plus. Le piquant d'Isabella Rossellini disparaît sous le brocard des robes, même fréquemment troussées. Le charme de Marguerite Basler n'est pas celui de Marguerite de Navarre mais celui d'une jolie fille d'aujourd'hui. Tout cela n'est certes pas déplaisant à regarder. C'est seulement, en dépit des roudes qui s'étalent sur l'affiche du film, tristement plat.

JEAN-MICHEL FRODON

**ESPACE EUROPEEN**  
21H30 42 93 69 68  
PROLONGATIONS jusqu'au 31/12/90  
**CHANSON PLUS** *Diffusée*  
Un des meilleurs chanteurs de France...  
7 SEMAINES DE SUCCES

**CONNAISSANCE DU MONDE**  
SAULE CHOPIN-PELLEY : Dimanche 18 novembre 1990 (14 h 30, Lundi 19 (18 h 30), Mardi 20 (18 h 30), Mercredi 21 (19 h 30), Jeudi 22 (20 h 30), Vendredi 23 (15 h 30 et 18 h 30), Samedi 24 (15 h 30 et 17 h 30), Lundi 25 (18 h 30)  
**LES INDES**  
L'Inde des Empereurs Moghols : Agra - Delhi - Lahore - La Cachemire - Le Triangle d'Or - des Indes  
PROCHAIN SUJET : LA CHINE, du 2 au 10 DÉCEMBRE - Tél. : 45-81-18-88

# VOUS

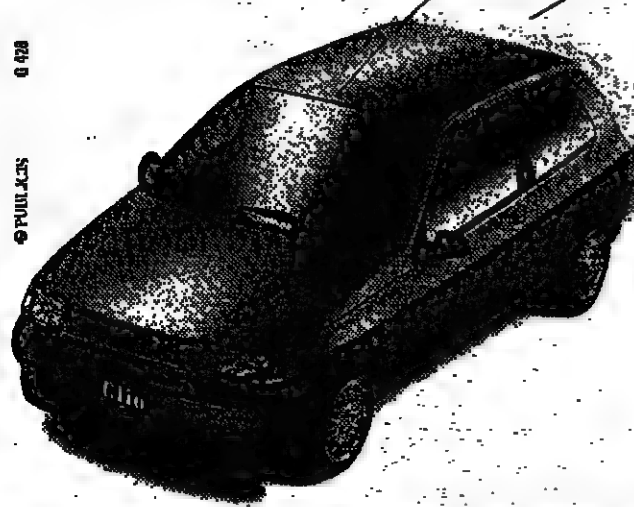
démarrez, accélérez, rétrogradez, stoppez, vous garez, ralentissez, conduisez, freinez, déboîtez, doublez, vous faufilez, tournez, freinez, pilotez et démarrez, accélérez, vous faufilez, tournez, freinez, pilotez et roulez, roulez, roulez, roulez, roulez, roulez...

# et VOUS

téléphonez, fouillez dans la boîte à gants, ébouriffez votre galant(e), vous maquillez, vous grattez le nez, étouffez un bâillement, accompagnez une prise de bec d'une gestuelle expressive, tenez votre ami(e) par la main, vous refaites une beauté, dirigez la 9<sup>e</sup> de Beethoven, mimez le mouvement des vagues par un matin calme, vous rongez les ongles, peignez la girafe, etc., etc., etc.

Une nouvelle option fait son entrée dans la gamme Clio : la boîte automatique. Avec le moteur Energy 1.4 (80 ch DIN, 57,5 kW ISO), performance et consommation restent sous haute exigence (consommations UTAC : 5,3 l à 90 km/h, 6,9 l à 120 km/h, 8,0 l en ville). Clio RN 1.4 option boîte automatique : 68 120 F. Prix tarif au 31/10/90.

Pour vous la Clio se fait toute nouvelle, elle devient AUTOMATIQUE.



**RENAULT Clio**

LES VOITURES A VIVRE

Elle en met plein la vie.

Essayez-la dans le Réseau Renault Paris Ile-de-France.

Modèle présenté: Renault Clio RT 1.4 avec options. A.M. 91. Garantie Renault anti-corrosion 6 ans. Discutez votre financement.

RENAULT partenaire elf







## COMMUNICATION

Ecartée de la bande FM à Marseille

### Une radio islamique conteste les choix du CSA

Seule radio de la religion musulmane en province, Radio-Islam-France (RIF), créée en décembre 1988 à Marseille, a été écartée de la bande FM.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le 8 novembre, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a rendu publique la liste des 114 radios pré-sélectionnées pour l'attribution d'une fréquence dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. RIF n'y figurait pas, ce qui signifie qu'elle n'est plus qu'un sur-sis jusqu'à la décision finale du CSA, fin de décembre.

« Nos auditeurs, des gens pieux, ne comprennent pas qu'on s'attaque à leur religion. Comme toute la communauté musulmane de Marseille et du département, qui compte cent quatre-vingt mille personnes, ils sont indignés et prêts à descendre dans la rue », explique le fondateur de RIF, M. Mustapha Slimani, un important négociant en viandes marseillais d'origine algérienne. Depuis deux ans, RIF, qui depuis l'origine était sans autorisation, a pris sa place dans le paysage radiophonique marseillais en devenant la radio officielle, à vocation religieuse, de la Fédération régionale des musulmans du Sud (FRMS). Elle diffuse, de dix-huit heures à vingt-quatre heures par jour, des émissions essentiellement éducatives et culturelles, à 50 % en langue arabe, entrecoupées d'appels à la prière et de lectures du Coran, avec la transmission en direct de la prière du vendredi depuis un lieu de culte marseillais et deux bulletins complets d'information.

« Une radio, précise M. Hassan Abbad, son directeur des programmes et secrétaire général de la FRMS, propre, apolitique et qui exerce une action positive en faveur de l'intégration de la communauté musulmane dans la société française ».

#### NOMINATIONS

##### Odile Quirot au cabinet de Jack Lang

Odile Quirot, critique dramatique et collaboratrice du Monde depuis 1986, a été nommée jeudi 15 novembre conseiller technique, chargé du théâtre, au cabinet de Jack Lang, ministre de la culture et de la communication. Elle prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre. Elle succède à Louis Gauthier, qui avait occupé cette fonction et celle de conseiller, chargé des dossiers de la musique et de la danse, de 1988 à l'été de 1990.

Née en 1951 à Paris, Odile Quirot est titulaire d'une maîtrise de lettres et d'un DEUG d'histoire de l'art de l'université de Dijon. Elle commence sa carrière de journaliste au Dauphiné libéré, en 1977, puis entre au service culturel du Progrès de Lyon en 1980.

En 1984, Odile Quirot prend la responsabilité des journaux du Théâtre national populaire de Villeurbanne. L'année suivante, elle collabore aux éditions Rhône-Alpes du Monde et en 1986 au service culturel du Monde.

Elle est auteur d'un livre qui vient de paraître aux Éditions Adam Biro, *Eugène et le Sultan, Voyages de Delacroix au Maroc*, et publiera prochainement, aux Éditions Plume, un ouvrage intitulé *La Passion de Nijinski*.

« Pour M. Gilbert Collard, l'avocat de RIF, le caractère politique du projet est « évident » car « on supprime Radio-Islam-France, qui a un auditoire important, pour octroyer des fréquences à deux radios parachutées de Paris qui n'ont ni site ni clientèle mais sont proches du pouvoir ».

Sur la liste des radios pré-sélectionnées deux nouvelles font, en effet, leur apparition dans la région : Radio-Beurs, la radio de l'intégration pour les jeunes maghrébins (qui sera implantée à Aix-en-Provence), et Radio-Soleil qui diffuse les programmes de deux sociétés contrôlées par la SOFIRAD, la SOMERA (Radio-Monte-Carlo-Moyen-Orient) et MEDI-1 (Radio-Tanger). « RMC-Moyen-Orient », s'indigne M. Slimani, « a émis sur nos ondes pendant la majeure partie de l'année 1989 ! Si le contrat qui nous liait a été rompu c'est parce qu'elle commençait à diffuser de la publicité pour le tabac... Pourquoi, aujourd'hui, lui donne-t-on la préférence ? On m'a demandé d'acheter une radio locale mais j'ai refusé car la plupart des radios marseillaises ont émis, jusqu'ici, comme nous, sans autorisation, j'ai accepté, en revanche, de transformer le statut de RIF en créant une SARL mais cela n'a rien changé ».

La décision du CSA ne sera notifiée, officiellement, qu'à la fin de la procédure d'appel des candidatures. On en connaît alors le motif. Au comité technique radiophonique, on indique, seulement,

qu'il était nécessaire de procéder à une remise en ordre des attributions de fréquence en FM dans la région. Les autorisations antérieures dataient de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (dans les années 1983-1984) et n'avaient été accordées que pour trois ans. Il semble que Radio-Islam-France figurait sur une première liste établie par le CRT mais qu'elle ait été écartée, ensuite, par le CSA. Celui-ci se serait ému des liens existant entre elle et les activités commerciales de M. Slimani.

Si RIF est bien éliminée, le dispositif radiophonique de la communauté musulmane dans la région serait constitué, d'une part, par Radio-Gazelle, une radio marseillaise multiculturelle à dominante maghrébine, qui se doterait d'un programme religieux en accord avec les associations culturelles de la ville et, d'autre part, par Radio-Soleil qui serait son pendant laïque. Radio-Islam-France n'entend pas, cependant, s'incliner. Un comité de soutien a été constitué et a recueilli, en trois jours, six mille signatures. Les programmes de RIF ont également été modifiés pour diffuser, à longueur de journée, des témoignages de solidarité des auditeurs. D'autre part, M. Collard a annoncé qu'il déposerait, le moment venu, un recours gracieux devant le CSA et que si ce recours était rejeté il engagerait une action en Conseil d'Etat.

GUY PORTE

#### REPÈRES

##### TÉLÉVISION MUSICALE Vers une huitième chaîne ?

Selon les dirigeants de MCM-Euromusique, le Conseil supérieur de l'audiovisuel devrait délibérer prochainement sur « l'opportunité d'un appel à candidatures pour une chaîne musicale sur le canal 38 à Paris et trois autres fréquences en province ». L'information est confirmée au Conseil supérieur de l'audiovisuel où on précise toutefois que cette délibération ne préjuge en rien de la décision finale de créer ou non une huitième chaîne.

MCM-Euromusique qui est diffusé sur le satellite TDF 1 et repris par le câble et trois télévisions locales, réclame depuis longtemps une diffusion sur Paris et une partie de la province. Ses dirigeants menacent même de mettre la clé sous la porte à la fin de l'année s'ils n'obtiennent pas ce réseau nécessaire à l'équilibre financier de la télévision. Le syndicat des éditeurs phonographiques soutient les exigences de la chaîne musicale en affirmant que l'existence de MCM est nécessaire à la bonne santé économique du disque français.

#### CHAINES PRIVÉES

##### M. Schreiner (PS) veut donner des armes au CSA

Interrogé par le Figaro, M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, juge réaliste une entente entre la Cinq et M 6 et veut donner au Conseil supérieur de l'audiovisuel les moyens de

l'imposer. Le rapporteur du budget de la communication, auteur de l'amendement limitant les coupures publicitaires dans les fictions, se dit prêt à déposer une proposition de loi pour laisser le CSA libre de réglementer les coupures publicitaires.

M. Schreiner veut ainsi « confier au CSA de nouvelles armes dans sa mission de régulation du paysage audiovisuel et lui offrir de nouvelles marges de discussions avec les chaînes privées. La suppression de mon amendement (...) ne peut être qu'une conséquence du rapprochement entre les deux chaînes, pas un préalable, précise-t-il. Nous n'avons pas envie de voir deux pies voler un diamant, puis se réfugier chacune dans son nid ».

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amaric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

## AGENDA

### Ordre national du mérite

Sont élevés à la dignité de grand-croix :

MM. Louis Sanmarco, gouverneur honoraire de la France d'outre-mer ; Pierre Uri, économiste.

Sont élevés à la dignité de grand-officier :

MM. Henri Gouhier, membre de l'Académie française ; François Reichenbach, cinéaste.

Le Journal officiel du jeudi 15 novembre publie, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier dans l'ordre national du mérite.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 15 novembre :

#### DES DÉCRETS

— N° 90-1008 du 8 novembre 1990 modifiant le montant de la contribution spéciale instituée par l'article L. 341-7 du code du travail.

— N° 90-1009 du 14 novembre 1990 modifiant certaines dispositions du code de la sécurité sociale (deuxième partie : décrets en Conseil d'Etat) et du code des assurances (partie réglementaire) relatives au contrôle et au recouvrement des cotisations.

### CATASTROPHES

Le typhon Mike : 400 morts et disparus aux Philippines. — Le bilan du typhon Mike, qui a balayé les îles du centre de l'archipel philippin le 13 novembre, s'est alourdi : le 16 novembre, il s'élevait à 222 morts et 178 disparus ; mais ces chiffres sont encore provisoires. — (Reuters.)

### PHILATELIE

#### Trois nouveaux « préos »



La Poste doit mettre en vente, avant la fin du mois de novembre, trois nouveaux timbres-poste préoblitérés à 1,93 F (Harpe, vert clair), 2,39 F (Piano, rose) et 2,74 F (Violon, mauve). Ces trois instruments de musique sont déjà parus en 1989 mais dans d'autres couleurs et à d'autres valeurs.

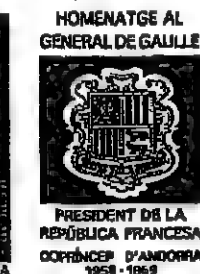
Ces timbres s'ajoutent aux quatre déjà en vente depuis le mois de septembre ainsi qu'aux deux émis en 1989, qui n'ont pas été retirés de la circulation (2,90 F Trompette, jaune, et 4,84 F Violon, brun clair).

Ces figurines, au format vertical 20 x 26 mm, dessinées par Charles

Bridoux, imprimées en offset, ne sont délivrées que par quantités multiples de cent, avec minimum de mille pour chaque catégorie. Elles sont vendues au détail aux collectionneurs par les Points-philatélie (au moins un par département) et par correspondance, par le Service philatélique, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris cedex 15.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Bourdelle Tél. : 40-65-29-27

### En filigrane



De Gaulle en Andorra. — La poste d'Andorra version française, a mis en vente générale un triptyque en hommage au général de Gaulle, composé de deux timbres à 2,30 F et 3,20 F séparés par une vignette sans valeur aux armes de la principauté. Il s'agit en fait d'une reprise du triptyque émis en 1972 dessiné et gravé par Pierre Béquet.

Manifestations. — Le rassemblement gaulliste de France organisée à la Salle des associations, 93, la Canebière, Marseille, les 16 et 17 novembre, une exposition « De Gaulle et les Marseillais », avec bureau de poste temporaire (souvenirs philatéliques 15 F : Rassemblement gaulliste de France, 1, rue Jules-Gontard, 13005 Marseille).

Ouverture d'un bureau de poste temporaire à l'Espace 110 Ilzach (Haut-Rhin) à l'occasion du 5<sup>e</sup> Festival de la BD et du dessin animé, les 17 et 18 novembre. Souvenir philatélique, 12 F plus port, auprès de D. Rochel, 2, rue de Munwiller, 68110 Ilzach.

Exposition philatélique et bureau de poste temporaire, les 17 et 18 novembre, à l'Agora de Mantes-la-Jolie, 254, boulevard du Maréchal-Juin. Souvenirs 15 F plus port auprès de

M. Vioz, 5, rue Famille-Salomon, 78200 Mantes-la-Jolie.

Marly-la-Ville (Essonne) accueille le 18 novembre une expo-bourse toutes collections sur le thème de la mer.

Timbres et collections en cadeau. — La Numismatique française, pour toute commande passée avant le 25 novembre dans son catalogue Collections (enveloppes « premier jour », matériel, médailles...), offre le livre Timbres et collections, préfacé par le prince Rainier de Monaco et édité par Hachette et le Monde des philatélistes (la Numismatique française, Gouvieux, tél. : (16) 44-58-12-12).

Ventes. — Vente aux enchères de timbres-poste le samedi 24 novembre, à l'hôtel des ventes de la Terrasse, 7, rue Lamartine, Saint-Etienne, par le ministère de M. Ballot. Vente aux enchères, le samedi 8 décembre, à l'hôtel des ventes de Melun (Seine-et-Marne), 19, rue de Dammarie, par le ministère de M. Péron. Renseignements pour ces deux ventes auprès de l'expert X. Pigeron, Paris, tél. : (1) 45-48-86-16.

### L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66  
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris

avec

# barbara en tournée

**novembre**

- 16 à Clermont-Ferrand
- 17 à Orléans
- 19 à Tours
- 21 à Brest
- 22 et 23 à Saint-Brieuc
- 24 à Nantes
- 26 à Villejuif

**décembre**

- 1<sup>er</sup> à Evry
- 2 à Parillons-sous-Bois
- 4 et 5 à Roubaix
- 6 à Charleroi
- 7 à Liège
- 10 à Strasbourg

- 13 à Rouen
- 15 et 16 à Caen
- 18 à Douai
- 19 et 20 à Amiens

locations :  
points de vente  
habituels

**Gauguin**

double album, compact-disc, cassette



## AGENDA

VENDREDI 16 NOVEMBRE

## CINÉMAS

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

En collaboration avec le festival de Montpellier : Vistas de la escuela inoidea a Barcelona (1901), de Fructoso Gelabert, Procecion de las Milas de Maria de la Iglesia (1902), de Fructoso Gelabert, Rina en un café (1897), de Fructoso Gelabert, Viaje a Júpiter (1909), de Segundo de Chomón, Cinescopio (1909), de J. C. Cota, Cine matografía 1900 (1979), v.o., de Juan Gabriel Tharr, 16 h : En collaboration avec le festival de Montpellier : le Croyen nu (1955, v.o. s.t.), de Basil Sabana, 19 h : Homme et Femme, de M. la Maudr (1931, v.o. s.t.), de Fritz Lang, 21 h.

## PALAIS DE TOKYO

L'Ontario et son cinéma en hommage à O. Cronenberg : Speaking Parts (1989), d'Atom Egoyan, 18 h : Rage (1978), de David Cronenberg, 20 h.

## CENTRE GEORGES-POMPIDOU

## SALLE GARANCE

La Cinéma des pays nordiques : l'ul du serpent (1977, v.o. s.t.), d'Ingmar Bergman, 17 h 30 : l'Heure du loup (1968, v.o. traduction simultanée), d'Ingmar Bergman, 17 h 30 : Ordet (1955, v.o. s.t.), de Carl Theodor Dreyer, 20 h 30 : Studio 5 : Champs-Élysées : Cochon qui s'en dédit, de Jean-Louis Trintignant, 1967, v.o. s.t.), de Jean-Louis Trintignant, 14 h 30 : Carroussel (1984, v.o. s.t.), de Louis Figeac, 17 h 30 : Heimat (1984), d'Edgar Reitz, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

## 2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

Paris, le cinéma des photographes : De l'image fixe à l'image animée : l'Expression des passions : Duchenne de Boulogne (1955) de Joël Farges, Étienne-Jules Marey (1900) de Joël Farges, Albert Londres (1942-1917) (1978) de Joël Farges, Naisance du cinéma (1948) de R. Leenhardt, 14 h 30 : Portrait de groupes : Trois jours, Trois Photographes (1978) de Fernand Mossé, v.o., Bleu comme une orange (1968) de André S. Labarthe, 16 h 30 : Alain Fleischer : Photographie et Cinéma (1984) d'Alain Fleischer, Zoo Zéro (1978) de A. Fleischer, 18 h 30 : Raymond Depardon : l'illustration (1980) de René-Jean Bourdon, 20 h 30 : Raymond Depardon (1977) de Raymond Depardon, 20 h 30.

## PARIS EN VISITES

## SAMEDI 17 NOVEMBRE

Le parc des Buttes-Chaumont, le parc de la Villette : deux parcs, deux théories urbaines, 10 heures, mairie, place Armand-Carrel (Maison de la Villette).

Exposition : « Simon Vouet », 10 h 20, métro Champs-Élysées-Clemenceau (M-G, Leblanc).

Exposition : « Simon Vouet », 13 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (P-Y, Jassé).

Exposition : « l'hymne au parfum », 14 heures, 17 rue de Rivoli (M, Nager).

« l'hôtel de Sully », 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Paris vu par les peintres, de Corot à Signac », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Du quartier des Tournelles à la place des Vosges », 14 h 30, métro Sébastien-Froissart (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et ruelles médiévales autour de Saint-Séverin », 15 heures, sortie métro Maubert-Mutualité (Résurrection du passé).

« La cathédrale orthodoxe russe », 15 h 30, 12, rue Daru (Tourisme culturel).

« l'hymne au parfum », 14 heures, 17 rue de Rivoli (M, Nager).

« l'hôtel de Sully », 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Paris vu par les peintres, de Corot à Signac », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Du quartier des Tournelles à la place des Vosges », 14 h 30, métro Sébastien-Froissart (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et ruelles médiévales autour de Saint-Séverin », 15 heures, sortie métro Maubert-Mutualité (Résurrection du passé).

« La cathédrale orthodoxe russe », 15 h 30, 12, rue Daru (Tourisme culturel).

« l'hymne au parfum », 14 heures, 17 rue de Rivoli (M, Nager).

« l'hôtel de Sully », 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Paris vu par les peintres, de Corot à Signac », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Du quartier des Tournelles à la place des Vosges », 14 h 30, métro Sébastien-Froissart (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et ruelles médiévales autour de Saint-Séverin », 15 heures, sortie métro Maubert-Mutualité (Résurrection du passé).

« La cathédrale orthodoxe russe », 15 h 30, 12, rue Daru (Tourisme culturel).

« l'hymne au parfum », 14 heures, 17 rue de Rivoli (M, Nager).

## LES EXCLUSIVITÉS

## A LA POURSUITE D'OCTOBRE

ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Studio 28, 18 (45-06-36-07) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-84-84) ; Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LES AFFRANCHIS (A., v.o.) : Action Révé Gacha, 5 (43-28-44-40) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-84-84) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-84-84).

L'AIGILLON DE LA MORT (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Cinéoches, 9 (46-33-10-82).

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-10-82).

ATTACHE (A., v.o.) : Esp., v.o.) : Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-61-68).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

DICK TRACY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-84-84) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-84-84).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinéoches, 9 (46-33-10-82).

DOCTEUR PETIT (Fr.) : Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

## LES FILMS NOUVEAUX

## AIR AMERICA

Film américain de Roger Spottiswoode, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Hautes-Seine, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-74-84-84) ; Éclair, 12 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-2







S A N

## Dimanche 18 novembre

# Cope

**TF1**

11.20 Magazine : Auto-moto.  
11.50 Jeu : Tournez-moi.  
12.00 Le Juste prix.  
12.55 Météo et Journal.  
13.20 Série : Hooker.  
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
15.10 Divertissement : Vidéo-gag.  
15.40 Série : Côte Ouest.  
16.40 Tercet à Auburn.  
18.45 Dessins animés : Disney pare.  
18.05 Magazine : Téléfoot.  
19.00 Magazine : 7/7.  
Présenté par Anne Sincier.  
Invité : Lionel Joseph, ministre de l'éducation nationale.  
19.50 Loto sportif.  
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.  
20.40 Cinéma : La gitane. ■ Film français de Philippe de Broca (1982) avec Claude Brasseur, Valérie Kaprisky, Célestine Cécilié.  
22.25 Magazine : Ciné dimanche.  
23.30 Cinéma : La sanction. ■ Film américain de Clint Eastwood (1976)  
0.35 Journal et Météo.

## 42

**FR2**

11.00 Messe. Célébré  
à la Cour de Bréscia.

12.05 Dimanche Martin.

13.00 Journal et Météo.

13.20 *Dimanche Martin (suite).*

14.55 Série : Mac Gyver.

15.45 *Dimanche Martin (suite).*

16.35 Série :  
Le serment d'Hozer.

17.35 Documentaire :  
Les îles de la mer-marin  
de l'équipe Cousteau.  
Les baïnes du désert.

18.25 Magazine : Stade 2.

19.30 Série : Maguy.

20.00 Journal et Météo.

20.40 Série : Les cinq dernières  
minutes.  
Céline de sang.

22.10 Documentaire :  
Les chants de l'invisible.  
De Bernard Machno. 3. Thomas  
Green-Morton.  
Miklous au Brésil.

23.10 Magazine :  
Elisabeth Schwarzkopf.  
Master Classes.

0.10 Journal et Météo.

**FR3**

10.30 Magazine : Mesarcines.  
Félicité d'innocences.

12.05 Télévision régionale.

12.45 Journal.

12.58 Sport : Voile.  
La Route du rhum  
(et à 22.55).

13.05 Magazine :  
D'un solai à l'autre.  
Claude Caudan. Gildemann.

13.30 Magazine : Musicales.  
D'Alain Dusut.  
Le voir humain.

14.30 Expression directe.  
FRSEA : RFA.

14.50 Magazine :  
Sports 3 dimanches.  
Hockey sur glace : Coupe  
d'Europe. Dusseldorf-Rouen ;  
Astréme : Cross de Bol-  
bec ; Netation : Meeting de  
Sables.

17.30 Magazine : Montagne.  
Compagnons du vide, de  
Claude Andrieux et Gilles  
Coppes. 1. La passion.  
Armée 3.

18.00 Le 19-20 de  
l'information.  
De 19.12 à 19.30, le journal  
de la région.

20.10 Série : Benny Hill.

20.40 Journal : Questions  
pour un champion.  
Animé par Julien Lepers.  
La 500.

22.15 Magazine : Le divin.  
D'Henri Chapuis.  
Le film François Reichenbach.

22.35 Journal et Météo.

23.05 ► Cinéma : Main basse  
sur la ville. \*\*\*  
Film italien de Francesco Rosi  
(1953) (v.o.).

0.40 Magazine :

et belles.

Présenté par Myriam Ross.	
<b>CANAL PLUS</b>	
11.05	Cinéma : Cobra. □ Film américain de George Pen. Cornuette (1986).
En clair jusqu'à 14.00	
12.30	Flash d'Informations.
12.35	Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Dancoet. Invité : Greg LaMond.
13.30	Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.
14.05	Téléfilm : L'effroyable homme. De Jack Gold.
15.40	Magazine : 24 heures (rediff.).
16.30	Magazine : Un œil sur elles.
16.40	Série : Zorro.
17.05	Les Nus... l'émission (rediff.).
18.00	■ Cinéma : Yazba. ■ ■ Film burlesque d'Idrissia Ou- guedra (1989).
En clair jusqu'à 20.40	
19.25	Flash d'Informations.
19.30	Dessins animés : Ca cartoon. Présenté par Philippe Dane.
20.30	Dis Jérôme «...?». □ Présenté par Jérôme Bonaldi.
20.35	Magazine : L'équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
20.40	Cinéma : Comédie d'amour. ■ Film français de Jean-Pierre Rawson (1989).
22.00	Flash d'Informations.
22.10	Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Slad. Football : Flash sport : L'Éven- nement : Football américain.
0.45	Cinéma : Longue vie à la signora. ■ ■ ■ Film italien d'Ermanno Olmi (1987) (V.O.)
<b>LA 5</b>	
11.05	Série : Shérif, fais-moi peur.
12.05	Série : Wonder woman.
13.00	Journal.
13.35	Série : Deux filles à Miami.
14.35	Série : Simon et Simon.
15.35	Série : Bergerac.
16.35	Série : Lou Grant.
17.45	Série : La loi de Los Angeles.
18.45	Journal Images.
18.50	Série : L'enfer du devoir.
19.45	Journal.
20.30	Droïdes d'histoires.
20.40	Cinéma : Le secret de la pyramide. ■ ■ ■ Film américain de Barry Levinson (1986).
22.40	Sport : Tennis. Finale des Masters 1990.
0.00	Le Journal de minuit.
0.10	Sport : Tennis (suite).
<b>M 6</b>	
10.20	Téléfilm : Marie et sa bande. D'Eric Tili (rediff.).
11.55	Infosocommunication.
12.00	Informations : M 6 express.
12.05	Magazine : Sport 6 première.
12.15	Série : Mon ami Ben.
12.40	Série : L'ami des bêtes.
13.30	Série : Mariés, deux enfants (rediff.).
14.00	Série : Roseanne.
14.30	Série : Dynaste.
16.00	Magazine : Adventure.
16.15	Série : Médecine de nuit.
17.10	Série : L'homme de fer.
18.10	Six minutes d'informa- tions.
18.05	Série : Clair de lune.
18.55	Magazine : Culture pub. Quand les idées américaines font sens.
19.54	La dernière manœuvre.
20.00	Série : Mariés, deux enfants.
20.30	Magazine : Sport 6.
20.35	Téléfilm : Haute protection.
22.15	Six minutes d'informa- tions.
22.20	Capital.
22.30	Cinéma : Emmanuelle 2. □ Film français de Francis Gi- coberti (1978). Avec Sylvie Kristel, Umberto Orlandi, Catherine River.
0.06	Six minutes d'informa- tions.
0.10	Médecins de nuit (rediff.).
1.05	Musique : Boulevard des clips.
<b>LA SEPT</b>	
12.30	Cours d'Italien (B).
13.00	Série : Objectif amateur.
13.30	Histoire parallèle.
14.30	Documentaire : Un observateur en Finlande.
15.00	Contacts (Léonard Freed).
15.15	Mosaïque mathématique.
15.30	Les documents interdits.
15.40	Cinéma d'animation : Images.
16.00	Documentaire : L'Europe et la Toison d'or (I).
17.00	Le cirque Parnie.
18.00	Danse : Soirée Merce Cunningham.
19.15	Concert : Dietrich Fischer-Diskau.
19.53	Une minute pour une image.
20.00	Histoire de la bande dessinée (11).
20.30	Cinéma : Deux sous d'espoir. ■ ■ Film italien de Renato Castell- ani (1951).
22.05	Court métrage.
22.35	Documentaire : Avec André Glide. De Marc Allégret.
0.06	Court métrage.
<b>FRANCE-CULTURE</b>	
20.30	Atelier de création radio- phonique. Des Werck de Bruno Bouché : La station. de Herbert Distal.
22.35	Musique : Le concert. La répétition, comédie musi- cale en langue corse, de Michaël Riffault.
0.05	Clair de nuit.
<b>FRANCE-MUSIQUE</b>	
20.05	Concert (donné le 8 juillet lors des Journées Égée de Berlin) : Festival international Jean BWW 245, de Bach, par l'Orchestre philharmonique de chambre allemand, le Chœur de Riss Berlin, dir. Marcus Creed ; sol : Nancy Argente, soprano, Michael Chenue, haute-contre, Hans- Peter Blochwitz, John Mark Ainsley, ténors, Johannes Mannor, Peter Lika, basses.
23.03	Poésies d'étoiles. Wagner : Souvenirs d'Henri Busser.

Audience importante, France entière ? point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	67,6	Sans Barbery 22,4	Une fois... 6,0	Act. niglon. 22,0	Nuits pari 2,1	Tennis 1,7	Magnun 2,9
19 h 46	60,4	Roue fortune 29,0	Une fois... 5,4	19-20 Infos 14,2	Nuits pari 3,9	Bandes son. 2,6	Magnun 5,0
20 h 18	70,8	Journal 27,2	Journal 17,9	La classe 12,5	Nuits pari 4,3	Journal 6,2	Marité 2 env. 3,6
20 h 55	63,5	Papaport 18,0	Envoyé spéc. 18,5	Ete hot pas... 21,8	Iron... 2,1	Secretes... 6,3	Nom de... 4,3
22 h 08	60,3	Papaport 9,5	Speakeasy 12,5	Ete hot pas... 10,5	Iron... 2,2	Secretes... 9,4	Nom de... 6,2
22 h 44	30,5	Ete-Info 4,9	L'annou... 15,8	Un quart... 3,8	Iron... 1,2	Reporters 2,7	La police... 1,8

**Du lundi au vendredi,  
à 9 heures,  
sur FRANCE-INTER**  
**« ZAPPING »**  
une émission de GILBERT DENOYAN  
avec ANNECK COLEAU  
et la collaboration de « Monde ».

la ten

1. General  
 2. Specific  
 3. Particular  
 4. Detail  
 5. Example  
 6. Illustration  
 7. Comparison  
 8. Contrast  
 9. Analogy  
 10. Metaphor  
 11. Simile  
 12. Personification  
 13. Hyperbole  
 14. Oxymoron  
 15. Irony  
 16. Sarcasm  
 17. Allegory  
 18. Symbolism  
 19. Imagery  
 20. Onomatopoeia  
 21. Personification  
 22. Hyperbole  
 23. Oxymoron  
 24. Irony  
 25. Sarcasm  
 26. Allegory  
 27. Symbolism  
 28. Imagery  
 29. Onomatopoeia  
 30. Personification  
 31. Hyperbole  
 32. Oxymoron  
 33. Irony  
 34. Sarcasm  
 35. Allegory  
 36. Symbolism  
 37. Imagery  
 38. Onomatopoeia  
 39. Personification  
 40. Hyperbole  
 41. Oxymoron  
 42. Irony  
 43. Sarcasm  
 44. Allegory  
 45. Symbolism  
 46. Imagery  
 47. Onomatopoeia  
 48. Personification  
 49. Hyperbole  
 50. Oxymoron  
 51. Irony  
 52. Sarcasm  
 53. Allegory  
 54. Symbolism  
 55. Imagery  
 56. Onomatopoeia  
 57. Personification  
 58. Hyperbole  
 59. Oxymoron  
 60. Irony  
 61. Sarcasm  
 62. Allegory  
 63. Symbolism  
 64. Imagery  
 65. Onomatopoeia  
 66. Personification  
 67. Hyperbole  
 68. Oxymoron  
 69. Irony  
 70. Sarcasm  
 71. Allegory  
 72. Symbolism  
 73. Imagery  
 74. Onomatopoeia  
 75. Personification  
 76. Hyperbole  
 77. Oxymoron  
 78. Irony  
 79. Sarcasm  
 80. Allegory  
 81. Symbolism  
 82. Imagery  
 83. Onomatopoeia  
 84. Personification  
 85. Hyperbole  
 86. Oxymoron  
 87. Irony  
 88. Sarcasm  
 89. Allegory  
 90. Symbolism  
 91. Imagery  
 92. Onomatopoeia  
 93. Personification  
 94. Hyperbole  
 95. Oxymoron  
 96. Irony  
 97. Sarcasm  
 98. Allegory  
 99. Symbolism  
 100. Imagery  
 101. Onomatopoeia  
 102. Personification  
 103. Hyperbole  
 104. Oxymoron  
 105. Irony  
 106. Sarcasm  
 107. Allegory  
 108. Symbolism  
 109. Imagery  
 110. Onomatopoeia  
 111. Personification  
 112. Hyperbole  
 113. Oxymoron  
 114. Irony  
 115. Sarcasm  
 116. Allegory  
 117. Symbolism  
 118. Imagery  
 119. Onomatopoeia  
 120. Personification  
 121. Hyperbole  
 122. Oxymoron  
 123. Irony  
 124. Sarcasm  
 125. Allegory  
 126. Symbolism  
 127. Imagery  
 128. Onomatopoeia  
 129. Personification  
 130. Hyperbole  
 131. Oxymoron  
 132. Irony  
 133. Sarcasm  
 134. Allegory  
 135. Symbolism  
 136. Imagery  
 137. Onomatopoeia  
 138. Personification  
 139. Hyperbole  
 140. Oxymoron  
 141. Irony  
 142. Sarcasm  
 143. Allegory  
 144. Symbolism  
 145. Imagery  
 146. Onomatopoeia  
 147. Personification  
 148. Hyperbole  
 149. Oxymoron  
 150. Irony  
 151. Sarcasm  
 152. Allegory  
 153. Symbolism  
 154. Imagery  
 155. Onomatopoeia  
 156. Personification  
 157. Hyperbole  
 158. Oxymoron  
 159. Irony  
 160. Sarcasm  
 161. Allegory  
 162. Symbolism  
 163. Imagery  
 164. Onomatopoeia  
 165. Personification  
 166. Hyperbole  
 167. Oxymoron  
 168. Irony  
 169. Sarcasm  
 170. Allegory  
 171. Symbolism  
 172. Imagery  
 173. Onomatopoeia  
 174. Personification  
 175. Hyperbole  
 176. Oxymoron  
 177. Irony  
 178. Sarcasm  
 179. Allegory  
 180. Symbolism  
 181. Imagery  
 182. Onomatopoeia  
 183. Personification  
 184. Hyperbole  
 185. Oxymoron  
 186. Irony  
 187. Sarcasm  
 188. Allegory  
 189. Symbolism  
 190. Imagery  
 191. Onomatopoeia  
 192. Personification  
 193. Hyperbole  
 194. Oxymoron  
 195. Irony  
 196. Sarcasm  
 197. Allegory  
 198. Symbolism  
 199. Imagery  
 200. Onomatopoeia  
 201. Personification  
 202. Hyperbole  
 203. Oxymoron  
 204. Irony  
 205. Sarcasm  
 206. Allegory  
 207. Symbolism  
 208. Imagery  
 209. Onomatopoeia  
 210. Personification  
 211. Hyperbole  
 212. Oxymoron  
 213. Irony  
 214. Sarcasm  
 215. Allegory  
 216. Symbolism  
 217. Imagery  
 218. Onomatopoeia  
 219. Personification  
 220. Hyperbole  
 221. Oxymoron  
 222. Irony  
 223. Sarcasm  
 224. Allegory  
 225. Symbolism  
 226. Imagery  
 227. Onomatopoeia  
 228. Personification  
 229. Hyperbole  
 230. Oxymoron  
 231. Irony  
 232. Sarcasm  
 233. Allegory  
 234. Symbolism  
 235. Imagery  
 236. Onomatopoeia  
 237. Personification  
 238. Hyperbole  
 239. O

1. The first of these is the  
 2. the second is the  
 3. the third is the  
 4. the fourth is the  
 5. the fifth is the  
 6. the sixth is the  
 7. the seventh is the  
 8. the eighth is the  
 9. the ninth is the  
 10. the tenth is the



## S A N S V I S A

## Copenhague

Il s'agit avant tout, dans cette ville qui n'est plus un port, dans cette cité qui se sent de moins en moins scandinave et si peu européenne, il s'agit avant tout de préserver et de donner tout son sens, toute sa plénitude, au train-train quotidien. Ce qu'on nomme ici « den daglige Trummerum ». C'est un travail de chaque instant, une préoccupation majeure pour toute une population qui, heureusement, peut s'aligner sur l'attitude exemplaire du plus haut personnage de l'Etat, la reine.



Brièvement, les Danois jouent avec l'été. Plus brièvement encore, ils célèbrent la nuit de la Saint-Jean lors de leur carnaval. La reine, elle, vit à leur rythme.



UNE ville modeste, enfin ! Et qui serait sans doute fière de l'être si, dans ses terres huguenotes noyées d'eau, la fierté n'était un péché. Une ville apaisante, mieux que cela, nommée, parce qu'elle ne trompe pas le visiteur sur ses charmes. Sans fard ni perruque. Sans snobisme. Ce n'est donc ni Londres, ni Milan, ni Barcelone. Ni Paris, à plus forte raison.

Copenhague ne prétend pas à l'universel, simplement à son confort, à cet enracinement pragmatique dans le bien-être qui préserve des vanités. Quant à ses charmes qui ne sont pas si fades, il faudrait que le pays qui l'a faite capitale cesse d'être un puzzle d'îles pour qu'on les vante à l'étranger. Le Danemark, comme l'on sait, est marié à la mer. À l'autre de les découvrir, ou de passer son chemin, s'il lui faut vraiment, pour s'émouvoir, pour croire en l'esprit d'une cité, l'Arche de la Défense, la Scala ou le génie de Gaudi.

Faire de la retape pour soi-même serait ici plus qu'une faute de goût. Une entorse à la morale et à la trop formelle social-démocratie. Les plus beaux des monuments, comme les plus jolies blondes, sont priés de ne tenir que la place que l'an-déjà et une culture séculaire de la retenue leur ont désignée. Discrète, effacée. Petite, comme Dieu l'a recommandé, à en croire les prédicateurs du Nord, et qui en danois se dit « lille ». Comme « Den lille Havfrue », la Petite Sirène du conte d'Andersen, sculptée par Eriksen en 1913, et

## la tentation d'exister



Margrethe, Christian X, habita le premier le plus proche de l'église de Marbre - qui n'est pas de marbre -, jusqu'à sa mort, en 1947, à la suite d'une chute de cheval. Car ce roi, chaque matin, aimait à se promener seul en ville, et à discuter devant une bière. La reine, Frederic IX, habita le second. Sa Gracieuse Majesté règne depuis le terre balcon du troisième. Le quatrième, peut-être dévolu plus tard à Frédéric, le Prince héritier, est recouvert d'échafaudages.

D'un jardin, sur le quel, les Copenhaguois ont tout loisir, les soirs d'été, de venir se réjouir de l'intimité de leur reine, par les fenêtres éclairées. Un réconfort, paraît-il. Presque une vie de foyer moyen qu'on aime à comparer avec les fastes, si peu danois ceux-là, de l'ambassade de France, sur la place Kongens Nytorv. Il suffit de monter au second étage du restaurant La Glace et de demander à la serveuse l'horaire, connu de tout Copenhague, d'un dîner offert par notre représentant. Mais ce ne sont peut-être que des fables. Copenhague aime les Français, pour en avoir accepté un au bras de sa reine.

Philippe Boggio  
Lire la suite page 24

qui, sur son gros galef émergé, détourne doucement le visage de la rive.

La jeune fille mérite bien sa réputation internationale, et les Copenhaguois affirment ne pas souffrir de devoir à peu près à elle seule, à Andersen et à Karen Blixen, d'être répertoriés sur une carte de géographie. Cette sirène-là se dérobe aux regards. Elle offre ingénument ses seins, ses jambes, sagement serrées, mais refuse ses yeux. Inimitables, de la terre comme des vedettes pour touristes qui font des vagues sur le Sund. Et encore, cela a dû paraître trop d'impudeur : des inconnus, en 1964, lui ont coupé la tête. Le plâtre avait été conservé. La Petite Sirène a retrouvé un visage, et son esquive.

Toute la ville est ainsi. A contre-courant de l'époque. Hermétique à l'exhibitionnisme. Ainsi, le visiteur la croit-il toujours vouée à l'aventure navale, et aux songes orgueilleux des marins. Tout à l'heure, au bout de la rue, le King of Scandinavia, ferry-ventru, est lentement venu se ranger contre son quai. Il assure la liaison avec Oslo, mais à peu près comme Paris dessert Brétigny-sur-Orne. Vous rêvez d'escalade, mais vous êtes bien le seul. Copenhague n'est plus un port. Ce bras de mer qui longe le vieux centre, l'Indersø, n'est guère plus qu'un immense lac pour loisirs nautiques. L'échappée, par le nord, une mauvaise passe, ensablée. Il y a longtemps que les Danois éprouvent des frissons aux récits de leurs pères, contraints de braver le froid et les creux pour gagner l'Europe ou la Norvège par ce fouteu dédale de terres et d'eau.

Aujourd'hui, la Suède n'est qu'un voisin de palier. A une

encablure. Le port, un embarras de ferries pour marchandises. Les hommes prennent l'avion. On vous avait parlé de ces quais d'Orient, juste en face, dans Christianshavn. Asiatiske Plads et Wilders Plads. Avec probité, encore, les Copenhaguois déçoivent votre romantisme. La ville commerce toujours avec l'Asie, mais banalement, à la manière d'une métropole du continent. Non, ces docks sont simplement des musées du dix-septième siècle à l'air libre, promis à la rénovation architecturale et à l'épanouissement du design. Vous pouvez vous y promener, même y projeter votre amour de Cendrars. La ville décline sa responsabilité.

Vous êtes prévus. Nyhavn, le vieux canal qui va toucher la place de Kongens Nytorv, entre le Théâtre Royal et l'Hôtel d'Angleterre, n'est qu'un décor jugé peu flatteur par ses habitants mêmes. Les bateaux de pêche sont amarrés pour le plaisir des touristes, les bars à matelots font des efforts louables pour paraître louches. Mais l'on sait, ici, que cette pacotille de mâts et d'enseignes lumineuses fait ressembler, sur 200 mètres, Copenhague à Amsterdam ou à Bruges. Et la confusion est aussi un péché. Vous n'avez pas pu vous empêcher d'aller voir Nyhavn, bien sûr, on espère seulement que vous vous êtes évité le ridicule de la visite des boutiques de tatoueurs.

Si l'étranger insiste, on lui montrera des bateaux. Des maquettes enfermées dans leurs vitrines, et qui décorent les restaurants ou les églises. Ou le Dannebrog, le yacht royal, du même nom que le drapeau national. S'il est là. Car la famille royale est, dans Copenha-

gne comme sur les docks, des plus discrètes. Et encore, il y faut de bons yeux, pour voir cette golette-là. Le souverain navire s'amarré en face, contre Dokken. Les débarcadères particuliers sont semblables à tous les autres. Seule distinction, par-delà l'Indersø, un drapeau, qu'on abaisse à la nuit, avec le salut d'un coup de canon. Quand la reine, Sa Majesté Margrethe II, avec ou sans son époux, Henrik, Prince du Danemark, né Henri de Montpezat, près d'Albas (Lot), traverse le bras de mer en canot pour rejoindre le yacht, la garde tire vingt-sept coups de canons. La cour elle-même juge ce tonnerre légèrement inconvenant.

Copenhague n'est plus un port, mais comme toutes les cités danoises, elle a le culte de l'écologie et de l'effort physique. Alors, les docks, interminables, sont voués à la marche à pied. Les sites historiques, tel le Kastellet, un ancien fort dressé pour résister aux invasions des flottes suédoises ou anglaises, s'effacent sans résistance devant les impératifs de la santé. On a planté des bancs près des canons.

Christian IV, le roi-bâtisseur du dix-septième siècle qui donna son architecture à la ville, avait voulu récompenser son armée en la logeant sur la rive aristocratique. Les militaires habitent toujours les maisons du Kastellet. Simplement, les gardes saluent les enfants des écoles en balade dans leurs murs. C'est la seule exception au sens poussé du perfectionnisme égalitaire qui règne ici : les autres immeubles du port, les entrepôts de brique peinte, quel que soit leur siècle ou leur prestigieux passé,

sont devenus ateliers d'artistes ou lofts douillet avec vue sur la mer.

La reine aussi habite les quais, à peine mieux logée que ses sujets. Amalienborg est sans doute le plus modeste des palais. Une place ronde, pavée, avec en son centre la statue équestre de Frederic V. Quatre bâtiments identiques, vaguement baroques, striés d'une poignée de colonnes et recouverts d'un crépi gris. Le grand-père de

Dans votre agence de voyages, refaites avec nous l'addition magique.

Avion aller-retour Paris Faro  
+ 1 semaine en hôtel \*\*\*\*  
+ l'Algarve où le sport est roi  
+ la mer et le sable fin  
+ l'accueil du Portugal.

= 2 165 F par personne\*

100 AIR PORTUGAL

Tél. : 42 86 14 09 ou votre agence de voyages.

(\*valable pour les départs des 1/2/3/5/6, 8/11 et 22/29 et 2 285 F pour d'autres départs.)

## AU SOMMAIRE



Goûts d'ailleurs. Comment rencontrer l'autre quand on s'engage à partager son repas... p. 28

Baie de Somme. En automne, il reste les oiseaux, et un paysage de qualité... p. 23

Sèvres, une manufacture qui fait dans la porcelaine. Depuis 250 ans... p. 25

Livres (p. 22) Jeux (p. 26) Télé (p. 27) Gastronomie (p. 27)



Le Panthéon est un endroit plutôt calme. Exception faite pour ce sonambule à la rose qui, il y a quelques années, dérogea à la règle de la visite sans retour, quand on vient ici c'est pour longtemps, et n'y vient pas qui veut. Mon collègue des Invalides, je le comprends, se plaint de ce qu'il ne se passe pas grand-chose dans les environs proches de son Porphyre. Comme si l'affaire était entendue. A jamais. Moi, au moins, je peux toujours espérer l'abaissement favorable de procès en canonisation. L'arrivée de mes trois derniers pensionnaires, Monge, l'abbé Grégoire et Condorcet, m'a tout à fait ragailardi, même si l'événement était loin d'avoir en ampleur toute la puissance du décorum gaullien qui avait présidé à l'entrée de Jean Moulin, porté à bout de phrases par un Malraux d'exception. C'était en 1965, j'en frissonne encore. La République savait ordonner ses messes en ce temps-là...

Je passe l'été à la crypte - Zola, Jaurès, Félix Eboué, Louis Braille, Voltaire, avec en face Rousseau, - l'hiver près des bouches de chaleur du dôme, en compagnie de Puvion de Chavannes et de sainte Geneviève. J'aime l'ordre et l'histoire, j'ai le sens des valeurs et le goût de l'éternité. Ici, je suis servi. On me dira que j'aurais vraiment tort de ne pas m'abandonner à la réflexion dans cet endroit où il n'y a rien à dérober, puisque c'est le temps qui s'est chargé de faire place nette, ne laissant de vie que le chuchotis respectueux des amateurs de nécropoles. Il faut tout de même rester sur ses gardes; surtout, ne pas se laisser aller. De la souplesse dans la somnolence, de la rigueur dans l'assoupissement. Parfois, un peu de marche pour prévenir mes hommes des étonnances que je suis toujours là. A l'écoute. Rester présent, c'est la mission.

Tout devant avoir une fin, un jour je quitterai la place, la poitrine alourdie d'une médaille du travail, une peinture de la rue Soufflot par temps de neige à Paris sous le bras. Un vin d'honneur servira d'élégant funéraire à mes états de service et je prendrai, l'esprit léger, le chemin de ma bicoque dans les Deux-Sèvres. Exact: personne n'est irremplaçable; enfin, eux peut-être.

J'en ai, si j'ose dire, vu passer de toutes les couleurs, de ces admirateurs sans fin qui venaient la regarder sous le nez, ma belle prisonnière. Du genre humain vraiment panoramique - hier encore un Peau-Rouge en grand uniforme délesté de son seul tomahawk par les services de sécurité - la Terre entière à ses pieds, l'œil grand ouvert pour la visite. C'est fou ce qu'elle séduisait encore.

A dire vrai, je n'avais pas vocation pour devenir le surveillant général de la Joconde. J'ai longtemps travaillé chez les Rubens de la galerie Médicis. J'ai une attirance pour les grands formats, les scènes de composition, les velours d'apparat. Elle m'avait toujours semblé pauvre, cette dame, isolée au milieu de sa campagne incertaine, terriblement seule. J'ai pris ma décision sur un coup de tête et après une sévère engueulade avec le commissaire d'étage

## Le penseur assoupi



chargé de la peinture flamande, qui insinuaient que je regardais plus les toiles que je ne les surveillais.

Aujourd'hui, je fais les deux et, en plus, j'ai une prime. Au début, j'étais intimidé. A la voir d'un peu près, je revenais sur mon jugement. Tant de maintien

dans le geste, tant de constance dans la pose. Depuis si longtemps. Jamais une minute d'inattention, toujours sur la brèche côté maquillage - son Kimmel ne coule jamais, c'est étonnant. D'où je suis, je ne sais pas si elle me regarde vraiment. Elle me fait ça en douce. Le sourire, lui, est plus franc; enfin,

celui qu'elle m'envoie, entre deux cordées de visiteurs, entre deux pelotons de féroces.

Toujours ce flot compact arrivé en direct des continents les plus reculés, ce bouillonnement entraîné à venir la servir du regard, la manger des yeux. Et elle qui ne montre pas, la ravissante, qui attend le mardi, sagement, pour se refaire une santé. Une sainte, une super-Bernadette. Elle ne fait pas de miracles, mais c'est tout comme. J'ajoute qu'elle a vraiment du mérite à rester aussi sereine, avec toutes les vilenies que les soi-disant artistes lui ont fait supporter. Des effigies d'elle, avec des moustaches, des lunettes d'aviateur, des chapeaux pointus, même un, un jour, qui l'avait affublé de ma casquette. Muette sous la provocation. Intouchable.

Bien sûr, il y a des moments où tout n'est pas rose entre nous. On s'agace, forcément; pas tant, elle que moi, de reste. J'aimerais qu'elle bouge un peu, qu'elle fasse moins le sphinx, qu'elle sorte de temps en temps de l'impassibilité pour me dire ce qu'elle pense de nous, de moi. J'ai le droit de savoir, tout de même! C'est ma carrière qui est en jeu, elle pourrait m'en parler, me donner son avis. Rien...

Je m'emballe, j'ai tort. J'ai tort, parce que dans mon train de banquette, le soir, quand je rentre à Noisy-le-Grand et que je vois tous ces accablés démunis de la moindre histoire à raconter, je pense que ma journée à

moi, une fois de plus, n'a pas été ordinaire, une fois de plus passée avec Mona Lisa Gherardini del Giocondo.

Je me déplace beaucoup, mais je bouge peu. Je suis le gardien des vertiges. Entre le deuxième et le troisième étage, la partie la plus rude de l'escalade, j'ai convoyé des sommes considérables de frayeurs et de trouille. Mon père voulait que je sois garagiste, la tour Eiffel en a décidé autrement.

Mon sang-froid est absolu, ma nonchalance feinte. On imagine mal tout ce qu'il faut d'attention pour maîtriser la bonne marche de l'engin élévateur de l'un des édifices les plus hardiment verticaux que le siècle ait offerts à notre curiosité. Techniquement, c'est simple: j'appuie sur «montée», et on monte. Là où ça devient délicat, c'est quand je dois rassurer mes annapurnistes sur les bonnes raisons qui les ont conduits à tenter l'aventure. Entre l'envie de la visite et la réalité ascensionnelle, il y a toujours un moment délicat à passer. Je suis là.

Une miaute trente-huit secondes, c'est court pour avoir peur, c'est suffisant pour mourir plusieurs fois de peur. Des grands de ce monde dans leurs petits souliers aux féroces parlés en passant par des modestes décidés à se sacrifier, j'ai tout vu et tout contrôlé. Une humanité qui ne pouvait plus tricher, coincée dans la boîte magique, en route pour une drôle de «petite mort». Je ne fais rien, je ne dis rien. Ça les calme. Moi, plus du tout. Un jour, je vais céder, je m'entends déjà: «Troisième étage, terminus, tout le monde s'envole!»

Jean-Pierre Quénin

## LIVRES

### Voyage immobile à La Mecque

Quand on a vu le «bazar» autour du Saint-Sépulchre à Jérusalem, on se dit que les musulmans ont bien raison de réserver La Mecque et Médine aux seuls pèlerins musulmans.

Cela dit, toute interdiction foute l'appétit, et les curieux ne manquent pas qui ont songé à se rendre aux lieux saints d'Arabie sous couvert d'un changement de religion. La Mecque vaut bien une *chahada* (1) (agrémentée, pour les hommes, d'une opération bénigne...).

Peu de nos curieux ont mis leur projet à exécution. Aussi cela donne-t-il un prix particulier au témoignage de Jules Gervais-Courtellemont, en son temps photographe célèbre, qui sauta le pas et rapporta d'Orient arabe un récit accompagné de clichés, les premiers, semble-t-il, faits à La Mecque.

Le temps de Gervais-Courtellemont, c'était le dix-neuvième siècle, ce qui réduit sans doute l'intérêt documentaire de son texte (les villes saintes musulmanes sont devenues des cités striées d'échangeurs et de néons), mais lui confère une savoureuse patine historique et également un aspect informatif précieux, car nombre de monuments anciens décrits et photographiés par l'auteur furent détruits par les Saoudites au nom de la rigueur wahhabite, après leur entrée au Hedjaz en 1924.

Notre converti était homme d'esprit et de culture. Avant même son départ, il nous brosse un petit tableau humain et religieux très personnel de l'Algérie, où il va vivre, y éditant une revue, et où il sera touché par la grâce islamique. Cela dit sans ironie, car l'ex-villagiste d'Avon (Seine-et-Marne) se prit au jeu et devait rester fidèlement musulman jusqu'à la fin de ses jours, en 1931. Dans une postface de 1990, un de ses parents l'atteste (la relation de Courtellemont avait déjà été publiée par Hachette en 1897 et était devenue une rareté bibliographique).

La conversion véritable du voyageur ne mit pas néanmoins

une tache sur les yeux du pèlerin, et il ne nous cache rien des hauts et des bas du saint périple, depuis les mendiants affamés d'un Hedjaz encore sous domination bachémite (la famille de l'actuel roi de Jordanie) jusqu'au choléra venu des Indes, mais sans oublier non plus les galantes chansons bédouines ni la *fatoua* (avis juridique) des théologiens de La Mecque avalisant la présence française en Algérie.

Le récit de Courtellemont ne se borne pas à l'Arabie. Chaque étape, terrestre ou maritime, en Egypte notamment, est l'occasion de descriptions: par exemple le départ en grande pompe du tapis sacré du Caire destiné chaque année à renouveler la couverture brodée d'or de la Kaaba, l'édicule renfermant la Pierre noire d'Abraham, au centre du Haram-el-Chérif, la principale mosquée mecquoise.

A son retour, le *hadj* (titre auquel a droit tout pèlerin revenant de La Mecque) fut traité de «farceur» par certains journaux français, mais décoré de la Légion d'honneur par le gouvernement, auquel notre homme conseilla d'envoyer des livres français en Arabie «pour faire pièce à l'influence anglaise».

Par la suite, Courtellemont alla jusqu'en Chine avec sa femme, tous deux habillés à la chinoise, et visitant les musulmans de l'empire du Milieu. Espérons qu'une autre fois les éditions Desclee de Brouwer republiquent *Voyage au Yunnan* (1904), même s'il n'est pas interdit de se rendre en Chine.

Pour suivre, dans le monde d'aujourd'hui, les pérégrinations de Courtellemont en terre arabo-islamique, on peut se reporter à *l'Atlas du monde arabe* (géopolitique et société) que Rafic Boustani

et Philippe Fargues viennent de publier avec une préface de Maxime Rodinson (Bordas, 145 p., 265 cartes et graphiques, 248 F.).

J.-P. P.-H.

► Jules Gervais-Courtellemont. *Mon voyage à La Mecque*, postface de Guy Courtellemont, coll. «Diwan», Desclee de Brouwer, 260 p., 30 illustrations en noir et blanc, 97 F. La même collection republie *l'Éthiopie sexuelle de l'islam*, de l'orientaliste Georges-Henri Sousquet (1900-1978). Le «voyage immobile» a lieu cette fois à travers le droit musulman de l'amour, où chaque étape est une surprise pour le lecteur occidental.

### Rio autrement

Découvert chaque année à un livre qui incite à la découverte d'autres lieux et d'autres peuples, le 10<sup>e</sup> Grand Prix des Voyages Jumbo, l'une des filiales «tourisme» d'Air France, a été attribué au numéro consacré à Rio-de-Janeiro dans la série «Monde» des éditions Autrement. Cette collection s'est fixée pour objectif d'explorer la culture profonde des villes, des régions et des pays soumis à sa curiosité.

La formule est simple: placer un lieu sur la sellette, l'ausculter sous toutes ses facettes, le soumettre à une véritable enquête croisée conduite par des observateurs chaleureux mais sans complaisance, issus des milieux les plus divers. Résultat: des «clics», des grilles de lecture sur la ville ou le pays visités. A lire avant ou après le voyage.

A cet égard, le numéro sur Rio, dirigé par Graciela Schneider et Ana Maria Montenegro, est une excellente illustration de cette exploration de l'envers d'un décor. Derrière l'exhibitionnisme tapageur de cette ville-spectacle on découvre, à travers le regard de sociologues, historiens, professeurs, écrivains, journalistes et architectes, un Rio «hors les mythes». Véritable reconstitution du paysage carioca et, au-delà des plages, des corps bron-

zés, de la samba et du carnaval, des zones d'ombre et une mosaïque d'univers impitoyables.

Derniers titres de la série: *l'Amazonie*, le Maroc, la Pologne, Prague, l'Afrique australe, la



Rio-de-Janeiro, 1984, par Elliott Erwitt.

campagne anglaise et la Thaïlande. Dans la nouvelle série «France», réalisée sur le même principe: Nancy, Avignon et la Riviera.

P. F.

► Rio-de-Janeiro, Série Monde, Ed. Autrement, 89 F.

### Les bonzes chez eux

Faire découvrir un pays de l'intérieur, par ceux qui y vivent et qui s'attachent à maintenir vivantes des traditions inscrites dans un quotidien menacé par la banalisation d'une civilisation planétaire: tel est l'objectif que se sont fixés les Editions Atlas avec leur nouvelle collection «Hommes d'ailleurs», dirigée par Patrick de Wilde, un photographe qui en «signe» d'ailleurs le premier titre, *la Thaïlande des bonzes*. Histoire, sans doute, d'en bien illustrer le propos.

D'abord, priorité à l'image. Homme de l'art, Patrick de Wilde est aussi un homme de terrain. Voyageur insatiable, il a parcouru

le monde, avec un faible pour l'Asie et une passion pour la Thaïlande à laquelle il a consacré deux précédents ouvrages. Ainsi son regard est celui d'un observateur curieux et méticuleux. Une sorte de photographie-ethnologue.

Ensuite, priorité à la beauté. Ce photographe est un esthète qui, anticipant la critique parfois émise à l'encontre de son travail, n'hésite pas à se définir lui-même comme un photographe mettre en scène. Une mise en scène qui, précise-t-il aussitôt, «respecte l'âme des choses, recherche l'authenticité et ne trahit jamais la vérité». Avec la conviction que «la beauté est la façon idéale de faire passer des messages».

Force est de constater que cette volonté esthétique, cette idéalisation du quotidien par des mises en scène méticuleuses, fonctionnent plutôt bien avec un pays, la Thaïlande, imbibé à ce point de raffinement, de délicatesse et d'harmonie. Ici, en effet, le parti pris esthétique (avec, pour fil conducteur, la robe safran des bonzes) traduit, visuellement, la sérénité du bouddhisme, âme de la Thaïlande.

Une alchimie que le très beau texte de Christine Le Diraison éclaire et recadre utilement avec cette intelligence du cœur qui voit les mots réchauffer des photos parfois figées dans une perfection un peu froide. Un texte qui, finalement, donne du grain au regard liché du photographe.

► *La Thaïlande des bonzes*, 122 photos de Patrick de Wilde, texte de Christine Le Diraison. Dans la collection «Hommes d'ailleurs» aux Editions Atlas, 270 F. A paraître: *Sahara et l'Inde des jaïns*.

P. F.

Précision. Les Documents d'architecture arménienne des éditions milanaise Oemme dont il était question dans notre reportage sur «L'Arménie de Venise» («le Monde sans visa» du 3 novembre) sont disponibles uniquement en édition trilingue italo-arménio-anglaise.

## TELEX

Le point fort de cette collection de guides - minces par le nombre de pages et qui ne prétendent pas être plus que des «notes et repères» - semble être l'ensemble constitué par les bibliographies, très complètes, et tout ce qui s'y rapporte: adresses des librairies spécialisées, librairies pour ouvrages épuisés et bibliothèques. Viennent de paraître le *Népal*, la *Malaisie*, le *Maroc*. 1<sup>er</sup> édition, 46 p., 39 F.

La tour du monde en quinze mille titres. Guides, cartes et récits de voyages. Ouvrages importés des Etats-Unis et d'Angleterre, disponibles uniquement en anglais: *Frommer's et American Handbooks* par exemple. Pour les cartes, citons les plus rares, celle du Yémen importée d'Allemagne, un atlas du Vietnam. Autres volets: les expositions (l'Irlande, du 5 au 30 novembre), le coin lecture et la sélection de cadeaux. Gabelli Aventure, librairie ABC du voyage, 14, rue Serpente, 75006 Paris, tél.: 46-33-80-06.

Emplir son taste-vin dans le Bordelais, découvrir les vignobles sud-africains, s'initier à la cuisine thaï à Bangkok, trois voyages à thèmes parmi ceux que Privileges Voyages (tél.: 42-86-80-73) propose aux gastronomes et aux passionnés d'œnologie.

Star Voyages et la croisière «à la carte». Jusqu'en mars, huit jours, de la Martinique à Sainte-Lucie, à bord de monocoques (14 mètres, trois cabines doubles). On peut retenir une cabine (à partir de 4 950 F. par personne en pension complète) ou louer tout le bateau (tél.: 42-56-15-62). Dans tous les cas, skipper et hôte. Vol A/R autour de 3 000 F.

Salon «Aventure passion», du 13 au 18 novembre, au Parc des expositions de Paris (hall 6). Thèmes: l'aventure sportive, culturelle, technologique et humaine. Et une semaine gastronomique européenne.

Drôles d'ois



## EN FRANCE

## Drôles d'oiseaux en baie de Somme

Privée de sa pêche, de ses poissons et de ses coques, la baie de Somme regarde le ciel. Selon la saison, et la provenance, le deux-coups ou le binoculaire en bandoulière, ses visiteurs s'installent à l'affût. Et attendent les oiseaux.

Au long de la nationale 1, ponctuée de toits de racines blanches, scandée par les tracteurs clignotants, on a pu, au fil des kilomètres, laisser s'évanouir les fantômes des poulx de l'année 1916. Devant soi, Abbeville, la porte de l'estuaire, où la Somme achève son cours fantasque et parsemé d'étangs. Au-delà, on chercherait en vain un signe de débordement : la rivière fut, au siècle dernier, corsetée entre les deux rives d'un canal rigoureusement rectiligne jusqu'à Saint-Valéry.

Abbeville fut fondée par le premier Capet. Il lui reste aujourd'hui bien peu de traces d'un passé millénaire, simplifié comme elle l'était sur le chemin des grands conflits. L'abbaye Saint-Vulfran, qui ne fut jamais qu'un port et une nef, est ainsi une sorte de miraculée qui soigne avec langueur les dégâts de la vétusté, comme les quelques ruelles aux jolis noms de corporations, avec leurs colombages et leurs façades restaurées. Dans son ensemble, la ville fleurit bon un modernisme d'après-guerre. A son insu sans doute, elle recèle de véritables monuments : une gendarmerie planétaire de briques sombres, bien faite pour intimider, et un énorme objet design de bardage vert, de la race dont notre Philippe Starck national fait sa gloire à Tokyo : la sucette dont la grande cheminée, parée de rouge, exhale des nuages de coton immobile.

Deux figures de proue mutilées se vautrent dans les vasques de pierre au pied de Courbet, pas Gustave, l'autre, un glorieux enfant de la cité. Bonjour amiral ! A 60 degrés est de son doigt tendu, on peut gravir les quelques marches d'une tour lésivée par la grâce de la loi Mairie. Des tapisseries murales, des retables de bois polychromes, les vestiges de la vocation ultime d'un honnête homme du dix-neuvième siècle qui inventa sur le tard l'archéologie locale : on est chez Boucher de Perthes. Cet homme curieux, dont l'exégète Robert Legrand nous assure qu'il fut mémorialiste, humaniste, moraliste, prophète à sa façon et ami des bêtes, est qualifié ailleurs de « naturaliste franc ». C'est sous forme naturalisée, en effet, que son musée personnel ménage le premier face à face avec les oiseaux de la baie.

Les voici, empaillés, fixés et étiquetés dans leurs vitrines. Le goéland et la mouette trépassée, le colvert et le cygne, le héron et l'alouette, le grebe huppé, le courlis, la foulque, la sarcelle et le tadoune de Belon. Voici l'oise blanc et la cendrée, la bécasse, la linotte et la barge, qui, immobiles, se laissent détailler. Il faut en profiter.

Plus tard, quand on aura longé les prés bornés d'un rideau de saules, où posent des bovidés,



beiges comme sur une toile de Rosa Bonheur, lorsqu'on touchera presque aux confins de l'estuaire, annoncés par des marais tapissés de fétuques rouges ou de lili de mer, on fera une halte à la Maison de l'oiseau, où on pourra les voir en action. Mais en différé encore, sur des écrans vidéo idéaux. Et on s'y étonnera, si l'on veut, que le héron affecté, un peu sot et maladroit sur ses pattes, prenne en vol la beauté d'un Concorde. C'est là encore qu'on pressentira le mystère de la chasse à l'affût dans une « hutte » d'où s'observe, sur la mare, une poignée de volatiles quelque peu apprivoisés. Mais on est encore au spectacle.

Pour voir les oiseaux en chair et en os, en ailes et en plumes, il faut aller au Marquenterre. Dû à une initiative privée, passé sous l'égide du Conservatoire du littoral, le parc constitue une réserve naturelle de quelque deux cent trente hectares partagés entre garennes, dunes et marécages. Là viennent s'ébattre des myriades d'espèces, se poser les oiseaux de passage. Armés jusqu'aux dents d'instruments pacifiques, puissantes jumelles et gros télé-objectifs, les amateurs et autres ornithologues viennent observer la gent ailée, ses mœurs et sa vie quotidienne.

Tout cela est bon pour le tourisme. Car les vrais, les hommes du cru, chassent. Ils passent au crépuscule, le deux-coups en bandoulière, la veste fourrée haut relevée sur les oreilles, une belle de perle sur la selle de leur « chaudière ». Ils iront s'embusquer dans une hutte ou un gabion, refermeront sur eux la mare en étroit panoramique, au travers de la meurtrière. Judas traître à ses frères de plume, l'appelant, le « maillet », sera prêt à chasser pour attirer les bandes de passage. L'homme attendra dans l'ombre, parfois jusqu'à l'aube, qu'un vol vienne s'abattre dans un grand renfort de bruit d'ailes. Et là, pan ! pan !

La baie s'enlise, ce n'est pas un secret. La pêche en mer s'est recen-

trée autour du port de Boulogne. La pêche à pied à marée découverte souffre des infiltrations, d'excès d'engrais des terres, en amont de l'estuaire. La station d'étude en baie de Somme, laboratoire du GEMEL (Groupe d'études des milieux estuariens et littoraux), poursuit un programme, EXEL-SOM, qui vise à gérer au mieux les ressources existantes, tenter d'établir des diagnostics chimiques et physiques du milieu et de fournir des recommandations aux pouvoirs locaux. Mais, avant de voir refléter la coque et la palourde on de créer les premiers sites aquacoles, il s'écoulera encore du temps.

Le tourisme offre une solution de rechange, mais non dénuée de paradoxe. Il y a un syndicat d'aménagement de la côte picarde. Un jeune homme enthousiaste préside à ses destinées. Jean-Christian Cornette dit volontiers de la baie qu'elle est « la plus belle région du monde ». On ne peut s'empêcher de se demander par quel miracle on pourrait à la fois la préserver et la développer. Ses séductions entre Ault et la baie de l'Authie tiennent de la rugosité : des ciels pluvieux, une lumière boréale, une mer grise et froide. Hormis les francs naturalistes, les couples contrainds d'abriter des amours coupables ou quelques individus en mal de désert pour y bercer un spleen persistant, qui seront les bienheureux nouveaux venus ? Jean-Christian Cornette, lui-même chasseur, sait qu'on n'organise pas de safari de vauvau. Alors ?

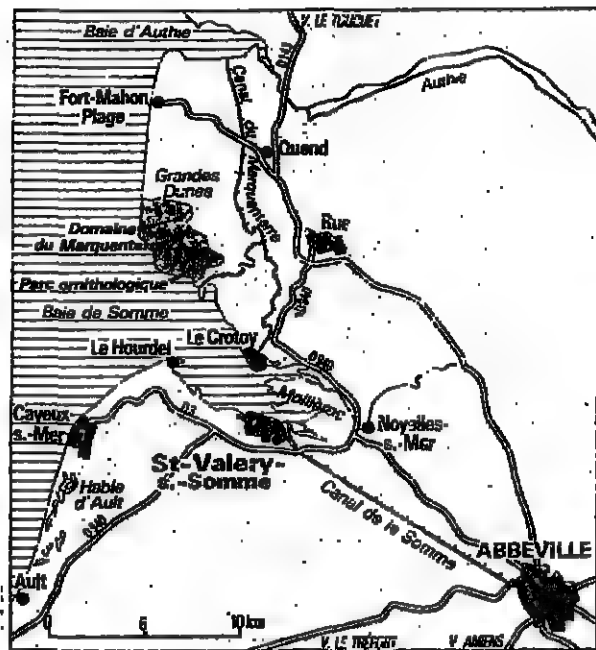
La première expérience d'aménagement est en train de poindre, entre Quend et Fort-Mahon. Il y a là une Aqualande repensée et rebaptisée Aquachub : on ne dissertera pas ici du bienfait des jeux d'eau, du toboggan, du sauna ou de la brouette. Mais pourquoi faut-il que ces lieux, plutôt bien pensés et bardés de technologie et d'informatic, soient si moches ? Tout près, l'amorce d'un terrain de golf, encore à l'état d'école : il faut commencer par le commencement.

En face, adossée à la dune, une petite résidence sera construite dans un style balnéaire moins « paquebot » que Viollet-le-Duc. Jean-Christian Cornette prend son temps et il a raison ; en la matière, la patience est une vertu. Voir le littoral du Languedoc !

Les édiles locaux, plus candides, attendent tout de l'autostrade, des autoroutes plutôt, puisqu'il y aura une Rouen-Boulogne, dont le bel ouvrage enjambe déjà la route, juste à l'ouest d'Abbeville, et une autre venue d'Amiens, qui frôlera dangereusement la partie nord de la baie. Ce qui n'est pas sans inquiéter : une aire de repos, une station-service, un grill au toit en cône, un hôtel de chaîne et voilà le plus beau paysage du monde fou. Une poignée de hooligans lichéés dans Fort-Mahon, un bel après-midi de dimanche, avec quatre caisses de « Kro », c'est autant de dégâts qu'une friterie à Pampehne.

A marée descendante, la baie se découvre tout entière en vastes

Sous l'égide du Conservatoire du littoral, le domaine du Marquenterre gère une réserve naturelle de 230 hectares partagés entre garennes, dunes et marécages.



plaques sableuses dessinées par des filets d'eau. C'est l'heure où l'on croirait pouvoir se rendre à pied de Saint-Valéry au Crotoy, les deux bourgades qui se font face sur l'estuaire. Saint-Valéry a retenu Harold, le guerrier d'or, quelque temps dans une tour, selon la coutume du lagan (1), puis vu passer le gros Guillaume, en route pour l'Angleterre et que le temps avait dressé à la côte. Plus modeste et plus jeune, Le Crotoy ne se vante que du séjour de Jeanne dans un cachot, avant qu'elle se consomme à Rouen, et de celui, plus gai sans doute, de Jules Verne, qui y tint un bateau avec, pour skipper, un marin local, Alexandre Delong. Villégiatures estivales, les deux rivaux languissent entre deux saisons.

« Les motards ne meurent pas, disait quelqu'un, on les tue ! » Les artistes crévent. Les marins périssent. A Saint-Valéry, il n'y a pas de cimetière marin, juste une chapelle

à daniars. Au cimetière civil, où le dernier cri de l'art funéraire laisse percevoir une tendance à la pierre verticale trapézoïdale noire et découpée en vague à sa partie supérieure, les morts sont naturels, ou de la route, peut-être. Dans le chenal, la flottille, qui se cache doucement dans la vase à marée basse, est de plaisance. Sur le quai, le marin à la retraite, dénoncé par sa casquette bleue, contemple l'horizon avec un regard désemparé. Un jeune homme, juché sur un vieux vélo de course, confie qu'il voulait être marin-pêcheur. Son père ne veut pas. Il sera cuisinier. Nulle révolte sur son visage. Mais le sentiment fugitif qu'il a été déçu par l'existence. C'est dur de renoncer à un rêve. C'est triste de devenir terrifié.

Olivier Boisdère

(1) Coutume barbare consistant à garder prisonnier un visiteur inopiné et le restaurer contre rançon.

## Guide

• Pour se rendre dans la baie de Somme, prendre à partir d'Abbeville, la D40, qui devient à Noyelles la D940. Vers le nord, Le Crotoy, Marquenterre, Rue, Quend, Fort-Mahon et la baie de l'Authie. Vers le sud, Saint-Valéry-sur-Somme, la pointe du Houdet, la Maison de l'oiseau, Cayeux, le marais du Hâble-d'Ault...

## Séjour

A Abbeville, hôtel de France, 19, place du Pilon. Tél. : 22-24-00-42. Sur la baie, au Crotoy, hôtel La Potinière, 16, quai Courbet. Tél. :

22-27-80-65. A Saint-Valéry, hôtel des Pilotes. Tél. : 22-60-80-39. Relais Guillaume-de-Normandie. Tél. : 22-60-82-36. Hôtel du Port et des Bains. Tél. : 22-60-80-09.

## Restaurants

A Abbeville, l'Escalade de Picardie, 15, rue des Teinturiers. Tél. : 22-24-21-51. L'Auberge de la Corne, 32, chaussée du Bois. Tél. : 22-24-06-34. Au Crotoy, chez Mado, quai Léonard. Tél. : 22-27-81-22. A Saint-Valéry, à l'hôtel du Port et des Bains.

## Visite

Attention, le domaine du Marquenterre ne rouvre qu'au printemps. Renseignements : 22-25-03-06.

## Livres

Chut ! le Hutteux, roman des roseaux et du marais picard, par Paul Vimereu. 236 p., 70 F. Imprimerie F. Paillart, distribué par P.-H. Bouloungue, 36, rue du 8-Mai-1945. 37270 Montouils-sur-Loire. •

## 3 990 F\* : ici commence la Thaïlande

UN VOL DIRECT ET DES PRIX PROMOTIONNELS QUI VOUS DONNERONT DES AILES

C'est le moment d'aller à la découverte de la Thaïlande, perle du sud-est asiatique, avec ses sites archéologiques, ses pagodes dorées et les tribus montagnardes du Triangle d'Or. Visitez le camp des éléphants, Chien Mai, les marchés flottants et si vous avez envie, savourez les eaux turquoises bordées de sable blanc de Phuket.

Avec le nouveau Boeing 767 d'Air France, Bangkok est à 11 heures de Paris, sur un vol sans escale, proposé par REV VACANCES.

Dans la brochure spéciale Thaïlande de REV VACANCES, vous trouverez un choix incomparable, de circuits et de séjours à des prix doux.

EVASION ORIENTALE vous conduira de Bangkok au Triangle d'Or : 10 jours à partir de 7 800 F\*

Vous souhaitez prolonger votre séjour au soleil et au bord d'une plage ?

Choisissez alors le circuit NEFLETS DE THAILANDE et passez quatre jours à Pattaya, la cité balnéaire la plus célèbre du

golf du Siam et même d'Asie : 15 jours à partir de 9 450 F\*, ou profitez de la promotion exceptionnelle en partant pour une semaine le 30 novembre, le 7 ou le 14 décembre en ne payant que 3 990 F\* pour le vol Paris/Bangkok et retour.

Si vous le souhaitez REV VACANCES vous réservera votre hôtel à partir de 138 F la nuit.

Pour tous renseignements, contactez votre agence de voyage ou téléphonez au 47-23-55-30.

\* Hausse du carburant non incluse, durée Paris/Paris.

licence d'Etat 431 A.

DISCRIPTIONS OUVERTES POUR 1991

**Canino**

Entrez dans la légende

L'Amérique fascine toujours. Cette année, dans notre brochure Légendes Américaines, vous découvrirez, en plus de nos classiques, des nouveautés incroyables, vous émerveillerez, en plus de nos classiques, des nouveautés incroyables, vous émerveillerez, en plus de nos classiques, des nouveautés incroyables.

Canino 21, rue Alexandre-Charpentier 75007 PARIS TEL : (01) 47 72 06 11



# Copenhague, la tentation d'exister

Suite de la page 21

La ville, si républicaine, si tailloignée sur le chapitre de l'organisation sociale, éprouve une tendre passion pour Margrethe. D'abord pour sa contribution personnelle à l'effort national de confort. Sa Majesté travaille. Elle traduit des livres, illustre des contes pour enfants. Son plus grand succès : les gravures du *Seigneur des anneaux* de Tolkien, sous son pseudonyme d'Ingabild Grathmer. La photo préférée des Danois la représente accroupie sur le sol d'un plateau de télévision, et pour tout dire fesses

en l'air, préparant les décors d'une émission sur Andersen.

Elle fait elle-même ses courses en ville, partage le même salon de coiffure que les militantes féministes. Le chauffeur de sa voiture, une Daimler portant le numéro 121, égaré d'une disquette couronne, règle le prix du parking. Elle déjeune dans les restaurants, au milieu des convives, sans provoquer de réaction.

D'ailleurs, la voilà ! Elle avait fait réserver une table au Lumskebugten, une très belle maison de

bois, peinte en blanc, aux murs couverts de photographies de la famille royale. Le patron nous avait donné le tuyau. Elle est arrivée, numéro 121, à gliss, avec aux lèvres à peu près le sourire timide de la Petite Sirène, sa haute silhouette entre les tables. On a simplement pensé, en guise d'hommage, à planter les tables et chaises en forme de couronne. Deux drapeaux ont été plantés dehors. Sa table est au fond, ronde, décorée de deux bougies sous un lustre bas de Poul Henningsen. Elle se penche, comme à chaque fois, vers la photo représentant son père, torse nu et tatoué, aux avirons d'une barque plate.

Elle déjeune en compagnie d'un homme d'affaires et d'un officier. Incorrigible Français, Henrik est en retard. Milieu de journée banale, dans une ville très « nature ». A cette table, le grand poète Uffe Harder détaille les sentiments contradictoires des écrivains danois pour le Danemark. Cette irrésistible envie de s'en échapper et le besoin d'y revenir. La reine, à deux mètres, entend bien que l'on parle français. Regard et sourire polis. Esquive des yeux. La Petite Sirène... L'aborder ? Tout à fait possible pour n'importe quel paparazzi. Mais tout à fait inconvenant, rappelle l'ami Kurt Nielsen. Elle-même vous a-t-elle importuné ?

Vous en rougiriez. Vous songez au dérangements que provoquerait, dans n'importe quelle autre ville, la venue d'une quelconque vedette de cinéma dans un restaurant. La reine, dans Copenhague, vous laisse d'abord à votre aise sans rejeter le visiteur. Passé Nyhavn, plus rien n'est touristique, pas même le parc du Tivoli, confiserie d'attractions, de verdure et de cafés que vénèrent les Danois. Ville propre, nette malgré son grand âge, pour elle-même. Méthodique dans la recherche de son harmonie. Les monuments, l'ancien château de Christiansborg ou La Tour ronde, sont peu éclairés. L'énergie coûte cher, et les écoles, les hôpitaux sont prioritaires. Les voitures sont rares, pour un million et demi d'habitants (sur six millions de Danois). Les distances sont courtes, et les vélos bien vus.

L'été, les étrangers, en nombre, parviennent parfois à modifier le cours, déjà cosmopolite, de Londres ou de Paris. Impossible ici. Le rythme de Copenhague est trop lent, ou plutôt volontairement ralenti, comme pour n'oublier personne. Nul cinquant. Une ville « en dedans », comme le dit Uffe Harder. Une société trop occupée à un ancestral travail d'introspection, trop imprégnée de ce qu'on nomme ici la loi de Jante - le fameux nivellement - pour qu'elle cherche une réponse à ses tourments dans une vaine animation de sa vitrine en direction du monde. C'est sans doute ce qui donne, ici, à toute chose, aux maisons et aux rues, aux boutiques et aux églises, cette impression de justesse. Dense, sans exagération.

Le centre historique aux immeubles de briques est donc, d'Europe, celui qui semble le moins céder à la récupération contemporaine du passé. On conserve, on réhabilite, simplement parce qu'on y habite. Sans chichis. Cela pourrait paraître trop conventionnel, vite étouffant, et ça l'est pour certains. Cela le serait, sans doute, si nous restions. Mais on peut aussi aimer une ville pour sa rectitude. Copenhague a renoncé à l'exploitation de l'infiniment grand. Ne se sent-elle pas de moins en moins scandinave, et si peu européenne ?

Se quitter est démaillé. On dirait un laboratoire permanent de l'étude de ce que les Danois appellent le « hygge », mot intraduisible qui pourrait se rapprocher du « cozy » anglo-saxon en plus philosophique. Tout est « hygge », la famille comme le bonheur, l'appar-

le Danemark s'éclaircit à la bougie. Copenhague en place sur toutes ses tables, dans ses vitrines. Ailleurs, en Europe, en Inde, on croirait communier avec l'au-delà par ces flammes. Une lumière, une âme. « Hygge », et c'est déjà toute une religion. Celle de savoir tirer à son maximum chaque sensation de bien-être, sous un ciel bas et gris.

Copenhague vous une vraie piété à l'été, si court. Alors, à les en croire, les Danois s'extravertissent enfin, piquent-niquent dans les parcs de la capitale jusqu'au soir tardif. Mais pour goûter cette joie, pour la mériter serait plus juste, il faut d'abord endurer un

rope, l'an dernier. C'est facile, c'est marqué au-dessus de la porte. Preuve que pour Copenhague, l'histoire continue et que le présent, des maisons et des com-mences, s'inscrit après le passé, sans déchirure. Dans le Stroget, entrecroisement de ruelles piétonnières, ces bars à cappuccino ont tiré tout le bonheur possible des zines français et des pubs irlandais. L'université, les églises sont tout à côté, à quelques tours de roue de bicyclette.

Copenhague a bien quelques inquiétudes, et il faudrait d'autres bières encore, d'autres cappuccinos pour effacer toute morosité des cœurs danois. Longtemps, le Danemark s'est honteusement cru parfait. Par son système social, sa pondération. Grâce à la loi de Jante. Mais comment affaiblir en s'en imprégnant les maux de l'époque : le racisme, l'intolérance, la folie financière qui montent de l'Europe et du monde ? Dans les années 60, Copenhague a eu des mouvements de contestation, aux hippies, aux marginaux volontaires, même aux drogues douces. Il existe encore une commune libre, Christiania, du côté du Christianshavn, qui va, lentement comme tout ici, vers sa fin.

Le Danemark s'est senti riche, tout au long de ces années. Il l'est moins. Le chômage pointe son nez. On aimerait bien refuser l'entrée aux étrangers, Turcs, Pakistanais, bientôt Bulgares, que l'Allemagne refuse par le sud du pays. Est-ce convenable ? Les jeunes rêvent de l'Amérique. Le rock envahit les rues, comme ailleurs. Les Danois n'aiment plus le ski, la neige. Donc ni la Norvège ni la Suède. Ils n'ont jamais, contrairement à la légende, tellement prié le seigneur. Ils n'ont fait que le libérer. Ils ont épuisé, en charters, toutes les brûlures consociées des mers du sud. Mais après ? Dans leur air pur, ils redoutent la pollution venue de Pologne.

Il n'en dirait rien. Ils lèveront leur verre, en hochant de la tête, en votre honneur. Ils ne comprendront pas vraiment votre goût de la différence, votre originalité vestimentaire, vos vantardises de français ou d'anglais. Ils vous regarderont pourtant grésiller à une table de la leur. Laissez-vous couvrir à trinquet. L'hiver, ils s'en disent persuadés, sera de plus en plus long au Danemark.

De notre envoyé spécial  
à Copenhague  
Philippe Boglio

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

**06400 CANNES**  
**HOTEL LIGURE** \*\*\*  
5, rue Jean-Jacques - 06400 CANNES  
Tél. : 93-30-43-11 - Tél. fax : 93-30-43-12  
FAX : 93-30-19-42  
A 2 pas du Palais des Congrès.  
Climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### NICE

**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité  
42, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. : 93-87-62-56 - Tél. fax : 470-116  
Téléphone direct, minibar.

**HOTEL VICTORIA** \*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-38-39-60  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur câblée.  
Téléphone direct, minibar.

#### Côte Basque

**HOTEL DE CHIBERTA**  
(3 km de Biarritz)  
« Un doux hiver à 300 m de l'Océan et  
au calme de la forêt de pins »  
Séjours en studios équipés tout confort  
(téléphone direct, TV Canal +)  
Prix 2 pers. : 1 400 F la semaine  
valable du 11-11-90 au 22-03-91  
(sauf du 22-12-90 au 31-01-91)  
Possib. petit déj. et repas sur demande  
Navette ville et aéroport  
104, boulevard des Plages, ANGLET  
Tél. rés. : 59-32-15-16  
Tél. : 573 412. Fax : 59-32-11-23.

#### Montagne

**HAUTES-ALPES - ÉCRIN**  
**HIVER 90/91**  
Pension complète + clubs enfants  
+ animations soirées à partir de  
1 620 F/semaine.  
Enfants de - 10 ans : 25 % de réduction.  
**AUBERGE LA BLANCHE**  
N° appel gratuit : 05-03-29-21.

**05350 MOLINES-EN-QUÉYRAS**  
**HTES-ALPES - STATION VILLAGE**

**HOTEL LE CHAMOIS** \*\*\*  
100% de bois  
Cuisine soignée - Soleil, calme  
Toutes possibilités de ski  
Pension et demi-pension  
Tél. : 92-45-83-71.

**05350 SAINT-VÉRAN**  
(Haute-Alpes, parc rég. du Queyras)  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle  
Eto-Hiver, plus haute comm. d'Europe  
2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France  
Ski de fond, piste, promenade  
Meubles, chambres, chambres,  
1/2 pens. pens. complète, séj. libres  
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08  
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-02  
FAX : 92-45-80-10.

#### PARIS

**SORBONNE**  
**HOTEL DIANA** \*\*  
75, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c. TV couleur.  
Tél. direct.  
De 280 à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

#### PARTE DES LILAS

**HOTEL LILAS GAMBETTA** \*\*  
223, avenue Gambetta  
Tél. : 43-62-85-60  
Tél. : 211-532. Fax : 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (290 à 340 F)  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### Provence

**DROME PROVENÇALE**  
**PRIX D'HIVER**  
Paris/4 h par TGV (Montélimar)  
**AUBERGE DU VIEUX VILLAGE**  
D'AUBREY  
Grd conf. - calme - soleil  
S. à m. non fum. - cuisine, sans prétention  
mais bonne, à tendance diététique  
salle de mus. - sauna - UVA  
Mireille Colombe  
26110 Nyons - Tél. : 75-26-12-89

#### Angleterre

**LONDON LODGE HOTEL**, 134  
Lexham Gardens, Londres W8 5JE.  
Hôtel luxueux à Kensington dans le  
centre de Londres.  
« Breaks » à 450 F par nuit et par per-  
sonne dans chambres 2 pers., avec  
2 lits. Gratuit pour les enfants (ch. par-  
tagée avec les parents). Offre valable  
pour toute réservation réglée avant  
11/12/90. Indiquer réf. LM450.  
Pour détails et brochure, fax, ou tél. :  
19-44-71-244-8444. Fax :  
19-44-71-373-6661. Tél. : 51922921.

#### Suisse

**ST-MONTZ (Engadine)**  
Kulm - Hôtel  
L'hôtel 3 étoiles  
dans la grande tradition.  
Centre mondain et sportif.  
CH 7500 ST-MONTZ - Tél. : 1911 1071111  
FAX : 3 27 38

#### TOURISME

**CHAMPEX LAC VALAIS SUISSE**  
Un espace encore naturel.  
Ski alpin et fond - patinoire sur lac  
École de ski - jardin des neiges.  
Forfaits 7 jours 1/2 pension 1 600  
à 2 400 FF. - Hôtels - Hôtel club  
appartements - chalets - docteurs.  
Prospectus Office du Tourisme.  
Tél. : 1941-26-83-12-27.

#### SKI DE FOND

**Haut Jura 3 h Paris TGV**  
Yves et Liliane vous accueillent  
dans une ancienne ferme franc-com-  
toise du XVII<sup>e</sup>, confortable, rénovée,  
chambres 2 personnes avec s. de bain, w.c.  
Ambiance conviviale, détente, repos.  
Accueil 14 pers. maxi, tables d'hôtes.  
Cuisine mijotée (produits maison et  
pain cuit au vieux four à bois). Poss.  
rand. pédestres, patin à glace, tennis,  
VTT. Pension complète + vin  
+ matériel de ski + accompagnement  
2 300 F à 2 750 F pers/semaine.  
Réservations et renseignements  
(16) 81-38-12-51. LE CRÉ - VAGNEAU  
La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

tement comme, dès le vendredi, le  
châlet de bois dans le Seeland ou le  
Jutland. Copenhague est fiero-  
cément « hygge » au ras de ses  
rues. La décoration intérieure est  
ici professionnalisme. Ce n'est  
pas pour rien si la ville a produit  
tant de créateurs de petites choses.  
Des dessinateurs de vases ou de  
luminaires, des sculpteurs de  
plantes. Pas pour rien si Georg  
Jensen, l'argenter de roi  
(1866-1935), a son musée, sur Bre-  
gade.

Les restaurants sont des lieux  
d'exposition permanente du  
confort à la danoise. Le plaisir y  
est minutieux, obsessionnel. Chez  
Ida Davidson, dans St. Konge-  
gade, les *smørrebrød*, « plats sur  
pain », ont des noms poétiques.  
« Le sandwich à l'œuf et au hareng »  
« Le soleil qui se lève sur Gud-  
sten ». Un autre ? « La favorite  
d'Andersen ». Au *Cap Horn*, sur  
Nyhavn, une vieille dame joue sur  
un piano rouge, au milieu, bien  
sûr, de jeunes serveuses blondes en  
blanc et noir, qui sourient toujours  
sans arrière-pensées. Les nappes,  
les couverts, tout est parfait. Tout

long hiver. Celui-ci commence si  
tôt. L'honorabilité commande  
douce de magnifier « den daglige  
Trimmerum », le train-train quoti-  
dien. De faire durer les discussions  
sur les mérites respectifs de la  
Carlsberg et de la Tuborg, les  
bières nationales. Et pour cela, en  
vider quelques-unes, entre deux  
verres d'akvavit.

Copenhague vaut bien un  
voyage, en cette fin d'automne,  
rien que pour voir comment un  
peuple bien ordonné musèle ses  
songes, sa peur de la mort, d'un  
restaurant, d'un bar à l'autre. Du  
Kommandanten, dans Ny Adel-  
gade, où est exposé un portrait de  
la reine par Andy Warhol, jusque  
chez Peder Oxe, sur la place Gra-  
brodterov. Et ainsi de suite, bien  
au-delà de la tombée du jour, pour  
les derniers amoureux de la ville.  
Les autres sont déjà rentrés chez  
eux. Adieu « hygge » à domi-  
cile.

Curieusement, les cafés sont  
d'une invention récente. Le pre-  
mier, le Sommerka, a ouvert en  
1976. La Victor, en 1980. L'En-

## Guide

billets à tarif réduit pour les plus  
de soixante-cinq ans à  
(1 970 francs aller-retour), pour  
les moins de vingt-cinq ans  
(1 980 francs aller-retour) ; pour  
tous (avec un samedi soir passé  
sur place), un tarif vacances à  
1 995 francs aller-retour. Enfin,  
un tarif préférentiel - sans retour  
le dimanche - à 1 545 francs.  
Les possesseurs d'un billet plein  
tarif en classe économique  
(5 280 francs AF) ont accès à la  
classe affaires.

Air France propose également  
des formules d'accueil complet,  
avec hôtel (entre 750 et  
910 francs la nuit) et location de  
voitures.

#### Séjour

Office du tourisme danois, à  
Copenhague : H. C. Andersens  
Boulevard, 22. Tél. :  
33-11-13-25. Bureau du tou-  
risme danois, Vesterbrogade  
6D. Tél. : 33-12-15-12. Tous  
les guides sont des passionnés  
de leur ville. Méfiez-vous tout de  
même : ce sont d'excellents  
marcheurs !

Les prix des hôtels sont éle-  
vés, mais leur confort, l'accueil  
sont des plus agréables. Si vous  
trouvez de la place, choisissez  
les plus proches du port. Pour  
les embruns et le ballet des fer-  
ries pour Oslo. L'hôtel Admiral,  
ancien entrepôt de briques, a les  
pièces dans l'eau. Admirablement  
conservé. Tél. : 33-11-82-82.  
L'hôtel Neptun, sur St. Annas  
Plads. Pour l'ingéniosité de son  
aménagement. Tél. :  
33-13-89-00.

#### Restaurants

Ils se rassemblent par l'inti-  
mité qu'ils proposent. Nappes  
blanches, bougies sur les tables,  
peintures modernes sur murs.  
Choisissez au coup d'œil, sans  
résister, depuis la rue. Évitez les  
adeptes de la nouvelle cuisine,  
encore en vigueur à Copenha-  
gue. Mangez danois ! Tous les  
poissons, à commencer par les  
déclinaisons inattendues du  
hareng de la Baltique. Il existe  
d'excellents restaurants propo-  
sant des *smørrebrød*, tartines

beurrées supportant à peu près  
tous les mets. Descendez quel-  
ques marches, de bonnes tables  
sont souvent dans des cours  
anglaises d'immeuble.

Quelques adresses : Peder  
Oxe. Tél. : 33-11-00-77. Lums-  
kebugten, sur Nordre Toldbod,  
la débarcadère royal. Tél. :  
33-15-60-29. La maquette du  
Dannebrog, le yacht royal, y est  
exposée. Ida Davidson. Tél. :  
33-11-36-55.

#### Visites

Les musées de Copenhague  
sont tous intéressants. Le plus  
célèbre, la Glyptotek, don des  
brasseries Carlsberg, surtout  
pour la collection privée de Gau-  
guin. Tél. : 33-12-10-65. Le  
Louisiana, musée privé, en  
dehors de Copenhague, sur la  
route d'Elseneur. Œuvres  
modernes. Tél. : 33-19-07-19.  
Les joyaux de la Couronne sont  
exposés au château de Rosen-  
borg.

#### Livres

Andersen, bien sûr, pour la  
Petite Sirène et les Habits neufs  
de l'empereur. Karen Blixen, bien  
sûr, dont l'œuvre, en français,  
est publiée chez Gallimard.

Des romans danois, traduits.  
L'homme qui voulait être coupa-  
ble, de Henrik Strangstrup  
(Payot). Minimum vital, de Peter  
Seeborg (Actes Sud). Margrethe  
II de Danemark, le métier de  
reine, texte d'Ann Wolden-Ras-  
thinge (Payot). L'œuvre d'Uffe  
Harder est peu traduite. Quel-  
ques-uns de ses poèmes, dans  
l'Anthologie de la poésie  
danoise contemporaine (Galli-  
mard) (Gydeland).

A emporter : le Guide bleu sur  
le Danemark. Le Danemark, par  
Olivier Postel-Vinay, dans la col-  
lection « Petite Planète » (Le  
Seuil). Aux Éditions Autrement,  
le Guide intime sur le Dane-  
mark... •

## GASTRONOMIE

**LE SOUFFLÉ**  
30, rue du MONT-THABOIS  
(au coin de la place Vendôme)  
Réservation : 42-89-27-19.  
F. D.M.

**SANTOOR**  
HAUTE GASTRONOMIE INDIENNE  
30, rue Montebello - 75008 PARIS  
Tél. : 43 56 33 15 - 43 56 33 95  
(N° Frontière-Rouge - Parking François 1<sup>er</sup>)

Retrouvez le goût  
de son bouquet.  
Tous les jours de 11 h à 11 h du matin  
**RESTAURANT**  
**SEBILLON**  
20 Av. Charles de Gaulle Neuilly. Tél. : 46 24 71 31  
LES GRANDS CRUS SONT CHEZ SEBILLON

Pur Sèvres

DECouvrez  
LES NOUVEAUX TARIFS  
ACCESS VOYAGES.

ACCESS  
voyages







## Bridge

n° 1409

DONNÉES PRÉPARÉES  
A GENEVE

Aux Olympiades de Genève, le tournoi en donnes préparées avec vingt des meilleurs joueurs mondiaux a été une réussite car les donnes étaient parfaites... Chaque fois qu'un déclarant prenait une mauvaise ligne de jeu l'ordinateur annonçait « erreur » sur son écran et enlevait 250 points sur les 1 000 prévus. Alors le déclarant, après avoir repris sa carte, repartait pour de nouvelles bases. Voici la donne qui a servi de modèle aux participants pour bien comprendre comment faire fonctionner le ordinateur.

♠ 9765  
♥ R53  
♦ A52  
♣ R62

♠ ADV103  
♥ D82  
♦ 943  
♣ 109

♠ R54  
♥ V1097  
♦ 87  
♣ V853

♠ 1  
♥ A64  
♦ RDV106  
♣ AD74

Les annonces (S. don. Tous Vuln.) étaient tout à fait logiques :

Sud	Ouest	Nord	Est
10	passé	10	passé
20	passé	30	passé
30	passé	40	passé

Ouest ayant entamé le Valet de Cœur, comment le déclarant doit-il jouer pour gagner CINQ CARREAUX contre toute défense ?

## RÉPONSE

Le premier problème est de savoir si vous prenez avec le Roi ou l'As de Cœur quand il vous faut envisager de couper un Trèfle si la couleur n'est pas répartie 3-3. Il semble normal, pour ménager la reprise du Roi de Cœur, de prendre avec l'As de Cœur de votre main. Mais vous avez intérêt à réfléchir d'avantage car c'est... Sud qui aura besoin d'une rentrée quand il aura fait sa manœuvre à Trèfle après deux coups d'atout ! Bref, si vous fournissez le Roi de Cœur à la première levée, l'ordinateur inscrira « Erreur » sur son écran et vous perdrez 250 points.

Supposons que, après l'As de Cœur et deux coups d'atout (Roi Dame de Carreau), vous jouiez soigneusement la Dame de Trèfle, le Roi de Trèfle, puis le 2 de Trèfle pour inciter Est à couper dans le vide s'il n'a que deux Trèfles. Cette coupe vous fera chuter car Est continuera Cœur pris par le Roi, mais comment reprendre-vous la main pour jouer l'As de Trèfle afin de défausser le dernier Cœur du mort et couper votre troisième Cœur ?

Par contre, la ligne de jeu gagnante est la suivante : entame prise du Roi de Cœur, Roi Dame de Carreau, Dame de Trèfle, Roi de Trèfle et 6 de Trèfle. Alors Est est sans défense : s'il coupe avec son dernier atout, vous pourrez rentrer en Sud grâce à l'As de Cœur et, s'il laisse passer, vous pourrez couper votre quatrième Trèfle avec l'As de Carreau pour faire vos onze levées (deux Carreaux, cinq Carreaux et quatre Trèfles dont une coupe)...

## ÉTONNANTE INTUITION

Cette manche a été gagnée par l'Américain Bayer. « Je l'ai réussie en jouant intuitivement », précise-t-il quand il raconte le coup. Mais cette intuition n'était-elle pas une forme cachée de raisonnement.

♠ V6  
♥ AR52  
♦ R87  
♣ 7653

♠ 4332  
♥ 64  
♦ V96  
♣ AR104

♠ RD10987  
♥ 9  
♦ 5432  
♣ D

Ann : S. don. Tous vuln.

Quest ayant attaqué le Roi de Trèfle et l'As de Trèfle, comment Bayer en Sud a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense, les atouts étant répartis 4-1 ?

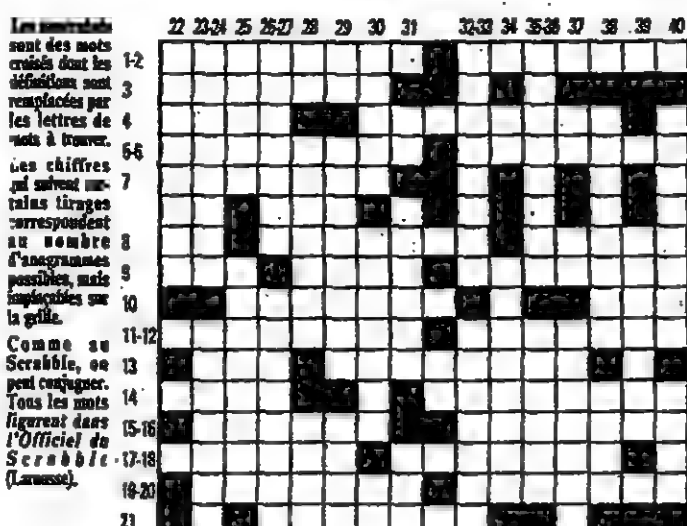
**NOTE SUR LES ENCHÈRES**  
Nord n'a pas de bonne enchère sur l'ouverture de « 1 Pique » et la réponse de « 2 SA » est la plus correcte.

Philippe Brugnion



## Anacroisés (R)

n° 640



**HORIZONTALEMENT**  
1. ADDEINV. - 2. EINQSSU. - 3. AUMNTT (+1). - 4. ADIMPSSU. - 5. AABDELOR. - 6. AAMNNOY. - 7. ADEGNOS (+1). - 8. EEIMRTT (+2). - 9. BEREILS. - 10. ABCINOT. - 11. REMNRSSU. - 12. BEELLSU. - 13. EIMQSSU. - 14. EIMSSUZ (+1). - 15. BEILRS (+3). - 16. AACENS (+1). - 17. AKINO. - 18. BENNSTO (+1). - 19. EEHINT (+1). - 20. EELSSU. - 21. ACEENSS (+1).

**VERTICALEMENT**  
22. ADEGRUV. - 23. ADEMNNO (+1). - 24. AILSUU. - 25. ACIMNOOR. - 26. AEIRTT (+1). - 27. AABEILMS (+1). - 28. ABDEERV. - 29. BEEINORS (+1). - 30. EEIMST. - 31. IIRSYZ. - 32. EELMSTU (+1). - 33. ABEIMNS (+2). - 34. BINQSU. - 35. DIINOTU. - 36. ELSU. - 37. AELSTT (+2). - 38. AEEGMRU. - 39. ACEELLM (+1). - 40. ABEILSU.

**SOLUTION DU N° 639**  
TAS. - 22. PANARABE. - 23. LARYNGE. - 24. EGERMES (EMERGES). - 25. RASCASSE (CARASSES). - 26. EXTASIE. - 27. OCELLE (COLLEE). - 28. ONCLONS. - 29. ALVEOLE. - 30. AHANATES. - 31. TINAMOU (MANITOU). - 32. AMIDINES (composés d'amides (DEGINAIS MEN- DIAS DIAMINES)). - 33. ILMENTE (MELINITE). - 34. REBROQUE (BRI- QUE). - 35. STEMMATE. - 36. ESTHETES. - 37. FUSATES (FAUSSET).

Michel Charlemagne et Michel Dugnet

## Echecs

n° 1411

Tournoi open de Münster, octobre 1990.

Blancs : E. Kengis.

Noirs : S. Godes.

Défense Caro-Kann.

1. e4 e5 2. d4 d5 3. c4 c6 4. f3 f6 5. g3 g6 6. d5 c5 7. f4 e4 8. g4 f5 9. h4 h5 10. g5 f6 11. f5 e6 12. e6 d5 13. d5 c6 14. c6 b5 15. b5 a4 16. a4 b3 17. b3 a2 18. a2 b1 19. b1 a0 20. a0 b1 21. b1 a2 22. a2 b3 23. b3 a4 24. a4 b5 25. b5 a6 26. a6 b7 27. b7 a8 28. a8 b9 29. b9 a0 30. a0 b1 31. b1 a2 32. a2 b3 33. b3 a4 34. a4 b5 35. b5 a6 36. a6 b7 37. b7 a8 38. a8 b9 39. b9 a0 40. a0 b1 41. b1 a2 42. a2 b3 43. b3 a4 44. a4 b5 45. b5 a6 46. a6 b7 47. b7 a8 48. a8 b9 49. b9 a0 50. a0 b1 51. b1 a2 52. a2 b3 53. b3 a4 54. a4 b5 55. b5 a6 56. a6 b7 57. b7 a8 58. a8 b9 59. b9 a0 60. a0 b1 61. b1 a2 62. a2 b3 63. b3 a4 64. a4 b5 65. b5 a6 66. a6 b7 67. b7 a8 68. a8 b9 69. b9 a0 70. a0 b1 71. b1 a2 72. a2 b3 73. b3 a4 74. a4 b5 75. b5 a6 76. a6 b7 77. b7 a8 78. a8 b9 79. b9 a0 80. a0 b1 81. b1 a2 82. a2 b3 83. b3 a4 84. a4 b5 85. b5 a6 86. a6 b7 87. b7 a8 88. a8 b9 89. b9 a0 90. a0 b1 91. b1 a2 92. a2 b3 93. b3 a4 94. a4 b5 95. b5 a6 96. a6 b7 97. b7 a8 98. a8 b9 99. b9 a0 100. a0 b1 101. b1 a2 102. a2 b3 103. b3 a4 104. a4 b5 105. b5 a6 106. a6 b7 107. b7 a8 108. a8 b9 109. b9 a0 110. a0 b1 111. b1 a2 112. a2 b3 113. b3 a4 114. a4 b5 115. b5 a6 116. a6 b7 117. b7 a8 118. a8 b9 119. b9 a0 120. a0 b1 121. b1 a2 122. a2 b3 123. b3 a4 124. a4 b5 125. b5 a6 126. a6 b7 127. b7 a8 128. a8 b9 129. b9 a0 130. a0 b1 131. b1 a2 132. a2 b3 133. b3 a4 134. a4 b5 135. b5 a6 136. a6 b7 137. b7 a8 138. a8 b9 139. b9 a0 140. a0 b1 141. b1 a2 142. a2 b3 143. b3 a4 144. a4 b5 145. b5 a6 146. a6 b7 147. b7 a8 148. a8 b9 149. b9 a0 150. a0 b1 151. b1 a2 152. a2 b3 153. b3 a4 154. a4 b5 155. b5 a6 156. a6 b7 157. b7 a8 158. a8 b9 159. b9 a0 160. a0 b1 161. b1 a2 162. a2 b3 163. b3 a4 164. a4 b5 165. b5 a6 166. a6 b7 167. b7 a8 168. a8 b9 169. b9 a0 170. a0 b1 171. b1 a2 172. a2 b3 173. b3 a4 174. a4 b5 175. b5 a6 176. a6 b7 177. b7 a8 178. a8 b9 179. b9 a0 180. a0 b1 181. b1 a2 182. a2 b3 183. b3 a4 184. a4 b5 185. b5 a6 186. a6 b7 187. b7 a8 188. a8 b9 189. b9 a0 190. a0 b1 191. b1 a2 192. a2 b3 193. b3 a4 194. a4 b5 195. b5 a6 196. a6 b7 197. b7 a8 198. a8 b9 199. b9 a0 200. a0 b1 201. b1 a2 202. a2 b3 203. b3 a4 204. a4 b5 205. b5 a6 206. a6 b7 207. b7 a8 208. a8 b9 209. b9 a0 210. a0 b1 211. b1 a2 212. a2 b3 213. b3 a4 214. a4 b5 215. b5 a6 216. a6 b7 217. b7 a8 218. a8 b9 219. b9 a0 220. a0 b1 221. b1 a2 222. a2 b3 223. b3 a4 224. a4 b5 225. b5 a6 226. a6 b7 227. b7 a8 228. a8 b9 229. b9 a0 230. a0 b1 231. b1 a2 232. a2 b3 233. b3 a4 234. a4 b5 235. b5 a6 236. a6 b7 237. b7 a8 238. a8 b9 239. b9 a0 240. a0 b1 241. b1 a2 242. a2 b3 243. b3 a4 244. a4 b5 245. b5 a6 246. a6 b7 247. b7 a8 248. a8 b9 249. b9 a0 250. a0 b1 251. b1 a2 252. a2 b3 253. b3 a4 254. a4 b5 255. b5 a6 256. a6 b7 257. b7 a8 258. a8 b9 259. b9 a0 260. a0 b1 261. b1 a2 262. a2 b3 263. b3 a4 264. a4 b5 265. b5 a6 266. a6 b7 267. b7 a8 268. a8 b9 269. b9 a0 270. a0 b1 271. b1 a2 272. a2 b3 273. b3 a4 274. a4 b5 275. b5 a6 276. a6 b7 277. b7 a8 278. a8 b9 279. b9 a0 280. a0 b1 281. b1 a2 282. a2 b3 283. b3 a4 284. a4 b5 285. b5 a6 286. a6 b7 287. b7 a8 288. a8 b9 289. b9 a0 290. a0 b1 291. b1 a2 292. a2 b3 293. b3 a4 294. a4 b5 295. b5 a6 296. a6 b7 297. b7 a8 298. a8 b9 299. b9 a0 300. a0 b1 301. b1 a2 302. a2 b3 303. b3 a4 304. a4 b5 305. b5 a6 306. a6 b7 307. b7 a8 308. a8 b9 309. b9 a0 310. a0 b1 311. b1 a2 312. a2 b3 313. b3 a4 314. a4 b5 315. b5 a6 316. a6 b7 317. b7 a8 318. a8 b9 319. b9 a0 320. a0 b1 321. b1 a2 322. a2 b3 323. b3 a4 324. a4 b5 325. b5 a6 326. a6 b7 327. b7 a8 328. a8 b9 329. b9 a0 330. a0 b1 331. b1 a2 332. a2 b3 333. b3 a4 334. a4 b5 335. b5 a6 336. a6 b7 337. b7 a8 338. a8 b9 339. b9 a0 340. a0 b1 341. b1 a2 342. a2 b3 343. b3 a4 344. a4 b5 345. b5 a6 346. a6 b7 347. b7 a8 348. a8 b9 349. b9 a0 350. a0 b1 351. b1 a2 352. a2 b3 353. b3 a4 354. a4 b5 355. b5 a6 356. a6 b7 357. b7 a8 358. a8 b9 359. b9 a0 360. a0 b1 361. b1 a2 362. a2 b3 363. b3 a4 364. a4 b5 365. b5 a6 366. a6 b7 367. b7 a8 368. a8 b9 369. b9 a0 370. a0 b1 371. b1 a2 372. a2 b3 373. b3 a4 374. a4 b5 375. b5 a6 376. a6 b7 377. b7 a8 378. a8 b9 379. b9 a0 380. a0 b1 381. b1 a2 382. a2 b3 383. b3 a4 384. a4 b5 385. b5 a6 386. a6 b7 387. b7 a8 388. a8 b9 389. b9 a0 390. a0 b1 391. b1 a2 392. a2 b3 393. b3 a4 394. a4 b5 395. b5 a6 396. a6 b7 397. b7 a8 398. a8 b9 399. b9 a0 400. a0 b1 401. b1 a2 402. a2 b3 403. b3 a4 404. a4 b5 405. b5 a6 406. a6 b7 407. b7 a8 408. a8 b9 409. b9 a0 410. a0 b1 411. b1 a2 412. a2 b3 413. b3 a4 414. a4 b5 415. b5 a6 416. a6 b7 417. b7 a8 418. a8 b9 419. b9 a0 420. a0 b1 421. b1 a2 422. a2 b3 423. b3 a4 424. a4 b5 425. b5 a6 426. a6 b7 427. b7 a8 428. a8 b9 429. b9 a0 430. a0 b1 431. b1 a2 432. a2 b3 433. b3 a4 434. a4 b5 435. b5 a6 436. a6 b7 437. b7 a8 438. a8 b9 439. b9 a0 440. a0 b1 441. b1 a2 442. a2 b3 443. b3 a4 444. a4 b5 445. b5 a6 446. a6 b7 447. b7 a8 448. a8 b9 449. b9 a0 450. a0 b1 451. b1 a2 452. a2 b3 453. b3 a4 454. a4 b5 455. b5 a6 456. a6 b7 457. b7 a8 458. a8 b9 459. b9 a0 460. a0 b1 461. b1 a2 462. a2 b3 463. b3 a4 464. a4 b5 465. b5 a6 466. a6 b7 467. b7 a8 468. a8 b9 469. b9 a0 470. a0 b1 471. b1 a2 472. a2 b3 473. b3 a4 474. a4 b5 475. b5 a6 476. a6 b7 477. b7 a8 478. a8 b9 479. b9 a0 480. a0 b1 481. b1 a2 482. a2 b3 483. b3 a4 484. a4 b5 485. b5 a6 486. a6 b7 487. b7 a8 488. a8 b9 489. b9 a0 490. a0 b1 491. b1 a2 492. a2 b3 493. b3 a4 494. a4 b5 495. b5 a6 496. a6 b7 497. b7 a8 498. a8 b9 499. b9 a0 500. a0 b1 501. b1 a2 502. a2 b3 503. b3 a4 504. a4 b5 505. b5 a6 506. a6 b7 507. b7 a8 508. a8 b9 509. b9 a0 510. a0 b1 511. b1 a2 512. a2 b3 513. b3 a4 514. a4 b5 515. b5 a6 516. a6 b7 517. b7 a8 518. a8 b9 519. b9 a0 520. a0 b1 521. b1 a2 522. a2 b3 523. b3 a4 524. a4 b5 525. b5 a6 526. a6 b7 527. b7 a8 528. a8 b9 529. b9 a0 530. a0 b1 531. b1 a2 532. a2 b3 533. b3 a4 534. a4 b5 535. b5 a6 536. a6 b7 537. b7 a8 538. a8 b9 539. b9 a0 540. a0 b1 541. b1 a2 542. a2 b3 543. b3 a4 544. a4 b5 545. b5 a6 546. a6 b7 547. b7 a8 548. a8 b9 549. b9 a0 550. a0 b1 551. b1 a2 552. a2 b3 553. b3 a4 554. a4 b5 555. b5 a6 556. a6 b7 557. b7 a8 558. a8 b9 559. b9 a0 560. a0 b1 561. b1 a2 562. a2 b3 563. b3 a4 564. a4 b5 565. b5 a6 566. a6 b7 567. b7 a8 568. a8 b9 569. b9 a0 570. a0 b1 571. b1 a2 572. a2 b3 573. b3 a4 574. a4 b5 575. b5 a6 576. a6 b7 577. b7 a8 578. a8 b9 579. b9 a0 580. a0 b1 581. b1 a2 582. a2 b3 583. b3 a4 584. a4 b5 585. b5 a6 586. a6 b7 587. b7 a8 588. a8 b9 589. b9 a0 590. a0 b1 591. b1 a2 592. a2 b3 593. b3 a4 594. a4 b5 595. b5 a6 596. a6 b7 597. b7 a8 598. a8 b9 599. b9 a0 600. a0 b1 601. b1 a2 602. a2 b3 603. b3 a4 604. a4 b5 605. b5 a6 606. a6 b7 607. b7 a8 608. a8 b9 609. b9 a0 610. a0 b1 611. b1 a2 612. a2 b3 613. b3 a4 614. a4 b5 615. b5 a6 616. a6 b7 617. b7 a8 618. a8 b9 619. b9 a0 620. a0 b1 621. b1 a2 622. a2 b3 623. b3 a4 624. a4 b5 625. b5 a6 626. a6 b7 627. b7 a8 628. a8 b9 629. b9 a0 630. a0 b1 631. b1 a2 632. a2 b3 633. b3 a4 634. a4 b5 635. b5 a6 636. a6 b7 637. b7 a8 638. a8 b9 639. b9 a0 640. a0 b1 641. b1 a2 642. a2 b3 643. b3 a4 644. a4 b5 645. b5 a6 646. a6 b7 647. b7 a8 648. a8 b9 649. b9 a0 650. a0 b1 651. b1 a2 652. a2 b3 653. b3 a4 654. a4 b5 655. b5 a6 656. a6 b7 657. b7 a8 658. a8 b9 659. b9 a0 660. a0 b1 661. b1 a2 662. a2 b3 663. b3 a4 664. a4 b5 665. b5 a6 666. a6 b7 667. b7 a8 668. a8 b9 669. b9 a0 670. a0 b1 671. b1 a2 672. a2 b3 673. b3 a4 674. a4 b5 675. b5 a6 676. a6 b7 677. b7 a8 678. a8 b9 679. b9 a0 680. a0 b1 681. b1 a2 682. a2 b3 683. b3 a4 684. a4 b5 685. b5 a6 686. a6 b7 687. b7 a8 688. a8 b9 689. b9 a0 690. a0 b1 691. b1 a2 692. a2 b3 693. b3 a4 694. a4 b5 695. b5 a6 696. a6 b7 697. b7 a8 698. a8 b9 699. b9 a0 700. a0 b1 701. b1 a2 702. a2 b3 703. b3 a4 704. a4 b5 705. b5 a6 706. a6 b7 707. b7 a8 708. a8 b9 709. b9 a0 710. a0 b1 711. b1 a2 712. a2 b3 713. b3 a4 714. a4 b5 715. b5 a6 716. a6 b7 717. b7 a8 718. a8 b9 719. b9 a0 720. a0 b1 721. b1 a2 722. a2 b3 723. b3 a4 724. a4 b5 725. b5 a6 726. a6 b7 727. b7 a8 728. a8 b9 729. b9 a0 730. a0 b1 731. b1 a2 732. a2 b3 733. b3 a4 734. a4 b5 735. b5 a6 736. a6 b7 737. b7 a8 738. a8 b9 739. b9 a0 740. a0 b1 741. b1 a2 742. a2 b3 743. b3 a4 744. a4 b5 745. b5 a6 746. a6 b7 747. b7 a8 748. a8 b9 749. b9 a0 750. a0 b1 751. b1 a2 752. a2 b3 753. b3 a4 754. a4 b5 755. b5 a6 756. a6 b7 757. b7 a8 758. a8 b9 759. b9 a0 760. a0 b1 761. b1 a2 762. a2 b3 763. b3 a4 764. a4 b5 765. b5 a6 766. a6 b7 767. b7 a8 768. a8 b9 769. b9 a0 770. a0 b1 771. b1 a2 772. a2 b3 773. b3 a4 774. a4 b5 775. b5 a6 776. a6 b7 777. b7 a8 778. a8 b9 779. b9 a0 780. a0 b1 781. b1 a2 782. a2 b3 783. b3 a4 784. a4 b5 785. b5 a6 786. a6 b7 787. b7 a8 788. a8 b9 789. b9 a0 790. a0 b1 791. b1 a2 792. a2 b3 793. b3 a4 794. a4 b5 795. b5 a6 796. a6 b7 797. b7 a8 798. a8 b9 799. b9 a0 800. a0 b1 801. b1 a2 802. a2 b3 803. b3 a4 804. a4 b5 805. b5 a6 806. a6 b7 807. b7 a8 808. a8 b9 809. b9 a0 810. a0 b1 811. b1 a2 812. a2 b3 813. b3 a4 814. a4 b5 815. b5 a6 816. a6 b7 817. b7 a8 818. a8 b9 819. b9 a0 820. a0 b1 821. b1 a2 822. a2 b3 823. b3 a4 824. a4 b5 825. b5 a6 826. a6 b7 827. b7 a8 828. a8 b9 829. b9 a0 830. a0 b1 831. b1 a2 832. a2 b3 833. b3 a4 834. a4 b5 835. b5 a6 836. a6 b7 837. b7 a8 838. a8 b9 839. b9 a0 840. a0 b1 841. b1 a2 842. a2 b3 843. b3 a4 844. a4 b5 845. b5 a6 846. a6 b7 847. b7 a8 848. a8 b9 849. b9 a0 850. a0 b1 851. b1 a2 852. a2 b3 853. b3 a4 854. a4 b5 855. b5 a6 856. a6 b7 857. b7 a8 858. a8 b9 859. b9 a0 860. a0 b1 861. b1 a2 862. a2 b3 863. b3 a4 864. a4 b5 865. b5 a6 866. a6 b7 867. b7 a8 868. a8 b9 869. b9 a0 870. a0 b1 871. b1 a2 872. a2 b3 873. b3 a4 874. a4 b5 875. b5 a6 876. a6 b7 877. b7 a8 878. a8 b9 879. b9 a0 880. a0 b1 881. b1 a2 882. a2 b3 883. b3 a4 884. a4 b5 885. b5 a6 886. a6 b7 887. b7 a8 888. a8 b9 889. b9 a0 890. a0 b1 891. b1 a2 892. a2 b3 893. b3 a4 894. a4 b5 895. b5 a6 896. a6 b7 897. b7 a8 898. a8 b9 899. b9 a0 900. a0 b1 901. b1 a2 902. a2 b3 903. b3 a4 904. a4 b5 905. b5 a6 906. a6 b7 907. b7 a8 908. a8 b9 909. b9 a0 910. a0 b1 911. b1 a2 912. a2 b3 913. b3 a4 914. a4 b5 915. b5 a6 916. a6 b7 917. b7 a8 918. a8 b9 919. b9 a0 920. a0 b1 921. b1 a2 922. a2 b3 923. b3 a4 924. a4 b5 925. b5 a6 926. a6 b7 927. b7 a8 928. a8 b9 929. b9 a0 930. a0 b1 931. b1 a2 932. a2 b3 933. b3 a4 934. a4 b5 935. b5 a6 936. a6 b7 937. b7 a8 938. a8 b9 939. b9 a0 940. a0 b1 941. b1 a2 942. a2 b3 943. b3 a4 944. a4 b5 945. b5 a6 946. a6 b7 947. b7 a8 948. a8 b9 949. b9 a0 950. a0 b1 951. b1 a2 952. a2 b3 953. b3 a4 954. a4 b5 955. b5 a6 956. a6 b7 957. b7 a8 958. a8 b9 959. b9 a0 960. a0 b1 961. b1 a2 962. a2 b3 963. b3 a4 964. a4 b5 965. b5 a6 966. a6 b7 967. b7 a8 968. a8 b9 969. b9 a0 970. a0 b1 971. b1 a2 972. a2 b3 973. b3 a4 974. a4 b5 975. b5 a6 976. a6 b7 977. b7 a8 978. a8 b9 979. b9 a0 980. a0 b1 981. b1 a2 982. a2 b3 983. b3 a4 984. a4 b5 985. b5 a6 986. a6 b7 987. b7 a8 988. a8 b9 989. b9 a0 990. a0 b1 991. b1 a2 992. a2 b3 993. b3 a4 994. a4 b5 995. b5 a6 996. a6 b7 997. b7 a8 998. a8 b9 999. b9 a0 1000. a0 b1

## NOTES

a) Un système peu joué et sans doute inférieur à la réponse classique 3... dxc4.  
b) Plus souple que la suite 4. e3, f3, 5. f4, h5 ; 6. Cf3, Fd4 ; 7. h3, Fc3 ; 8. Dxc3 ; 6 ou Dd6 et les Blancs ont bien du mal à obtenir un avantage.  
c) Ou 6... Ff5 ; 7. Cg3, Cf6 ; 8. Cxf5, gxf5 ; 9. Fd3, 66 ; 10. Dd2, 65 comme dans une partie Sahovic-Botvinnik, Belgrade, 1969. Ou aussi 6... Cd7 ; 7. Fc4, Cg6 ; 8. Cd6, Cc6 ; 9. Cc4, Cc4 ; 10. Td1, Ff5 ; 11. Cx5, Fd4 ; 12. Fg3, Fd3 ; 13. Fd3, Fd6 ; 14. c3, Cd7 ; 15. Cf3 avec avantage aux Blancs (Tal-Kolarov, 1970).

d) Poursuivant le développement mais 7... Cxf6+ est bon aussi : 7... dxc6 (si 7... Fd6, 8. Fc4, Dd6 ; 9. Dd2, a5 ; 10



سكنا لالول

SANS VISA

... Le Monde • Samedi 17 novembre 1990 27

# TABLE

## Foi d'oie !

Le canard, le canard, d'accord, mais l'oie, y pensez-vous ? Conseils très pratiques et réflexions d'un fameux spécialiste, Roger Lamazère.

LORS des dernières manifestations paysannes, des paysans en colère interceptèrent, à Périgueux, un camion venu des pays de l'Est et détruisirent son chargement : plusieurs tonnes de foies gras d'oie (congelés, j'imagine, et que des industriels locaux se seraient empressés de traîner pour les vendre sous le nom de foie gras du Périgord). Ce devrait être occasion, pour les organismes de défense des

consommateurs, solidaires des éleveurs en colère, d'obliger à indiquer, sur les boîtes, l'origine du produit. Et la publication des noms des tricheurs. Passons...

Heureusement, il existe encore des éleveurs dans le sud-ouest de la France. Et même si le canard et son foie (au demeurant excellent, si de goût plus corsé et moins fin) triomphent souvent sur les cartes des restaurants, l'oie engraisée artisanalement, à la ferme, enrichit les menus épicuriens.

Car l'oie, ce n'est pas seulement son foie, mais aussi sa chair (mise en confit) et sa carcasse (que l'on appelle la-bas « oscille », ou plus poétiquement « demoiselle »).

Un « fan » de ce régionalisme militant, M. André Pochat, organise ainsi depuis des années, du 20 octobre au 13 février, des week-ends à la ferme « Autour de l'oie ». Initiation à la préparation du confit d'oie, à la

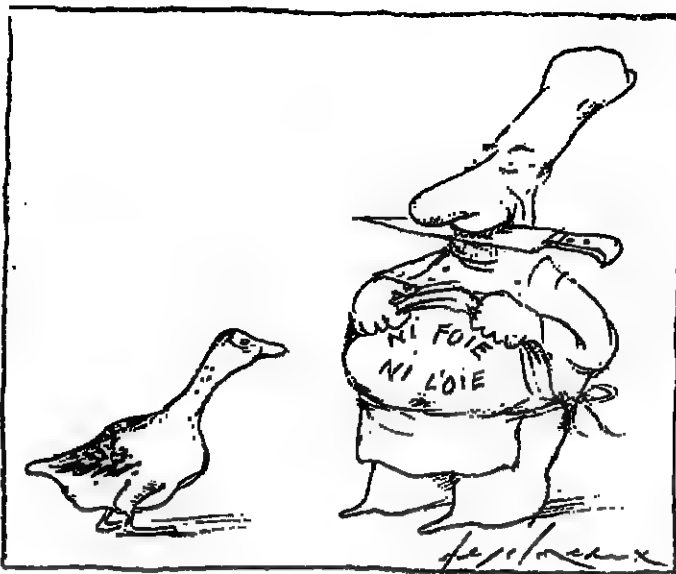
préparation et à la cuisson du foie d'oie, par la fermière. Déjeuner rustique à sa table avant la visite des villages moyenâgeux entre Moissac et Cahors, dîner gastronomique. Puis, l'indemmain, après le petit déjeuner à l'hôtel, retour à la ferme pour étudier la cuisson du confit d'oie, sa stérilisation en bocaux de verre. Déjeuner fermier encore avant le retour. Dans ses bagages, les bocaux de foie et de confit.

Ce bocal de confit ramené à la maison, j'ai demandé à un spécialiste, mon ami Roger Lamazère, comment le traiter. Voici ses conseils.

D'abord, réchauffer le bocal au bain-marie pour extraire le confit de sa graisse.

Ensuite, en poêle, faire chauffer « à sec » les confits côté peau.

Avec la graisse recueillie, qui s'utilise comme le beurre ou l'huile,



qu'ersatz (viande préalablement non cuite à cœur ni affinée avant stérilisation en bocal). Sachez aussi que l'aïluron (15 % de viande pour 85 % d'os, de peau et de graisse) ne doit pas être admis dans un bon confit.

Ces confits, vous les préférerez peut-être, comme moi, tiédies, avec des sarladaises bien chaudes, ou avec des cépes sautés à la poêle, ou, selon encore une recette de Lamazère, avec des pommes fruits, voire des pruneaux. Régalez-vous !

Et sachez acheter votre foie gras ou, mieux, apprenez à le préparer vous-même après l'initiation artisanale à la ferme !

La Reynière

Week-end à la ferme « Autour de l'oie », André Pochat, 22190 Bourg-de-Vise ; tél. : 63-94-24-30. Roger Lamazère : 23, rue de Pontthieu, 75008 Paris ; tél. : 43-59-66-66.

## VIN L'œil américain

A l'heure où les thuriféraires commis d'office ne trouvent plus de mots pour vanter ce qui se vent vins « primeurs » et qui n'est trop souvent qu'une industrie éphémère, il faut, heureuse coïncidence, souligner d'urgence la sortie d'un ouvrage qui, à sa manière, renouvelle le genre trop usé du propos sur les vins.

Dernier-né d'une remarquable collection, il est signé Kermit Lynch. Cet Américain, importateur de son état, prend plaisir à parler vrai. Quelques années après les « cécités » pamphlets du regretté Pierre-Marie Douterlant, cet ouvrage, avec ce qu'il faut d'humour et d'acidité, rappelle quelques vérités.

D'entrée, ces *Aventures dans le vignoble de France* bouleversent l'ordre habituel des présentations. S'ouvrant sur la Loire et s'achevant à Chablis, il ne consacre que dix-huit maigres pages au Bordelais. M. Lynch ignore superbement la Champagne mais, tout comme l'Anglais Hugh Johnson, se passionne pour les terres du Languedoc et de la Provence. Il ignore les patrimoines habituels pour mieux découvrir et raconter ceux, trop méconnus, qui montrent la voie : MM. Charles Joguet, à Sazilly, près de Chinon ; Alain Roux, au Prieuré de Saint-Jean-de-Bébian (Pézenas) ; ou Hubert de Montille, à Volnay.

Il dénonce aussi justement ce mal chronique qu'est, un peu partout en France, la surcapacitation, cet usage immodéré du sucre qui augmente notablement les degrés alcooliques en détruisant la structure originelle du vin. Sur ce thème, M. Lynch — dont on a fort malencontreusement sous-titré l'ouvrage « Un Américain sachant cracher » — ne craint pas de déclencher quelques sévères colères beajolaises. « Qui a inventé le beajolais ? Nous ne savons pas. Mais certains des révisionnistes qui l'ont tout récemment zigouillé sont très bien connus », écrit-il avant de prononcer un sévère réquisitoire contre cette appellation qui, en ne respectant plus la tradition du vin primeur, creuse sa propre tombe.

Cet ouvrage plaide ainsi, sans pédanterie, pour les goûts justes, la recherche de l'harmonie gustative et l'abandon des maquillages technologiques dont, trop fréquemment, on pare les vins d'aujourd'hui. C'est dire à quel point il est précieux.

Jean-Yves Nau

Mes aventures dans le vignoble de France, de Kermit Lynch, Editions Jacques Legrand, collection « La grande Bernard des vins de France », 283 p.

## UNE SÉLECTION DE VOYAGES-EMOTION

Rencontrez Mozart à travers les lieux habités par sa musique.

fnac VOYAGES

A l'occasion du Bicentenaire de Mozart, la Fnac vous offre le guide *Amadeus*, une sélection de disques, de livres et de voyages à la découverte de Mozart. Salzbourg, Vienne, Prague, Vérone et bien d'autres sites où s'illustre le génie du compositeur : la plus large gamme possible de voyages et de séjours musicaux sur les traces de Mozart vous est proposée par Fnac voyages.

Opéras, concerts, festivals, dans des interprétations exceptionnelles vous pourrez dire « j'y étais » sans avoir dû réserver vos places deux ans à l'avance. Vous trouverez dans le guide *Amadeus* le programme de ces voyages organisés pour votre plus grand plaisir.

Pour toute information : renseignez-vous dans votre agence Fnac Voyages ou composez le 3615 Fnac.

RENCONTREZ MOZART ... SURTOUT A LA FNAC

\* En collaboration exclusive avec la Fugue et Contrepoint.

fnac



# Goûts d'ailleurs

Plus souvent subie qu'acceptée, la cuisine hors frontières reste une lourde épreuve pour le voyageur français qui joue l'aventure encore encombré du fumet de ses mitonnages à l'ancienne. Leçon de savoir se tenir à la table des autres avec Jacques Puisais, président de l'Institut français du goût.

divers éléments, c'est déjà commencer le voyage : c'est déjà aller vers celui qui y habite. Ainsi, on pourra mieux comprendre ses gestes, son parler, ses façons d'être, de construire, de produire. Lorsque je me déplace vers un pays pour moi encore inconnu, je me renseigne sur sa géographie, son climat, ses productions et j'imagine déjà l'homme que je vais y rencontrer. L'appréhension à l'avance ses coutumes, sa cuisine, ses boissons. Je me suis préparé - à condition que l'autre m'accepte - à pénétrer son intimité et je ne le ferai jamais mieux qu'en partageant, avec lui, les témoignages culinaires de sa civilisation.

**Mémoire vraie du pays, la cuisine, vraie mémoire du voyage ?**

**« Épouser l'endroit à travers le goût, selon votre formule. Mais où commence l'endroit et où commence le goût ? »**

Un pays, une région, est façonné par l'air et le sol. C'est un milieu avec ses caractères propres : pluvieux, bourbeux, fructifères, pentus, sablonneux, acides, alcalins... Tout ce qui va se développer dans ce lieu en portera la marque. Il y aura ressemblance entre l'endroit et le vivant. Connaître ces

Certainement, le manger, la cave, ou la simple eau du puits, sont les mémoires de l'endroit. Elles ont été forgées, influencées par l'évolution de l'homme, certes, mais toujours dans l'esprit du lieu. Ces mets portent en eux une part d'histoire, de pauvreté, d'aisance, d'affectivité, et c'est ce dernier aspect qui m'a toujours attiré. Aller en Provence pour « rencontrer » une olive de poulet, en Alsace pour le markknepfle, à Bordeaux pour la lamproie, en Hongrie pour

le goulasch, aux Pays-Bas pour la soupe de pois cassés, l'erwtensopp, en Angleterre pour le fameux ragout de queue de bœuf, le braised oxtail, etc. Tous ces plats appartiennent au patrimoine de leur pays. Evidemment, il y a des évolutions, des rencontres qui permettent d'aller plus loin.

**Peut-on mettre en rapport deux cultures culinaires ?**

Certainement. Je citerai une anecdote vécue voilà quelques mois à Talpeh où je goûtais, avec mes hôtes français et chinois, un merveilleux poisson préparé à l'aigre-doux, majestueux sur son fond rouge poncé brillant ; je proposai de l'accompagner avec un gewurtztraminer servi frais. Alors, dans cette chair exemplaire par son onctueuse horizontalité, le vin pénétra, fier, vertical et tout se croisa, créant un silence bienheureux. Un boire et un manger, deux cultures s'étaient rencontrées.

**Jusqu'à quel degré de curiosité sommes-nous capables, nous, les prétendus « fils aînés de la gastronomie », de nous engager ?**

S'engager, oui, il le faut toujours. Mais toujours en respectant ceux chez qui nous nous rendons, en entrant dans leur jeu avec tout



Photo extraite du film de Naruse Mido « Le Repas ». Collection Hiroko Govaers.

l'apprentissage reçu dans un pays comme la France qui, de par sa situation, son climat, sa curiosité, le talent de ses cuisiniers, est la tête de file de ce « goût universel ».

Une autre histoire, lors de mon premier voyage au Japon, voilà une dizaine d'années. C'était dans la ville de Fukuoka. Mes deux « guides » avaient décidé de me faire goûter au poisson. Un cadre inattendu avec un vivier, au centre duquel on retire le poisson pour vous le présenter et lui faire subir, par une gestuelle précise, les premiers préparatifs du « sacrifice ». J'ai oublié le nom de ce poisson, mais son aspect assez barbare est toujours présent à ma mémoire.

« Au premier acte, on m'offrit - car on peut alors parler d'offrande - le filet de ce poisson, tout ce me le présentant encore vivant. Son regard fixait le mien. Je vous l'assure, lorsqu'on ressent tacitement dans le palais la chair encore « palpante » qui se donne à vous, on ne l'avale pas sans une certaine émotion ni sans un certain respect.

Ensuite, on me présenta sur un socle précieux le foie, partie énergique s'il en est, dont l'amertume devient savoureuse. Au troisième acte, on prit la carcasse pour me faire une soupe qui, sur un fourneau devant moi, livrait son fumet, avant de me proposer ensuite son moelleux, proche du gigot.

Enfin, au quatrième acte, les parties trop fermes du poisson étaient déposées dans une friandise et, à la dégustation, le croquant s'opposait en opposition avec la « tendreté » du premier acte. Cette expérience m'a montré ce que peut être un rituel de table, déboutant avec les morceaux les plus précieux du poisson pour terminer avec la présentation des plus modestes.

Depuis, j'ai revécu des scènes de table dans ce pays et dans d'autres, tout à fait différentes, et je puis dire que cela m'a toujours permis de mieux comprendre le peuple qui m'accueille, de mieux le connaître, de mieux l'aimer. Le goût, pour moi, est un moyen de communication privilégié, et je plains ceux qui voyagent autour de la terre et qui ne peuvent se passer de leurs petites habitudes et de leur menu-maison.

**Aucun peuple ne refuse le partage du repas. Que faire de l'offrande ?**

Selon les peuples, leur milieu ou les circonstances, on est plus ou moins vite invité à partager leur repas. C'est certainement une des plus grandes coutumes qui régissent entre les hommes, et cela depuis toujours, chacun avec ses habitudes où se dévoile tout son comportement alimentaire. Refuser une telle rencontre est un affront pour l'hôte, ne pas l'honorer nous rend mal à l'aise, c'est la raison pour laquelle l'enfant doit recevoir une éducation et un apprentissage si l'on veut qu'un jour, devenu adulte, il ne soit pas effrayé par des habitudes alimentaires avec lesquelles il n'est pas familiarisé. Refuser l'offrande, c'est refuser un hommage, c'est refuser qu'un être vienne vers vous en ami, c'est risquer de ne pas connaître un ami.

J'ai souvent expliqué cela aux enfants, non pour les forcer à goûter à tout, mais seulement pour

leur expliquer combien l'offrande du repas avait une place importante dans le rapprochement des sociétés.

**Les pays au passé récent ont une cuisine qu'on raffie facilement. On l'aborde sans doute mal ?**

Il est en effet intéressant de se pencher sur des implantations récentes dans le monde de populations venues d'ailleurs. Prenons les Etats-Unis : je retiendrai le petit déjeuner. On y rencontre, selon les Etats, des œufs, des pommes de terre rissolées, du jambon, du bacon, des haricots... Enfin, tout un assortiment de mets riches qui conviennent à un corps dont la journée sera longue et dure, avec éventuellement une dépense physique.

Devant ces petits déjeuners dont certaines composantes ont été amenées avec les pionniers, je me remémore les véritables repas des hommes de la campagne qui se levaient tôt pour soigner les animaux, pour aller ensuite aux champs.

Il est intéressant de constater que, malgré une vie plus douce, l'habitude d'un petit déjeuner solide soit demeurée. Ainsi, on attaque la journée avec un corps bien « campé ».

Pour démontrer ces relations entre la vie quotidienne et les repas, cet autre exemple, noté en Australie : les pièces de viande servies et les vins de ce pays sont également charpentés ; l'ensemble est athlétique à l'image des gens qui y vivent.

Lorsque je suis allé la première fois au Canada, j'ai été surpris par leur attirance pour le sucré. J'ai acheté des légumes, les ai fait cuire et j'ai pu ressentir leur saveur sucrée ; j'ai alors, là encore, mieux connu nos cousins du Québec en pensant que ces calories glucidiques allaient de pair avec des besoins nutritionnels dus à la rigueur de leurs hivers.

**Et le Mexique ?**

Le Mexique, un magnifique roman. On va y rencontrer toute la gestuelle et la mémoire du bassin méditerranéen, plus le « garde-manger » de ce pays, dont la variété doit être rappelée puisqu'elle a largement enrichi notre alimentation occidentale : la pomme de terre, la tomate, le haricot, la dinde, le chocolat, des aliments aujourd'hui courants, mais qui, voilà plusieurs siècles, étaient inconnus de nos compatriotes.

A ce « garde-manger » et à ce comportement alimentaire de type méditerranéen est venu se greffer le savoir-faire indien, différent dans chaque province, pour donner un ensemble éclatant, coloré, avec une dualité entre le piquant et l'apaisant qui vient calmer ces piquements de palais. Aller au Mexique sans aller au marché, goûter la cuisine tout en demandant « peu piquant » pour ceux dont l'apprentissage est encore timide, c'est ne pas profiter des richesses qui y sont proposées.

**Alors, rapporter une recette plutôt qu'une carte postale ?**

Le goût offre une multitude d'images dont la mémoire est le gardien. Une alimentation banale laisse vides les tiroirs, et la mémoire s'atrophie comme un muscle auquel on ne demande aucun effort. Nourrir son corps, au cours d'un voyage, d'images du goût, c'est certainement emporter du lieu visité ses plus belles expressions. C'est essayer de les relaire vivre chez soi en retrouvant les ambiances. C'est faire défiler non pas des cartes postales devant ses yeux, mais retrouver dans son « dedans », dans cette intimité propre à chacun, le souvenir d'un pays, d'une société, d'un instant.

Propos recueillis par Jean-Pierre Quélin

Président de l'Institut français du goût depuis 1978, Jacques Puisais dirige le laboratoire départemental et régional d'analyses et de recherches du Tour du Goût depuis 1985. Dans le cadre de l'Institut, il a défini depuis douze ans une politique d'éveil sensoriel chez l'enfant, en particulier en milieu scolaire. Livres parus : *Le vin se met à sa table*, Vaillet, 1981 ; *Le Goût juste*, Flammarion, 274 francs ; *Le Goût et l'Enfant*, Flammarion, 1987, 340 francs.



VOICI EN DEUX LETTRES LE PLUS GRAND CHOIX DE VOLS ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE DU NORD.

BRITISH AIRWAYS DESSERT TORONTO, PITTSBURGH, NEWARK, DALLAS AINSI QUE 17 AUTRES DESTINATIONS.

Saviez-vous que British Airways est de loin la seule compagnie européenne à vous emmener vers autant de destinations en Amérique du Nord ? En effet, au départ de Londres vous pouvez joindre directement 21 destinations aux États-Unis et au Canada, 18 d'entre elles étant desservies quotidiennement. Un réseau et une flexibi-

lité qu'aucune compagnie n'est à même de vous offrir sans oublier une qualité de service et un confort inégalés grâce au Concorde, à la première classe et à la classe affaires Club World. Pour votre prochain voyage d'affaires, pensez à éviter les procédures de transfert dans les aéroports d'Amérique du Nord et prenez un vol British Airways.

BRITISH AIRWAYS



100150

BILLET

Revoilà la prospective

Voir loin pour agir plus efficacement, jour après jour... La formule est connue, et tous les gouvernements, ou chefs d'entreprises, en font leur credo. Après plusieurs années de l'énergie, la prospective reprend du lustre, sous la houlette de la délégation à l'aménagement du territoire.

Il s'agit de mieux déterminer l'horizon du probable pour définir plus exactement les champs du souhaitable et du possible de chacune des politiques publiques. « La prospective, c'est le mariage entre l'imagination et la recherche en regardant par les cartes de géographie ». Cette formule percutante est de M. Jean-Louis Guigou, directeur de la DATAR et responsable de la mise en œuvre de cette initiative, par ailleurs époux de Madame le ministre des affaires européennes. Trente-trois millions de francs ont été dégagés pour lancer dix programmes scientifiques sectoriels, concernant par exemple l'évolution inconnue des conurbations gigantesques, la désertification rurale, les conséquences pour les régions françaises et européennes de l'ouverture à l'Est.

Parallèlement, sept personnalités vont être désignées pour faire écho dans les médias (qui seront regroupés pour la rédaction en sept grands ensembles) des clubs de prospective. Un « collège prospectif », rassemblant d'illustres érudits français et étrangers spécialistes de l'aménagement du territoire, sera également créé, probablement sous la forme d'une fondation ou d'un club à l'instar du Club de Rome des années 70, et aura en charge la valorisation des travaux des chercheurs. Enfin, la Commission nationale d'aménagement du territoire, dont la création a été annoncée le 6 novembre, sera un organe plus politique, présidé par le premier ministre, et donnera des avis au gouvernement.

On objectera que cette architecture pyramidale, présentée le 15 novembre, apparaît assez complexe, voire confuse, d'autant qu'il existe déjà un conseil scientifique à la DATAR dirigé par un universitaire de talent, M. Jean-Paul de Gaudemur. De plus, beaucoup d'organismes officiels, au premier chef le commissariat du Plan, sont chargés de décrire l'avenir prévisible et d'élaborer des scénarios. Concilier macro-économie et géographie volontariste : tel est l'enjeu de la prospective, millésime 1990.

Les difficultés de l'industrie automobile européenne

Volvo annonce des pertes pour les neuf premiers mois de l'année

Le groupe automobile suédois Volvo, allié de Renault, traverse une mauvaise passe. Au cours des neuf premiers mois de cette année, ses ventes ont diminué de 8,6 %. Largement bénéficiaire sur les trois premiers trimestres de 1989 (6,5 milliards de couronnes, soit autant en francs), Volvo a annoncé, jeudi 15 novembre, une perte de 193 millions pour les neuf mois passés de 1990.

STOCKHOLM

de notre correspondant

En lui laissant les rênes du pouvoir pour se consacrer exclusivement à l'accord avec Renault, M. Pehr Gyllenhammar, qui continue de présider aux destinées du groupe Volvo, a fait à son successeur, M. Christer Zetterberg, un cadeau légèrement empoisonné. Les résultats des neuf premiers mois de l'année, présentés jeudi 15 novembre à Stockholm (en présence notamment de M. Amoury-Daniel de Sté, PDG de Volvo-France, et nouveau membre du conseil d'administration du groupe), ont en effet de quoi inquiéter : 193 millions de couronnes de pertes contre 6 507 millions de bénéfices pour la période correspondante en 1989. Cette perte s'explique en partie par la constitution d'importantes provisions pour restructuration (2 450 millions de couronnes).

La grande responsable de cette dégringolade est la division voitures, qui, pour la première fois depuis 1980, affiche un déficit. Les trois marchés les plus importants de Volvo (la Suède, les États-Unis et la Grande-Bretagne) se sont considérablement durcis, et les ventes ont chuté de moitié au troisième trimestre : au total, 27 000 voitures vendues en moins. Une satisfaction cependant, avec une progression qui s'affirme au Japon.

F. Gr.

Même scénario pour la division autobus : Volvo maintient ses parts de marché dans le monde mais enregistre des résultats inférieurs à l'année dernière, principalement à cause des pertes engendrées par les coûts de restructuration de Leyland, en Grande-Bretagne.

5 000 suppressions d'emplois

La concurrence est âpre, et Volvo n'est pas non plus gâté par la situation économique de la Suède : une croissance vertigineuse des coûts de production, des salaires qui augmentent beaucoup plus que la productivité - soit exactement l'inverse de l'Allemagne. A cela s'ajoutent un mar-

chandise, un dollar qui s'anémie et, en Suède, des taux d'intérêt élevés et une couronne qui a des hoquets.

Le remède sera cruel. « L'avenir est tellement incertain qu'il s'agit de réduire très rapidement les coûts de 2,5 à 3 milliards d'ici 1992 », dit M. Zetterberg. Réduction des coûts signifie entre autres réduction du personnel : 5 000 salariés (soit 10 % des effectifs du groupe en Suède) doivent quitter Volvo d'ici à la fin de l'année prochaine, et M. Zetterberg ne sait pas si cela sera suffisant. Quant aux investissements, « nous y consacrerons en Suède juste ce qu'il faut pour maintenir notre appareil industriel en marche », dit-il.

FRANÇOISE NIÉTO

Les moteurs se portent bien

STOCKHOLM

de notre correspondant

Volvo-Penta, société entièrement indépendante au sein du groupe, qui fabrique moteurs de marine et moteurs industriels, ne semble pas trop affecté par les remous. Elle ne représente certes que 3 % des activités de Volvo mais 87 % de ses ventes s'effectuent à l'étranger, dans plus d'une centaine de pays, ce qui en fait la société la plus internationale du groupe.

Les ventes, malgré la faiblesse persistante du marché américain, ont progressé par rapport aux neuf premiers mois de 1989 et totalisent 2 169 millions de couronnes. Leader dans les pays nordiques et dans une partie de l'Europe occidentale, Volvo-Penta occupe - avec une gamme bien composée, essence et diesel, et un réseau dense de concessionnaires et de points de service - le troisième rang mon-

dial pour les moteurs de marine (plaisance et travail). La réussite du lancement, en 1982, du moteur hors-bord à double hélice, à mouvement contraire, qui augmente la puissance en réduisant la consommation et la pollution, contribue largement au succès de l'entreprise. La progression s'affirme également du côté des moteurs industriels qui équipent excavatrices, chariots élévateurs, camions-grues, machines forestières et aussi installations d'irrigation dont l'iran est, par exemple, un client particulièrement fidèle.

Penta, en fait, est une vieille histoire qui tient la route. La société existait bien avant Volvo. C'est un moteur Penta qui a équipé la première Volvo en 1927. En 1935, le constructeur automobile rachète le fournisseur. Mais, sans Penta, y aurait-il jamais eu Volvo ?

F. No.

Le président de Ford Motor Corp. s'inquiète des surcapacités dans l'automobile mondiale

La surcapacité de production de l'industrie automobile mondiale augmente et a atteint cette année 8,4 millions de véhicules, a indiqué, jeudi 15 novembre, M. Harold Posing, président de Ford Motor Corp., devant un parterre d'hommes d'affaires américains.

Sur cette capacité de production exorbitante, « près de 6 millions de véhicules visent le marché nord-américain », a affirmé le président du

deuxième constructeur automobile des États-Unis. Le numéro un de Ford a tempéré ce tableau maussade en soulignant les perspectives créées par l'ouverture de nouveaux marchés, notamment ceux des pays de l'Est.

Selon M. Posing, « les ventes totales de véhicules en Europe de l'Est pour l'année 1990 devraient être de 3 millions (par an) ».

Les résultats du recensement 1990

La population des grandes villes recommence à augmenter

Après avoir marqué le pas entre 1975 et 1982, la croissance des grandes villes a repris depuis, même si les petites agglomérations conservent un dynamisme certain. Les banlieues continuent à grossir, c'est ce qu'observe l'INSEE, dans un examen des « cent premières villes au recensement de 1990 » (1).

Retour à la ville, retour de la ville après le retour à la terre ? Les années 70 avaient été marquées par un ralentissement très net de la croissance urbaine, surtout des grandes agglomérations : plus elles étaient grandes, moins elles progressaient. Sur les huit dernières années (entre les recensements de 1982 et de 1990), si les petites villes continuent à progresser, on constate une reprise de la croissance des agglomérations de plus de 200 000 habitants : leur progression est comparable à celle des villes de 10 000 à 20 000, et elles apparaissent comme les locomotives de la croissance urbaine», écrivent MM. Jean-Paul Faur et Alain Lery.

Paris en tête

Cette reprise est particulièrement marquée pour les plus grandes, Paris en tête, dont la population a crû de 0,5 % par an, presque au même rythme que les villes de 5 000 à 10 000 habitants.

En 1990, l'agglomération parisienne a dépassé le cap de 9 millions d'habitants (+ 353 000 depuis 1982), « laissant loin derrière elle », comme apparaissent, Lyon (+ 40 000), Marseille (scèle de ces métropoles à avoir perdu des habitants (-24 000) - ou Lille (+ 14 000). En chiffres absolus, la croissance a été forte aussi à Toulouse (+ 67 000), Bordeaux (+ 45 000), Toulon (+ 27 000), Orléans (+23 000) et l'agglomération Grasse-Cannes-Antibes (+ 40 000). Au total, on compte 30 villes de plus de 200 000 habitants, contre 28 en 1982 : Reims et Angers (206 000) ont rejoint le peloton.

Autre constat : comme au cours des années 1975-1982, ce sont les banlieues qui croissent le plus vite : + 0,85 % (contre 0,89 % entre 1975 et 1982) contre + 0,07 % pour les « villes-centres ». La banlieue parisienne a ainsi gagné 377 000 habitants, celles des autres agglomérations de plus de 200 000 habitants, 415 000. Mais la croissance nouvelle de ces métropoles entraîne parfois celle des villes-centres. D'autre part, l'évolution est très différente selon les villes (certaines ont encore perdu des habitants). On constate

que c'est surtout au sud d'une ligne Bordeaux-Genève et à proximité de Paris que les grandes villes voient leur population augmenter. A quel tient ce redémarrage des « très grandes villes » ? L'INSEE n'a pu encore en rechercher les facteurs. Mais on peut penser que la présence d'établissements universitaires, les possibilités d'emploi - particulièrement en période de crise - y ont contribué, de même que l'existence de certaines infrastructures (le TGV, par exemple).

G. H.

(1) INSEE première n° 111, novembre 1990. Les agglomérations sont une ou plusieurs communes formant un ensemble continu d'habitants, par opposition aux « villes-centres ».

Les douze premières agglomérations

Voici les douze premières agglomérations françaises, en ordre décroissant :

- PARIS.	Centre, 2 162 000 ; banlieue, 6 908 000 ; total, 9 060 000.
- LYON.	Centre, 415 000 ; banlieue, 847 000 ; total, 1 262 000.
- MARSEILLE.	Centre, 801 000 ; banlieue, 288 000 ; total, 1 089 000.
- LILLE.	Centre, 364 000 ; banlieue, 586 000 ; total, 950 000.
- BORDEAUX.	Centre : 210 000 ; banlieue : 475 000 ; total : 685 000.
- TOULOUSE.	Centre, 359 000 ; banlieue, 249 000 ; total : 608 000.
- NANTES.	Centre, 245 000 ; banlieue : 247 000 ; total, 492 000.
- NICE.	Centre, 342 000 ; banlieue, 134 000 ; total, 476 000.
- TOULON.	Centre, 168 000 ; banlieue, 270 000 ; total, 438 000.
- GRENOBLE.	Centre, 151 000 ; banlieue, 249 000 ; total, 400 000.
- STRASBOURG.	Centre, 252 000 ; banlieue, 136 000 ; total, 388 000.
- ROUEN.	Centre, 103 000 ; banlieue, 277 000 ; total, 380 000.

Le traitement des 78 000 dossiers de familles en difficulté Une solution est trouvée pour 50 % des cas de surendettement

Les procédures de traitement du surendettement des ménages, après huit mois de fonctionnement, sont en train d'améliorer leurs performances. Dans un cas sur deux, un plan conventionnel de redressement est mis au point, qui devrait permettre aux familles d'éviter la catastrophe.

M. Denis Ferman, sous-gouverneur de la Banque de France, qui présentait à la presse, mercredi 14 novembre, le bilan de huit mois d'application de la loi Nizeret sur le traitement du surendettement des ménages, est optimiste : « La loi répondait à un réel besoin, et, si un temps d'adaptation est encore nécessaire pour la mise en œuvre d'un mécanisme novateur, on observe qu'il n'y a pas de blocage de la part des établissements de crédit et que les plans adoptés se traduisent par une réduction de moitié ou du tiers des mensualités de remboursement des ménages touchés, ce qui est satisfaisant ».

A la fin du mois d'octobre, 78 832 dossiers de demandes de traitement ont été enregistrés par les 114 commissions départementales chargées de les examiner. Le rythme de dépôt des dossiers (plus de 16 000 en mars) s'est

ralenti, avec un pic plus de 6 500 en septembre et de 7 700, en octobre. L'enregistrement du début a fait place à un traitement régulier, et, dans un cas sur deux, un accord entre les établissements de crédit et le ménage demandeur est trouvé sur un plan de redressement ; la proportion n'était que de un sur quatre de mars à juillet.

Les différentes régions ne connaissent pas le même nombre de cas de surendettement. En tête, l'Île-de-France est responsable de 13,8 % des dossiers, le Nord-Pas-de-Calais de 10,4 %, Rhône-Alpes de 8,4 % et Provence-Alpes-Côte d'Azur de 7,3 %. Mais, par rapport à la population, c'est en Haute-Normandie qu'on trouve le plus de cas de surendettement, avec 224 dossiers pour cent mille habitants, le Nord avec 188, tandis que, en Île-de-France, on n'en compte que 96, et en Alsace, 75, pour une moyenne nationale de 127.

Le surendettement type, selon une enquête menée par la Banque de France sur plus de 3 000 dossiers en juin dernier, est marié dans les trois quarts des cas, et son conjoint ne travaille pas (60,1 %), divorcé ou séparé dans un cas sur cinq et, s'il est en difficulté, c'est par perte de ressources (dans 51,7 % des cas), plus que par excès d'endettement (48,3 % des cas). Et la perte de ressources est,

pour presque la moitié des intéressés (23,7 %), due au chômage, et pour 9,5 % d'entre eux, à une séparation ou à un décès.

Dans leur grande majorité, les surendettés sont employés et ouvriers (59,4 %), avec une forte proportion de fonctionnaires (17,2 % de l'ensemble des cas traités). Mais ces derniers ne sont pas la cible privilégiée des abus d'offres de crédits ? Dans plus des deux tiers des cas, le ménage dispose d'un revenu mensuel de 4 000 à 10 000 francs, et plus de 10 % ont moins du SMIC pour vivre.

On observe enfin - mais c'est bien logique - une absence de crédits immobiliers chez les surendettés parisiens. Ce profil pourrait cependant évoluer, car les commissions voient apparaître, en rangs de plus en plus serrés, des dossiers émanant de familles qui sont des cas sociaux, envoyées là par des assistantes sociales ou des travailleurs sociaux. Il s'agit souvent de familles qui n'ont pas à faire face à des remboursements de crédits trop lourds, mais qui sont dans l'impossibilité de payer les dépenses normales d'une famille (loyer, gaz, électricité).

Du côté des établissements de crédit, très réticents à consentir un abandon de créances, la Banque de France observe, en partie grâce à des inter-

ventions, au plus haut niveau du secrétariat d'État à la consommation mais aussi de la Banque elle-même, une amélioration des comportements, les créanciers renonçant progressivement à invoquer la mauvaise foi des débiteurs.

Certains problèmes demeurent cependant : les prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP), qui ont bénéficié de subventions, ne peuvent faire partie de la négociation, au grand scandale des établissements financiers, qui voudraient bien que l'État y mette du sien. M. Ferman estime, avec prudence, percevoir un « fléchissement », la direction du Trésor ayant « laissé entrevoir une évolution possible ».

Enfin, le fichier des incidents de paiement, que la Banque de France doit constituer, commence à se mettre en place. Depuis juillet, 15 000 informations ont été recueillies, et ce « fichier » a été interrogé 28 000 fois. Il trouvera son régime de croisière à la fin de 1991, et M. Ferman estime qu'il contiendra deux millions d'informations et fera l'objet de neuf millions d'interrogations. L'idée d'un fichier des encours de crédit fait peu à peu son chemin.

JOSÉE DOYÈRE

PARLEMENT EUROPEEN

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le Parlement européen a publié dans le Journal officiel des communautés européennes (J.O. S.214) un appel d'offres pour une

MISSION D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL

concernant les aspects architecturaux, fonctionnels et financiers d'un immeuble à construire à Strasbourg. Cet immeuble aura une surface de plancher d'environ 100 000 m<sup>2</sup>, y compris une salle de séance de 750 places, 11 salles de conférence, plusieurs autres salles, facilités diverses et 890 bureaux.

La date limite pour réception des offres est le 17-12-1990.

Les documents concernant cet appel d'offres (J.O. et cahier des charges) sont disponibles auprès de :

PARLEMENT EUROPEEN

Division bâtiments, M. Diogo QUINTELA  
L. 2929 LUXEMBOURG.  
Tél. : 4300-4527-4300-3500.



## ÉCONOMIE

## AFFAIRES

Accord entre deux grands systèmes mondiaux de réservation aérienne informatisée

## Amadeus (Air France, SAS, Lufthansa, Iberia) et Sabre (American Airlines) s'associent

La mise en place de systèmes de réservation aérienne informatisée se poursuit à l'échelle mondiale. Sabre, premier système de la planète avec 85 000 terminaux, créé en 1962 par American Airlines, et Amadeus, premier système européen avec 41 000 terminaux, et 65 % des points de vente, créé en 1987 par Air France, SAS, Lufthansa et Iberia, ont signé, le 16 novembre, un accord de partenariat.

Les systèmes de réservation informatisée des compagnies aériennes consistent en des banques de données auxquelles ont accès, grâce à des terminaux, les agents de voyages. Ceux-ci disposent alors d'un outil extrêmement puissant pour obtenir des renseignements sur les disponibilités en sièges, sur les tarifs, ainsi que pour effectuer les réservations de leurs clients et émettre les billets correspondants.

Qui tient l'information et la réservation oblige les vendeurs à s'adresser à lui, ce qui explique que ces systèmes soient, de surcroît, très rentables puisque chaque transaction est facturée environ deux dollars (10 francs) chez Sabre (150 millions de dollars de bénéfices) et 2,20 euros (15 francs environ) chez Amadeus.

Mais ils coûtent très cher : Amadeus a prévu d'investir environ 400 millions de francs en matériel IBM. Dans certaines régions du monde, comme aux États-Unis, le développement de nouveaux systèmes est impossible, l'ensemble des

agences de voyages étant déjà raccordé aux réseaux existants. C'est pourquoi on a assisté, aux cours des derniers mois, à une frénésie d'accords.

Le numéro 2 américain Covia (United Airlines) s'est associé avec le numéro 2 européen Galileo (British Airways, Swissair, Alitalia); Abu Dhabi (Emirates), Singapore Airlines, Malaysian Airline System, Royal Brunei, China Airlines) a passé un accord de coopération avec Worldspan, résultat d'une alliance entre les américains TWA, Northwest Airlines et Delta Airlines; les Australiens ont créé Fantasia en passe de signer avec Sabre; Covia s'est entendu avec les Canadiens de Gemini, etc. Le but de ces rapprochements est de couvrir, par soi-même ou avec l'aide de son allié, le plus de territoires possibles.

## Partage du monde

Sabre cherchait de longue date un partenaire européen pour s'opposer aux dépenses, gagner du temps et contrebalancer Covia sur le Vieux Continent. Amadeus devait trouver un complice américain pour prendre pied aux États-Unis. Ils ont donc décidé, après de longues négociations, de faire cause commune.

Tout d'abord, les deux partenaires sont convenus de donner à leurs clients respectifs accès au système de l'autre. Ce fil direct permettra notamment aux agences euro-

péennes d'accéder aux tarifs intérieurs américains et aux agences américaines de profiter de la sophistication des programmes européens qui permettent de prendre en compte les demandes complexes des passagers (personnes voyageant en groupe mais pas sur les mêmes vols; repas végétariens).

Ensuite, Sabre et Amadeus se sont partagé la tâche : dans les pays où Amadeus est implanté, Sabre lui apportera son réseau commercial; en Amérique, c'est Amadeus qui ouvrira le pas à Sabre; dans les pays européens ou africains où ni Amadeus ni Sabre ne sont leaders, ils créeront des sociétés communes de développement; enfin, en Asie, chaque partenaire travaillera pour son propre compte. Cet accord entrera en vigueur au premier semestre 1991.

Pour sa part, Amadeus, qui se trouve encore en phase de lancement, proposera, au printemps 1991, deux nouveaux produits : un accès aux informations conformes aux recommandations de la CEE (affichage prioritaire sur les vols directs sans escale, puis sur les vols avec escale, puis sur les vols avec correspondance, classés par heure de départ, d'arrivée et par temps de voyage) et un accès à une nouvelle tarification automatique. À partir de la fin de l'année 1991, Amadeus sera totalement opérationnel et les actuels systèmes nationaux (Esistec en France) lui seront subordonnés.

ALAIN FAUJAS

Victime de sa boulimie et d'un marché difficile

## La société de services informatiques Concept est reprise par Altus Finance

Faute d'avoir accepté il y a quelques jours l'augmentation de capital de 300 millions de francs proposée par Altus Finance (groupe Crédit lyonnais), M. Olivier Spire, président de Concept, a dû se résoudre, jeudi 15 novembre, à voir ce même groupe lancer une offre publique d'achat sur sa société et à démissionner de son poste.

Altus Finance, née il y a un an du mariage de la branche financière de Thomson avec le Crédit lyonnais, contrôle déjà 30 % de Concept (20 % directement et 10 % par le biais d'obligations remboursables en actions, des ORA). Elle va lancer une OPA simplifiée au prix de 140 francs l'action pour porter sa participation à 50,01 % dans Concept, soit un prix nettement supérieur au dernier cours (98 francs). Finalement, l'opération lui coûtera 200 millions de francs, soit un tiers de moins que la somme qu'elle avait d'abord pensé débours.

Les fondateurs associés de la société de services informatiques Concept, BLS, jusque-là majoritaires, conserveront entre 30 et 35 % du capital. Altus Finance compte à terme revendre sa participation minoritaire de 20 à 25 %.

Un nouveau président, M. Eric Biot Lefèvre, issu d'Altus, a été l'un des artisans du rapprochement. En 1986, entre l'équipe financière de Thomson et Concept, M. Jean-François Hélin, le président d'Altus, a

précisé que les restructurations industrielles engagées (recentrage sur les métiers de base et réorganisation de la gestion) seront poursuivies et qu'il n'y aura pas de licenciements supplémentaires (190 ont eu lieu chez CCMC). Il a lié les difficultés de Concept à « un marché difficile, qui a perturbé toutes les SSII, à l'exception de la croissance du groupe, qui a dépassé la gestion et, enfin, à l'impact des forts taux d'intérêt ».

En fait, tous les observateurs s'accordent pour parler de « boulimie » pour expliquer les difficultés de Concept, qui revendiquait la place de numéro un de l'informatique financière en 1989, époque où ses comptes n'étaient pas encore vus au rouge et où elle affichait 2,3 milliards de francs de chiffre d'affaires. Lorsque, à l'issue d'un roman à épisodes, Concept a repris en août 1988 CCMC (chef de file sur le marché des experts comptables), elle a racheté une société cinq fois plus grosse qu'elle.

Les comptes de l'entreprise ont vicié brusquement au rouge cette année : après avoir prévu en septembre une perte de 40 millions au premier semestre et annoncé la réduction de la cote de quatre de ses filiales (Le Monde du 13 septembre), Concept a revu un mois plus tard ses prévisions à la baisse : le déficit des six premiers mois s'est inscrit à 181,4 millions de francs (écart qui a suscité les interrogations de la Commission des opérations de Bourse) et devrait s'élever à 500 millions pour l'ensemble de l'année.

F. V.

Le Crédit lyonnais porte sa part dans Altus Finance à 65 %. Conformément aux accords conclus en octobre 1989 entre Thomson et le Crédit lyonnais, qui prévoyaient que la banque porterait de 50,01 % à 80 % en trois ans sa participation dans Altus Finance (ex-Thomson-CSF Finance), le Lyonnais a annoncé, jeudi 15 novembre, qu'il accroissait sa part de 15 %. Cette opération permettra au Crédit lyonnais d'augmenter ses fonds propres de 5 milliards de francs et à Thomson-CSF, qui était entré pour 14 % dans le capital de cette banque dans le cadre des accords d'octobre 1989 (Le Monde du 28 octobre 1989), de porter sa part à 16,67 %.

Grève du personnel au sol d'Air France à Nice. Le personnel au sol d'Air France à l'aéroport de Nice s'est mis en grève jeudi 15 novembre dans l'après-midi, pour protester contre la réorganisation décidée par la compagnie nationale, bloquant progressivement les départs et les arrivées d'avions. Une partie des passagers d'un vol d'Air France pour Paris ont été ramenés par Toulon, les autres étant hébergés une nuit sur place. Mais certains auraient décidé de porter plainte contre X... pour « atteinte à la liberté de circulation ». Le blocage persistait vendredi matin.

## ÉTRANGER

Augmentation du chômage en Grande-Bretagne

## La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

Le chômage a de nouveau augmenté en Grande-Bretagne au cours du mois d'octobre, et ce pour la septième fois de suite. Le nombre des demandeurs d'emploi a progressé de 32 000 après correction des variations saisonnières, portant à 6 % de la population active le taux de chômage contre 5,9 % en septembre et octobre 1989.

L'augmentation enregistrée le mois dernier est la plus forte depuis quatre ans, ce qui n'empêche pas les salaires de continuer à progresser très rapidement : + 10,2 % entre septembre 1989 et septembre 1990. Les coûts de production industriels augmentent donc vite (+ 10,6 % l'an) alors que baisse la productivité.

La Banque d'Angleterre, qui met en garde contre la poursuite de hausses excessives des salaires, estime dans son dernier bulletin trimestriel que « le ralentissement économique sera à la fois plus accentué et plus durable en 1991 que l'on ne croyait précédemment ». Il y a quelques jours, le chancelier de l'Échiquier avait annoncé une reprise économique à la mi-91...

Paievements extérieurs : fonte des excédents japonais. Le commerce extérieur du Japon a été excédentaire de 7,7 milliards de dollars en septembre, selon les chiffres bruts de la balance des paiements (différents des chiffres douaniers). Les exportations ont atteint 25,1 milliards de dollars et les importations 17,4 milliards. L'excédent commercial du troisième trimestre a ainsi atteint 17,3 milliards de dollars contre 19,7 milliards au cours de la même période de l'année dernière (-12,4 %). En 1989, la balance commerciale du Japon avait été excédentaire de 76,9 milliards de dollars.

L'ATA condamne la taxe sur les passagers étrangers aux États-Unis. L'organisation des compagnies aériennes, IATA (International Air Transport Association) dont le siège est à Genève, a condamné comme « illogique et discriminatoire » jeudi 15 novembre, la nouvelle taxe décidée par le gouvernement américain sur les passagers étrangers débarquant aux États-Unis. Cette taxe, votée en octobre avec d'autres mesures fiscales, oblige toute compagnie aérienne ou de navigation desservant les États-Unis à verser un dollar par passager non américain (exception faite de ceux en provenance du Canada ou du Mexique) débarquant sur le territoire national.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 45-55-91-42, poste 4330

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## COMPTES CONSOLIDÉS DU 1er SEMESTRE 1990

en milliards de FRF	1er sem. 1990	1er sem. 1989	Année 1989
<b>BILAN</b>			
Total du bilan	781,6	459,5	724,4
Fonds propres (y compris intérêts hors groupe)	88,4	41,4	84,8
Fonds propres (part Suez)	40,8	32,9	37,7
<b>RÉSULTAT</b>			
Résultat d'exploitation	3,5	1,4	7,1
Résultat exceptionnel	+2,4	+0,7	+1,2
Résultat brut avant impôt	5,9	2,1	8,3
Impôt sur les bénéfices	-2,1	-0,7	-2,3
Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	+1,3	+1,1	+3,1
Résultat net (y compris intérêts hors groupe)	5,1	2,5	9,1
Intérêts hors groupe	-2,1	-0,5	-5,0
Résultat net (part Suez) avant effet de changement de principe comptable	3,0	2,0	4,1
Effet de changement de principe comptable	-0,3		
Résultat net (part Suez)	2,7	2,0	4,1
Nombre moyen pondéré des actions en circulation pendant la période (en millions)	107,0	98,7	101,3
Résultat net (part Suez) par action	FRF 25,64	FRF 20,03	FRF 40,13

## 1) Périmètre de consolidation

Les groupes Société Générale de Belgique et Victoire sont consolidés par intégration globale au 1er semestre 1990 alors qu'ils l'étaient par mise en équivalence au 1er semestre 1989. De surcroît, les filiales allemandes du Groupe Colonia ont contribué à l'élargissement du périmètre de consolidation par rapport à celui retenu au 30 juin 1989.

## 2) Changement de méthode

Depuis le 1er janvier 1990, les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable et ne sont enregistrés à l'actif du bilan que si leur recouvrement est certain. Ce changement de méthode, qui pénalise le résultat du 1er semestre 1990 de FRF 261 millions, est indiqué séparément.

## 3) Résultats semestriels

Après prise en compte de la part des sociétés mises en équivalence, le résultat net (part Suez) du 1er semestre 1990 enregistre une progression de 40 % par rapport au 1er semestre 1989. Compte tenu d'une augmentation de 8 % du nombre moyen pondéré des actions en circulation par rapport au chiffre retenu pour le 1er semestre 1989, le résultat net (part Suez) par action ressort à FRF 25,64 contre FRF 20,03 pour le 1er semestre 1989 (+ 28 %).

en milliards de FRF	1er sem. 1990	1er sem. 1989	Année 1989
Banque	0,8	0,6	1,3
Assurance	0,2	0,2	0,4
Industrie, Services et Immobilier	0,7	1,0	1,5
Compagnie de Suez et divers	1,0	0,2	0,9
	2,7	2,0	4,1

Le résultat élevé du secteur "Compagnie de Suez et divers" au cours du 1er semestre 1990 est notamment dû au reclassement de titres Groupe Victoire.

## 4) Perspectives 1990

En raison de la dégradation de la conjoncture internationale au cours du 2ème semestre 1990, caractérisée notamment par des taux d'intérêt élevés et des marchés boursiers déprimés, et sur la base d'un nombre moyen pondéré des actions en circulation pour l'exercice 1990 en augmentation de 10 % sur 1989, il est probable que le résultat consolidé par action sera inférieur au montant de FRF 40,13 atteint en 1989.

## Offrez-lui le Journal du jour de sa Naissance

## Pour un anniversaire, une fête, offrez LE JOURNAL ANNIVERSAIRE EN COFFRET-CADEAU

Cadeau précieux, le Journal Anniversaire est présenté dans un luxueux coffret recouvert de balacron grainé, comme les plus vieux cuir.

C'est un vrai journal (ni une copie, ni une reproduction) puisé dans un stock unique de journaux de collection parus de 1890 à nos jours.

Il est accompagné d'un certificat d'authenticité du musée de la Presse.

Glissé sous jaquette cartonnée, il est expédié chez vous, sans risque, sous 48 heures.

## Bon de commande à envoyer, accompagné d'un chèque bancaire, CCP ou mandat du montant de votre commande à Boutique du Musée de la Presse, 43, rue de l'Arbre-Sec, 75001 Paris.

Date de livraison demandée			Nom	
Jour	Mois	Année	Prénom	
			Adresse	
			Ville	
			Code postal	
Préciser : 190 pour Journal avec son coffret et son certificat d'authenticité. Frais d'envoi inclus.				
Chèque ou paiement de				



## ECONOMIE

### Un entretien avec le directeur général du Crédit agricole

« Il n'est pas de bonne politique d'écraser de charges les entreprises »  
nous déclare M. Philippe Jaffré

un établissement lui propose une rémunération plus élevée que le marché, il court le risque de tout perdre. Le danger de contrepartie existe, et il doit être apparent. Il ne



doit plus être anesthésié. C'est essentiel pour éviter la fuite en avant qui conduit aux grandes catastrophes.

— Mais, avec ce système d'assurance, les banques nationales, infatigables par définition, ne paieraient rien. D'où une distorsion de concurrence.

— Parlons-en justement. C'est mon dernier point. On ne peut vouloir la concurrence et la fau-

ser. C'est un point très délicat, car il y va de l'équilibre entre les entreprises publiques et les entreprises privées. L'Etat est parfois déchiré entre ses devoirs de propriétaire et ses devoirs de garant de règles équitables. Il se doit d'être pragmatique, mais aussi attentif. Un exemple, la recherche en fonds propres. L'Etat a apporté à la BNP 10 % de l'UAP. Ce sont de vrais fonds propres puisque la BNP possède bien 10 % du capital de l'UAP qui garantissent les dépôts. L'Etat espère simplement que l'Etat veillera à se faire rémunérer cette augmentation de capital comme doivent le faire la Société générale ou le Crédit agricole lorsqu'ils augmentent leur capital.

— Je crois cependant que dans cette quête les banques publiques peuvent aller trop loin : la BNP est en train de faire une société avec l'Etat dans laquelle elle apporte ses 10 % de l'UAP et où l'Etat rajoute 10 %. Puis la BNP ajoute 1 franc. Elle devient donc majoritaire dans cette société, ce qui lui donne le droit de consolider 20 % de l'UAP alors qu'elle n'en a que 10 %. En bien, ça, c'est une vraie distorsion de concurrence parce que, avec ces faux fonds propres, la BNP va pouvoir distribuer des milliards de crédits nouveaux sans se soucier de rémunérer le capital.

Propos recueillis par  
YVES MAMOU et FRANÇOIS RENARD

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LVMH  
MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

#### Augmentation de l'acompte sur dividende de 10 %

Le Directoire de LVMH a décidé la mise en paiement d'un acompte sur le dividende de l'exercice 1990 dès le 30 novembre 1990.

Comme cela avait été instauré l'année dernière, il s'agit donc de payer plus tôt aux actionnaires l'acompte sur dividende qui était versé auparavant au mois de février de l'année suivante.

Cet acompte, d'un montant net de 16,50 F, auquel s'ajoute l'avoir fiscal de 8,25 F, est en augmentation de 10 % par rapport à celui de l'année précédente.

Le chiffre d'affaires au 30 septembre 1990 qui s'élève à 13,5 milliards de francs confirme la tendance constatée au 30 juin, c'est-à-dire une croissance réelle de notre activité neutralisée par un effet de dévaluation défavorable. Alors que le chiffre d'affaires apparaît stable comparé à l'année précédente, la progression de ce chiffre d'affaires à devises constantes est de 11 %.

Le dernier trimestre de 1990 devrait marquer une croissance du chiffre d'affaires compte tenu d'un certain nombre d'éléments positifs, en particulier la reprise significative des ventes de Louis Vuitton Malletier et la hausse de certaines devises comme le yen au cours des derniers mois.

#### ETRANGER

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

La Banque d'Angleterre craint pour 1991 une sévère récession

Le Crédit agricole, première banque française par la taille de son bilan, a récemment subi les foudres du ministre délégué au budget qui l'accusait de « piquer le blé » des agriculteurs et de refuser de leur venir en aide. Sans entrer dans la polémique, le Crédit agricole a néanmoins durement négocié avec les pouvoirs publics pour sauvegarder son monopole sur les dépôts des notaires de province, dépôts qui représentent une part essentielle de ses ressources. Aujourd'hui, le calme revenu, le Crédit agricole affirme que les pouvoirs publics mènent une politique hésitante qui place les établissements de crédit en porte à faux et accroît leurs difficultés.

« Les établissements de crédit sont dans une situation difficile. Les politiques s'en prennent aux siccav monétaires, certains banquiers accusent la concurrence débridée de certains grands établissements. Quel est l'avis du directeur général d'une grande banque mutualiste ? »

— La concurrence est là pour le profit du client. Il dispose d'un service bancaire de grande qualité, presque gratuit sur l'ensemble du territoire. Son épargne est de mieux en mieux rémunérée, et il obtient du crédit à des conditions très favorables. Le revers de la médaille, c'est que les banques prennent plus de risques, que leurs résultats régressent. Si vous me permettez de pasticher Valéry, les banques françaises savent désormais qu'elles sont mortelles.

« C'est bien sûr aux banques de mieux se gérer, de réduire leurs coûts, de maîtriser les risques. Elles sont des entreprises, à elles de se battre. Mais elles ne pourront bien le faire que si les autorités monétaires ont une politique claire. Or celle-ci est encore ambiguë sur quatre points importants pour l'avenir. Le premier, c'est qu'on ne peut à la fois vouloir réduire les rentes et prélever sa dime.

— Ce qui veut dire ? — Précisons un exemple : la fiscalité cachée des réserves obligatoires. Elle a commencé de baisser grâce à M. Bérégovoy, mais la Banque de France n'y mettait pas beaucoup d'enthousiasme. Pourtant chacun sait que les réserves obligatoires n'ont de sens que si deux objectifs sont poursuivis. Un, le cadrage de la masse monétaire, deux, la stabilité du taux de change. Les variations du taux du marché monétaire et du taux des réserves sont alors simultanément utiles. Mais si on ne poursuit qu'un seul objectif, et en France, seul l'objectif de change est réellement poursuivi, les réserves obligatoires perdent tout sens monétaire. Elles ne sont plus qu'un impôt masqué sur le système bancaire.

#### PUBLICATION JUDICIAIRE

Jugement de la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal de grande instance de Paris du 11-07-90 entre M. Claude ALLEGRE, partie civile et MM. Eric NEVEU et Haroun TAZIEFF, pour diffamation publique.

PAR CES MOTIFS : Le tribunal, statuant publiquement, contradictoirement par application des articles 411 et 415 du C.P.P. et en premier ressort, rejette l'exception de nullité des poursuites.

Déclare Eric Neveu et Haroun Tazieff coupables, en qualité respectivement d'auteur et complice du délit de DIFFAMATION PUBLIQUE envers un fonctionnaire public à raison de la parution dans le journal « PENTHOUSE » de février 1990, d'un article intitulé « Haroun Tazieff. Les mondes scientifiques et politiques sont aussi médiocres l'un que l'autre ».

Condamne Eric Neveu à la peine de 10 000 F d'amende.

Condamne Haroun Tazieff à la peine de 10 000 F d'amende.

Les condamnés solidairement à payer à Claude Allegre la somme de 1 franc à titre de dommages-intérêts et 5 000 F en vertu des dispositions de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Ordonne la publication du jugement dans trois journaux au choix de la partie civile et aux frais des prévenus, dans la limite de 15 000 francs par insertion.

Déclare les sociétés EDITIONS DES SAVANES et PRESSE OFFICIELLE civilement responsables.

Les condamnés aux dépens, par parts égales.

Pour extrait, M<sup>re</sup> Francis TERQUEM.

Avocat à la cour

## CONSTRUIRE, C'EST UN DON...



Et ce don, nous le revendiquons.

Allié à notre savoir-faire et notre puissance financière, il nous place parmi les tout premiers promoteurs immobiliers en France. Il nous permet désormais d'agir au-delà des frontières, en Europe.

Plus que jamais à l'écoute de nos partenaires, nous sommes prêts à accompagner leurs projets des plus modestes aux plus ambitieux.

Pour construire, le génie des lieux s'impose.

SINVM  
COMPAGNIE BANCAIRE

le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 Paris  
Tél : (1) 40 67 31 86







## ÉCONOMIE

### COMMERCE INTERNATIONAL

La visite de M. Baker à Bruxelles

#### La Commission veut une discussion « franche » avec Washington sur les subventions agricoles

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Sans ignorer, bien au contraire, l'importance des désaccords avec les États-Unis et le « groupe de Cairns » (les grands pays exportateurs de produits agricoles), les ministres du commerce extérieur des Douze, réunis à Bruxelles jeudi 15 novembre, ont exprimé le souhait que l'Uruguay round, qui doit s'ouvrir le 3 décembre, ne soit pas reporté. Selon M. Renato Ruggiero, ministre italien du commerce extérieur, ils croient encore qu'il est possible de « parvenir à un résultat satisfaisant » et ils « font confiance à la Commission », notamment pour les entretiens, entre celle-ci et M. James

Baker, le secrétaire d'État américain, vendredi à Bruxelles.

M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission, dont le libéralisme à tous crins semble proche des principes proclamés outre-Atlantique, a promis que cette discussion de vendredi serait « franche ». Il n'est pas sûr, toutefois, qu'il existe une harmonie de vues totale entre lui et tous les ministres. Un décalage apparaît dans certains propos quant au caractère non négociable des dernières propositions de la CEE en matière agricole.

Selon M. Jean-Marie Rausch, ministre français du commerce extérieur, « la plupart des ministres » ont dit lors du déjeuner qui les a réunis jeudi, que ces propositions n'étaient pas révisables « dans l'immédiat ». Des déclarations de M. Ruggiero

donnent au contraire à penser qu'un ultime marchandage est envisagé. M. Rausch a indiqué à la presse qu'il avait demandé à M. Andriessen de « ne pas mettre en jeu le sort de dix millions d'agriculteurs européens pour deux millions d'agriculteurs américains ».

Le ministre français a aussi rencontré jeudi à Bruxelles Mme Carla Hills, la négociatrice américaine en matière de commerce, qui accompagnait M. Baker. Il lui a dit que la France ne voyait pas quelles possibilités bien être, dans la négociation actuelle, « les contreparties à ce qui se traduit inévitablement par des pertes de marché dans le domaine agricole ». L'Américaine s'est retranchée derrière les exigences du « groupe de Cairns ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

### CONJONCTURE

Marquant un ralentissement par rapport au premier semestre

#### Le salaire horaire ouvrier a augmenté de 0,9 % au troisième trimestre

Le taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 0,9 % au troisième trimestre, selon les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, publiés le 15 novembre par le ministère du travail. Depuis octobre 1989, la progression est de 5 %, et, dans l'hypothèse d'une hausse des prix évaluée à 3,8 %, le pouvoir d'achat aurait donc progressé de 1,2 %.

Cette hausse est toutefois plus raisonnable que celle qui avait été constatée au premier semestre et qui faisait craindre, souligne le ministère, que « la modulation salariale observée depuis plusieurs années ne touche à sa fin ». Au cours des premiers mois de 1990, le taux de salaire horaire avait connu une augmentation de 2,9 %, contre 2,2 % pendant la même période de 1989. Le pouvoir d'achat avait gagné 2 % entre juillet 1989 et juillet 1990. Le dérapage des salaires, qui paraît

aujourd'hui se ralentir, était dû, pour l'essentiel, à une accélération de 7,5 %, de juillet 1989 à juillet 1990, enregistrée dans les travaux publics à la suite de l'application d'un accord salarial. Il pourrait réapparaître dans les prochains mois avec la mise en place progressive de la convention, qui porte également sur les bas salaires dans le bâtiment.

L'augmentation générale du taux de salaire horaire pourrait alors être de 5,5 % ou 6 % en glissement en 1991 et entraîner à son tour une croissance du SMIC. De plus, un mécanisme identique pourrait être déclenché au fur et à mesure de la négociation de nouveaux accords de branche, conformément au programme de revalorisation des bas salaires-entreprises à la demande du gouvernement. Si cette hypothèse se confirmait, la menace d'un retour de l'inflation se préciserait.

A. L.

### EN BREF

□ Effectifs salariés : + 0,4 % au troisième trimestre. — Le marché du travail n'a pas été perturbé par la crise du Golfe. Selon les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions de la main-d'œuvre, publiés le 15 novembre par le ministère du travail, les effectifs salariés ont augmenté de 0,4 % au troisième trimestre. Au total, 57 000 emplois supplémentaires ont été créés dans les secteurs marchands non agricoles. Ce qui porte la progression à 190 000 depuis le début de l'année et à 300 000 en douze mois (+ 2,1 %).

□ Caterpillar-France : 1 500 salariés en chômage technique. — La direction de Caterpillar-France a annoncé, jeudi 15 novembre, la mise en chômage technique, durant une semaine fin novembre, de 1 500 des 2 100 salariés de son usine de Grenoble (Isère). La direction du constructeur d'engins de travaux publics a précisé que cette décision correspondait à « un contre-coup de la baisse actuelle du marché des travaux publics au niveau mondial ».

## ALTUS FINANCE renforce CONCEPT

ALTUS FINANCE

16 milliards de F. de fonds propres.

Filiale du Crédit Lyonnais et Thomson CSF.

Augmente le capital de Concept et devient son actionnaire principal.

GROUPES CONCEPT

3° SSII française.

Leader européen des progiciels financiers pour les grandes entreprises.

Acteur majeur en ingénierie informatique.

Avec CCMC, leader des progiciels de gestion pour les PME et la Profession Comptable Libérale.

Avec SPECTRAL-MIS, 2° entreprise française de tierce maintenance.

## LA BOURSE Le 1 AUX STAGES ÉTUDIANTS\* GAGNEZ DES STAGES A VOCATION INTERNATIONALE

Participez à la Bourse aux stages dans Le Monde du 13 au 20 nov. 1990 (numéros datés du 14 au 21-11-1990.)

\* Bac + 3 minimum obtenu courant 1991

### RECONSTITUEZ LES COUPLES PARFAITS !

Associez à chacune de ces entreprises son slogan publicitaire :

- 13 SKF
- 14 Technip
- 15 Groupe des Banques Populaires
- 16 Quille
- M « J'avance »
- N « Le plus qui fait la différence »
- O « Santé béton »
- P « L'ingénierie en tête »

\* Ces informations sont réputées exactes au 31-10-90.

RETROUVEZ LES LOGOS DES ENTREPRISES PARTICIPANTES EN PAGES EMPLOI

### POUR VOUS AIDER

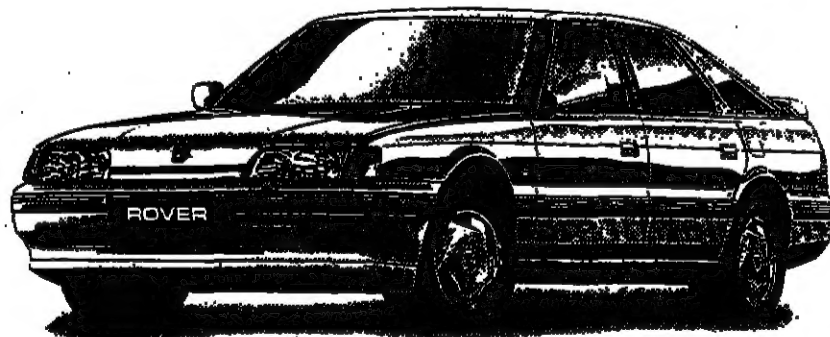
SUR EUROPE 1  
UN INDICE SERA DIFFUSÉ  
CHACQUE JOUR  
AU JOURNAL DE 20 HEURES  
PENDANT TOUTE LA DURÉE  
DE LA BOURSE  
RETROUVEZ CES INDICES  
SUR MINTEL 3615 LEMONDE

Le Monde

INITIATIVES  
CAMPUS

EUROPE 1

## PAYEZ VOTRE ROVER SÉRIE 800 EN 36 MOIS LE MÊME PRIX QU'AU COMPTANT



### AVEC LA L.O.A. FORMULE ROVER

Jusqu'au 31 décembre 90, Rover vous fait bénéficier d'un financement exceptionnel sur la Rover Série 800 de votre choix avec la L.O.A. Formule Rover.

Moyennant un premier versement de 45 % du prix clés en main (Dépôt de garantie de 15 % + 1<sup>er</sup> loyer de 30 %), pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, vous partirez au volant de la Rover Série 800 de votre choix.

Ensuite, vous aurez à acquitter 11 loyers d'un montant de 2,80 % du prix de votre Rover Série 800, puis 12 loyers de 2,20 % (soit 12 loyers de 1 %).

Au terme de cette location avec option d'achat sur 36 mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre Rover Série 800 sans rien régler. L'option finale d'achat, équivalente à 0,80 % du prix tarif sera prélevée sur votre dépôt de garantie de 15 % dont le solde (soit 14,20 %) vous sera restitué.

Au bout du compte, sur 36 mois, avec la L.O.A. Formule Rover, votre Rover Série 800 vous coûtera exactement le même prix qu'au comptant.

Exemple : Rover 820e 16v prix tarif au 30/09/90 : 120 000 F TTC

- 1 <sup>er</sup> versement		
Dépôt garantie (15 %) :	18 000 F	54 000 F
1 <sup>er</sup> loyer (30 %) :	36 000 F	
- Ensuite 11 loyers (2,80 %) x 3 360 F		36 960 F
- Puis 12 loyers (2,20 %) x 2 640 F		31 680 F
- Enfin 12 loyers (1 %) x 1 200 F		14 400 F
- Restitution du solde du dépôt de garantie avec déduction de l'option d'achat finale 15 % - 0,80 % soit 14,20 % du prix TTC du véhicule		- 17 040 F
Coût total (hors assurances) au bout des 36 mois équivalent au même prix qu'au comptant		120 000 F

Rover Série 800, une gamme prestigieuse de 12 modèles, Berlins et Fastback, 16, 24 soupapes et Turbo Diesel, à partir de 120 000 F TTC. Modèle présenté : Rover 827i Vitesse V6, prix : 200 000 F TTC. Prix tarif clés en main au 30 septembre 90 (millésime 91).



### ROVER SÉRIE 800

Cette offre exceptionnelle est valable du 12 novembre au 31 décembre 90 chez les concessionnaires Rover participants à l'opération, sous réserve d'acceptation de votre dossier par Rover Financement, département de Location 51, boulevard des Dames 13002 Marseille - S.A. au capital de 22 000 000 F - R.C.S. Marseille B 071 800 130



Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36.15 Rover.







# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 16 NOVEMBRE

Règlement mensuel									
VALEURS	Cours précéd.	Précéd.	Dernier	%	VALEURS	Cours précéd.	Précéd.	Dernier	%
3755 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05	3755 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05
380 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05	380 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	3820	-0.05

COMPTANT (sélection)									
VALEURS	Cours précéd.	Dernier	VALEURS	Cours précéd.	Dernier	VALEURS	Cours précéd.	Dernier	VALEURS
3755 C.A.P. 2000	3820	3820	3755 C.A.P. 2000	3820	3820	3755 C.A.P. 2000	3820	3820	3755 C.A.P. 2000
380 C.A.P. 2000	3820	3820	380 C.A.P. 2000	3820	3820	380 C.A.P. 2000	3820	3820	380 C.A.P. 2000
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000
1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	3820	1450 C.A.P. 2000

Cote des Changes									
MONNAIES	COURS	MONNAIES	COURS	MONNAIES	COURS	MONNAIES	COURS	MONNAIES	COURS
3755 C.A.P. 2000	3820	3755 C.A.P. 2000	3820	3755 C.A.P. 2000	3820	3755 C.A.P. 2000	3820	3755 C.A.P. 2000	3820
380 C.A.P. 2000	3820	380 C.A.P. 2000	3820	380 C.A.P. 2000	3820	380 C.A.P. 2000	3820	380 C.A.P. 2000	3820
1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820
1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820
1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820
1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820
1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820
1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820
1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820	1450 C.A.P. 2000	3820

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330



L'affaire de l'observatoire aquatique de Fleury (Aude)

## La chancellerie s'est opposée à l'ouverture d'une information judiciaire concernant Urba-Technic

M. Henri Nallet a annoncé, jeudi 15 novembre, l'ouverture d'une enquête administrative « pour savoir comment un document parti de la chancellerie a pu se retrouver à l'extérieur ». Le garde des sceaux réagissait ainsi aux informations du *Nouvel Observateur* du 13 novembre selon lesquelles, le 16 octobre dernier, le ministère de la justice s'était opposé dans un télégramme adressé au parquet de Narbonne à l'ouverture d'une information judiciaire sur une nouvelle affaire impliquant le bureau d'études *Id au PS, Urba-Technic*. Déjà évoquée (le *Monde* du 26 octobre), celle-ci concerne la gestion d'un observatoire aquatique, « La Bulle », à Fleury (Aude) dont le maître d'ouvrage, la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement de l'Aude (SEMAEA), a versé des commissions à Urba-Technic. Placé en garde à vue le 16 octobre, l'ancien maire socialiste de Fleury,

M. Christian Montagné, devait être remis en liberté vingt-quatre heures plus tard. Selon le *Nouvel Observateur*, dans un rapport de quarante pages adressé à la chancellerie, le procureur de Narbonne estimait que cette affaire, qui porte sur des irrégularités d'un montant de 44 millions, incluait « la découverte d'un système organisé de détournement de fonds publics : celui d'Urba-Technic ». M. Nallet assure, pour sa part, qu'il n'y a eu aucune intervention de la part du ministre de la justice. Selon lui, le télégramme de la chancellerie demandait seulement de « prendre un certain nombre de précautions, compte tenu de la nature et des responsabilités des

personnes qui allaient vraisemblablement être impliquées ». « Cette indication ne constitue certainement pas un blocage de l'affaire », a-t-il ajouté, assurant que « le dossier suivra son cours ».

Or le quotidien *l'Humanité* du 16 novembre publie un fac-similé du télégramme de la chancellerie daté du 16 octobre, soit deux semaines après la nomination de M. Nallet au ministère de la justice. On y lit bien la recommandation suivante : « En l'état actuel des divers rapports qui m'ont été adressés, il m'apparaît en effet qu'il n'y a pas lieu dans cette affaire de requérir d'urgence l'ouverture d'une information, et encore moins la mise en détention des divers mis en cause ».

Nouvelle journée d'action nationale le 30 novembre

## Glose sur l'indépendance des magistrats

A l'appel de l'intersyndicale de la justice, le monde judiciaire s'est mobilisé, jeudi 15 novembre, un peu partout en France. Au Sénat un colloque s'est déroulé sur fond d'affaires. Une nouvelle journée d'action nationale, qui pourrait prendre la forme d'une grève totale, est annoncée pour le 30 novembre, jour où le président de la République doit participer aux cérémonies du bicentenaire de la Cour de cassation.

Au moment même où, dans de nombreux palais de justice, avocats, magistrats et fonctionnaires se mobilisent une nouvelle fois pour dénoncer la crise de la justice, le Sénat organisait un colloque sur le thème : « Quelle justice pour demain ? ». On devait l'initier à M. Alain Marsaud, membre fondateur de l'Observatoire des libertés, une association de juristes et de parlementaires proches de l'opposition. Cet ancien substitut du parquet de Paris a préféré quitter la justice active pour devenir conseiller du président du Sénat, M. Alain Poirer.

A ses côtés, se trouvait son ancien collègue et ami, le juge d'instruction Gilles Bouloque, et en « vedette américaine », dans une proximité d'esprit inattendue, l'avocat Jacques Vergès, qui n'a pas ménagé sa peine pour appeler les magistrats à « défendre leurs prérogatives ». S'agissait-il d'une idée originale du Sénat ou plutôt d'une « opération politicienne » ?

■ Mort de l'écrivain polonais Adolf Rudnicki. L'écrivain polonais Adolf Rudnicki est mort à Varsovie, le jeudi 15 novembre, à l'âge de soixante-dix-huit ans. L'essentiel de son œuvre a été consacré au témoignage sur l'extermination des juifs polonais (*La Mer Morte est vivante*). Ancien militant communiste il a aussi beaucoup écrit dans la presse polonaise. Il partageait sa vie entre Paris et la Pologne depuis les années 70.

## DECORATION, CHACUN VOIT OÙ EST SON INTERET!

Certains boutiques ou show-rooms de tissus d'ameublement ont bien du charme... Seulement voilà, il y a le problème des prix, du stock, du choix. Et là, souvent, rien ne va plus ! Votre intérêt : ces tous nos tissus en stock, des prix qui évitent de coûter intermédiaires, l'invitation à comparer. (depuis 40 F le mètre)

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

**BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA EN UNIVERSITÉ**  
En France, l'Université, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départes encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques.

**UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.**  
French Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.34 ou 47.45.02.19

## Une centaine d'Américains seront prochainement évacués du Koweït

Un vol permettant d'évacuer les ressortissants américains qui veulent « et peuvent » encore quitter le Koweït aura lieu dimanche 18 novembre, a annoncé jeudi le département d'Etat. Une centaine de personnes, des femmes et des enfants, ainsi que des Américains ayant la nationalité d'un pays arabe bénéficieront de ce vol charter d'Al Iraqi Airways. Ils suivront les vingt-sept membres du personnel d'un hôpital de Bagdad, vingt-cinq Irlandais, un Néerlandais et un Britannique, arrivés jeudi à Amman, et les cent soixante-dix Bulgares qui ont regagné Sofia le même jour.

D'autre part, sept mille Vietnamiens travaillant en Irak vont rentrer chez eux à bord d'avions irakiens affrétés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) avec l'aide de la CEE. En outre, un millier d'Asiatiques fuyant le Koweït sont bloqués depuis plus d'un mois du côté irakien de la frontière avec la Turquie. Enfin, M. Saddam Hussein a reçu jeudi, M. Daniel Ortega, l'ancien président du Nicaragua. L'assaut de la « solidarité » avec le peuple irakien. — (AFP, Reuters, AP)

## La France renforce son dispositif « Epervier » au Tchad

La France vient de renforcer son dispositif militaire « Epervier » à Abéché, au Tchad, a-t-on appris vendredi de source officielle au ministère de la défense. Ce renforcement limité a été décidé en raison de la situation dans l'est du pays, afin d'améliorer la sécurité des troupes françaises.

Une compagnie (150 hommes) habituellement stationnée à N'Djamena a été transférée à Abéché, plus près de la frontière avec le Soudan. Les effectifs des forces armées à Abéché passent ainsi de 350 à 500 militaires.

Selon des sources informées à Paris, les assaillants contrôlent la région délimitée par les localités de Tiné, Bahay, Iriba et Ouéréda, toutes situées non loin de la frontière tchado-soudanaise. Ces assaillants sont, selon M. Djamea, « des éléments de la légion islamique proliférante » et, selon Tripoli, « qui dément toute implication, « des opposants tchadiens armés » regroupés autour de l'ex-commandant en chef tchadien Idriss Deby.

■ M. Mauroy menace le PC. — M. Pierre Mauroy a lancé, jeudi 15 novembre, un avertissement aux responsables du Parti communiste. « Ils envisagent tranquillement de voter la motion de censure et la droite. Qu'ils sachent que, le lendemain, on leur demandera des comptes dans les mairies », a déclaré le premier secrétaire du PS devant les militants socialistes de Bron, dans la banlieue lyonnaise. M. Mauroy a précisé que les socialistes n'entendent pas, « pour autant, mettre en péril leur collaboration » municipale avec le PCF. — (Corresp.)

## le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

## LES SYNDICATS ET L'EUROPE

Envoyer 40 F (banque) à 2 F en chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 150 F pour l'abonnement annuel 150 F (économique, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)



SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Vas-y Flo!

VAS-Y Flo, vas-y Florence. Arrhaud! Tiens bon le barri! Fais-le voler ton étrange, ton superbe oiseau des mers, si léger et si pataud, qui t'empêche, bordesante petite crevette, à fleur de vagues, dans ses filets. Là aujourd'hui, la guerre du Golfe, la motion de censure, les lycéens en colère, on s'en fout, on n'a qu'une chose en tête, c'est que tu y sois, que tu y restes, toi, en tête. Tu nous verras, ça vaut mille, on est posés là, l'oreille collée au transistor, l'œil vissé sur la télé, à te souffler, haletants, dans les volles pour te pousser vers la victoire.

Si tu peux pas nous entendre, nous on t'écoute à longueur de journée chanter en duo avec Pierre Bachelet, au Top 50. Et quand je dis on, c'est moi, c'est nous, c'est les ateliers et les bureaux, c'est les livings et les laveries, c'est le métro, les bus et les taxis, c'est le radio-couloir et c'est radio-trois-trois, c'est les nans parce que t'es pas un mec, c'est les mecs parce que t'es une nane. Un véritable vent de terre s'est levé, et j'en suis la première étonnée. Moi, sortie de l'ami Karsaoun, l'appel du

grand large, ça ne m'arrachait pas au plancher des vaches. Même son record de l'Atlantique en solitaire, je l'ai inscrit distraitement dans la colonne des gains au bien du ferrisme. Et quand t'as pris le départ du Rhum avec ta minerve et ton air crâne, bien décidée à battre à la bouée les Poupon, les Birch, les Bourignon et autres superchampions du sport le plus viril et le plus macho qui soit, je me suis dit, elle rêve, la pauvre chérie, j'aurais elle y arrive.

Qu'une femme remporte la course aux voix — m'sieur le président de la très catholique République d'Irlande, m'sieur le maire de Washington, m'sieur le gouverneur du Texas? Non, madame! — on commence à trouver ça normal. Il se battent à armes presque égales maintenant, les parents. Mais là, seule sur l'océan de tous les dangers, en panne de communication, privée des conseils de ton routier, le cordon ombilical coupé, tu nous a tous rassemblés dans le sillage de ce formidable défi à la fatigue, à l'endurance, et à la maîtrise des éléments. Vas-y, Flo, tiens bon le cap! Et, quoi qu'il arrive, bravo! Et merci!

## Devant le Conseil supérieur de l'éducation nationale M. Jospin ouvre le débat sur la réforme des lycées

Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin estime que, si les lycées ont besoin de crédits, leur situation exige aussi une « évolution qualitative ». Il est donc décidé à s'appuyer sur le mouvement des lycéens pour faire passer la réforme des programmes et des méthodes en préparation depuis six mois.

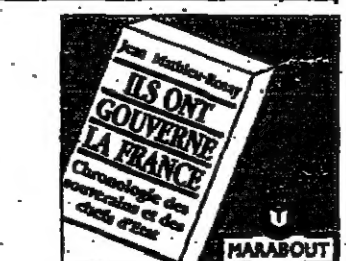
Tel est le message délivré vendredi 16 novembre par le ministre devant le Conseil supérieur de l'éducation (CSE), qui réunit les représentants de l'ensemble des partenaires de l'enseignement, syndicats d'enseignants et fédérations de parents en tête. M. Jospin s'est prononcé en faveur d'une « évolution des contenus et des programmes », estimant qu'actuellement « la cohérence du savoir que l'on enseigne » n'est « pas suffisante ».

Afin de donner leurs chances à tous les élèves, le ministre souhaite aussi « développer le travail personnel et en équipe, en soutien, d'autres façons d'acquiescer des connaissances », et organiser « la nécessaire diversification des parcours et des formations au sein du lycée ».

La discussion reprendra après que le Conseil national des programmes aura remis au ministre ses propositions sur les lycées, ce qui interviendra dès la semaine prochaine, a précisé M. Jospin.

## 13 kilomètres en souterrain et à péage M. Chirac lance des études pour le doublement du périphérique sud

M. Jacques Chirac, maire de Paris, devait annoncer, vendredi 16 novembre au Conseil de Paris, le lancement d'études pour le doublement en souterrain de la partie sud du boulevard périphérique, entre les portes d'Auteuil et de Bagneux. En fonction des résultats des études techniques, attendues pour la fin de l'année prochaine, le chantier pourrait démarrer en 1992, ce qui permettrait une mise en service progressive de ces 13 kilomètres entre 1995 et 1997. Selon les premières estimations de l'avant-projet, cet ouvrage en tunnel sur deux niveaux coûterait quelque 10 milliards de francs, et son accès serait à péage.



■ Le Sénat repousse le regroupement des élections locales. — Les sénateurs ont examiné en nouvelle lecture, vendredi 16 novembre, le projet de loi organisant le regroupement des élections locales, présenté par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur. Comme en première lecture, la majorité sénatoriale a repoussé le projet en adoptant une question préalable (qui dispose qu'il n'y a pas lieu de débiter).

■ Enlèvement et assassinat d'un cadre du Crédit lyonnais à Grenoble. — Un cadre de l'agence centrale du Crédit lyonnais de Grenoble, Jean-Claude Rostaing, âgé de cinquante ans, qui avait été enlevé mercredi 14 novembre à Echirrolles, a été retrouvé mort vendredi 16 novembre près de Saint-Georges-de-Comiers (Isère). La veille, une lettre manuscrite de M. Rostaing était parvenue à l'agence, réclamant le versement d'une rançon de 2 millions de francs.

■ Deux cent cinquante élèves victimes d'une gastro-entérite dans un lycée de l'Orne. — La gastro-entérite, qui a frappé depuis le début de la semaine deux cent cinquante élèves et une trentaine de professeurs du lycée technique de Tinchebray proviendrait, selon l'hypothèse la plus probable retenue par la DDASS de l'Orne, d'une « toxoinfection alimentaire ».

(Publié)

## Société des cadres du Monde

Les associés de la société civile à cadre variable des cadres du Monde, sont convoqués au siège social du groupe,

15, rue Falguière, 75001 PARIS Cedex 15.

Le 29 novembre 1990 à 15 heures

Pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

Ordre du jour :

- Postes d'administrateurs à pourvoir.
- Nomination des gérants de la SARL.
- Questions diverses.

Premier accord des armements

La Bulgarie

BAYON Les Animaux